Année 1953. — N° 21. Le Numéro : 15 francs. 29 Août 1953.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 250 fr.; ETRANGER : 450 fr.
(*Compte chèque postal :* 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1953

Séances des 21 et 22 Juillet 1953.

SOMMAIRE

La conjoncture économique au cours du premier semestre 1953 (1).

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE
(1er SEMESTRE 1953.)

1° Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Jacques Dumontier, rapporteur.

SOMMAIRE

TITRE Ier. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE A LA FIN DU 1er SEMESTRE 1953

I. — EVOLUTION RÉCENTE DE LA CONJONCTURE

A. — *La production industrielle.*
1° Résultats généraux.
2° Energie et transports (indices rapides).
3° Production de biens d'équipement.
4° Industrie des biens de consommation.

B. — *La production agricole.*
1° La production végétale.
2° La production animale.

C. — *L'activité commerciale*

D. — *L'emploi.*

E. — *Commerce et finances extérieures.*
1° Les importations.
2° Les exportations.
3° Ressources en devises.

F. — *Démographie.*

G. — *La conjoncture internationale.*
1° La conjoncture américaine.
2° La conjoncture européenne.

II. — LES PROBLÈMES FINANCIERS

1° *La stabilité des prix.*
a) Prix étrangers.
b) Les prix de gros.
c) Les prix de détail.
d) Taux des valeurs refuges.

2° *Evolution des différents pouvoirs d'achat.*
a) Les salaires.
b) Salaires indirects.
c) Pouvoir d'achat ne provenant pas des salaires.

3° *Finances et crédit.*
a) Le déficit budgétaire.
b) Le crédit.

TITRE II. — EXPLICATIONS ET RECHERCHES DES MOYENS D'EXPANSION

A. — *La production française a eu une fâcheuse tendance à s'accoutumer à un niveau insuffisant.*
1° Exemples dans le passé.
2° Les causes de cette inertie sont les mêmes que celles qui poussent à l'inflation.
3° L'équilibre actuel est un faux équilibre.
4° Le niveau de production atteint est insuffisant.

B. — *La récente évolution financière a accumulé les charges inflationnistes.*
1° Les séquelles de l'inflation.
2° L'insuffisance de consolidation de la dette publique.
3° Diminution du déficit budgétaire.
4° La politique du crédit.
5° Les mesures de transition.

CONCLUSION

(1) Les délibérations du Conseil économique sur cette question figurent au *Bulletin du Conseil économique* n° 25 du 22 juillet 1953 et n° 26 du 23 juillet 1953.

Le Conseil économique a mission de présenter, deux fois par an, un rapport sur l'état de la conjoncture économique.

Depuis le troisième rapport, adopté en décembre dernier, le Conseil a été appelé, le 12 mai, à donner son avis sur les documents établis par la commission des comptes et des budgets économiques de la Nation. A cette occasion, il avait apprécié les prévisions économiques de cet organisme pour l'année 1953, et avait dû, indirectement, faire un point sommaire de la conjoncture.

Le Conseil avait alors mis en valeur les traits essentiels de l'économie française, marqués par une opposition paradoxale entre un début de récession ou, à tout le moins, une stagnation de l'activité générale, et, d'autre part, la persistance ou même l'aggravation des risques inflationnistes graves.

Ce quatrième rapport, qui examine la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1953, sera consacré à l'analyse plus détaillée de cette double tendance, maintenant affirmée et des perspectives d'avenir qu'elle comporte.

C'est pourquoi le plan adopté comprend deux parties de valeur fort différente :

I. — La description de la situation économique, à la fin du premier semestre ;

II. — Un essai d'interprétation des causes qui ont pu motiver cette évolution et la recherche des moyens qui permettraient d'assurer l'expansion de la production dans la stabilité monétaire.

TITRE Ier

LA SITUATION ECONOMIQUE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE 1953

Les principaux traits de la situation économique actuelle sont apparus à la fin de l'année dernière et se sont précisés depuis. Alors que, précédemment, l'évolution de la conjoncture, que l'on pourrait appeler matérielle, c'est-à-dire du volume de la production et des échanges, était en harmonie avec les phénomènes monétaires, il semble maintenant qu'une légère contradiction, au moins apparente, oppose ces deux aspects, cependant liés de l'économie française. C'est pourquoi il a semblé opportun de décrire séparément le comportement de l'économie, considérée sous son aspect matériel, avant de décrire les mouvements d'argent auxquels il a donné naissance.

I. — Evolution récente de la conjoncture.

Si l'on excepte quelques mois d'hésitation au commencement de l'année 1950, l'économie française avait, dans l'ensemble, connu depuis la guerre une expansion continue. Depuis six mois, au contraire, presque tous les secteurs de l'activité semblent connaître une hésitation, sinon une régression.

A. — La production industrielle

1° Résultats généraux.

L'indice de la production industrielle, calculé par l'I. N. S. E. E., montre un recul de 5 p. 100 sur l'an dernier.

Il y a peu de branches qui n'aient été touchées en France par la dépression, et on note plus particulièrement parmi celles-ci, les groupes de l'énergie et de la production des métaux.

Indice de la production industrielle.

Bâtiment exclu, base 100 en 1938.

	1951	1952	1953	Variation de 1952 à 1953.
Janvier	136	151	144	— 5 p. 100
Février	140	152	145	— 5 p. 100
Mars	137	152	143	— 6 p. 100
Avril	142	151	143	— 5 p. 100
Mai	145	148	144	— 3 p. 100
Juin	144	147	—	(Prov.) —

Cependant, les résultats de mai — et plus encore — les indices rapides de juin (consommation d'électricité, tonnages transportés par fer) confirment que l'on est, pour le moment, en présence d'un palier. Contrairement à ce que l'on avait pu craindre, le repli de la production d'environ 5 p. 100, amorcé en janvier, ne s'est pas accentué : la dépression ne s'est pas accrue. En sens inverse, il est vrai, on ne peut discerner aucun signe sensible de reprise, si l'on excepte les indices rapides de juin, qui demanderaient confirmation. Si, à partir de mai, la baisse de la production est plus faible, rapportée aux mois correspondants de l'année dernière, c'est que l'arrêt de l'expansion a commencé à faire sentir ses effets en 1952.

Cependant, le palier de 143-145, où se tient la production industrielle, apparaît nettement insuffisant et au-dessous de nos capacités de production de 7 à 10 p. 100.

2° Energie et transports (indices rapides).

L'indice de la production industrielle est tardif et lourd. Seuls, les indices rapides ont un intérêt à court terme.

L'évolution de l'activité se traduit dans la production d'électricité, mais, cependant, avec beaucoup moins d'ampleur.

L'hydraulicité, qui avait laissé à désirer vers le mois de mars, est devenue à nouveau satisfaisante. Alors qu'il n'était que de 35 p. 100 un mois auparavant, le coefficient de remplissage des bassins atteint 52 p. 100 fin mai, contre 61 p. 100 de l'année précédente et 73 p. 100 fin juin contre 76 p. 100.

Consommation d'électricité (en millions de kWh).

	1952	1953
Janvier	3.504	3.579
Février	3.226	3.112
Mars	3.270	3.250
Avril	3.121	3.130
Mai	3.131	3.040
Juin	3.012	3.210

Le phénomène récent le plus important est la reprise très nette de la consommation d'électricité en juin, qui indique une hausse de plus de 6 p. 100 sur l'année dernière. Même en tenant compte de l'accroissement normal de la production d'électricité, cet indice marque une légère reprise.

La production de charbon se poursuit à un rythme normal, en légère progression sur l'an passé. Le rendement par poste au fond atteint presque constamment 1.430 kilogrammes au cours des mois de mai et juin. La production par jour ouvré n'atteint cependant pas les 200 milliers de tonnes que constituaient les chiffres records d'octobre-novembre 1952, traduisant le léger chômage de certains bassins.

La récession dans le domaine industriel s'est traduite, dès lors, par un accroissement du stock marchand : de 147 milliers de tonnes en septembre 1951, ce dernier n'a cessé de progresser jusqu'à atteindre 2.796 milliers de tonnes fin avril de cette année ; il semble, depuis, devoir se stabiliser, sans que la baisse soit très nette et malgré une réduction du nombre de jours de production.

La concurrence du fuel est active, sa production étant, pendant le même temps, en augmentation.

Les statistiques des transports routiers sont peu sûres et tardives, mais il est plus facile de suivre l'évolution des transports ferroviaires, qui représentent à peu près les trois quarts des transports intérieurs français.

Pour ce dernier mode de tranport, le recul est sensible sur l'année dernière, par suite, notamment, de l'absence de courants en matières pondéreuses, comme les combustibles solides ou les matériaux de construction, au début de l'année. Cependant, on constate le même redressement en juin que pour la consommation d'électricité.

Recettes marchandises de la Société nationale des chemins de fer français à tarif constant.

(Moyennes hebdomadaires en milliards de francs.)

	1952	1953	Variations
Janvier	5,84	4,96	— 15 0/0
Février	5,88	5,32	— 9 0/0
Mars	5,98	5,50	— 8 0/0
Avril	5,44	4,96	— 9 0/0
Mai	5,71	5,12	— 10 0/0

3° Production de biens d'équipement.

La production de biens d'équipement apparaît hésitante.

La sidérurgie, d'une part, et le bâtiment, d'autre part, ont suivi une évolution que nous retraçons ci-dessous ; après un hiver difficile, ils connaissent, au printemps, une activité soutenue ; mais ils ne peuvent guère donner le ton de la conjoncture, car la production d'acier est influencée par l'ouverture du marché commun européen. Quant à la construction, elle dépend intimement du volume des crédits publics qui lui sont affectés.

La transformation des métaux, beaucoup plus représentative de l'ensemble du groupe, a connu des résultats médiocres depuis six mois. En décembre, elle marquait un premier recul ; en mars, elle en connaissait un second, léger, se trouvant à

près de 8 p. 100 au-dessous du niveau de l'automne. Il est vraisemblable qu'elles ont participé à la légère reprise de juin, mais on ne peut tirer de conclusion de ce mouvement, qui appelle confirmation.

La sidérurgie présente une allure particulière: après les records de production de l'automne dernier, si la production de fonte et d'acier se maintient au niveau de l'an dernier, en revanche les produits finis connaissent un recul.

En tout état de cause, nos productions restent en-dessous de nos possibilités, accrues par de récents travaux de modernisation.

Sidérurgie.

	PRODUCTIONS EN 1.000 TONNES		
	Fonte brute.	Acier brut.	Produits finis laminés.
Moyenne des 5 premiers mois de 1952	796	903	659
Octobre 1952 (max.)	871	1.001	745
Moyenne des 5 premiers mois de 1953	805	897	621
Variations en un an	+ 1 %	— 1 %	— 6 %

Cette situation est due, d'une part, au « dégonflement » des carnets de commandes et, d'autre part, à la situation d'attente créée par l'ouverture du marché commun de l'acier, après l'effort fait par les industriels à l'automne, pour accroître les exportations. En juin, les commandes se sont relevées d'un quart, d'une manière homogène, suivant les secteurs, mais en restant encore légèrement inférieures aux livraisons. Cependant, depuis le départ des barèmes de prix à la C. E. C. A. le 20 mai, un flottement s'est dessiné dans les perspectives de cette activité, qui sont encore bien imprévisibles.

La construction automobile, qui envisageait l'avenir avec crainte, continue à produire à un rythme satisfaisant, la demande intérieure étant toujours forte, au moins pour les voitures de tourisme. Seules, les exportations semblent avoir une reprise plus difficile, malgré les ventes de pièces détachées et de châssis, pour le montage à l'étranger. La production des neuf premiers mois de l'année 1953 sera vraisemblablement du même ordre que pour la période correspondante de 1952.

La reprise saisonnière dans le bâtiment est très marquée, mais se heurte toujours, dans certaines régions, à un manque de main-d'œuvre qualifiée. En l'absence de statistiques directes, la production de matériaux de construction, en augmentation, donne un aperçu de la situation.

Production de ciments (en milliers de tonnes).

	1952	1953
Janvier	623	478
Février	579	515
Mars	746	790
Avril	747	823
Mai	768	826

Par ailleurs, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics confirment cette reprise. Bien qu'elle soit en majeure partie saisonnière, elle permet d'atteindre et de dépasser l'activité des années précédentes. Seuls, les indices du ministère du travail sont assez récents pour permettre d'en juger:

Indice des heures de travail (100 en 1938) *dans le bâtiment et les travaux publics.*

Mars-avril 1949	149,9
— 1950	151,7
— 1951	161,3
— 1952	174,7
— 1953	180,0

4° *Industrie des biens de consommation.*

A l'inverse de ce qui se passait pour les biens d'équipement, les industries de biens de consommation ont connu des difficultés, dès le commencement de 1952, mais il ne semble pas que le 1er trimestre de 1953 les ait accentuées.

Le textile a, lui aussi, une évolution trop particulière pour donner le ton de la conjoncture. La crise mondiale, en ce domaine, a été arrêtée vers le milieu de l'année dernière. Une légère reprise a succédé, comme en France, aux périodes difficiles.

Mais il semble bien qu'un effort de productivité — matériel en période de récession — en soit la cause. Aussi, dans ce domaine, les indices d'activité indiquent une diminution de la main-d'œuvre employée, alors que la production se maintient. En outre, la perte de débouchés du coton au profit des autres fibres, naturelles et artificielles, obscurcit la tendance. L'accroissement de productivité a, dans ce secteur, entraîné une réduction de l'emploi.

Industries textiles (production en tonnes).

	MOYENNES mensuelles.		1953				
	1938	1952	janvier.	février.	mars.	avril.	mai.
Production de:							
Laine peignée	5.250	4.744	5.690	5.459	6.069	5.963	5.470
Filés de laine	9.840	9.477	9.284	9.532	9.559	10.050	
Tissus de laine	6.650	6.057	5.771	5.212	5.681	5.570	
Filés de jute	6.666	7.031	7.157	6.697	7.540	7.763	6.892
Tissus de jute	5.000	5.536	5.093	5.095	5.799	5.850	5.164
Filés de coton	20.810	21.370	21.980	20.530	23.286	22.911	
Tissus de coton	15.209	15.968	16.080	15.929	17.157		

B. — La production agricole

Le retard pris dans les semailles à la fin de l'automne dernier a été presque entièrement comblé depuis, grâce aux travaux entrepris dans les grandes zones de production, les conditions atmosphériques étant assez favorables dans l'ensemble. Dans la répartition, au 1er juin, des terres labourables, une légère réduction des céréales est compensée par une augmentation des plantes sarclées et des cultures fourragères. Les livraisons d'engrais à l'agriculture pour la campagne en cours semblent avoir été moins importantes que pour la campagne précédente. En ce qui concerne le cheptel, le troupeau bovin a souffert l'an dernier de l'épizootie de fièvre aphteuse, qui est partout en régression et ne s'est pas développée à nouveau au printemps: la période de soudure pour la viande n'a connu aucune tension cette année et le marché s'est trouvé normalement approvisionné. Peut-être cette abondance fut-elle une séquelle de la fièvre aphteuse.

Dans l'ensemble donc, la production agricole paraît devoir être légèrement supérieure à celle de l'an dernier.

1° *La production végétale.*

Pour les pommes de terre, les surfaces plantées sont, en général, plus importantes que l'an dernier: la récolte de pommes de terre primeurs est satisfaisante, mais légèrement en retard. Les cultures de betteraves à sucre sont en régression, la décision de limiter à 400.000 hectares les surfaces à ensemencer, bien que prise un peu tard, semble être respectée. Les champs sont en bonne condition à la fin du mois de mai et l'on peut prévoir une augmentation de la production sur la campagne médiocre de 1952.

Quant aux céréales, on note une surface ensemencée à peu près équivalente à celle de l'année dernière, la régression du blé étant compensée par un plus large ensemencement des orges. A l'heure actuelle, avec des conditions climatiques normales, la récolte de blé est estimée à 80 millions de quintaux contre, rappelons-le, 84 millions de quintaux l'an dernier. En revanche, les surfaces ensemencées en orge continuent de croître d'année en année, tandis que l'avoine reste stationnaire.

Les vignes, malgré quelques dégâts localisés et les mauvaises apparences du vignoble bitterois, qui semble atteint cette année de dépérissement, sont en bon état et les possibilités de récoltes satisfaisantes. De même, les pommes et les poires à cidre permettent d'espérer des productions abondantes, tout au moins en Bretagne.

2° *La production animale.*

La consommation de lait marque une tendance à l'augmentation; une nette amélioration a été constatée dès le mois d'avril, après un mois difficile: la production herbagère et fourragère a, en effet, été abondante. Les foins récoltés seront abondants,

sinon de bonne qualité. La période de soudure étant passée, l'approvisionnement en viande des grands marches semble donc pouvoir se maintenir aisément au niveau atteint pendant trois années. La baisse des prix à la production peut d'ailleurs rendre à peu près compétitive la production française sur les marchés extérieurs. Il ne faut pas oublier cependant que, depuis trois ans, la population a augmenté d'environ 2 p. 100.

Evolution des prix de la viande à la Villette depuis janvier 1953

(prix du kilogramme).

	1er JANVIER	5 FEVRIER	5 MARS	2 AVRIL	4 MAI	1er JUIN	2 JUILLET
Bœufs (poids net) :							
Extra	324	316	316	316	322	308	286
1re qualité	266	252	246	244	252	256	236
2e qualité	184	168	174	180	194	190	170
3e qualité	140	130	132	138	144	140	118
Veaux (poids net) :							
Extra	460	480	486	486	488	480	400
1re qualité	370	400	410	400	400	390	320
2e qualité	260	280	280	272	275	280	230
3e qualité	190	200	200	200	210	230	200
Moutons (poids net) :							
Extra	560	564	564	576	586	564	316
1re qualité	404	430	440	470	488	470	435
2e qualité	270	280	304	320	334	314	292
3e qualité	210	210	210	220	226	210	190
Porcs (poids vif) :							
Extra	203	188	184	184	194	213	220
1re qualité	189	166	162	165	171	180	185
2e qualité	145	138	136	139	142	151	163
3e qualité	40	40	40	40	43	43	43

C. — L'activité commerciale

Au commencement de l'année, l'activité commerciale semblait varier d'une manière différente de l'activité industrielle.

Certes, le nombre des faillites commerciales a augmenté d'environ 15 à 20 p. 100 sur la moyenne de 1951 et 1952, restant cependant inférieures en moyenne mensuelle à celui de 1938; mais les hésitations des créanciers à ouvrir une faillite devant les privilèges du Trésor et de la sécurité sociale rendent cette comparaison peu valable.

Mais, dans l'ensemble, la baisse de l'activité n'a pas été, en hiver, aussi prononcée que dans l'industrie.

Le phénomène le plus net semble être une légère modification de structure de l'activité commerciale, au profit des coopératives de consommation et des grands magasins. Ces derniers, notamment, ont augmenté leur chiffre d'affaires de 1952 à 1953.

Indices du chiffre d'affaires des grands magasins.

	1952	1953
Février	129	123
Mars	146	151
Avril	148	151
Mai	149	157

Il est regrettable que l'on ne puisse disposer de plus d'éléments chiffrés sérieux pour ce secteur. Il eût été particulièrement intéressant de comparer l'activité du gros et celle du détail.

D. — L'emploi

Le recul saisonnier du chômage secouru s'est fait 15 jours plus tôt que l'année dernière. La régression saisonnière actuelle est aussi rapide que la normale. Le chômage secouru affecte, au 1er juillet, un peu plus de 60.000 travailleurs pour la France entière, contre 36.000 en 1952, ce qui a nécessité l'ouverture de 876 fonds de chômage (maximum 15 avril), nombre depuis en régression (801 au 1er juillet): on comptait seulement 430 fonds, aussi bien en janvier qu'en octobre 1952.

Le trait caractéristique du chômage en France a donc été un accroissement rapide pendant l'hiver, difficilement résorbable. On estime généralement que les chômeurs secourus sont 4,5 fois moins nombreux que les chômeurs totaux réels, ce qui donnerait environ, au 1er juillet, 270.000 travailleurs sans emploi.

Le chômage partiel indemnisé, qui a particulièrement affecté le textile pendant l'année 1952, a eu une évolution légèrement différente, puisque le nombre des salariés indemnisés pour chômage partiel a été en régression d'août à décembre 1952 et n'a que légèrement progressé au cours de l'hiver, pour être approximativement au niveau des mois correspondants de l'année dernière.

Les branches d'activité les plus atteintes par le chômage restent, en valeur relative, les professions du spectacle, la manutention, les industries des cuirs et peaux, du bâtiment et du textile.

La situation dans le bâtiment, alors que nous avons vu qu'il manquait de main-d'œuvre, montre le manque de mobilité de celle-ci et surtout le manque de qualification.

Chomage

Nombre de chômeurs secourus dans la France entière

(en milliers).

	1952	1953
1er janvier	33,04	54,34
1er février	37,90	67,09
1er mars	41,16	75,21
15 mars	41,53	75,54 (max.)
1er avril	41,64 (max.)	75,52
15 avril	41,35	72,79
1er mai	39,46	71,03
15 mai	38,76	68,89
1er juin	37,91	67,01
15 juin	36,66	63,26
1er juillet	36,10	60,07
Evolution depuis le maximum	— 13 0/0	— 20 0/0

Chômage partiel indemnisé pour l'ensemble des salariés

(en milliers).

	1952	1953
Janvier	85,7	123,9
Février	102,2	125,2
Mars	87,8	124,8
Avril	97,2	97,0
. . . . .		
Août	160,9 (max.)	

Les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité économique et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er avril 1953 indiquent que l'indice d'activité, c'est-à-dire l'indice du nombre d'heures-ouvrier effectuées reste sensiblement stationnaire pour l'ensemble des branches, depuis le 1er janvier, passant de 123,2 à 123,0 (sur la base 100 en 1938). Depuis l'année dernière (126,7 au 1er avril), le recul s'inscrit ainsi à 3 p. 100, dû principalement à la réduction des effectifs (près de 2 p. 100) plus qu'à la diminution de la durée hebdomadaire moyenne du travail:

	1951	1952	1953
1er janvier	45,0 h.	45,1 h.	44,5 h.
1er avril	45,2 h.	44,9 h.	44,5 h.
1er juillet	45,2 h.	44,8 h.	
1er octobre	45,3 h.	45,0 h.	

L'évolution de l'*indice des effectifs* est toutefois différente suivant les branches, depuis un an; tandis qu'à peu près seul, le bâtiment et les travaux publics (153,2 contre 148,7) sont en progression, les industries mécaniques et électriques (124,1 contre 130,4), la production des métaux (113,5 contre 116,7), le textile (92,0 contre 97,7), l'industrie du bois et l'ameublement (112,5 contre 121,2) accusent des baisses sensibles.

Indices du niveau de l'activité dans les établissements.

(Base 100 en 1938.)

	1952			1953		EVOLUTION annuelle.
	Avril.	Juillet.	Octobre.	Janvier.	Avril.	
						P. 100.
Toutes activités	126,3	126,4	126,8	123,2	123,0	— 2,6
Energie	132,7	132,1	131,2	130,7	129,0	— 2,8
Industrie de transformation	137,7	137,5	138,2	132,9	132,9	— 3,5
Dont industrie mécanique et électrique	154,8	153,2	150,7	145,3	141,8	— 8,4
Bâtiment, travaux publics	174,7	183,1	184,5	170,1	180,0	+ 3,0
Industrie textile	106,9	99,7	102,8	102,9	101,1	— 5,4
Transports	98,4	98,6	98,0	97,0	96,2	— 2,2
Activités commerciales et libérales	105,7	106,9	107,3	106,0	106,1	+ 0,4

E. — Commerce et finances extérieures

Depuis un an, notre commerce extérieur a connu un incontestable redressement, mais trop optimiste: la persistance d'un déficit commercial important est alarmante et n'en constitue pas moins une lourde charge pour nos ressources en devises. En effet, la précarité de notre équilibre commercial avec l'étranger s'accompagne d'une faiblesse accrue de nos éléments « invisibles », dont la balance est devenue déficitaire à partir de 1945.

Seuls, les revenus du tourisme présentent un excédent permanent.

a) Si l'on considère *notre balance commerciale avec l'étranger du point de vue « valeur », on constate:*

D'une part, que nos importations, qui n'étaient compensées par nos exportations qu'à concurrence de 53 p. 100 pour le premier trimestre 1952, l'étaient à 82 p. 100 pour le 4e trimestre de la même année, chiffre que nous retrouvons avec le mois d'avril 1953, pour autant que les échanges constatés sur un mois peuvent être significatifs;

D'autre part, que ce résultat est obtenu par une baisse de nos importations de l'ordre de 25 p. 100 et par une hausse de nos exportations de 15 p. 100 environ.

Commerce extérieur avec l'étranger en valeur.

(En milliards de francs.)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	POURCENTAGE de couverture.
1952			
1er trimestre	128,16	67,89	53
2e trimestre	107,17	67,90	63
3e trimestre	86,21	63,87	74
4e trimestre	88,98	73,05	82
1953			
1er trimestre	98,91	71,75	72
Avril	97,86	79,69	81
Mai	83,98	73,33	87
Juin	95,9	80,3	84

b) Mais si l'on considère *l'ensemble des échanges de la France métropolitaine, tant avec l'étranger qu'avec les territoires d'outre-mer*, la situation est autre. Si la situation actuelle de notre commerce extérieur s'accorde avec la dépression économique, elle apporte également une diminution appréciable de notre déficit. Pour le 4e trimestre 1952, le pourcentage de couverture de l'ensemble du commerce extérieur, y compris les échanges avec nos territoires d'outre-mer, a atteint 104, niveau qu'il n'avait pas connu depuis le 1er trimestre 1951, époque à laquelle nos restrictions d'importations avaient un caractère spéculatif.

Ces derniers mois, les investissements dans les territoires d'outre-mer ont fait progresser nos exportations, mais ce solde favorable grève assez lourdement notre économie, tant au point de vue budgétaire qu'au point de vue des investissements privés.

1° *Les importations.*

D'une année à l'autre, il ressort de la comparaison des indices du volume du commerce extérieur avec l'étranger que la baisse de nos importations existe à peu près dans tous les secteurs. Elle atteint principalement les produits fabriqués de consommation, dans l'assez forte proportion de 45 p. 100, mouvement qui s'ajoute à celui du trimestre précédent.

Indices trimestriels du volume.

(Base 100 en 1949.)

	MATIERES premières et demi-produits.	PRODUITS FABRIQUES		ALIMENTATION
		Equipement.	Consommation	
	Importations en provenance de l'étranger.			
1952 1er trimestre	146	129	346	139
1953 1er trimestre	133	123	191	138
Pourcentage de réduction	— 9 %	— 5 %	— 45 %	— 1 %
	Exportations vers l'étranger.			
1952 1er trimestre	160	169	96	121
1953 1er trimestre	189	155	91	110
Pourcentage de variation	+ 18 %	— 8 %	— 5 %	— 9 %

Cette récession de nos importations se retrouve également, à un degré moindre, pour les biens d'équipement, mais aussi pour les matières premières et cela, d'une manière assez permanente, d'environ 10 p. 100. Dans ce total, la diminution depuis un an de l'indice du volume des combustibles minéraux solides est d'environ 25 p. 100.

Des importations de produits alimentaires, après un important recul au cours de l'année 1952, sont stables, malgré une augmentation des produits indispensables provenant de nos territoires d'outre-mer et produits laitiers. La consommation de lait est, en effet, en progression et il a fallu compenser les conséquences de l'épizootie de fièvre aphteuse; la teneur en matières grasses du lait livré à la consommation, qui a été maintenue à 30 grammes par litre depuis le 1er août 1952, permet normalement la production de 10.000 tonnes de beurre supplémentaires.

2° *Les exportations.*

Au début de l'année 1952, des mesures importantes d'aide à l'exportation ont été prises et renforcées depuis. Elles ont commencé à porter leurs fruits à l'automne et, pour le 1er trimestre 1953, les indices globaux de nos échanges avec l'étranger indiquent une progression de 8 p. 100 en un an, passant de 142 (base 100 en 1949), pour le 1er trimestre 1952 à 154, pour le 1er trimestre 1953.

Mais les indices détaillés (faisant abstraction de l'évolution des prix) montrent toutes les difficultés rencontrées par la France pour développer ses exportations et qui ne sont pas seulement propres à notre pays (elles se traduisent par les mesures restrictives prises par différents pays et qui ont peu à peu paralysé les échanges internationaux). En effet, la comparaison du 1er trimestre 1953 avec le même trimestre de l'année dernière montre que la progression est uniquement le fait des matières premières et des demi-produits, dont l'indice est de 8 p. 100 au-dessus de celui du 4e trimestre 1952.

La principale forme d'aide vise le remboursement partiel des charges fiscales et sociales, lorsqu'il s'agit de la production d'objets manufacturés. En fait, le remboursement étant forfaitaire, peut avoir un effet différent suivant les activités et suivant les firmes. En outre, les intermédiaires ont pu, dans certains cas, bénéficier d'une aide essentiellement destinée à la production; cependant, le ralentissement des achats sur le marché national a poussé les exportateurs à faire un effort d'expansion commerciale à l'étranger, l'Etat assumant, là encore, une part des charges financières.

D'autre part, en ce qui concerne les biens d'équipement, la garantie de prix faite aux industriels doit leur permettre de pallier la disparité des prix qui peut subsister à l'heure actuelle entre la France et l'étranger. Il a également été décidé de faire bénéficier de cette procédure de garantie de prix les fournisseurs de matériel faisant l'objet de commande off shore.

Nos prix demeurent, en effet, en moyenne, supérieurs à ceux qui sont pratiqués à l'étranger. Le taux de l'échange s'est amélioré depuis un an, grâce à la baisse sensible de l'indice des valeurs moyennes à l'importation plus qu'à celle de l'indice des valeurs à l'exportation, qui a peu varié.

Parmi les dangers les plus sérieux qui menacent notre commerce extérieur, il faut noter la renaissance de l'exportation allemande et la précarité des commandes off shore.

COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange avec l'étranger.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TAUX de l'échange.
1952			
1er trimestre ...	151	126	83
2e trimestre	147	127	86
3e trimestre ...	136	127	93
4e trimestre ...	132	124	94
1953			
1er trimestre ...	130	122	94

3° *Ressources en devises.*

Si notre déficit avec la zone « dollar » est en régression depuis un an, il n'en est pas de même avec la zone « U. E. P. » et plus particulièrement avec la zone « sterling ».

Notre déficit croissant à l'Union européenne des paiements ne s'explique d'ailleurs pas uniquement par le solde de la balance commerciale. Jusqu'à la fin de 1952, le rapatriement des devises se faisait assez régulièrement, quoiqu'avec un certain retard. Depuis le commencement de cette année, la progression du solde créditeur des zones « sterling » et « dollar » est due, en grande partie, au retard apporté par les exportateurs français dans le rapatriement des devises. Mais il faut tenir compte également des majorations de facture et du déficit propre aux territoires d'outre-mer.

En avril et en mai, nous n'avons pas eu besoin de toucher à nos réserves en or ou en dollars, les Etats-Unis nous ayant accordé des « ressources spéciales », comme le permet l'accord. Aussi, le solde cumulatif de notre déficit à l'U. E. P. reste, fin mai, à 634,4 millions de dollars.

Il est superflu d'insister sur le caractère de précarité que présentent, non seulement ces ressources spéciales, mais l'ensemble des commandes off shore.

Position cumulative de la France en fin de mois à l'Union européenne des paiements.

(En millions de dollars, unité de compte.)

	POSITION COMPTABLE		RÈGLEMENT PAR		RESSOURCES
	mensuelle.	cumulative (maximum).	crédits.	versements or ou dollars.	spéciales cumulées.
Mars 1951.....	+ 26	+ 271,9	+ 187,5	+ 83,4	
Mars 1952.....	— 29,5	— 445,1	+ 362,8	— 82,3	
Décembre 1952..	— 71	— 612,8	— 312	— 300,8	
Janvier 1953.....	— 10,9	— 623,7	— 312	— 311,7	
Février 1953.....	— 11,3	— 635	— 312	— 343	
Mars 1953.....	— 10,4	— 674,4	— 312	— 362,4	
Avril 1953.....	— 51,6	— 674,4	— 312	— 362,4	+ 51,6
Mai 1953.....	— 37,4	— 674,4	— 312	— 362,4	+ 89
Juin 1953.....	— 56,6	»	»	»	»

F. — DÉMOGRAPHIE

L'évolution démographique n'est utilement observable qu'à long terme. Après le redressement de la natalité en France, dû aux naissances retardées par la guerre, le mouvement se ralentit depuis 1949, mais semble un phénomène acquis: en baisse de 8 p. 100 depuis 1949, le nombre relatif des naissances se situe encore à 15 p. 100 au-dessus de la période d'avant-guerre.

La mortalité continue de baisser et a atteint, en 1952, le niveau le plus bas qui ait été observé en France, soit un taux inférieur de 10 p. 100 depuis 1949, année où le taux était anormalement élevé. On a, en effet, relevé au cours du premier trimestre 1949, 12.000 cas mortels de grippe, chiffre que vient également de connaître le premier trimestre 1953, avec 184 décès pour 10.000 habitants.

	POUR 10.000 HABITANTS		EXCÉDENT des naissances sur les décès.	DÉCÈS d'enfants de moins de 1 an pour 1.000 nés vivants.
	Nombre de naissances.	Nombre de décès.		
1922-1938	173	163	+ 10	
1949	209	137	+ 72	56
1950	205	127	+ 78	47
1951	195	133	+ 62	46
1952	192	123	+ 69	41
1er trimestre 1952	198	145	+ 53	53
1er trimestre 1953	193	184	+ 9	48

Ce résultat est dû, en partie, au recul accentué de la mortalité infantile, qui est une des caractéristiques essentielles de l'évolution démographique d'après-guerre: en 1952, le taux est inférieur de 27 p. 100 à celui de l'année 1949, où le taux était lui-même en recul sur l'avant-guerre. Malgré cette évolution rapide, de grands progrès sont encore possibles, puisque la France ne se situe qu'au 9e rang des pays de l'Europe occidentale, pour l'année 1951.

Pour le 1er trimestre de l'année 1953, la mortalité infantile qui présente, comme la mortalité générale, une pointe saisonnière, n'a pas eu la même évolution que cette dernière. Le taux de mortalité infantile est le plus faible observé jusqu'ici, à cette époque de l'année.

Finalement, le taux de la population présente moyenne évaluée s'établit ainsi:

1949, 41,6 millions d'habitants.
1950, 41,9 millions d'habitants.
1951, 42,2 millions d'habitants.
1952 42,6 millions d'habitants.

soit une progression de un million en trois ans.

L'accroissement matériel de la population est le plus faible observé au cours de ces dernières années, à pareille époque (1er trimestre); d'ailleurs, 40 départements français sur 90 ont en 1953, un bilan démographique déficitaire.

Dans le proche avenir, les tranches d'âge concernant les adultes continueront à diminuer en valeur relative, au profit des classes âgées et surtout des jeunes. Le groupe actif (20 à 64 ans) verra donc sa charge augmenter, au cours des prochaines années.

	Janvier 1953.	Janvier 1964.
0 à 19 ans.....	30,1	31,5
20 à 64 ans.....	58,4	56,8
65 ans et plus.....	11,5	11,7
	100	100

La population active représente environ la moitié de la population totale, si l'on s'en tient aux évaluations faites à partir du recensement de 1946. Elle a moins progressé pendant la même période que la population totale et on peut prévoir qu'elle se développera peu jusqu'en 1961, du fait de l'arrivée à l'âge mûr des classes peu nombreuses nées à partir de 1931.

L'immigration des travailleurs en France est surtout le fait de main-d'œuvre d'Algérie: sur un total d'environ 40.000 personnes, dont 6.000 membres de familles de travailleurs permanents, les mouvements des Algériens avec la métropole ont fourni une immigration nette de 35.000 personnes environ.

Au total, dans l'évolution immédiate de la conjoncture, la population active ne constitue en aucune manière un facteur d'expansion. Au contraire, le nombre des consommateurs augmente de presque 1 p. 100 par an, absorbant à lui seul une fraction du progrès technique.

G. — La conjoncture internationale

Il n'est plus possible de passer en revue les facteurs d'expansion ou de stagnation, sans noter l'évolution des principales économies étrangères.

1° *La conjoncture américaine.*

Au mois de mars 1953, la production industrielle américaine avait atteint un niveau record, avec l'indice 200 sur la moyenne 1925-1939. Pour les quatre derniers mois, la hausse avait été de 3 p. 100, se faisant particulièrement sentir dans le domaine des biens durables.

Depuis le mois de mars, la progression s'est arrêtée et la production marque un palier. La production d'acier, notamment, est encore soutenue et a paru satisfaire la demande avant le dernier trimestre.

Un certain nombre d'indices permettent de penser qu'il ne faut pas s'attendre à un recul accentué de l'activité américaine dans le proche avenir. Les enquêtes menées par le département du commerce révèlent de grands besoins d'investissements. Cependant, la nécessité d'étaler les dépenses budgétaires risque de peser sur l'activité industrielle.

La situation agricole fait ressortir de gros excédents, notamment en blé et en coton.

2° *La conjoncture européenne.*

La production industrielle anglaise a retrouvé à nouveau le niveau de 1951, c'est-à-dire s'inscrit à 6 p. 100 environ au-dessus de celui de 1952. Cette reprise provient essentiellement des secteurs du textile et de l'automobile, qui avaient diminué leur activité l'an dernier.

De même, l'économie italienne se relève de la récession de 1952, sauf cependant dans l'industrie cotonnière, où une crise sévère persiste.

Il en est de même pour l'Allemagne occidentale, dont l'activité économique a connu une nette reprise depuis mars dernier. Malgré une augmentation des stocks, les industriels ne sont pas pessimistes. Il est toutefois difficile d'interpréter un tel résultat, qui ne pourrait, semble-t-il, se maintenir qu'avec une exportation soutenue.

S'opposant à ces résultats, la stagnation de la production industrielle belge reflète peut-être la sensibilité de l'économie belge — très libérale — et l'hésitation internationale. Elle ne dépasse pas les niveaux de l'année dernière, eux-mêmes fort modestes, n'étant que de 25 p. 100 supérieurs à ceux d'avant-guerre.

Au total, il est difficile d'estimer la situation économique des principales nations occidentales. A l'exception de la Belgique, leur économie progresse par petits bonds. Elles semblent maintenant se remettre de la crise de 1952, qu'elles ont connue six mois avant la France.

II. — Les problèmes financiers.

Depuis dix-huit mois environ, l'évolution dans le domaine financier se caractérise par l'opposition entre deux phénomènes, que l'on pourrait croire divergents : la stabilité des prix et du pouvoir d'achat et le déficit budgétaire. Mais ces temps derniers, l'attention a été plus particulièrement attirée sur le deuxième, que ne parvenaient plus à couvrir les moyens habituels de trésorerie.

1° La stabilité des prix

A. — *Prix étrangers.*

Cette stabilité se retrouve dans les prix pratiqués à l'étranger. L'indice quotidien Moody's des prix de gros au comptant à New-York, s'il n'a pas atteint le niveau de 396, qui était le sien en juin 1950, avant la guerre de Corée, est, néanmoins, descendu à près de 400 pendant l'hiver et s'y est maintenu ensuite aux environs de 420 (420,5 le 2 juillet).

Il faut signaler également que les derniers contrôles publics sur les matières premières rares ont été supprimés ; les marchés des principaux métaux non ferreux, notamment, sont redevenus libres, à l'exception du nickel.

B. — *Les prix de gros.*

Suivant l'évolution internationale des prix, les produits importés sont à 141,2 fin juin, le recul s'établissant à plus de 30 p. 100, depuis deux ans.

	Juin 1951.	Juin 1953.	Variations.
	—	—	—
Indice général	137,6	138,7	+ 0,7 %
Alimentaire	117,3	125,9	+ 7 %
Combustibles	121,6	136,6	+ 12%
Industriels	161,2	150,7	— 7 %

Il s'en est suivi, pour les produits industriels, une baisse également, malgré la lourdeur des matières premières nationales. Avec un indice de 150 points, les produits industriels sont à 12 p. 100 au-dessous de leur maximum de janvier 1952. Le léger relèvement observé en mars-avril 1953 a eu pour cause l'aménagement d'un certain nombre de produits, comme les ferrailles, avant l'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier. Cette incidence se relève également dans le groupe « combustibles et énergie » qui, avec l'indice 136,6, sur la base 100 en 1949, connaît une hausse d'environ 10 p. 100 depuis deux ans, la baisse étant de 6 p. 100 depuis mars 1952.

L'indice des prix de gros des produits alimentaires marque une baisse sensible en juin, beaucoup plus marquée qu'en 1952 ; l'indice rejoint ainsi, avec 126 points, le niveau perdu en période de hausse, en septembre-octobre 1951.

C. — *Les prix de détail.*

Depuis le mois de février 1952, l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale a connu une baisse qui, portée à 4 p. 100 au milieu de l'année dernière, est, fin juin, de 2 p. 100.

Les produits alimentaires, qui comptent pour 58 p. 100 dans l'indice d'ensemble, ont connu une évolution semblable. Le relèvement de 0,6 p. 100 d'avril à mai 1953 est dû en partie à l'introduction du prix des pommes de terre nouvelles, seul légume pris en considération dans l'indice. Il n'a été ressenti en juin que partiellement, les variations saisonnières étant en retard d'une quinzaine de jours.

L'indice du panier mensuel de fruits et légumes frais, qui a eu son maximum en septembre dernier avec 150,2, connaît une légère tendance à la hausse, depuis le mois de février. Il se situe à 145,3 au mois de juin.

L'application du tarif d'été de l'électricité et une légère baisse du prix moyen des charbons ont provoqué une diminution de l'indice du groupe « chauffage et éclairage », à partir du mois de mai, au-dessous de son niveau de 1952.

Les objets manufacturés présentent toujours une tendance à la baisse. Cette constance dans l'évolution se traduit par une baisse de 6 p. 100, de mars 1952 à mai 1953. Cependant, le récent mois de juin vient d'accuser une très légère hausse sur les articles de laine.

Enfin, l'indice des services a absorbé, en mai, la hausse de 25 p. 100 des transports voyageurs sur la Société nationale des chemins de fer français et devra, en juillet, tenir compte de l'ajustement des loyers.

Indices des prix à la consommation familiale à Paris.

	Février (1) 1952 (maximum)	Décembre 1952.	Juin 1953.
Denrées alimentaires	144,8	141,0	140,5
Chauffage et éclairage	174,2	172,9	170,0
Objets manufacturés	134,0	127,7	126,6
Services	176	179	183
Divers	143,5	143,5	143,5
Indice d'ensemble des 213 articles	148,5	145,4	145,4

(1) Maximum de l'indice d'ensemble et des denrées alimentaires. Mois de mars pour les objets manufacturés (134,9), le chauffage et l'éclairage (174,5).

Ces résultats toutefois ne sont valables que pour Paris. En province, la *stabilité est un peu moins grande.*

De mars 1952 à mars 1953, derniers résultats connus l'indice est passé en province de 146,6 à 144,8, alors qu'à Paris, il baissait de 148,1 à 145,2, soit environ 1,2 p. 100 de baisse au lieu de 2 p. 100.

Dans l'ensemble des dix-sept grandes villes de province, où les relevés sont effectués par l'I. N. S. E. E., on peut

donc estimer que les prix ont maintenant atteint ceux de la capitale.

Pour mesurer le coût de la vie sur l'ensemble du territoire, on peut utiliser les pondérations suivantes: Paris 1; province 4, qui reproduisent approximativement les pondérations employées pour la ventilation des effectifs, par zone d'abattement de salaires.

INDICES DES PRIX de détail.	1949	1950	1951	1952	MARS 1953
Paris	100	111,2	130,1	145,4	145,2
Province	100	107,2	129,3	145,1	144,8
Différence	»	— 3,6 %	— 0,6 %	»	— 0,3 %
France entière	»	108,0	129,5	145,4	144,9

D. — *Taux des valeurs refuges.*

A défaut de mouvement des prix, le taux des valeurs pourrait être indicatif d'une tendance, mais, de décembre 1952 à juin 1953, les principales valeurs refuges n'ont pas bougé: mais, au 2 juillet une hausse est apparue.

	Fin 1952.	2 juillet 1953.
Napoléon	3.980	3.820
Dollar	420	409
Franc suisse	98	97

Les valeurs à revenu variable n'ont pas beaucoup évolué.

	Françaises.	Etrangères.
11 décembre 1952	146	156
2 juillet 1953	156	144

2° Evolution des différents pouvoirs d'achat

A. — *Les salaires.*

La rémunération des salariés est connue trimestriellement, par l'enquête du ministère du travail, qui porte, entre autres renseignements, sur le taux des *salaires horaires bruts* (non compris les majorations pour heures supplémentaires, ni les primes de rendement) des ouvriers de l'industrie. Les établissements occupant dix salariés ou moins sont en dehors du champ de l'enquête, ainsi que les salariés agricoles, les domestiques, le personnel du gaz, de l'électricité et des services publics.

En prenant l'indice d'ensemble du salaire horaire brut, on élimine les diverses disparités qui peuvent exister suivant la branche d'activité, le sexe et la qualification professionnelle. Cet indice, publié sur la base 100 en janvier 1946 et repris avec, comme base 100, pour la moyenne de l'année 1949, permet d'aborder la notion de pouvoir d'achat, en le mettant en parallèle avec l'indice des prix précédemment évalué pour la France entière.

Le tableau montre que le maximum du pouvoir d'achat des salaires ainsi défini se situe en septembre 1951, avec le relèvement massif des salaires devant « anticiper » sur la hausse des prix, mais le calcul du pouvoir d'achat ainsi défini ne correspond à aucun équilibre économique ainsi réalisé. Quand un certain nombre de salariés ont pu disposer, avec retard, de leurs nouveaux salaires — notamment les fonctionnaires — les prix étaient déjà plus hauts. Le pouvoir d'achat du salaire horaire n'a fait un bond que pour redescendre ensuite graduellement. Avec la stabilité des prix pendant l'année 1952 et des salaires depuis un semestre, l'indice du pouvoir d'achat réel se stabilisait à 112 à la fin de l'année dernière.

Les salaires et les prix.

	SALAIRES horaires minimum interprofessionnel garanti à Paris (1).	TAUX des salaires horaires (France entière) (2).	INDICES D'ENSEMBLE DES PRIX DE DÉTAIL			POUVOIR D'ACHAT réel du salaire horaire individuel (France entière).
			Paris.	Province.	France entière (3).	
1949 Moyenne	100	100	100	100	100	100
1950 Mars	100	105	107,5	104,7	105,3	99,5
Juin	100	107	106,9	103,2	103,9	103
Septembre	131	114	113,1	108,2	109,2	104
Décembre	131	120	117,4	112,7	113,6	106
1951 Mars	146	127	123,6	118,7	119,7	106
Juin	146	138	129,2	126,4	127,0	109
Septembre	168	156	133,0	131,3	131,6	119
Décembre	168	160	142,9	140,9	141,3	113
1952 Mars	168	162	148,1	146,6	146,9	110
Juin	168	163	143,1	142,6	142,7	114
Septembre	168	164	145,7	145,9	145,9	112
Décembre	168	164	145,4	146,4	146,2	112
1953 Mars	168	165	145,2	144,8	144,9	115

(1) Le taux horaire du salaire minimum interprofessionnel garanti est resté à 59,5 F du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1950; c'est ce taux qui a été pris comme base 100 pour l'année 1949.

(2) Enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité économique et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

(3) L'indice d'ensemble des prix de détail pour la France entière a été calculé en prenant les pondérations 1 et 4 respectivement pour Paris et la province (17 villes importantes).

Mais, pour l'appréciation du pouvoir d'achat réel des salariés, il faudrait pouvoir tenir compte, non de l'indice des salaires bruts, mais de l'indice de rémunération globale nette du travailleur, en faisant intervenir:

La durée hebdomadaire du travail;

Les majorations par heures supplémentaires;

Les déductions de salaire représentées par les cotisations de sécurité sociale;

Les salaires indirects sous forme d'allocations familiales.

De plus, les rapprochements faits entre l'indice des salaires horaires bruts et les indices des prix de détail peuvent conduire à des conclusions erronées, cela d'autant plus qu'on

s'éloigne davantage de la période de base prise comme référence.

L'U. N. A. F. a établi le tableau suivant, qui tient compte de l'évolution du pouvoir d'achat des allocations familiales.

DATES	POUVOIR d'achat réel du salaire horaire individuel France entière.	PRESTATIONS familiales.	POUVOIR d'achat des prestations familiales par rapport à l'indice U. N. A. F.	POUVOIR d'achat des prestations familiales par rapport à l'indice I. N. S. E. E.
1949 moyenne ...	100	100	100	100
1950 Mars	99,5	100	93,10	93,62
Juin	103	100	92,67	93,54
Septembre ..	104	100	90,99	88,41
Décembre ..	106	120	108,2	102,21
1951 Mars	106	120	100,50	97,08
Juin	109	120	93,98	96,74
Septembre ..	119	125	85,55	87,17
Décembre ...	113	143,75	98,39	100,59
1952 Mars	110	143,75	96,15	97,06
Juin	114	143,75	96,15	100,45
Septembre ..	112	143,75	96,80	98,66
Décembre ...	112	143,75	98,39	98,86
1953 Mars	114	143,75	97	98

L'U. N. A. F. fait observer que les tableaux ci-dessus n'ont pour objet que de faire ressortir l'évolution survenue depuis 1949. Ils retiennent donc, comme base 100, la situation en 1949, pour les différents postes. Il en ressort que là, où le pouvoir d'achat du salaire horaire passe de 100 à 115 en mars 1953, le pouvoir d'achat familial passerait, lui de 100 à 98 ou 97. Mais ce qui parait ainsi passer à 97, c'est le pouvoir d'achat familial tel qu'il était en 1949. On ne saurait voir, dans l'indice 97, l'expression du pouvoir d'achat familial réel, relativement aux besoins de base, en mars 1953.

En effet, le niveau de vie permis par les prestations familiales était, dans la période de référence (moyenne 1949) inférieur à la moitié des besoins de base des personnes à charge.

Ce n'est pas un pouvoir d'achat normal — base 100 — qui a fléchi de 100 à 97, cependant que le salaire horaire passait de 100 à 115 : c'est un pouvoir d'achat insuffisant de plus de moitié à l'origine qui a subi un nouvel amenuisement relatif, de 97/115, ou de 16 p. 100.

La durée hebdomadaire du travail s'appliquant *uniquement* à la main-d'œuvre employée a peu varié pendant le premier trimestre 1953. Après avoir connu un maximum, au cours de l'année 1951, le chiffre du ministère du travail donne une durée hebdomadaire moyenne de 44,5 heures, pour l'enquête du 1er janvier 1953, contre 45 pour l'année 1952, soit une baisse de 2 p. 100. Ce chiffre est resté sensiblement le même en avril.

Plus intéressante est peut-être la considération de l'indice d'activité en nombre d'heures ouvriers effectuées. Pour toutes les activités, l'indice base 100 en 1938 était de 120,7 pour l'année 1949 et n'a cessé de progresser — 122,5 en 1950, 126,0 en 1951 — jusqu'à l'automne de cette dernière année: 128,1. A l'enquête du 1er janvier 1953, l'indice était descendu à 123,2, soit sensiblement au même niveau qu'il y a deux ans. De janvier à avril, la baisse était plus légère, cet indice étant passé, pendant le premier trimestre 1953, de 123,2 à 123.

Pendant l'automne de l'année 1952, l'indice de l'activité enregistrait donc une baisse de près de 3 p. 100, qui s'est certainement manifestée dans la masse salariale distribuée d'une manière plus sensible encore, car si le régime de rémunération des heures supplémentaires n'a pratiquement pas été modifié dans les années récentes, en revanche, leur importance a fortement diminué dans le revenu salarié.

Sans parler du chômage partiel, qui s'est installé dans certaines branches d'activité, comme ce fut le cas du textile l'année dernière, la répartition en pourcentage du personnel occupé dans les établissements suivant la durée hebdomadaire du travail a toujours, d'après l'enquête trimestrielle du ministère du travail, montré le glissement qui s'est produit dans la durée d'utilisation du personnel.

Le groupe C. G. T. - Force ouvrière a présenté les chiffres suivants, pour retracer l'évolution relative des prix et des salaires depuis octobre 1950. Les conclusions ne diffèrent pas sensiblement des précédentes.

Moyenne des salaires horaires effectifs — indices.

(D'après l'enquête trimestrielle du ministère du travail.)

	Octobre 1950.	Octobre 1952.	Avril 1953.
Base 100 en octobre 1950....	100	143,15	144,64
Base 100 en octobre 1952....		100	101,04

Salaire horaire garanti.

Salaire minimum interprofessionnel garanti. — Ensemble du territoire métropolitain.

Indice pour octobre 1950 = 100.
Indice pour octobre 1952 = 133,7.
Indice pour avril 1953 = 133,7.

Coût de la vie.

Indice des 213 articles dans la région parisienne.

	Octobre 1950.	Octobre 1952.	Avril 1953.
Base 100 en 1949.....	144,5	144,9	144,7
Base 100 en octobre 1950....	100	126,55	126,37
Base 100 en octobre 1952....		100	99,86

Indices des 213 articles en province.

	Octobre 1950.	Octobre 1952.	Avril 1953.
Base 100 en 1949.....	107,8	145,1	144,2
Base 100 en octobre 1950....	100	134,61	133,76
Base 100 en octobre 1952....		100	99,37

Estimation d'un indice national pour l'ensemble du territoire métropolitain (*).

Octobre 1950 = 100.
Octobre 1952 = 132,9.
Avril 1953 = 132,3.

Coût de la vie.

Indice du budget-type de la G. G. T.-F. O.

Calculs de la région parisienne.

Octobre 1950 = 17.322 F = 100.
Octobre 1952 = 24.152 F = 139,4 = 100.
Avril 1953 = 24.741 F = 142,8 = 102,4.

Calculs dans les localités ayant un abattement de 7,5 p. 100.

Octobre 1950 = 16.628 F = 100
Octobre 1952 = 24.376 F = 146,6 = 100
Avril 1953 = 24.752 F = 148,8 = 101,5

Pouvoir d'achat.

Salaires réels d'après les statistiques officielles (213 articles).

Base 100 en octobre:

I. — Indice du S. M. I. G. = 133,7.
II. — Indice des salaires horaires effectifs = 144,6.
III. — Indice des 213 articles (moyenne nationale) 132,3.

Pouvoir d'achat:

$$I/III \quad \frac{133,7 \times 100}{132,3} = 101$$

$$II/III \quad \frac{144,6 \times 100}{132,3} = 109,2$$

(*) Pondération, région parisienne: 1; province: 4.

D'après le budget-type de la C. G. T.-F. O.

I. — Indice du S. M. I. G. = 133,7.

II. — Indice des salaires horaires effectifs = 144,6.

III. — Indice du budget-type C. G. T.-F. O., Zone — 7,5 p. 100 = 148,8.

Pouvoir d'achat :

$$I/III \frac{133,7 \times 100}{148,8} = 89,8$$

$$II/III \frac{144,6 \times 100}{148,8} = 97,2$$

Enfin, dans le rapport du Conseil économique sur la conjoncture de décembre 1952, figurait une comparaison avec l'avant-guerre des salaires horaires et de la masse salariale (1) qui reste toujours actuelle.

Malgré l'incertitude du coefficient de conversion 24,65 admis pour le rapport des prix entre 1938 et 1951, la rémunération moyenne par heure, y compris les charges sociales a diminué depuis 1938. L'augmentation de la durée du travail a profité à l'investissement et à des dépenses improductives.

Répartition en pourcentage de l'ensemble du personnel ouvrier et employé occupé dans les établissements suivant la durée du travail.

	MOINS de 40 heures.	40 heures.	41 à 47 heures.	48 heures.	PLUS de 48 heures.
1er octobre 1949	3,6	26,8	33,3	28,5	7,8
1er janvier 1950	3,1	27,1	32,0	31,0	6,5
1er avril 1950	3,1	25,5	35,2	28,6	7,6
1er juillet 1950	2,7	23,4	35,1	29,1	9,1
1er octobre 1950	1,8	21,0	33,5	31,2	10,5
1er janvier 1951	2,6	23,8	33,3	31,6	8,7
1er avril 1951	1,7	23,5	35,1	30,7	9,0
1er juillet 1951	2,3	21,5	34,2	31,8	10,2
1er octobre 1951	2,5	20,3	29,9	37,1	10,2
1er janvier 1952	3,1	20,1	30,1	37,5	8,9
1er avril 1952	3,6	22,3	30,1	35,0	8,7
1er juillet 1952	5,1	22,1	28,8	33,9	9,8
1er octobre 1952	3,9	22,1	30,9	33,5	9,3
1er janvier 1953	4,2	24,6	31,5	32,9	6,8
1er avril 1953	4,0	25,6	31,0	31,8	7,6

B. — *Salaires indirectes.*

Enfin, en ce qui concerne les salaires indirects, aussi bien pour l'utilisation de la sécurité sociale que pour les prestations familiales, il est admis qu'ils ne constituent pas une augmentation positivement substantielle du pouvoir d'achat des salariés.

Voici, à titre d'exemple, l'évolution du coefficient des charges sociales, par rapport aux salaires payés dans le groupe des industries métallurgiques et mécaniques de la région parisienne.

	1949	1950	1951	1952	1953
En pourcentage des salaires	38,30	37,63	37,78	38,92	39,95 (2 mois)

(1) Brochure du *Journal officiel*, page 27.

Ce coefficient est obtenu en effectuant le simple rapport de la masse des charges patronales à la masse des salaires versés aux ouvriers. Il témoigne d'une légère augmentation. Le pourcentage étant resté à peu près le même, l'ensemble des charges perçues a augmenté, lui aussi, de 15 p. 100 environ. Cependant, les redistributions de ces prélèvements ne sont pas intégrales et ces chiffres n'ont qu'une signification relative.

C. — *Pouvoir d'achat ne provenant pas des salaires.*

Les résultats manquent pour apprécier l'équilibre de ces pouvoirs d'achat, cependant fondamental pour la conjoncture.

3e FINANCES ET CRÉDIT

A. — *Le déficit budgétaire.*

S'opposant à la fixité des prix et du pouvoir d'achat, le déficit budgétaire s'est accru notablement, dès janvier 1952.

Au 30 juin 1953, les dépenses de l'année en cours s'établissent à 3.714 milliards de francs, d'après la loi de finances du 7 février et les lois de développement, complétées par le décret de blocage du 21 février et les décrets financiers des 12 et 13 mai annulant certains crédits déjà bloqués et réalisant des économies nouvelles.

Le tableau ci-dessous montre l'importance de l'appel prévu aux moyens de trésorerie :

Le budget de l'Etat (en milliards de francs).

	1951 (1)	1952 (2)	1953	PROJET du 2 juillet 1953.
Dépenses.				
Dépenses civiles	1.149	1.353	1.441,8	1.531,5
Equipement des services civils	138	151	181	185
Dépenses militaires	743	1.269	1.233,4	1.233
Dommages de guerre, reconstruction	297	332	333,1	332
Investissements économiques et sociaux	303	334	462,5	470,5
Comptes spéciaux du Trésor		84	62	62
Total	2.630	3.523	3.713,8	3.811
Recettes.				
Recouvrements budgétaires	2.404	2.773	3.009	2.908 (4)
Aide américaine	255	195	173	173
Emprunts et moyens de trésorerie (3)	271	555	532	733

(1) Les crédits votés tiennent compte des économies réalisées.

(2) Y compris 25 milliards de crédits débloqués au cours de l'année.

(3) Non compris les emprunts garantis par l'Etat : 90 milliards en 1951, 85 milliards en 1952 et 120 milliards en 1953.

(4) Recettes nouvelles affectées exclues.

Il convient de noter que les dépenses civiles comprennent les éléments suivants:

Pensions des anciens militaires et soldes de certains militaires	83,9
Pensions invalidité, anciens combattants et victimes de la guerre	164,1
Intérêt dette publique	149
Dégrèvement et remboursement d'impôts	58,1
Subventions administratives	43,1
Subventions économiques	185
Subventions culturelles	39,3
Charges et sécurité sociale des mineurs	14,5
Assistance	59
Fonctionnement proprement dit des services publics civils	645,8
	1.441,8

Enfin, il n'est pas sans intérêt d'apprécier les charges relatives des principales administrations:

Ponts et chaussées, météo, etc.	76,9
Enseignement et santé publique	270,8
Administration générale	160,3
Justice et sécurité	78,5
Administration économique et sociale	39,3
	645,8

Si l'on excepte les services d'enseignement et les ponts et chaussées, l'administration proprement dite a un coût de fonctionnement d'environ 300 milliards de francs, soit à peine un dixième du budget. C'est ce qui explique pourquoi les efforts d'économie ne peuvent modifier l'ordre de grandeur des dépenses budgétaires.

Les recettes fiscales sont en diminution. Celles qui proviennent des impôts indirects, avec 489 milliards de francs pour les cinq premiers mois, sont inférieures d'environ 5 p. 100 aux prévisions budgétaires. Sur une année, ce rythme augmentera le déficit prévu d'environ 60 milliards.

En outre, les recettes provenant de l'aide américaine sont aléatoires: on ne sait pas encore à combien se monteront celles du deuxième semestre 1953.

La loi du 11 juillet 1953 a pris acte de cette situation, en établissant une nouvelle évaluation des recettes, inférieure de 101 milliards à celle de la loi de finances (soit 3.081 milliards de francs, au lieu de 3.182).

Les crédits ouverts pour l'exercice étant par ailleurs en augmentation de 94 milliards (services civils + 88 et investissements H. L. M. + 6), le chiffre global des dépenses, compte tenu des abattements et blocages antérieurement réalisés, se trouve fixé à 3.814 milliards.

On sait que la loi du 11 juillet 1953 prévoit, d'autre part, la création de ressources nouvelles, affectées au remboursement des avances spéciales de la Banque de France, dont le plafond est fixé à 240 milliards de francs.

B. — *Le crédit.*

La diminution de l'activité enregistrée au premier trimestre 1953 a eu deux conséquences: les entreprises ont moins fait appel au crédit privé et l'Etat, étant privé de recettes, a, au contraire, accentué ses demandes.

Si l'on admet pour masse monétaire la somme des billets et des dépôts à vue, celle-ci n'a que très peu augmenté, de fin décembre à fin avril:

	Fin décembre.	Fin avril.
Billets	2.124	2.127
Dépôts à vue	2.033	2.091
	4.157	4.218

Il est difficile de recenser les crédits en mai et en juin; on connaît, du moins, le total des billets en circulation. Du 26 décembre au 18 juin, dates comparables, celui-ci est passé de 2.053 milliards à 2.042.

Malgré les demandes de l'Etat, l'émission des billets est donc pratiquement nulle. Aussi assiste-t-on seulement à un report des prêts privés sur les prêts publics.

Le rapport du conseil national du crédit précise que pendant le premier trimestre, le mouvement des créances de la Banque de France sur le Trésor a été de 165 milliards en augmentation et a été compensé par les mouvements suivants:

Dégagement d'autres postes:

Crédit à l'économie	99	
Réserve de devises	20	
Moyens non monétaires	16	
		135
Pour le solde, augmentation de la masse monétaire		30
		165

En réalité, les mouvements réels sont moins importants. En effet, l'activité industrielle a bénéficié de 96 milliards de crédits, tant à court qu'à moyen terme, provenant d'organismes spécialisés (caisse des dépôts, Crédit national, crédit agricole). Les ressources correspondantes proviennent de l'épargne, ou même du fonds de modernisation et d'équipement (pour 20 milliards).

La diminution réelle des concours à l'économie n'a donc été que de 53 milliards et l'appel effectif de l'Etat de 145 milliards.

Cette diminution de crédit a surtout affecté quatre secteurs:

	En milliards.
Charbon, énergie, transports	13
Sidérurgie, métaux, construction mécanique	26
Agriculture (y compris stockage)	10
Bâtiment et travaux publics	5

Par contre, le textile et le cuir, ainsi que les commerces correspondants, ont bénéficié d'une augmentation de crédit.

Pendant le premier trimestre, les opérations proprement dites de crédit privé ont accusé une diminution affectant essentiellement le court terme, puisque les crédits d'escompte et les mouvements de comptes débiteurs ont diminué de 101 milliards. Les crédits à moyen terme sont restés à peu près sans changement.

Ce mouvement semble s'être continué pendant le deuxième trimestre. Une certaine activité se manifeste en juin dans les crédits à l'économie recensés au bilan de la banque, mais, faute de ventilation, il est impossible d'en savoir le bénéficiaire définitif.

Au total, néanmoins, la légère expansion de la masse monétaire peut s'expliquer, comme pour le premier trimestre, par une compensation entre l'accroissement du déficit budgétaire et le rétrécissement du volume des crédits privés.

TITRE II

EXPLICATIOKS ET RECHERCHES DES MOYENS D'EXPANSION

L'évolution de l'économie française pendant le premier semestre 1953 se ramène donc, en définitive, à un palier, tant dans le domaine de la production que dans celui des prix, mais ce palier dénote plus une hésitation des tendances — on pourrait presque dire une absence de conjoncture — qu'il ne révèle un équilibre profond de l'économie.

Cette absence de caractères précis ne provient pas seulement des circonstances momentanées. Celles-ci, certes, l'ont favorisée. Les événements qui ont formé la toile de fond de la politique internationale pendant ce semestre ont posé plus de questions qu'ils n'ont dessiné de tendance. L'économie américaine, elle-même, s'interroge sur l'avenir. Les nations européennes qui avaient, grâce au boom entraîné par l'invasion de la Corée, évité de regarder en face les problèmes complexes qui suivent l'essor de reconstruction, ne peuvent plus longtemps les ignorer. Les séquelles de l'inflation et le retour à des marchés nouveaux, en France, devaient aussi entraîner un certain immobilisme.

Si ces causes étaient seules en jeu, l'examen de la conjoncture à la fin du premier semestre 1953 ne pourrait que révéler le prolongement anormal d'une pause. L'avenir serait alors conditionné par des événements sortant du domaine économique; il ne resterait plus qu'à attendre de l'évolution politique qu'elle donne le ton à la conjoncture au second semestre. Effectivement, la part de l'inconnu est plus grande maintenant qu'à d'autres moments, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à expliquer l'immobilisme de la conjoncture.

Deux aspects particuliers de l'économie française contribuent à lui donner une telle tendance de fond. Le premier est une caractéristique de sa structure: l'accoutumance de la production de notre pays à se contenter d'un niveau atteint, fût-il médiocre. Le second est plus contingent; il résulte des circonstances dans lesquelles la hausse des prix a été enrayée: notre économie se charge de doses inflationnistes successives, qui s'accumulent sans produire immédiatement leur effet.

A. — LA PRODUCTION FRANÇAISE A EU UNE FACHEUSE TENDANCE A S'ACCOUTUMER A UN NIVEAU INSUFFISANT

Il semble que les possibilités de réaction de notre économie aux difficultés internes ou à celles venues de l'étranger sont assez faibles.

1° Exemples dans le passé.

Ce n'est pas la première fois que notre économie fait preuve d'une inertie plus grande que celle des autres pays.

Après la grande crise de 1929, la France fut qualifiée d' « île heureuse », parce que les remous des événements internationaux n'y parvenaient que sensiblement amortis; mais ce qui parut une qualité, sur le moment, se révéla rapidement être une faiblesse: en 1938, le niveau de la production industrielle ne s'était pas encore relevé de la chute de 25 p. 100 qu'il avait subie immédiatement après les années de crise.

De même, après l'invasion de la Corée, si l'on excepte quelques affolements sans lendemain du consommateur sur le marché du sucre et de quelques autres denrées de nécessité, l'activité ne reprit réellement que pendant l'hiver 1950-1951. Nous avons exporté nos matières premières rares, comme les ferrailles et l'acier, au lieu de les travailler nous-mêmes; mais, par contre, quand la fièvre internationale s'apaisa, au printemps de 1951, une hausse des prix rapide se maintint encore en France, pendant six mois au moins: l'inertie de notre économie, si elle lui permet quelquefois de moins ressentir les perturbations, lui ôte également le stimulant salutaire des épreuves et la laisse s'accoutumer à la médiocrité.

Le résultat de cette stagnation est le retard croissant de la France, comme puissance industrielle et agricole; si l'on excepte la Belgique, qui connaît un mal semblable, notre pays est celui qui a le moins progressé de l'ensemble des nations d'Europe occidentale. La production industrielle française de l'année 1952, qui ne sera pas dépassée en 1953, n'excède celle des années 1929 et 1930 que d'à peine 8 p. 100. Les progrès de la production agricole sont encore plus faibles, mais ce retard est commun à l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, dont la production agricole, si l'on excepte le Royaume-Uni, ne dépassait pas, en 1952, la moyenne des cinq années d'avant guerre.

2° Les causes de cette inertie sont les mêmes que celles qui poussent à l'inflation.

Les causes de cette inertie sont à peu près les mêmes que celles qui engendrent la hausse des prix en état de pénurie. Dans leur ensemble, c'est le manque d'adaptation de l'entreprise, comme du système économique général, à réagir aux progrès techniques et à la poussée des besoins de la consommation.

Une des raisons principales de cette adaptation a été la stagnation démographique, qui a atteint notre pays une cinquantaine d'années avant le reste du monde occidental. La population active de la France étant stationnaire, a tendu avant tout à conserver les emplois dans lesquels elle se trouvait.

La structure juridique et fiscale du pays s'est, de ce fait, organisée pour défendre les intérêts acquis et s'oppose à toute transformation. D'une manière générale, la protection dont jouit chaque activité française est telle qu'un accroissement de la demande se traduit plus par une augmentation de prix que par un développement de la production. On ne reviendra pas, dans le présent rapport, sur les exemples de ce processus, décrit dans les précédents rapports sur la conjoncture, mais on insistera sur le caractère profond de cette médiocrité, qui présente les aspects d'un équilibre et risque de rassurer trop facilement une opinion trop heureuse de trouver des motifs pour se dispenser des efforts nécessaires.

3° L'équilibre actuel est un faux équilibre.

Se résigner à une production insuffisante est d'autant plus grave que l'équilibre apparemment obtenu dans les dix-huit mois précédents est, en réalité, un faux équilibre. Il mérite une telle dénomination, tant du point de vue du commerce extérieur que de la place de la production agricole, de la construction dans le pays et de la localisation des entreprises.

a) L'activité économique française ne peut, on le sait, être maintenue à son niveau actuel que grâce à une aide étrangère, qui nous permet de financer le déficit de notre balance en devises.

Certes, il faut insister sur le fait que l'ensemble du commerce extérieur de la métropole, tant vis-à-vis des territoires d'outre-mer que de l'étranger, couvre la totalité de ses importations, même sans l'aide des exportations invisibles. Vis-à-vis de l'économie intérieure donc, les mouvements de marchandises qui franchissent nos frontières n'engendrent aucun déséquilibre économique; contrairement à une opinion répandue, l'ensemble de notre commerce extérieur est équilibré.

De plus, notre excédent vers les territoires d'outre-mer ne compense notre déficit vis-à-vis de l'étranger qu'en ce qui concerne le volume des biens disponibles. Il ne nous procure pas les devises nécessaires. En outre, à la différence des dominions britanniques, les territoires d'outre-mer, dans leurs échanges avec l'étranger, aggravent notre besoin en devises. Aussi, sommes-nous forcés d'obtenir tous les ans une quantité de devises considérable, pour combler ce déficit.

Si l'on excepte les six mois de l'automne et de l'hiver 1950-1951, où le « boom » sur les matières premières permettait d'exporter « n'importe quoi », le commerce extérieur de la France vis-à-vis de l'étranger présente depuis longtemps un déficit à peu près constant d'environ 20 à 30 p. 100 des importations. Avant la guerre mondiale, ces insuffisances pouvaient être normalement compensées par les recettes de notre portefeuille; c'est d'ailleurs pourquoi l'économie française s'est habituée à ne couvrir qu'une partie de ses exportations par des importations.

Depuis la Libération, l'aide américaine a permis de continuer de tels errements, mais alors que l'aide Marshall fut un appoint temporaire pour d'autres pays, il se révéla que nous ne pouvions pas nous passer d'une aide extérieure. La progression de notre production nécessite, en effet, l'importation de matières premières situées, à l'heure actuelle, dans les zones sterling ou dollar. Sauf quelques exceptions, il apparaît difficile de comprimer la plupart de ces achats. Par contre, notre position comme nation exportatrice ne varie pas beaucoup; nous ne perdons que lentement des marchés dont nous disposions traditionnellement, mais, par contre, nous n'arrivons pas à en obtenir d'autres.

Il serait vain de rechercher la responsabilité de chacun en cette matière. Le système fiscal, les règlements administratifs, le peu d'enthousiasme des entreprises vers les marchés extérieurs en sont également la cause. Mais ce qu'il faut souligner ici, c'est le danger d'accoutumance que cet état de choses produit. Une consécration vient de lui être donnée: depuis deux mois, notre déficit à l'Union européenne des paiements est soldé automatiquement par un virement provenant de l'aide américaine.

A moins d'un changement rapide dans notre position exportatrice, ce qui nous paraît peu probable, nous en sommes donc réduits à solliciter « au mois le mois », l'aumône d'un partenaire ou bien à réduire dangereusement l'importation des matières nécessaires à l'industrie.

La pénurie de devises, en effet, n'est pas susceptible de report, comme le simple déficit budgétaire; en cas de mauvaise volonté des partenaires, elle ne pourrait être palliée que par la liquidation du stock d'or, qui ne saurait durer longtemps. Au total, l'aide que nous recevons, si elle nous permet de nous maintenir à notre niveau actuel a, par contre, les mêmes inconvénients qu'une drogue ou un excitant, auxquels l'économie française se serait accoutumée.

Les remèdes que l'on pourrait apporter à cet état de choses sont difficiles à trouver. En tout cas, contrairement à nos autres difficultés, celle-ci ne saurait être résolue par le simple accroissement de la production. Ce dernier est bien la seule solution d'avenir, mais il augmente, dans l'immédiat, la difficulté des problèmes que pose le commerce extérieur; il se traduit d'abord par un accroissement des importations, avant de pouvoir conduire à une amélioration des exportations, que n'entraîne d'ailleurs pas automatiquement une production accrue.

Il ne saurait non plus être question de recourir systématiquement à une restriction sévère du crédit, comme le suggèrent certains organismes internationaux. L'opposition entre les marchés extérieur et intérieur est une vue trop simpliste. En outre, le remède serait pire que le mal. Une déflation sévère, même si elle permettait momentanément une amélioration de la balance, hypothéquerait ses chances d'équilibre dans l'avenir par ses répercussions sur la paix sociale et le potentiel de production.

Devant ces difficultés, certains ont proposé la solution facile: laisser se dégrader peu à peu la valeur de notre monnaie, en profitant au mieux du répit que chaque chute laisse à une économie protégée par un contrôle des charges efficace. Cette

solution de paresse ne résoudrait rien et laisserait se développer une dépendance de plus en plus grande de notre pays devant l'étranger.

En fait, il est possible d'améliorer notre balance en devises. D'autres pays sont arrivés à un tel résultat par discipline librement consentie ou même imposée, mais il n'est pas de « panacée »: c'est à l'occasion de problèmes spécifiques — tels que l'exportation de produits agricoles, la répartition de l'énergie entre ses diverses formes, l'investissement dans les territoires d'outre-mer — qu'il convient de donner la priorité à l'impératif de besoin en devises;

b) Le deuxième faux équilibre dans lequel se complait notre économie est l'insuffisance de la production agricole, par rapport à la production industrielle. Pendant longtemps, une mauvaise compréhension des intérêts de la classe paysanne avait dirigé la production agricole française uniquement vers le marché intérieur. En outre, petit à petit, certaines cultures se révélèrent insuffisantes pour les besoins français, notamment en ce qui concerne les aliments du bétail, cependant que le développement de la consommation de produits exotiques nous amenait à des importations nouvelles.

Un corollaire de cet immobilisme de l'agriculture a été la permanence d'un grand nombre de Français aux travaux de la terre. Or, la loi du progrès technique impose tout naturellement une option à un pays dont la population est stagnante, comme tel fut le cas pendant longtemps de la population française. Ou bien, elle doit se résoudre à voir diminuer le nombre de ceux qui cultivent la terre au moins directement, ou bien elle doit exporter une quantité croissante de produits, sans quoi le niveau réel des salaires ouvriers, conséquence directe de la productivité agricole, ne peut pas augmenter.

Cependant, l'immobilisme de la politique agricole française a empêché que notre pays adopte une des deux options. C'est une des raisons pour lesquelles, malgré les efforts de la production industrielle, les prix des denrées alimentaires se sont, dans les années récentes, alignés immédiatement sur les mouvements des salaires.

En cette matière, le mal est aussi profond que pour le commerce extérieur; les solutions apparaissent toutefois plus faciles à trouver; elles sont d'ailleurs en partie liées aux précédentes, car un développement des exportations agricoles pouvant se faire sans accroissement des importations, permettrait de résoudre à la fois les deux difficultés.

Une amélioration considérable consisterait à utiliser au mieux un potentiel de production mal employé. Supprimer l'encouragement aux productions inutiles et trop onéreuses, assurer, par contre, une régularité d'écoulement et de prix aux denrées nécessaires, divulguer une meilleurs connaissance des techniques agricoles; tels sont des efforts qui pourraient rapidement amener à des résultats substantiels,

c) C'est également un équilibre illusoire, auquel a conduit la législation des loyers en France. Celle-ci a abouti, petit à petit, à deux atteintes graves, qui ont insidieusement affecté l'économie française. Le premier est l'habitude prise par le consommateur français de consacrer à son loyer une part de revenu qui ne correspond pas à la proportion du revenu national qui doit être consacrée au simple entretien de l'habitat. En outre, parallèlement, par une conséquence naturelle, l'activité du bâtiment a diminué en France, depuis 1929, dans des proportions notoires et les spécialistes ont déserté la profession.

Plus encore que les deux précédentes, cette déformation de la structure économique française réalise le type du faux équilibre et en montre entièrement le caractère néfaste. Les efforts faits pour adapter le prix des loyers se heurtent à une situation acquise et surtout à l'incompréhension du consommateur, qui ne traduit pas à sa juste valeur son besoin de logement, tout au moins pour celui qui est effectivement logé.

Une partie des locataires, la plus déshéritée, serait incapable de supporter l'augmentation nécessaire des loyers, avec leurs revenus actuels: c'est que le faux équilibre des salaires et des prix ne se laisse pas facilement rectifier. L'effort pour ramener le loyer à sa proportion dans le budget d'une famille modeste ne peut être que long et progressif, afin de ne pas diminuer le volume des autres consommations, mais seulement leur part relative en argent. Par contre, une autre partie de la population pourrait plus rapidement supporter, sur un budget plus large, la remise en place de la dépense locative. Même limité ainsi, le retour à la normale serait salutaire.

De leur côté, les gouvernements qui se sont succédé, étant tout naturellement appelés à défendre un équilibre monétaire immédiat, ont regardé avec beaucoup de méfiance les mesures envisagées pour revenir à une solution normale. C'est que les conséquences engendrées par cet état de fait, si elles sont particulièrement graves, ne leur apparaissaient pas directement liées.

L'insuffisance de l'activité du bâtiment est masquée par la pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Le coût, pour les finances publiques, de l'aide à la construction ou des mesures sociales en faveur des locataires, ainsi que de l'insuffisance des recettes fiscales correspondantes, est caché dans la savante ordonnance qui préside aux mouvements de fonds entre le Trésor et les grands organismes financiers;

d) Enfin, la localisation anormale de l'économie française dans certaines régions, ainsi que l'abandon de productions cependant rentables, font croire à un équilibre économique qui n'est illusoire.

L'étude des grands ensembles régionaux ou même dans les territoires d'outre-mer montre que la répartition actuelle de la population et des productions est fort loin de celle qui permettrait les meilleures utilisations des richesses nationales. Des régions entières pourraient devenir plus florissantes et plus utiles à l'économie nationale, en se consacrant plus exactement à leur vocation naturelle.

e) Conclusion: Comme tous les faux équilibres, ceux-ci entraînent deux sortes de difficultés: l'une est intellectuelle: c'est l'accoutumance aux erreurs et la perte de vue des remèdes qui seraient nécessaires pour améliorer l'état des choses. Devant l'état de crise permanent que la sensibilité actuelle du public à l'événement donne au gouvernement d'une grande nation, ces problèmes de fond n'arrivent pas à trouver leur ordre de priorité. Certes, à chacune des crises ministérielles, ils reviennent dans les programmes proposés, mais l'administration économique du pays est organisée de telle sorte que les soucis plus immédiats parviennent plus facilement à trouver leur solution.

En effet, le deuxième caractère de ces atteintes à une bonne structure économique est la facilité avec laquelle elles s'aggravent et se compliquent; les combattre nécessiterait des efforts considérables, qui eux-mêmes risqueraient de rompre à leur tour l'équilibre économique. Mais c'est un mauvais service à rendre au pays que de lui faire croire que la suppression du déficit de nos finances extérieures, l'amélioration du rapport entre la production agricole et la production industrielle, la remise à son ordre d'importance de la construction dans le pays peuvent se résoudre par des décisions faciles: « les cures de désintoxication sont toujours les plus chères ».

4° *Le niveau de production atteint est insuffisant.*

L'accoutumance à ces niveaux de production insuffisant engendre un malaise économique et social croissant.

Si le niveau de production de 1953 est à peu près celui de 1929, les besoins que doit satisfaire l'économie d'une grande nation sont considérablement accrus depuis cette époque.

Face à des dépenses militaires accrues, les besoins de rééquipement sont d'autant plus nécessaires qu'ils ont été négligés pendant une longue période. Au total, la part de consommation se trouve réduite.

Le malaise social dont souffre la France trouve pour une bonne part sa source dans l'opposition entre une production stationnaire et un désir de consommation plus grand. Bien des éléments concourent à ce dernier. D'abord l'évolution même de la consommation, poussée en avant par les progrès techniques et par la contagion des autres nations, qui ont accru le niveau de vie de leur population. Les conquêtes sociales, aussi, dans la mesure où elles tendaient à améliorer le niveau de vie des déshérités ou plus simplement à défendre ceux qui ne constituent pas la population effectivement au travail, demandent, pour ne pas être supportées par les autres travailleurs, une augmentation effective de la production. Si la France a enfin combattu une des causes les plus profondes de sa décadence, en retrouvant une natalité en rapport aux besoins de renouvellement de la population, l'effort correspondant doit aussi être pris sur la part commune.

Ces besoins se concurrencent entre eux. La compression dont certains sont l'objet peut donner l'illusion de l'équilibre.

Pendant un certain temps, on peut faire accepter les gênes, ou reporter les désirs. Mais, de même que l'évolution économique du pays, son climat social est basé, en réalité, sur un faux équilibre, qui risque de se rompre brusquement, en faisant apparaître son caractère factice.

En effet, une des causes importantes du malaise économique et social provient de l'insuffisance du pouvoir d'achat d'un grand nombre de salariés, ainsi que de certaines couches sociales et professionnelles (notamment les familles et les vieux).

B. — La récente évolution financière a accumulé les charges inflationnistes

Indépendamment des vices structurels, l'équilibre auquel se maintient actuellement la conjoncture française comporte un risque important. Depuis 18 mois, en effet, tout en admettant un niveau constant des prix, le fonctionnement monétaire et financier de l'économie nationale s'alourdit de charges inflationnistes qui s'accumulent.

1° *Les séquelles de l'inflation.*

Tant que la hausse des prix était motivée en France par une insuffisance des ressources, elle se développait d'une manière régulière, à une cadence d'environ 20 à 25 p. 100 par an, qui représentait l'impossibilité des différentes couches de notre population à tolérer la pénurie dans l'ordre monétaire.

L'abondance, revenue au commencement de 1950, n'eut pas le temps de jouer pleinement son rôle monétaire, en raison de l'invasion de la Corée du Sud, qui créa de nouveau une pénurie dans les principales matières premières. Cependant, dès le mois de mars 1951, l'état de pénurie mondiale cessa et un retour à l'équilibre commençait à être possible. C'est alors que se produisirent deux faits successifs, qui conditionnent encore le fonctionnement de notre monnaie.

a) Le premier accident fut la hausse des prix industriels, agricoles et des salaires de septembre 1951. Au lieu de tolérer un simple rajustement des salaires aux prix, les différents intérêts économiques, fortement attirés encore par les revenus nominaux préférèrent une augmentation générale des salaires et des prix à un simple rajustement, qui aurait atteint le même résultat, avec un dommage moins grand pour la monnaie.

Avant cette hausse générale, le franc était à peu près à la parité des monnaies étrangères et les échanges extérieurs pouvaient se développer dans des conditions satisfaisantes. Depuis lors, les prix français, exprimés en notre monnaie nationale et convertis aux taux officiels des changes, sont incontestablement surélevés, dans une mesure difficile à apprécier. Aussi, une des difficultés de notre commerce extérieur vient-elle de cette défaillance de l'automne 1951.

b) Mais, sur le plan strictement monétaire, cette « envolée des prix » a eu comme conséquence d'augmenter encore l'effet classique d'une « queue » d'inflation et de préparer un terrain dangereux à une tentative de stabilité des prix.

Il est bien connu que toute période inflationniste ne se liquide pas d'une manière continue et sans incident. En effet, elle a permis aux divers intermédiaires de constituer des stocks anormaux et elle a incité les employeurs à utiliser la main-d'œuvre d'une manière qui n'était pas toujours rationnelle, afin de la garder à leur disposition.

Aussi, dès que la hausse des prix s'arrête, des besoins de trésorerie considérables apparaissent; ils sont d'autant plus pénibles à satisfaire que la valeur des stocks de matières premières ou de produits finis constituant une partie de l'actif des entreprises a tendance à diminuer et que, d'autre part, un emploi quelquefois parasite surcharge les prix de revient.

C'est ce qui n'a pas manqué de se produire pendant l'année 1952, dès que les prix se maintinrent d'une manière permanente au-dessous de l'indice 148, atteint en février. Peu à peu, le besoin de reconstitution des encaisses des entreprises, comme des particuliers, se fit sentir. Les investissements que l'on qualifie quelquefois de spontanés, pour les opposer à ceux décidés par la puissance publique, diminuèrent dans des proportions considérables.

Par un hasard dû aux circonstances politiques, les dépenses militaires furent aggravées à ces mêmes moments et le déficit de l'Etat augmenta d'une façon sensible. Jusque là, il avait été dû uniquement à des investissements publics et pouvait, en bonne théorie, se justifier. Mais à partir de janvier 1952, son importance dépassa de beaucoup les simples besoins d'équipement des entreprises nationalisées.

Dans une période très courte, le déficit budgétaire peut contrebalancer les effets de dépression d'un arrêt brusque des prix, ou tout au moins, comme nous le verrons plus loin, en reporter l'échéance. En effet, les conditions d'attribution du crédit ne peuvent être établies d'une manière satisfaisante pour pouvoir attirer suffisamment les entrepreneurs et les inciter à continuer leurs investissements sur le même rythme. Même si le taux d'escompte était très bas, les entrepreneurs, devant l'impression confirmée d'un retour à la stabilité monétaire, n'en reconstitueraient pas moins leur encaisse, ce qui aurait pour effet de diminuer les commandes de matériel d'équipement. Aussi, a-t-il été, dans une certaine mesure, utile que, momentanément, l'Etat relaie les consommateurs défaillants. Sinon, l'arrêt de l'inflation entraînerait, en contre-coup, une récession brutale.

2° *L'insuffisance de consolidation de la dette publique.*

Mais un tel déficit budgétaire, s'il est apparu expédient, au moment d'un arrêt brusque de l'inflation, ne peut pas être continué pendant longtemps. Certes, tant qu'il dure, comme c'est le cas depuis 18 mois, il assure un ajustement apparent entre la demande globale et l'offre globale. Ce que les entrepreneurs demandent en moins pour s'équiper, fait l'objet d'achats de l'Etat ou des organismes auxquels le Trésor apporte son crédit.

Mais de grands dangers se précisent, au fur et à mesure que dure ce processus de financement de l'économie.

a) Le premier danger est à long terme. Il consiste dans l'endettement du Trésor public, à la longue intolérable, pour une bonne répartition du revenu national.

Cependant, par lui-même, en dehors des risques des clauses d'indexation, cet endettement ne cause pas encore de péril immédiat à l'économie française. La hausse des prix, en effet, ayant annulé en France, pour une grande part, la dette publique, celle-ci n'a pas encore complètement retrouvé en volume le niveau d'avant-guerre, non plus que celui atteint dans d'autres pays, dont l'économie est semblable à la nôtre;

b) Par contre, un danger beaucoup plus immédiat consiste en la liquidité de cette créance publique qui s'accumule. Malgré les quelques emprunts à long terme qui ont pu être réussis, directement par le Trésor ou par le truchement des entreprises nationalisées, la confiance en la monnaie n'est pas revenue suffisamment pour que les épargnes qui se dégagent des revenus distribués consentent à s'investir d'une manière durable.

Aussi, la dette de l'Etat, sous forme de valeurs à court terme, va-t-elle en s'augmentant. Elle ne saurait toutefois dépasser un certain niveau sans qu'un premier craquement se fasse sentir dans le mécanisme du circuit monétaire. En effet, les entreprises et les particuliers ne sentent pas le besoin d'investir en bons du Trésor des sommes en quantité croissante. Aussi, depuis le mois de janvier dernier, le Trésor ne peut-il plus récupérer, sous forme de prêts à court terme, toutes les sommes qu'il déverse sur le marché, par suite de son déficit.

Nous sommes, à l'heure actuelle, en pleine dégradation du processus de financement de ce déficit budgétaire. C'est pourquoi il importe d'y remédier au plus tôt.

3° *Diminution du déficit budgétaire.*

S'étonner des besoins de trésorerie de l'Etat, alors que l'on a toléré un déficit annuel de plus de mille milliards, c'est s'attacher aux symptômes plutôt qu'à la cause du mal.

Aussi, convient-il de ne pas attacher trop d'importance aux artifices de trésorerie et de s'attaquer aux racines du mal, mais la réduction rapide du déficit budgétaire se heurte à des difficultés sérieuses.

Le détail des dépenses que ce rapport a mis en évidence montre qu'il est peu d'espoir de les comprimer rapidement. Les récentes mesures prises par le Parlement sont plus importantes comme révélatrices d'un nouvel état d'esprit que par le volume financier qu'elles représentent. Le fonctionnement des ministères civils ne coûte pas plus de six cents milliards, sur lesquels les postes importants sont ceux de l'enseignement, le maintien en état des moyens de communication et les agents des finances, dont il ne saurait être question de diminuer le nombre. Le reste de l'administration publique ne coûte pas plus annuellement que 300 milliards à l'Etat. En outre, une décision de licenciement ou de suppression d'emplois ne saurait, dans l'état actuel du droit public français, avoir d'effet financier immédiat. Les autres postes font ressortir des dépenses résultant d'une politique choisie par le Parlement: budget militaire, subventions économiques destinées à maintenir les prix directement ou indirectement, investissements civils, sans parler des pensions et autres dépenses incompressibles. Toute économie sur ces grands postes supposerait une option politique précise, qui ne pourrait d'ailleurs, au surplus, se traduire par des économies substantielles dans l'immédiat.

Par ailleurs, l'augmentation des recettes s'est heurtée, au Parlement et dans l'opinion publique, à l'imperfection de notre système fiscal, qui ne permettrait plus que d'augmenter les injustices et même les entraves au développement économique actuel. La première étape consiste donc dans une réforme fiscale qui rendrait possible, en tout état de cause, un accroissement du rendement des recettes, sans surimposer ceux qui supportent déjà le poids majeur de la fiscalité.

Si aucune économie importante ne peut être réalisée dans l'immédiat, l'effet psychologique de mesures destinées à assurer dans le plus bref délai l'ajustement des recettes aux dépenses serait appréciable. Sans diminuer en rien la nocivité du déficit actuel, il pourrait permettre d'éviter que se concrétise subitement la menace d'une liquidité excessive et d'attendre ainsi, sans hausse trop importante du niveau des prix, les quelques mois qui nous séparent de l'aboutissement d'une réforme.

Ce n'est pas tant l'importance des appels du Trésor à l'Etat qui sera déterminante, d'ici la fin de l'année, que le comportement des consommateurs et des épargnants. Certes, l'évolution internationale sera déterminante en cette matière, mais l'énergie avec laquelle des mesures préconisées depuis plusieurs années seraient enfin réalisées pourrait peut-être sauver, au dernier moment, la valeur de notre monnaie.

4° La politique du crédit.

La politique du crédit est étroitement conditionnée par les mesures qui seront prises en matière budgétaire. Plus ces dernières seront efficaces, plus la première sera importante, mais délicate.

L'insuffisance de la consolidation de la dette publique, comme des fonds prêtés au système bancaire, impose, en effet, des exigences contradictoires. D'un côté, l'accumulation d'une dette à court terme rend dangereuse toute augmentation des facilités de crédit. Mais, par ailleurs, l'hésitation des entrepreneurs à investir et même de certains consommateurs à acheter, est aussi néfaste pour l'économie. Non seulement cette tendance peut nous entraîner sur la voie de la récession, mais encore, par son retournement brutal, elle peut entraîner une hausse des prix subite. La thésaurisation et même le prêt à court terme, au delà d'une certaine limite, cumulent donc des inconvénients en apparence opposés.

Une amélioration rapide de l'équilibre budgétaire, si elle était possible, mettrait à nu ce paradoxe. Des économies réduisant sensiblement une industrie mettraient en péril l'activité non seulement de cette industrie, mais également celles qui la fournissent à un titre quelconque. Il en serait de même de toute réforme fiscale efficace.

Aussi, le remous qui accompagne toute stabilisation des prix n'a pas été supprimé par la coïncidence d'un déficit budgétaire aggravé en 1952, mais seulement reporté.

Pour relancer les secteurs de l'économie qui seraient atteints, ou pour compenser leur baisse d'activité par une expansion d'industries voisines, le crédit, notamment le crédit à moyen terme ou le crédit à la consommation, pourraient apporter une action efficace.

Mais, ainsi que l'avait déjà noté votre collègue M. Malterre, dans son rapport, une politique d'argent à bon marché ne serait pas totalement efficace et risquerait de servir la spéculation, autant qu'elle permettrait une reconversion. Or, dans l'état actuel du marché, seul le changement du loyer de l'argent pourrait être efficace.

A la vérité, le problème est simple et comporte deux solutions. L'une est classique : elle consiste à laisser la remise en ordre des dépenses publiques faire sentir leurs conséquences naturelles. L'autre est plus délicate : elle consiste à prendre en main énergiquement la direction de ce passage difficile, mais non pas par le seul moyen de crédit.

A ne vouloir accepter aucune des deux solutions, notre pays prolonge sa crise. Même obtenu, l'équilibre budgétaire n'entraînera pas l'assainissement nécessaire, si l'on n'en tire pas les conséquence dans le domaine du crédit.

5° Les mesures de transition.

L'examen de la situation financière amène à des conclusions analogues à celles qui découlaient de celui de l'état de la production. Nous sommes tellement éloignés des conditions normales d'un fonctionnement sain de l'économie que nous ne pouvons espérer retourner à un équilibre par des mesures de détail. Il faut changer radicalement les bases mêmes de notre économie, mais ce changement ne peut être espéré qu'à deux conditions.

La première est qu'on ne se leurre pas sur le coût des mesures à prendre. Elles ne seront pas gratuites et s'ajouteront au poids des charges actuelles. Toute remise en ordre ne produit ses effets que dans l'avenir. Dans l'immédiat, elle augmente les gênes. Une réforme fiscale, par exemple, ne peut se faire sans un minimum d'insécurité pour les recettes immédiates, ni sans léser d'intérêts acquis. Une modification profonde de la structure du budget ne peut être réalisée qu'en affectant sérieusement certaines activités et sans mettre en chômage des travailleurs dont il faut, par avance, prévoir les éventualités de réemploi.

Ces contingences expliquent la deuxième condition. Pour mener une action cohérente, il faut abandonner un certain opportunisme politique et se donner un principe d'action, tout en en acceptant les conséquences : un reclassement naturel des activités qui risque d'augmenter le malaise social ou une direction — tout au moins une orientation — pendant la phase délicate — qui peut accroître le malaise politique.

CONCLUSION

Le palier qui, depuis le commencement de l'année, a caractérisé l'économie française, semble, au mois de juin, pouvoir être très légèrement dépassé. Ce résultat peut rassurer ceux qui craignaient l'aggravation systématique d'une crise qui s'entretiendrait d'elle-même, mais son interprétation reste difficile. Il peut provenir d'un simple phénomène momentané de récupération, avant la période des vacances, d'une sous-activité excessive au mois d'avril et mai. Il peut signifier un nouvel essor. Il peut également n'être que la traduction prématurée d'une inflation, qui commence toujours par ranimer la conjoncture.

Mais quelle que soit la cause qui l'ait provoqué, on ne saurait oublier les conditions de structure de l'économie française et le danger de la liquidité de notre marché monétaire. Il ne faudrait pas que quelques mois d'une reprise factice nous détournent des efforts à accomplir en ces deux domaines, que nous avons jusqu'ici négligés.

La croissance de l'économie dans la stabilité monétaire ne sera possible que si l'on s'attaque enfin à des réformes de structure, notamment dans le domaine fiscal et dans le rétablissement des conditions de fonctionnement normal du marché. Elle demande enfin que l'on se préoccupe des mesures de transitions destinées à assurer, dans la mesure du possible, l'emploi de la main-d'œuvre, du matériel et des crédits constants. La conjugaison d'une ferme politique budgétaire et d'une politique du crédit nuancée, mais audacieuse, peut seule permettre à l'ensemble de l'économie de relayer une charge supportée jusqu'ici entièrement par le Trésor.

2° Avis formulé par le Conseil économique, dans sa séance du 22 juillet 1953.

Le Conseil économique,

Après avoir entendu le rapport sur la conjoncture économique, à la fin du premier semestre 1953, présenté par M. Jacques Dumontier, au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis suivant (1) :

1° La conjoncture économique au premier semestre 1953 est marquée par la fixité de la plupart de ses éléments.

a) *La production industrielle*, après avoir baissé, à l'automne, d'environ 3 à 5 p. 100, s'est maintenue constamment à ce niveau ;

Une légère reprise paraît se manifester en juin, mais elle n'est pas suffisamment accusée ; elle est, en outre, trop récente pour que les causes puissent en être dégagées ;

b) *La production agricole* paraît, dans son ensemble, en léger progrès sur 1952, tout en restant supérieure au niveau moyen d'avant guerre ;

c) *Le déficit de la France à l'Union européenne des paiements*, malgré une certaine amélioration du commerce extérieur, a continué à s'aggraver ;

d) *Le déficit des finances publiques* a continué à accuser une moyenne mensuelle d'environ 70 milliards. Le Trésor n'a pu y faire face par les moyens habituels et a dû recourir aux avances de la Banque de France ;

e) *La masse des moyens de payement n'a que très peu augmenté*, les demandes de l'économie ayant été réduites, en raison inverse des appels publics (2) ;

f) En dépit d'une baisse sensible de certains prix agricoles à la production, le niveau des prix de détail a Paris est resté stable, au cours du premier semestre 1953.

(1) Ce vote a été acquis au scrutin public par 102 voix et 46 abstentions, voir le résultat en annexe, scrutin n° 3, page 805.

(2) Le Conseil a rejeté à main levée un amendement présenté par le groupe des associations familiales et tendant à remplacer le paragraphe e par le texte suivant :

« La masse des moyens de payement n'a que très peu augmenté globalement, la capacité d'achat ayant été réduite du fait des appels faits à l'épargne pour les besoins publics. »

Cependant, pour la première fois depuis quinze mois, l'indice des prix des produits manufactures à Paris était en légère hausse en juin.

g) Il faut constater, d'autre part, un amenuisement continu du pouvoir d'achat de la population et notamment des agriculteurs et des salariés touchés par le chômage total ou partiel (1).

2° *Le niveau actuel de la production ne saurait, en aucun cas, être considéré comme satisfaisant.*

a) La permanence d'un niveau de production insuffisant et l'accoutumance du pays à cette stagnation présente des risques considérables (2);

b) La stabilité apparente de ce premier semestre 1953 ne constitue, en réalité, qu'un équilibre faux, précaire et dangereux, marqué par les caractéristiques ci-après:

La nécessité d'une aide extérieure;

L'insuffisance de la productivité agricole, dont le relèvement exige l'élargissement et l'organisation des marchés, tant sur le plan national que sur le plan international (3);

La dégradation de notre patrimoine immobilier, dont l'amortissement n'est même pas assuré par le rythme actuel de construction;

c) Ce niveau de production, qui a dépassé à peine celui de 1929, est absolument insuffisant pour satisfaire les besoins normaux actuels de la population française, en voie d'accroissement constant (4) et pour faire face aux nécessités du développement des territoires d'outre-mer;

d) Enfin, une des causes importantes du malaise économique et social provient de l'insuffisance du pouvoir d'achat d'un grand nombre de salariés, ainsi que de certaines couches professionnelles et sociales (en particulier des familles et des vieux) (4).

3° *La stabilité relative des prix* n'empêche pas que le système monétaire ne comporte des risques accentués d'inflation.

a) Le déséquilibre budgétaire, qui avait pu éviter la récession immédiatement après la stabilisation des prix, ne saurait se prolonger longtemps sans dommage;

b) Les appels du Trésor à la Banque de France montrent que les possibilités de drainage des disponibilités (5), même à court terme, ne suffisent pas à compenser l'excédent des dépenses sur les recettes;

c) Si la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes ne sauraient avoir des résultats immédiats, cependant l'effet psychologique de mesures prévues en ces deux domaines pourrait seul permettre à la dégradation monétaire d'arrêter ses effets;

d) En tout état de cause, la réduction des dépenses appelle des options entre les tâches de l'Etat et l'augmentation des recettes requiert, notamment, sans préjudice d'une amélioration du système fiscal, un développement rationnel et équilibré de la production nationale (6).

(1) Ce texte résulte d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture et adopté à main levée.

(2) Ce paragraphe a été substitué au texte primitif à la suite d'un amendement présenté par le groupe des chefs d'entreprises et adopté au scrutin public par 79 voix contre 57 et 7 abstentions (voir le résultat en annexe, scrutin n° 1, page 804). Le texte antérieur était le suivant: « *a*) L'accoutumance à un niveau médiocre de production présente des risques considérables ainsi que l'a montré l'expérience d'avant-guerre ».

(3) Ce texte résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

La rédaction primitive était la suivante: « L'insuffisance de la production agricole, au regard des besoins nationaux et des possibilités de l'exportation ».

(4) Le Conseil a rejeté au scrutin public, par 71 voix contre 59 et 10 abstentions, un amendement présenté au nom du groupe des travailleurs C. G. T., par M. J. Duret, et tendant à ajouter après le mot « constant », la phrase ci-après: « ... et notamment pour remédier à l'insuffisance notoire des salaires directs et indirects et du pouvoir d'achat des masses ». (Voir le résultat en annexe, scrutin n° 2, page 806).

A la suite du rejet de cet amendement, sur la demande de M. Dumontier, rapporteur, le Conseil économique a renvoyé le texte du projet d'avis, devant la commission qui a proposé l'adjonction de l'alinéa *d*.

(5) Les mots « possibilités de drainage des disponibilités » sont substitués au mot « épargne », à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par M. J. Duret, au nom du groupe des travailleurs C. G. T.

(6) Ce paragraphe résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des associations familiales.

Le texte primitif était ainsi rédigé: « *d*) En tout état de cause, la réduction des dépenses ne saurait résulter que d'une option entre les tâches de l'Etat et l'augmentation des recettes d'une amélioration du système fiscal. »

ANNEXES

SCRUTIN N° 1

Sur l'amendement présenté par le groupe des chefs d'entreprises, tendant à modifier la rédaction de l'alinéa a de la 2e partie du projet d'avis.

Nombre de votants 143

Ont voté pour..... 79
Ont voté contre 57
Se sont abstenus 7

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (79).

Groupe des activités diverses. — M. Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Bidau, Biset, Boujean, Bouchard, Deleau (Jean), Denoyés, des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallani, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — M. Leroy (Louis).

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Trocmé, Waendendries.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. T. intell. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bernard, Bouruet-Aubertot, Jourdain, Potier de La Morandière.

Ont voté contre (57).

Groupe de l'agriculture. — MM. Gourlot (C.G.T.-F.O.), Haniquaut (C.F.T.C.), Rius (C.G.T.).

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Mabit.

Groupe des coopératives. — MM. Brot, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, Dumontier, May, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C.F.T.C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Vandenbussche, Willame.

C.G.T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

C.G.T.-F.O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

Groupe de l'Union française. — MM. N'Gom (C.G.T.), Sar (C.G.T.-F.O.), Tidjani (C.F.T.C.).

Se sont abstenus (7).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Le Ferme, Malterre, Puverel.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Delavignette, Lawrence.

SCRUTIN N° 2

Sur l'amendement présenté par M. J. Duret au nom du groupe des travailleurs C. G. T. tendant à modifier l'alinéa c de la 2e partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 140

Ont voté pour..... 59
Ont voté contre..... 71
Se sont abstenus..... 10

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (59).

Groupe de l'agriculture. — MM. Gourlot (G. G. T.-F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.), Jahan, Lequertier, Rius (C. G. T.).

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Beuque, Bret, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Le Hénaff, Verret.

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Vandenbussche, Willame.

C. G. T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

C. G. T.-F. O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

Groupe de l'Union française. — MM. Monthé, N'Gom (C. G. T.), Sar (C. G. T.-F. O.), Tidjani (C. F. T. C.).

Ont voté contre (71).

Groupe des activités diverses. — M. Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. Bardet, Baron, Barré, Bidau, Biset, Bonjean, Bouchard, Deleau (Jean), Denoyés, des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Gauthier, Génin, Guellati, Lamour, Lepicard, Lucas, Mangeard, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. de Laulanié, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerle, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Meunier, Pisson, Trocmé, Waendendries.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, May, Sauvy.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Jourdain.

Se sont abstenus (10).

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Forget.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Le Ferme, Malterre, Puverel.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Potier de La Morandière.

Rectification de vote.

MM. Sauvy, Byé, May et Caujolle, qui ont été portés comme ayant voté « contre », déclarent avoir voulu voter « pour ».

SCRUTIN N° 3

Sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 148

Ont voté pour..... 102
Se sont abstenus..... 46

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (102).

Groupe des activités diverses. — M. Compeyrot

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Bidau, Biset, Bonjean, Bouchard, Deleau (Jean), Denoyés, des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Haniquant (C. F. T. C.), Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Maumont, Milhau, Naudin, Rius (C. G. T.), Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), Mabit, Noddings, Pasquet, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Beuque, de Laulanié, Gaussel, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Le Hénaff, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Demmerlé, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — M. Charvet.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, Dumontier, May, Sauvy.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Vandenbussche, Willame.

C. G. T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

Groupe de l'Union française. — MM. Delavignette, Jourdain, N'Gom (C. G. T.), Tidjani (C. F. T. C.).

Se sont abstenus (46).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Guillant, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — M. Gourlot (C. G. T.-F. O.).

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson-Trocmé, Waendendries.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Le Ferme, Malterre, Puverel.

C. G. T.-F. O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard

C. T. Intell. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Sar.

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Observations de base.

Note de présentation.

En vue de suivre régulièrement l'évolution de la situation économique, selon la mission qui leur a été confiée, les membres de la commission de la conjoncture et du revenu national du Conseil économique ont désiré recevoir une double information :

1. — Un « Point mensuel de la situation économique », établi sur un mode schématique, et permettant, chaque mois, une connaissance rapide des données les plus récentes :

Niveau de l'activité et chômage ;

Variation des prix et salaires ;

Evolution des échanges extérieurs ;

Données financières significatives.

2. — A la fin de chaque semestre, au moment de l'élaboration du rapport de conjoncture du Conseil, une somme d'observations de base détaillées, relatives aux derniers mois connus, et portant référence aux résultats des années antérieures. Le plan adopté est le suivant :

Présentation des observations de base par grande division économique classique (production, activité, transports, échanges extérieurs, prix, salaires, etc...). (Partie A.)

Présentation globale des observations pour quelques produits essentiels (regroupement, pour blé, laine, acier, charbon, etc.), des observations réparties sous les rubriques précédentes. (Partie B.)

Enfin données étrangères comparatives, permettant de situer la conjoncture française par rapport à celle d'autres pays. (Partie C.)

L'existence de tables analytiques en tête de chaque partie (A, B ou C) permet de se référer très rapidement aux seules observation recherchées.

Dans le cadre de cette double série d'informations, on trouvera ci-après :

Le point mensuel de la situation économique au début de juillet 1953.

Un dossier d'observations de base, portant sur les premiers mois de 1953, avec référence aux années antérieures.

Ces documents comportent un caractère essentiellement descriptif et s'interdisent toute analyse des causes ou tout énoncé de solutions.

Point mensuel de la situation économique au 16 juillet 1953.

N. B. — Cette note tend à répondre au désir exprimé par les membres de la commission de la conjoncture économique et du revenu national, d'avoir une connaissance rapide des observations économiques les plus importantes, au début de chaque mois.

Sa présentation découle de cet objet :

1. Choix objectif des données les plus significatives ou de celles nouvellement publiées, étant exclus toute analyse des causes ou tout énoncé de solution, dont la recherche relève des travaux en commission.
2. Mode schématique et minimum de texte, permettant une vue immédiate de l'ensemble des observations retenues, groupées sur des rectos.

Au bénéfice de ces remarques, quatre groupes d'observations sont apportées ci-dessous :

I. — Niveau de l'activité et chômage.
II. — Variation des prix et du coût de la vie.
III. — Evolution des échanges extérieurs.
IV. — Données financières significatives.

Les données entre parenthèses sont provisoires.

I. — Niveau de l'activité et chômage

1. *Situation agricole* (1er juin).

Céréales : surfaces ensemencées équivalentes à celles de 1952 avec récolte analogue pour le blé (récolte probable : 80-85 millions de quintaux).

Aspect des cultures très amélioré depuis quelques semaines.

Betteraves industrielles : réduction des surfaces et avance des cultures.

Oléagineux : en nette régression.

Vignes et fruits : assez bonnes perspectives (probabilité de récolte = 1952).

Cultures fourragères : végétation assez bonne ; fenaison excellente.

Cheptel : état sanitaire satisfaisant. Production de lait supérieure à celle de 1952.

2. *Activité industrielle.*

a) Données rapides :

Chômage :

Chômage complet en régression, mais sensiblement plus élevé que l'année précédente.

	1er juillet 1953.	Variations : Juillet 1953 / Juillet 1952.	Variations : Depuis le maximum saisonnier.
	—	—	—
		p. 100.	p. 100.
Chômeurs secourus	60.070	+ 68	— 20 (— 13 en 1952)
Fonds de chômage.....	801	+ 83	»
Demandes d'emploi non satisfaites	159.277	+ 44	— 23 (— 18 en 1952)

N. B. — Le nombre des chômeurs réels peut être estimé à 300.000 environ au 1er juillet contre 375.000 environ au 15 mars, maximum saisonnier (210.000 environ au 15 mars 1952) soit un peu plus de 2,5 p. 100 du nombre des salariés.

Le chômage atteint surtout le spectacle, la manutention, les cuirs et peaux, le bâtiment, la production et l'utilisation des métaux.

Amélioration très nette du rapport des offres aux demandes d'emploi non satisfaites, rapport caractéristique de l'évolution du marché du travail. Mais recul important sur 1952.

1er février 1953.	1er juillet 1953.	1er juillet 1952.
—	—	—
1 offre pour 33 demandes.	1 offre pour 13 demandes.	1 offre pour 5 demandes.

Très forte baisse, en avril 1953, du chômage partiel indemnisé, qui rejoint le niveau d'avril 1952 mais reste cependant très marqué dans le textile, la fonderie, la grosse chaudronnerie et la chaussure.

Comparaison internationale : chômage complet en pourcentage de la population active (approximative) :

Belgique : 7 p. 100 ; Allemagne de l'Ouest : 5 p. 100 ; Etats-Unis : 2 p. 100 ; Grande-Bretagne : 1,5 p. 100. France : 1,5 p. 100.

Trafic de la Société nationale des chemins de fer français. — Recul sur 1952, reprise depuis juin :

	1er trim 1953 / 1er trim. 1952.	2e trim. 1953 / 2e trim. 1952.	Juin 1953. / Juin 1952.	1-11 juillet 1953. / 1-11 juillet 1952
	—	—	—	—
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Tonnage total chargé.	— 7 p. 100	— 7 p. 100	+ 3 p. 100 (Pentecôte en juin 1952)	+ 4 p. 100
Recettes au tarif actuel	— 5 p. 100	— 5 p. 100	+ 0,8 p. 100	»

N. B. — Du 1er janvier au 25 juin, les recettes brutes sont, en 1953, de 3 p. 100 inférieures à celles de 1952 (contre — 5 p. 100 au 1er trimestre).

Consommation d'électricité : léger progrès au second trimestre 1953, mais recul sensible sur la progression observée en 1952 et 1951. (Reprise légère depuis juin.)

Variation par rapport à la période correspondante à l'année précédente :

	1951	1952	1953
	—	—	—
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1er trimestre.....	+ 17	+ 10	0
2e trimestre.....	+ 16	+ 4 5	+ 1 3
Juin	+ 14	+ 3	+ 6 5
1er-16 juillet	»	»	+ 2,5

Stock marchand de houille et lignite sur le carreau des mines (1.000 t fin de mois).

	Janvier	Mai	Juin	Variation de janvier à juin
1952...	263	429	628	+ 139 p. 100.
1953...	2.021	2.719	2.701	+ 34 p. 100.
	(+ 668 %)	(+ 534 %)	(+ 330 %)	

b) Evolution de la production industrielle:

Maintien du recul de l'indice d'ensemble par rapport à 1952 avec atténuation en mai.

	1952	1953	
	(1938 = 100)		
1er trimestre	152	144	— 5 p. 100.
Avril	151	143	— 5 p. 100.
Mai	148	144	— 3 p. 100.
Juin	147		

Stagnation de l'énergie (sauf pétrole) et extension à certaines industries d'équipement du recul déjà constaté pour la plupart des industries de consommation:

Energie en stagnation:

	4e trim. 52 / 4e trim. 51	1er trim. 53 / 1er trim. 52	Avril 53 / Avril 52 (provisoire)	Mai 53 / Mai 52
	(Variations en pourcentage.)			
Charbon	+ 6	»	— 1,7	— 3,5
Electricité	+ 7	»	+ 0,5	— 2,5
Pétrole traité	+ 8	+ 8	+ 3	+ 9
Energie	+ 6	+ 2	— 0,5	

Progression ralentie ou recul des industries d'équipement (sauf aéronautique) avec légère reprise en mai):

	4e trim. 52 / 4e trim. 51	1er trim. 53 / 1er trim. 52	Avril 53 / Avril 52	Mai 53 / Mai 52
	(Variations en pourcentage.)			
Aéronautique	+ 42	+ 32	+ 87	+ 93
Extraction de minerais métalliques	+ 10	+ 5	+ 12	+ 6
Sidérurgie	+ 24	+ 3	— 2	— 6
Extract. matériaux constr.	+ 23	— 1,5	»	»
Caoutchouc	— 6	— 10	— 10	+ 6
Automobile	+ 1	— 6	+ 6	+ 5
Ciments	— 4	— 8	+ 10	+ 8
Bâtiment et travaux publics	— 1,5	— 7	»	

Recul des industries de consommation (engrais, papiers et cartons exceptés):

	4e trim. 52 / 4e trim. 51	1er trim. 53 / 1er trim. 52	Avril 53 / Avril 52	Mai 53 / Mai 52
	(Variations en pourcentage.)			
Papier carton	— 26	— 12	+ 6	+ 22
Verre	— 22	— 13	— 1	— 2,5
Textiles	— 11	— 10	— 3,5	»
Industries chimiques	— 5	— 8	— 4	»
Cuirs	— 12	— 6	— 12	»
Engrais	+ 1	+ 3	+ 7	»

c) Evolution approximative de la production industrielle dans quelques pays.

5 mois 1953 / 5 mois 1952		Indices en 1952. (1929 = 100)		(1938 = 100)	
Etats-Unis	+ 10	Canada	191	Etats-Unis	248
Allemagne de l'Ouest	+ 8	Etats-Unis	178	Canada	228
Royaume-Uni	+ 2	Allemagne de l'Ouest	148	Suède	163
France	— 4,5	Royaume-Uni	136	Allemagne de l'Ouest	145
		Italie	133	(1936 = 100)	
		France	108-112	France	111
		Belgique	97	Italie	112
				Royaume-Uni	134

3. *Acticité du commerce intérieur.*

a) Variation des chiffres d'affaires moyens quotidiens (et prix correspondants).

Commerces alimentaires:

	1er trimestre 1953 / 1er trimestre 1952	Avril 1953 / Avril 1952
	p. 100.	p. 100.
Coopératives de consommation (succursales), C. A.	+ 6	+ 8
Sociétés à succursales multiples, C. A.	+ 1,3	+ 2,5
Autres détaillants, C. A.	(+ 2,3)	(+ 6)
Evolution correspondante des prix alimentaires:		
Paris	— 1,3	— 1,7
Province	— 1,2	+ 0,2
Grands Magasins de Paris:		
C. A.	— 2	+ 5
Prix: objets manufacturés	— 5	— 5
Textiles habillement:		
C. A.	— 3,5	— 0,7
Prix	— 4	— 3
Chaussures:		
C. A.	+ 5	— 13
Prix	— 3,5	— 2,5
Ameublement:		
C. A.	— 27	— 11
Prix	— 3,5	— 3,5
Droguerie quincaillerie:		
C. A.	— 10	— 6
Prix	— 5	— 6

b) Evolution des recettes des spectacles à Paris et du tirage des journaux parisiens quotidiens:

	1er trim. 1953 / 1er trim. 1952	Avril 1953 / Avril 1952	Mai 1953 / Mai 1952
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Recette des spectacles à Paris:			
Valeurs	+ 1	+ 5	+ 7
Prix	+ 4	+ 4	+ 4
Tirage des journaux parisiens quotidiens:			
Quantités	»	»	»
Prix	»	»	»

c) Variation des faillites et liquidations judiciaires:

	1er trim. 1953 / 1er trim. 1952	Avril 1953 / Avril 1952	Mai 1953 / Mai 1952
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Faillites	+ 26	+ 7	+ 2
Liquidations judiciaires	+ 19	+ 6	+ 13

4. *Evolution de la construction de logements dans quelques pays en 1952.*

Rapport $\frac{\text{Construction}}{\text{Population}}$ (logements construits pour (10.000 habitants):

	p. 1000.		p. 1000.
Norvège	96	Suisse	57
Australie	96	Pays-Bas	53
Allemagne O.	91	Canada	50
Etats-Unis	72	Royaume-Uni	47
Suède	66	France	20

(I. N. S. E. E.)

5. *Activité générale de la main-d'œuvre.*

	Variations. Avril 1953. Avril 1952.	Variations. Avril 1953. Janvier 1953.
	p. 100.	p. 100.
a) Durée hebdomadaire moyenne du travail.	— 0,9	0
b) Effectifs	— 1,8	— 0,1
c) Activité (nombre d'heures ouvrier effectuées)	— 2,6	— 0,2
N. B. — Activité des industries de transformation	— 3,5	0
Transports	— 2,2	— 1
Activités commerciales et libérales	+ 0,4	0

d) Evolution des effectifs des agents de l'Etat:
Indices corrigés 1936 = 100 (I. N. S. E. E.):

	Effectifs des agents de l'Etat (militaires exclus).	Effectif des salariés (enquête du ministère du travail).	Population totale.
1944	113	»	»
1946	134	105	96
1947	124	112	97
1950	120	117	100
1952	120	121	102

II. — VARIATION DES PRIX ET DES SALAIRES

1. *Variation des indices d'ensemble des prix de janvier à juin* 1953.

(1949 = 100)

	(Moyenne mensuelle.) 1951	1952	Janvier 1953	Juin. 1953	Variation de janvier à juin 1953.
					p. 100.
a) Prix de gros	138,3	144,9	140,8	138,7	— 1,5
b) Prix à la consommation familiale (Paris)	130,1	145,4	145,6	145,4	— 0,1
c) Fruits et légumes frais à Paris	114,9	136,1	124,4	137,3 (mai)	+ 10

2. *Evolution détaillée des indices de prix de janvier à juin* 1953 (*provisoire*) *depuis le maximum de* 1952.

a) Prix de gros:

	Indice général.	Produits alimentaires.	Combustibles énergie.	Produits industriels.	Matières premières importées.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
De janvier à juin 1953	— 1,5	— 4,3	— 2	+ 1	+ 0,5
Depuis le maximum 1952	— 9	— 7	— 6	— 12	— 22

b) Prix à la consommation familiale:

	Indice d'ensemble.	Denrées alimentaires.	Chauffage éclairage.	Objets manufacturés.	Services.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Paris:					
De janvier à juin 1953	— 0,1	— 0,2	— 1,7	— 0,2	+ 1
Depuis le maximum 1952	— 2	— 2,7	— 2,6	— 6	+ 4
Province:					
De décembre 1952 à mars 1953	— 1	— 2,5	— 1	— 1,7	+ 1,4
Depuis le maximum 1952	— 1,2	— 2	— 1,3	— 7,5	+ 1,1

c) Fruits et légumes frais à Paris:
De janvier à mai 1953 ..... + 10 p. 100.
Depuis mai 1952 ..... + 0,6 p. 100.

3. *Variation des budgets-types* (Paris).

	De janvier à mai 1953.	De mai 1952 à mai 1953.
	p. 100.	p. 100.
C. F. T. C.	+ 1	+ 4,6
C. G. T.	+ 0,2	+ 3,2
C. G. T. F. O.	+ 2,3	+ 3,1
M. L. P.	+ 0,7	+ 0,8
U. N. A. F. (1)	+ 1,4	+ 0,1
I. O. E. (2)	+ 3,8	+ 2,5
Indice I. N. S. E. E.	0	— 0,8

4. *Comparaison internationale.*

a) Variation des prix de mai 1952 à mai 1953 pour quelques pays:

	Prix de gros.			Coût de la vie.	
	p. 100.			p. 100.	
Belgique	— 7		Suisse	— 1	(avril)
Allemagne occidentale	— 4		Belgique	0	
France	— 4		Allemagne occidentale	0	
Suisse	— 4	(avril)	Etats-Unis	0	
Etats-Unis	— 2		France	+ 0,7	
Royaume-Uni	— 0,4		Italie	+ 3	(avril)
Italie	+ 1	(avril)	Royaume-Uni	+ 4	

b) Hausse des prix au 1er janvier 1953 par rapport à 1948 = 100:

	Prix de gros.		Coût de la vie.
	p. 100.		p. 100.
France	+ 57	France	+ 66
Royaume-Uni	+ 49	Royaume-Uni	+ 28
Allemagne occidentale.	+ 20	Canada	+ 20
Canada	+ 14	Italie	+ 10
Belgique	+ 10	U. S. A.	+ 9
U. S. A.	+ 5	Belgique	+ 6
Italie	— 3	Allemagne occidentale.	+ 2

5. *Evolution des salaires* (1949 = 100).

	1953 Janvier.	Avril.	Mai.
a) Indice total des salaires (charges sociales incluses):			
Construction électrique et mécanique	171,7	173	173,5
Fonderie	161,6	163	164
Grosse forge	182,4	179,3	182
b) Indice du taux des salaires horaires bruts (ministère du travail)	165	166	»
c) Indices des salaires mensuels nets (zone O) (3) (ministère du travail I. N. S. E. E.):			
Célibataire	169	— 169	»
Père de 2 enfants	162	— 164	»
Père de 5 enfants	155	— 157	»

	Variations. Janvier à avril 1953.	Variations. Janvier 1953. Janvier 1952.
a) Indice total des salaires (charges sociales incluses):		
Construction électrique et mécanique	+ 0,7	+ 5,7
Fonderie	+ 0,9	+ 2
Grosse forge	— 1,7	+ 4,8
b) Indice du taux des salaires horaires bruts (ministère du travail)	+ 0,6	+ 2,5
c) Indices des salaires mensuels nets (zone O) (3) (ministère du travail I. N. S. E. E.):		
Célibataire	0	+ 1,8
Père de 2 enfants	+ 1,2	+ 1,2
Père de 5 enfants	+ 1,3	+ 0,6

(1) Budget type familial.
(2) Institut d'observation économique (budget du manœuvre).
(3) D'après salaire horaire, durée du travail, prestations familiales, prime de transport, retenues de sécurité sociale et surtaxe progressive.

III. — Evolution des échanges extérieurs

1. *Balance globale.*

a) Régression continue du solde négatif, très faible au second trimestre:

Moyenne mensuelle (milliards de francs).

	1er trimestre. 1952	1953	2e trimestre. 1952	1953
Importations	159,1	129,6	138,7	126,1
Exportations	122,5	116,5	119,4	123
Solde	— 36,6	— 13,1	— 19,3	— 3,1

b) En valeur, de janvier à juin 1953:

Progrès sensible des exportations: + 17 p. 100.
Avance légère des importations: + 7 p. 100.

En volume (base 1949 = 100):

	1951	1952	1953 (5 mois).
Progrès des importations	123	125	130
Reprise des exportations	161	112	119

2. *Echanges avec l'étranger.*

a) Réduction continue du solde négatif global (mais position aggravée de la zone franc à l'U. E. P.).

Moyenne mensuelle.

	1er trimestre 1953.	2e trimestre 1953.
Solde total (milliards de francs)	— 27,2	— 14,8
Couverture (en pourcentage)	72	84
Position de la zone franc à l'U. E. P. (millions de dollars)	— 20,5	— 49

N. B. — Le déficit le plus important est avec la zone sterling surtout par développement des importations.

Moyenne mensuelle.

	1950	1951	1952
Solde sterling (milliards de francs)	— 5,8	— 16,4	— 18,3
Couverture (en pourcentage)	67	52	41

	1953 1er trimestre.	Avril.	Mai.
Solde sterling (milliards de francs)	— 19,2	— 16,6	— 17,9
Couverture (en pourcentage)	40,4	43	40

b) En volume (1949 = 100):

	1951	1952	1953 (5 mois).
Progrès des importations sur 1951 et 1952	128	128	133
Exportations supérieures à 1952, en recul sur 1951.	178	112	159

c) Evolutions particulières significatives (échanges avec l'étranger):

Moyenne mensuelle (1949 = 100).

	1951	1952	1953 (5 mois).	Variations de 1951 à 1953.
Produits fabriqués:				
Importations	148	147	139	— 6 p. 100
Exportations	140	118	116	— 17 p. 100
Part des biens d'équipement	41 p. 100	46 p. 100	47 p. 100 (1er trimestre).	

	1951	1952	1953 (6 mois).
Balance commerciale alimentaire (pourcentage couverture)	71	47	48
Balance avec l'étranger (pourcentage couverture).	73,3	66,4	78
Termes de l'échange (1949 = 100) (1)	79	89	94 (1er trim.)

(1) Rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à celui des valeurs moyennes à l'importation.

3. *Evolution du prix des matières premières importées.*

Moyenne mensuelle.

	1951	1952	1953 1er trim.	1953 2e trim.	Variations depuis 1951.
a) Prix en France de matières premières industrielles importées (indice I. N. S. E. E.: 1949 = 100)	212	178,1	145	146,5	p. 100. — 31
b) Indice Moodys des prix de gros à New-York (31 décembre 1931 = 100)	488,6	431	411	417	— 15
Indice Reuter des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne (18 septembre 1931 = 100)	606	546	511	497	— 18

Comparaison internationale: évolution du volume des exportations et des prix en quelques pays, en 1952, par rapport à 1951:

	Volume des exportations.	Prix de gros.
	p. 100.	p. 100.
Canada	+ 10,6	— 6
Allemagne occidentale	+ 8	+ 1,4
Suisse	— 0,5	— 3
Italie	— 5	— 5,5
Royaume-Uni	— 6	+ 2,5
France	— 12	+ 5

4. *Evolution comparée des termes de l'échange et de la balance globale.*

Moyenne mensuelle.

	1950	1951	1952	1er trim. 1953.
Balance globale (couverture en pourcentage).	100	92	89	90
Termes de l'échange (1949 = 100) (1)	91	83	93	96

IV. — Données financières significatives

1. *Finances publiques.*

a) Rendement mensuel des impôts indirects:

	Mai 1953-mai 1952.	5 premiers mois 1953. 5 premiers mois 1952.	Réalisations 5 premiers mois 1953. Prévisions budgétaires.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Contributions indirectes (alcool, garanties, etc.)	+ 0,8	+ 3	+ 3
Taxes sur le chiffre d'affaires:			
Taxe à la production	— 2,3	— 6	— 9
Taxe sur les transactions	— 6	— 5	— 7
	— 3	— 6	— 9
Taxes uniques (vins, viandes)	+ 6	(+ 4,5)	— 4,5
Ensemble	— 3,3	— 5	— 8
N. B. — Evolution correspondante de l'indice général des prix de gros (à titre indicatif, car les structures ne sont pas exactement comparables):	— 3,7	— 6,5	

(Les prévisions étaient basées sur l'hypothèse d'un produit national en hausse de 3 p. 100 en 1953.)

b) Résultats de l'exercice en cours (milliards de francs):

	31 mai 1952	1953	
Recettes	1.114	1.117	(+ 3 0/0)
Dépenses	1.055	1.313	(+25 0/0)
	+ 59	—166	

(1) Rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à celui des valeurs moyennes à l'importation.

c) Dette publique portant intérêt (fin 1952):

	1938 = 100	1949 = 100
Dette intérieure	865	136
Dette extérieure	19.000	123
	1.160	132

2. *Masse monétaire et crédit* (milliards de francs).

a) Evolution globale (Banque de France et banques).

Disponibilités:

	30 avril 1952.	30 avril 1953.		Variations 4 premiers mois. 1952	Variations 4 premiers mois. 1953
Billets en circulation	1.926	2.127	(+ 10,5 %)	+ 2 %	
Comptes créditeurs	1.837	2.091	(+ 14 %)	+ 2 %	+ 3 %
Masse monétaire	3.763	4.218	(+ 12 %)	+ 2 %	+ 1,5 %
Contrepartie:					
Or et devises	213	214	(+ 0,4 %)	— 24 %	— 9 %
Créances sur le Trésor	1.693	1.920	(+ 13,5 %)	+ 9 %	+ 9 %
Crédits à l'économie	1.976	2.247	(+ 13,7 %)	+ 4 %	— 1 %
A déduire	(—119)	(—163)			

	Moyenne indice prix de gros et indice prix à la consommation familiale à Paris.	Indice production industrielle (bâtiments exclus).
N. B. — Variation d'avril 1952 à avril 1953	— 3 %	— 6 %

(Pour rapprocher utilement prix et masse monétaire, il y a lieu de tenir compte de la vitesse de rotation de celle-ci et, en particulier, de celle des comptes créditeurs, qui a sensiblement diminué depuis 1952: 2,24 au 1er trimestre 1952; 2,15 au 1e trimestre 1952 et 2,08 au 4e trimestre 1953.)

b) Variation des principaux postes du bilan de la Banque de France (1er bilan du mois):

	Juillet 1953. / Juillet 1952.	Juillet 1953. / Janvier 1953.
Actif:	p. 100.	p. 100.
Réserves or-change	— 3	— 9
Créances sur l'Etat	+ 21	+ 19
Crédits à l'économie	+ 14	+ 0,5
Passif:		
Billets en circulation	+ 10	+ 2
Comptes créditeurs	+ 72	+ 84
Total engagements à vue	+ 14	+ 6

c) Crédit agricole. — Variation de fin avril 1952 à fin avril 1953: Des dépôts: + 20 p. 100; des prêts: + 29 p. 100.

3. *Epargne et marché financier.*

a) Epargne monétaire (milliards de francs):

	1er trimestre (fin mars). 1952.	1er trimestre (fin mars). 1953.	Fin avril 1953.
Evolution des dépôts dans les caisses d'épargne	707	898	912
Bons du Trésor sur formule et bons de la défense nationale	439	516	»
Dépôts à échéance dans les banques	92	108	»
	1.238	1.522	»
(Solde des caisses d'épargne: versements, remboursements)	— 5	+ 14,3	+14,6

b) Indices boursiers (1949 = 100):

	1er trimestre 1952.	1er trimestre 1953.		Mai.	Juin.	Juillet. (17)
Valeurs françaises à revenu variable (295)	147	151	(+ 2,7 p. 100)	153	154	156
Métropolitaines (185)	157	166	(+ 6 p. 100)	168	171	174
Outre-mer (90)	134	139	(+ 3,7 p. 100)	141	136	135
Sociétés françaises à l'étranger	118	98	(— 17 p. 100)	94	93	93
Valeurs étrangères à revenu variable (25)	170	154	(— 9 p. 100)	152	146	144
Valeurs à revenu indexé (secteur industriel public) (— 6)	142	135,3	(— 5 p. 100)	141	142	141

4. *Or et devises:*

cours les plus hauts côtés en fin de semaine (francs).

	Max. 1952 (28/2).	Min. début 1953 (2/4).	Juillet 1953. (16/7)	Variations depuis max. 1952.	Variations depuis min. début 1953.
Gramme d'or (lingot) (marché libre)	631	483	480	— 23	— 0,7
Napoléon (marché libre)	5.040	3.690	3.760	— 25	+ 2
Dollar U. S. A. (cours parallèle)	486	393	401	— 17	+ 2
Livre sterling (cours parallèle)	1.110	1.030 (22/1)	1.060	— 4	+ 3
Franc suisse (cours parallèle)	111	93	93,50	— 15	»

ANNEXES

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Observations de base.

A. — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Observations de base.

A. — PRÉSENTATION PAR DIVISIONS ÉCONOMIQUES

Cadre de présentation.

Pages.

I. — *Population.* —

1° Données démographiques 814
a) Nuptialité 814
b) Natalité 814
c) Mortalité 814
d) Population totale 814

2° Observations générales 814

3° Population active:
a) Evaluation globale 814
b) Répartition 814
c) Immigration 814

II. — *Activité et production.*

1° Résultats agricoles 815
a) Production végétale:
1. Blé 815
2. Céréales secondaires 815
3. Sarclées 815
— Pommes de terre 815
— Betteraves industrielles 815
4. Oléagineux 815
5. Légumes secs 815
6. Plantes industrielles 815
7. Production fourragère 815
8. Cultures maraîchères 815
9. Cultures fruitières 815
10. Vin 815

b) Production animale:
1. Lait 815
2. Viande 815

c) Observations générales:
Indices d'ensemble de la production agricole 815

Pages.

2° Pêches maritimes 815

3° Production industrielle:
a) Evolution d'ensemble 816
b) Energie 816
1. Ensemble 816
2. Charbon 816
3. Electricité 816
4. Gaz 817
5. Pétrole 817

c) Matières premières 817
1. Ensemble 817
2. Extraction des minerais métalliques 817
3. Extraction de matériaux de construction 817

d) Produits industriels d'équipement 818
Ensemble 818
Production des métaux 818
1. Sidérurgie 818
2. Métaux non ferreux 818
Transformation des métaux 818
1. Première transformation 818
2. Fonderie 819
3. Machines agricoles 819
4. Automobiles 819
Industrie du verre 819
Bâtiment et travaux publics 819
Caoutchouc 819

e) Produits industriels de consommation 819
Ensemble 819
Extraction et préparation de minéraux divers 819
Industries chimiques et assimilés 819
1. Industries chimiques 819
2. Engrais 820
3. Tabacs et allumettes 820
Textiles 820
1. Laine 820
2. Coton 820
3. Autres textiles 820
Corps gras 820
Papiers et cartons 821
Cuirs et peaux 821

f) Indications sur l'industrie cinématographique 821

g) Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 822

h) Indice du secteur public 822
1. Composition 822
2. Evolution 822

Pages.

4° Activité:
a) Activité de la main-d'œuvre 823
Evolution d'ensemble (toutes activités):
1. Effectifs 823
2. Durée du travail 823
3. Niveau de l'activité 823
b) Evolution par secteur ou branche d'activité 823
1. Energie 823
2. Industries d'équipement 823
3. Industries de consommation 824
4. Industries de transformation 825
5. Transports 825
6. Activités commerciales et libérales 825
c) Emploi et chômage 825
1. Chômeurs secourus 825
2. Fonds de chômage ouverts 825
3. Demandes d'emploi non satisfaites 825
4. Chômage partiel 825
5. Conflits de travail 826
d) Activité générale 826

5° Productivité:
a) Evolution de l'activité et de la productivité globale de 1949 à 1952 827
b) Productivité du travail dans quelques branches industrielles 827

6° Echanges extérieurs en nature:
a) Résultats globaux 828
1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations 828
2. Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 828
3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination (étranger, Union française, outre-mer) 828
4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation (alimentation humaine, matières premières et demi-produits, produits fabriqués) 829
b) Echanges agricoles 829
Echanges de produits végétaux:
1. Blé 829
2. Céréales secondaires 829
3. Sarclées 830
4. Oléagineux 830
5. Légumes secs 830
6. Légumes frais 830
7. Fruits 831
8. Plantes industrielles 831
9. Vin 831
Echanges de produits animaux:
1. Lait et produits laitiers 831
2. Viande 832
c) Echanges industriels 832
Energie:
1. Charbon 832
2. Electricité 832
3. Pétrole et produits pétroliers 832
Matières premières:
1. Minerai de fer 833
2. Bauxite 833
Produits industriels d'équipement:
1. Métaux (production) 833
2. Métaux (transformation) 834
3. Verres 835
4. Caoutchouc 835
Produits industriels de consommation:
1. Produits chimiques 835
2. Corps gras 835
3. Textiles 836
4. Cuirs et peaux 836
5. Papiers, cartons 837

7° Possibilités techniques d'accroissement de la production (d'après l'équipement, l'activité, les anticipations, etc.). 837

8° Disponibilités nationales (comptabilisation en nature des disponibilités des principaux produits) 838
Cette partie est traitée dans la partie « B »; Présentation globale par produits essentiels.

9° Distribution:
a) Importance et répartition des entreprises commerciales 838
1. Nombre 838
2. Forme juridique 838
3. Nombre d'employés 838
b) Indice du chiffre d'affaires 838
1. Commerces alimentaires 838
2. Commerces non alimentaires 839
3. Services et divers 839
4. Journaux 839
c) Evolution du commerce extérieur 839
1. Création de fonds 839
2. Mutations de fonds 839
3. Dissolution et radiation 839
4. Liquidations judiciaires 839
5. Faillites 839

10° Transports:
a) Trafic (tous transports) 839
1. Fer (Société nationale des chemins de fer français) 839
2. Voies navigables 840
3. Mer 840
4. Air 840
b) Route 840
c) Flotte marchande 840
d) Trafic des différents modes de transports en 1951 841
e) Indice de l'activité des transports 841

III. — *Finances. Crédit. Monnaie.*

1° Finances publiques:
a) Budget de l'Etat et trésorerie 842
1. Résultats en 1951 et 1952 — prévisions pour 1953. 842
2. Evolution des dépenses militaires et budgétaires totales par rapport au revenu national 842
3. Dette publique 842
4. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs 842
b) Collectivités locales 843
1. Départements 843
2. Communes 843

2° Services publics:
a) Société nationale des chemins de fer français 844
1. Recettes 844
2. Déficits annuels 844
b) Postes, télégraphes et téléphones 844

3° Services sociaux:
a) Sécurité sociale 844
1. Assurances sociales 844
2. Accidents du travail 844
3. Prestations familiales 844
b) Etablissements hospitaliers 844
1. Recettes et dépenses 844
2. Situation 844

4° Crédit, banque, monnaie:
a) Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contre-partie 844
1. Disponibilités monétaires 844
2. Contre-partie 844
b) Epargne 845
1. Epargne monétaire apparente 845
2. Epargne apparente investie sur le marché financier 846
3. Evolution annuelle 847
4. Epargne totale recensable 848
c) Crédit 848
1. Total général des crédits utilisés 848
2. Analyse des crédits utilisés 849
d) Banque de France 852
e) Crédit agricole 853
f) Franc 854

5° Investissements et reconstruction:
a) Evolution 1947-1952 855
1. Montant global 855
2. Volume réel 855
3. Répartition 855
4. Moyens de financement 855
5. Evolutions particulières 856
b) Investissements publics en 1952 et 1953 856
c) Investissements des entreprises nationales en 1951 et 1952 857
d) Prévisions d'investissements des chefs d'entreprises.. 857
e) Reconstruction et construction 857

6° Marché monétaire, or, devises:
a) Marché monétaire 859
b) Or fin (francs) 859
c) Devises 859
d) Valeurs mobilières 859
e) Marché financier 860

7° Finances extérieures:
a) Balance commerciale 860
1. Résultats globaux. — Balance générale, balance avec l'étranger, balance avec l'Union française 860

Pages.

2. Balance commerciale par monnaie 862
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 862

b) Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française 863

c) Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange 865

d) Balance des payements (zone franc) 866
1. Situation 1951-1952 (1er semestre) 866
2. Evolution de 1945 à 1951 867
3. Evolution de la balance des payements courants de la zone franc 868
4. Position de la zone franc à l'Union européenne des paiements 869
5 Balance du tourisme 869

IV. — *Prix. Coût de la vie.*

1° Prix:

a) Prix de gros 870
1. Indice général 870
2. Indices partiels par branche de production 870
3. Indices des matières premières industrielles 870
4. Indices des produits importés 870

b) Prix de détail 870
1. Indice général 871
2. Indices alimentaires 871
3. Indice des objets manufacturés 871
4. Indice du chauffage et de l'éclairage 871
5. Indice des services 871
6. Indice des fruits et légumes frais 871

c) Evolution des indices de prix sur la base en 1938 871

d) Indices des prix des véhicules à moteur 872

e) Indice des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 872

f) Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exportations agricoles 872

g) Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail 872

Pages

2° Coût de la vie:

a) Indice de l'I. N. S. E. E. (rappel) 873

b) Coût absolu d'un budget-type 873
1. Budget-type d'un célibataire à Paris 873
2. Budget-type d'une famille 873

c) Indice des variations des budgets-types 873

3° Comparaison des variations dans le temps des salaires et du coût de la vie:

a) Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949 874

b) Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951 874

V. — *Salaires. Profits. Revenus.*

1° Salaires:

a) Indice des taux des salaires horaires 875
1. Indice d'ensemble 875
2. Indices par secteur 875
3. Indices suivant le sexe et la qualification 875

b) Indices professionnels des salaires horaires 875

c) Indice total des salaires (France entière) 876

d) Indice des salaires mensuels nets 876

e) Nombre de déclarants et masse des salaires bruts par activité (26 postes) pour l'année 1951 876

2° Profits et autres revenus:

a) Evolution du revenu de l'agriculture 877

b) Evolution des revenus déclarés ou constatés de 1948 à 1950 878

c) Chiffres d'affaires déclarés en 1951 878

VI. — *Consommation.*

Indice du volume des biens et services de consommation 879

VII. — *Comptabilité nationale.*

Grandeurs caractéristiques du revenu national 879

A. — PRESENTATION DES OBSERVATIONS PAR DIVISION ECONOMIQUE

I. — POPULATION

1° DONNEES DEMOGRAPHIQUES

	1934-38	1949	1951	1952	Variations. 1952 / 1934-38	Variations. 1952 / 1949
a) **Nuptialité:**						
1. Nombres absolus (1000).	282	339	329	313		
2. Taux (0/000) (1).....	137	163	150	146	— 6,5%	— 10%
b) **Natalité:**						
1. Nombres absolus (1000).	636	865	820	820 (4)		
2. Taux (0/000) (2).....	154	208	194	192	+ 25%	— 8%
c) **Mortalité:**						
1. *Mortalité générale:*						
Nombres absolus (1000).	612	568	562	522 (4)		
Taux (0/000)	156	137	132	122	— 20%	— 17%
2. *Mortalité infantile:*						
Nombres absolus	42,8	48,5	38,1	33,6		
Taux (0/00) (3).....	67	56	46	41	— 39%	— 27%

Source: Institut national d'études démographiques.

d) **Population totale:**

1. *Evolution globale:*

	1936 (8/3)	1946 (10/3)	Variation. 1952 / 1936-38	Variation. 1952 / 1946
	(millions)		(1.000)	
Recensements	41,6	40,7		

	1936-38	1946	1952	Variation. 1952 / 1936-38	Variation. 1952 / 1946
	(millions)			(1.000)	
Population moyenne évaluée	41,9	40,3	(42,6)	+ 700	+ 2.300
				p. 100	
				+ 1,6 %	+ 5,7 %

2. *Répartition par groupes d'âge:*

Proportion de jeunes, adultes et vieillards:

	1946 (1er janv.)	1953 (1er janv.)	
Jeunes (0-19 ans).....	295	301	(+ 2 %)
Adultes (20-59 ans).....	545	537	(— 1,5 %)
Vieillards (60 ans et plus).....	160	162	(+ 1,2 %)
	1.000	1.000	

La « pyramide des âges » continue à s'amincir en son centre; la charge supportée par la population adulte augmente.

Population « présente » en pourcentage (un peu inférieure à la population réelle):

	1900	1938	1953
0-19 ans	34,6%	30,8%	30,1%
20-64 ans.....	57,2%	59 %	58,4%
65 ans et plus.....	8,2%	10,2%	11,5% (5)

Pour les vingt années à venir, les prévisions sont de 13 à 14 p. 100 de la population âgée de plus de soixante-cinq ans.

Source: Institut national d'études démographiques.

2° OBSERVATIONS GENERALES

a) *Amenuisement, en 1951-1952, de l'excédent des naissances sur les décès*, par rapport aux année 1949 et 1950, mais progrès considérable sur la période 1934-1938.

(1.000)

1934-1938	1949	1950	1951	1952
— 6	297	328	259	290

(1) Nouveaux mariés pour 10.000 habitants.
(2) Naissances vivantes pour 10.000 habitants.
(3) Décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.
(4) Evaluation.
(5) Les pourcentages correspondants sont d'environ 9,2 p. 100 pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et 8 p. 100 pour les Etats-Unis.

b) *Régression continue de la mortalité infantile:*

1936-1938	1946	1948	1950	1952	Variation 1952-1938.
			(p. 100)		
66	67,5	52	47	(42)	— 36 %

3° POPULATION ACTIVE

a) **Evaluation globale** (millions).

	1946 (recensement).	1952 (évaluation I.N.S.E.E.).
Secteur primaire (pêche, agriculture)	7,5 (36,5 %)	6,8 (31,6 %)
Secteur secondaire (industrie, transports)	6,9 (33,5 %)	8,6 (40 %)
Secteur tertiaire (commerce, professions libérales, administrations, services)	5 (24,6 %)	6,1 (28,4 %)
Autres (non déclarés ou saisonniers)	1,1 (5,4 %)	
	20,5 (1)	21,5
(Hommes: 12,7.) (Femmes: 7,8.)		
Pourcentage de la population totale	50,4 %	50,5 %

b) **Répartition.**

Salariés et non salariés (1952):

Salariés ..... 11,85 millions
Non salariés ... 9,65 —

21,5 millions.
dont secteur privé: 7,6 p. 100.

Agents de l'Etat et des collectivités locales (1952):

Etat. — Métropole, outre-mer: agents à temps complet (budget de l'Etat; budgets annexes; comptes spéciaux; budgets propres des établissements publics nationaux):

Civils	1.061.737	(titulaires: 792.615)
Militaires	490.783	(titulaires: 270.802)
	1.552.520	(titulaires: 1.063.417)
Collectivités locales.....	368.479	(titulaires: 225.245)
Ensemble	1.920.999	(titulaires: 1.288.662)

N. B. — Les agents du secteur « semi-public » (sécurité sociale, houillères, E. D. F., établissements publics industriels ou commerciaux, etc.) sont exclus.

Source: I. N. S. E. E.

Evolution du nombre des agents civils de l'Etat (métropole):

	1936 (1.000)	1952 (1.000)	
Données brutes	682	965	+ 42 %
Evolution réelle approximative: Correction faite du transfert, depuis 1936 d'agents des collectivités locales et du recensement d'agents de certains établissements publics nationaux (120.000 environ)	(800)	(965)	+ 20 %

c) **Immigration.**

(1.000.)

	1946	1949	1952	Total. 1946-1952
Immigration contrôlée (office national d'immigration):				
Travailleurs non saisonniers	30	59	(34)	280
Membres de leurs familles	»	27	(6)	77
	30	86	(40)	357
Algériens:				
Immigration nette	23	7	(35)	214

(1) 20,8 en comptant les personnes en Allemagne.

II. — ACTIVITÉ ET PRODUCTION

1° RESULTATS AGRICOLES

a) Production végétale.

(Production: millions de quintaux).
(Rendement: quintaux à l'hectare).

	1930-1939 (Moy.)	1951	1952	1953 (Prévisions au 1er juin.)
1. *Blé*	80,5 (Rt.: 15,1)	71 (Rt.: 16,7)	84 (Rt.: 19,6)	80
2. *Céréales secondaires:*				
Seigle	7,9 (Rt.: 11,6)	4,9 (Rt.: 10,6)	4,8 (Rt.: 11,2)	4,5
Orge	11,04 (Rt.: 14,7)	16,6 (Rt.: 16,3)	17,3 (Rt.: 16,1)	19,4
Avoine	17,5 (Rt.: 14,3)	37 (Rt.: 16,2)	33 (Rt.: 14,7)	34
Maïs	5,35 (Rt.: 15,8)	6,9 (Rt.: 19,8)	4,8 (Rt.: 13,9)	»
Riz	»	0,7 (Rt.: 39)	0,85 (Rt.: 40,7)	»
3. *Sarclées:*				
Pommes de terre (plein champ)	156 (Rt.: 111)	121 (1) (Rt.: 124)	111 (Rt.: 118)	115 à 125
Betteraves industrielles	91,1 (Rt.: 287)	118 (Rt.: 291)	95 (Rt.: 224,4)	100 à 110

Source: ministère de l'agriculture.

4. *Oléagineux:*				
Production totale	0,133 (Moy. 1934-38)	1,98 (Rt.: 11,7)	2,49 (Rt.: 14,7)	Régression.
Colza	0,13 (Rt.: 12,1)	1,53 (Rt.: 13,3)	2,1 (Rt.: 16,5)	
5. *Légumes secs*	2,5 (Rt.: 9,9)	2,05 (Rt.: 8,9)	1,6 (Rt.: 7,7)	»
6. *Plantes industrielles* (production en milliers de quintaux):				
Houblon	21,17 (Rt.: 10,1)	21 (Rt.: 14)	17,5 (Rt.: 13)	»
Chanvre	38,4 (Rt.: 11,3)	45,8 (Rt.: 11,6)	53,9 (Rt.: 9,8)	»
Lin	180 (Rt.: 6,6)	387 (Rt.: 7,4)	370,6 (Rt.: 6,4)	»
7. *Production fourragère* (production en millions de quintaux):				
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels	334 (Rt.: 34,5)	415 (Rt.: 43)	362 (Rt.: 34)	
Betteraves fourragères	327 (Rt.: 336)	353 (Rt.: 415)	281 (Rt.: 348)	

Source: ministère de l'agriculture (I. N. S. E. E.). Végétation assez bonne (progrès probable + 10 %).

	1930-1939 (Moy.)	1951	1952
8. *Cultures maraîchères:*			
Légumes frais plein champ (évaluation)	»	18,5	17,6
Total plein champ et jardins (évaluation)	»	71	65

(1) Production des jardins familiaux: 20 millions de quintaux environ.

	1930-1939 (Moy.)	1951	1952	1953 (Prévisions au 1er juin.)
9. *Cultures fruitières:*				
Pommes et poires:				
Pommes et poires à cidre	32,1	21	54	
Pommes de table	2,11 (Moy.) (1937-40)	3,05	5,3	
Poires de table	0,46 (Moy.) (1937-40)	1,2	1,8	
Pêches	0,57	1,12	1,3	
Prunes	0,5	1,11	1,33	
Châtaignes	1,33	1,15	1,31	
10. *Vin* (millions hectolitres)	58,9	53	53,9	54

Source: ministère de lagriculture.

b) Production animale.

	Avant-guerre. (Moyenne.)	1951	1952	1953 (Prévisions au 1er juin.)
1. *Lait* (1) (millions hl.)	138 (Moy. 1937-38)	160 (Rt par vache 1.855 l.)	112 (Rt. par vache 1.746 l.)	(En progrès.)
2. *Viande* (millions de t.)	1,7 (Moy. 1934-38)	1,915	2,06	(Maintien ou progrès.)
Cheptel (1.000):				
Chevaux	2,77	2,38	2,33	
Bovins	15,7	16,24	16,28	
Ovins	9,75	7,58	7,66	
Porcins	7,08 (Moy. 1934-38).	7,22	7,18	

N. B. — Pertes dues à la fièvre aphteuse en 1952 (en p. 100 du troupeau):

Gros bovins: 0,4 p. 100; veaux: 1 p. 100 (15 p. 100 des animaux ont été contaminés); ovins: 0,15 p. 100; porcins: 0,3 p. 100.

Source: ministère de l'agriculture.

c) Observations générales.

Indices de la production agricole (production finale, nette, c'est-à-dire ensemble des produits allant au consommateur ou à l'industrie) (2):

(Ordre de grandeur.)

	1934-1938 (Moy.)	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (Prévision plus élevée au 1er juin.)
Production végétale (cons. humaine)	100	70-75	90	107	98	101	
Production animale (alimentaire)	100	80-85	100	110	110	109	
Production totale	100	75-80	95	108	104	105	

Source: I. N. S. E. E.

2° PECHES MARITIMES

Production totale métropolitaine:

a) (1.000 t.)	1938	1949	1950	1951	1952
Poissons frais	312	293	281	313	306
Morue salée	71	47	51	45	58 (3)
Huîtres et coquillages (Evaluation.)	60	44	37	40	38

Indications de valeurs:

b) (Vente du poissons frais en milliards de francs)	»	22,5	21	25,6 (4)	28,6 (5)

Source: ministère de la marine marchande.

(1) La production moyenne annuelle des vaches de race laitière est de 2.250 litres environ.
(2) Campagnes 1947-1948, 1948-1949, 1949-1950, etc.
(3) + Production directement débarquée à Saint-Pierre et Miquelon: 431 tonnes, et exportée directement des lieux de pêche: 3.093 tonnes.
(4) Morue: 3,065 milliards; crustacés: 2,2 milliards. — Soit au total, avec le poisson frais, 31 milliards.
(5) Morue: 3,864 milliards; crustacés: 2,906 milliards. — Soit au total: 36,4 milliards.

3° PRODUCTION INDUSTRIELLE

a) Evolution d'ensemble.

Indices I. N. S. E. E.

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	1929	1951	1952	Variation. 1952/1929
	—	—	—	—
				p. 100.
Indice général:				
1. Avec bâtiment	133	138	144	+ 8
2. Sans bâtiment	125	139	145	+ 16
Energie:				
1. Combustible minier solide	110	113	118	+ 7
2. Electricité	76	182	194	+ 155
3. Gaz (natur. et d'us.)	109	180	181	+ 66
4. Pétrole et carburant	10	282	329	— 33
Energie	95	148	156	+ 64
Equipement:				
Matières premières:				
1. Extraction minerais métalliques	147	141	126	— 14
2. Extraction matériaux de construction	134	137	174	+ 30
3. Céramique et fabrication matériaux construction	170	140	146	— 14
Produits d'équipement:				
4. Production métaux (sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux)	151	160	177	+ 17
5. Transformation métaux	150	149	173	+ 15
6. Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	— 7
7. Bâtiment et travaux publics	190	132	137	— 28
8. Caoutchouc	90	202	200	+ 122
Equipement	157	147	164	+ 4

Indices I. N. S. E. E.

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Consommation:	1929	1951	1952	Variation. 1952/1929
	—	—	—	—
				p. 100.
1. Extraction et préparation minéraux divers (potasse, sel, etc.)	96	140	146	+ 52
2. Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	— 7
3. Industries chimiques et assimilées (sauf caoutchouc)	113	153	146	+ 29
4. Tabacs et allumettes	107	154	152	+ 42
5. Corps gras	92	86	76	— 17
6. Industrie textile	120	115	103	— 14
7. Cuirs	117	73	64	— 45
8. Papiers et cartons	63	134	107	+ 41
9. Presse, édition	»	120	113	»
Consommation	105	121	109	+ 4

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE RÉCENTE

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Energie:				
1952	162	152	144	165
1953	165	avril 155		
Equipement:				
1952	163	171	157	166
1953	156			
Consommation:				
1952	123	112	90	111
1953	110			
. . . . .				
Ensemble (bâtiment exclu):				
1952	151	149	132	147
1953	144	avril 143 mai 144		

N. B. — L'indice de la production industrielle ne rend compte, en fait, que de l'activité d'un certain nombre de branches, pour lesquelles il n'a d'ailleurs pas toujours été possible d'utiliser des données directes sur leur production. Ainsi, pour l'indice « Bâtiment et travaux publics » le seul renseignement disponible utilisé est le nombre d'heures-ouvriers effectuées chaque mois. Les industries alimentaires, celles du bois et de l'ameublement, l'habillement et le travail des étoffes sont exclues. Il faut noter, en outre, que les indices composants sont corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables. (Voir plus bas une estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.)

Les observations présentées sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre. Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

b) Energie.

1. *Présentation d'ensemble* (indices 1938 = 100.)

	1929	1951	1952	Variation. 1952/1929
	—	—	—	—
				p. 100.
Combustibles minéraux solides	110	113	118	+ 7
Electricité	76	182	194	+ 155
Gaz (naturel et d'usager)	109	180	181	+ 66
Pétrole et carburants	10	282	329	× 33
Energie	95	148	156	+ 64

2. *Charbon.*

Houille et lignite.

(Production nette = vente de houille crue aux tiers, + consommation des mines + variations des stocks) (1.000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	5.031	4.567	4.569	4.921
1953:	4.996 (4.400)			

Moyenne mensuelle: 1938 = 3.963.
1951 = 4.581.
1952 = 4.780.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Houille et lignite.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	125	119	114	126
1953:	126	avril: 119 mai: 116		

Moyenne mensuelle: 1929: 117
1951: 116
1952: 121

(I. N. S. E. E.).

Cokes.

(Production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz) (1.000 F).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	888	889	883	937
1953:	924	avril: 838.		

Moyenne mensuelle: 1938 = 806.
1951 = 809.
1952 = 899.

Cokes.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	110	110	108	115
1953:	116			

Moyenne mensuelle: 1951 = 100.
1952 = 111.

Agglomérés.

(Production totale sauf distillés) (1.000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	718	588	631	702
1953:	630	avril: 483.		

Moyenne mensuelle: 1938 = 630.
1951 = 668.
1952 = 660.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Agglomérés.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	113	96	99	112
1953:	100			

Moyenne mensuelle: 1951 = 107.
1952 = 105.

(I. N. S. E. E.)

3. *Electricité.*

Production totale (millions kWh).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	3.490	3.290	3.200	3.660
1953:	3.530	avril: 3.340		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.733.
1951 = 3.160.
1952 = 3.440.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	202	188	176	209
1953:	207	avril: 195 mai: 183		

Moyenne mensuelle: 1929 = 76.
1951 = 182.
1952 = 194.

Statistique partielle.

Centrales thermiques — > 5.000 kWh (puissance).
Centrales hydrauliques > 1.000 kWh (installée).
I. N. S. E. E.

(Moyenne mensuelle.)

1952:

	I	II	III	IV
Hydr.:	1.818	1.939	1.375	2.096
Therm.:	1.520	1.149	1.550	1.372
	3.338	3.088	2.925	3.468

1953:

	I	II
Hydr.:	1.774	(1.902)
Therm.:	1.580	(1.234)
	3.354	(3.136)

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.548. — 1951 = 3.002. — 1952 = 3.208.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. *Gaz.*

Gaz d'usine.
(Production totale disponible.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:				
M³ (millions):	234	195	169	230
Calories (1) (milliards):	985	819	710	966
1953:				
M³ (millions):	241	avril: 200 / mai: 195		
Calories (milliards):	1.012	avril: 840 / mai: 819		

Moyenne mensuelle (m³) 1938 = 149; 1951 = 203; 1952 = 207.

Indices (1938 = 100).
Gaz d'usine.
(Production calorifique.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	166	135	116	158
1953:	169	avril: 140 / mai: 112		

Moyenne mensuelle: 1951 = 141.
1952 = 143.

Gaz naturel (millions m³).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	25,8	21,2	19,4	22,4
1953:	23,5	avril: 19,2		

Moyenne mensuelle: 1951 = 23,7.
1952 = 22,2.
Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble (gaz d'usine)
(gaz naturel).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	207	171	149	196
1953:	209	avril: 173 / mai: 160		

Moyenne mensuelle: 1929 = 109.
1951 = 180.
1952 = 181.

I. N. S. E. E.

5. *Pétrole.*

Production métropolitaine de brut (1.000 t.).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	27,3	29,4	30,6	29,5
1953:	(28,8)	avril: 29,4		

Moyenne mens.: 1938 = 6.
1951 = 24,5.
1952 = 29,1.

Production métropolitaine de brut.
Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	456	491	506	485
1953:	487			

Moyenne mensuelle: 1951 = 407.
1952 = 484.

Pétrole brut mis en œuvre dans les raffineries.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	1636	1777	1869	1889
1953:	1766	avril: 1813 / mai: 1998		

Moyenne mens.: 1951 = 1536.
1952 = 1791.
Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble: pétrole et carburants (production métropolitaine, pétrole traité dans les raffineries).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	303	329	341	343
1953:	331	avril: 338		

Moyenne mensuelle: 1951 = 282.
1952 = 329.

(I. N. S. E. E.)

c) Matières premières.

1. *Ensemble.*

	1929	1951	1952	Variations 1952/1929
	—	—	—	—
Extraction de minerais métalliques.	117	111	126	— 11%
Extraction de matériaux de construction	134	137	174	+ 30%
Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	140	146	— 14%

2. *Extraction de minerais métalliques* (indice 1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	129	125	120	131
1953	136	avril: 143 / mai: 133		

Minerai de fer.
(Production totale de minerai marchand [1.000 t.].)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	3.471	3.272	3.298	3.525
1953:	3.653	avril: 3.799 / mai: 3.319		

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.754.
1951 = 2.934.
1952 = 3.392.

Minerai de fer.
Indices 1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	125	123	118	130
1953:	133	avril: 140 / mai: 129		

Moyenne mensuelle: 1951 = 107.
1952 = 124.

Bauxite (1.000 t).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	105	92	84	90
1953:	99	avril: 101 / mai: 92		

Moyenne mensuelle: 1938 = 54.
1951 = 94.
1952 = 93.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Bauxite.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	193	177	154	167
1953:	199	avril: 197		

Moyenne mensuelle: 1951 = 174.
1952 = 173.

(I.N.S.E.E.)

3. *Extraction de matériaux de construction.*

Indice 1938: 100.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	112	191	182	179
1953	139	avril: 181		

Productions totales (1.000 t).
(Moyenne mensuelle.)
Ardoises de couverture.

	I	II	III	IV
1952:	14,8	13,6	11,6	12,6
1953:	12,8	avril: 13,4 / mai: 11,7		

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,7.
1951 = 13.
1952 = 13,2.

Indices 1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)
Ardoises.

	I	II	III	IV
1952:	151	147	118	130
1953:	142	avril: 144		

Moyenne mensuelle: 1951 = 130.
1952 = 137.

Pierres à bâtir (1).

	I	II	III	IV
1952:	124	175	189	203
1953:	154	avril: 178 / mai: 185		

Moyenne mensuelle: 1938 = 127,4.
1951 = 115.
1952 = 173.

Pierres à bâtir.

	I	II	III	IV
1952:	96	112	117	162
1953:	121			

Moyenne mensuelle: 1951 = 84.
1952 = 137.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1952:	2.014	2.619	2.602	2.318
1953:	2.036	avril: 2.830 / mai: 2.880		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.244.
1951 = 2.327.
1952 = 2.388.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1952:	160	217	207	187
1953:	164	avril: 231		

Moyenne mensuelle: 1951 = 165.
1952 = 193.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1952:	1.478	2.067	2.010	1.847
1953:	1.804	avril: 2.234 / mai: 2.100		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.109.
1951 = 1.800.
1952 = 1.853.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1952:	132	193	180	167
1953:	163	avril: 205		

Moyenne mensuelle: 1951 = 129.
1952 = 168.

Ciments (2).

	I	II	III	IV
1952:	650	761	780	691
1953:	595	836		

Moyenne mensuelle: 1938 = 296.
1951 = 677.
1952 = 720.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ciments.

	I	II	III	IV
1952:	220	258	262	232
1953:	203	avril: 281 / mai: 274		

Moyenne mensuelle: 1951 = 229.
1952 = 243.

(I. N. S. E. E.)

(1) Le pouvoir calorifique moyen est de 4.200 calories par mètre cube contre 4.500 en 1938.

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).
(2) Ciments de portland, de hauts fourneaux, de laitier au clinker, ciments spéciaux et ciments-bâtiment.

d) Produits industriels d'équipement.

Présentation d'ensemble.

(Indice 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	1929	1951	1952	Variation 1952/1929
Production des métaux:				
Sidérurgie	»	158	175	»
Métallurgie des métaux non ferreux	»	175	190	»
Ensemble	151	160	177	+ 17%
Transformation des métaux	150	149	173	+ 15%
Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	— 7%
Bâtiment et travaux publics	190	132	137	— 28%
Caoutchouc	90	202	200	+ 122%

Production des métaux.

(Indice 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	173	181	169	183
1953	176	avril: 171 mai: 167		

Moyenne mensuelle: 1929 = 151; 1951 = 160; 1952 = 177.

(I. N. S. E. E.)

1. *Sidérurgie.*

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	172	177	165	184
1953	177	avril: 173 mai: 169		

Moyenne mensuelle: 1951 = 158; 1952 = 175.

Fonte.

(Production totale de fonte brute) (1) (1.000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	781	818	802	857
1953:	819	780		

Moyenne mensuelle: 1938 = 501.
1951 = 729.
1952 = 814.

Fonte.

(Indices: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	156	164	159	170
1953:	166	avril: 160 mai: 153		

Moyenne mensuelle: 1951 = 145.
1952 = 162.

Acier.

(Production totale d'acier brut) (1.000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	890	909	861	962
1953:	911	885		

Moyenne mensuelle: 1938 = 518.
1951 = 819.
1952 = 906.

Acier.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	172	176	165	184
1953:	178	avril: 175 mai: 163		

Moyenne mensuelle: 1951 = 158.
1952 = 174.

Produits finis.

(Production totale de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid) (1.000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	658	646	599	685
1953:	634	608		

Moyenne mensuelle: 1938 = 343.
1951 = 587.
1952 = 647.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Produits finis sidérurgiques laminés à chaud.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	190	194	173	200
1953:	186	avril: 186 mai: 196		

Moyenne mensuelle: 1951 = 172.
1952 = 189.

(I.N.S.E.E.)

(1) Ferro-alliages au haut fourneau inclus.

2. *Métallurgie des métaux non ferreux.*

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	180	205	197	176
1953	173	avril: 208		

Moyenne mensuelle: 1951 = 175; 1952 = 190.

Aluminium.

(Production totale 1re et 2e fusion.) (Tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	9.942	10.660	11.463	9.411
1953:	9.698	avril: 11.891		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.235.
1951 = 9.369.
1952 = 10.548.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Aluminium.

(Production totale.)

Indice 1938 = 100.

	I	II	III	IV
1952:	236	269	269	240
1953:	232	avril: 285		

Moyenne mensuelle: 1951 = 220.
1952 = 248.

(I.N.S.E.E.)

(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

(Production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné, 2e fusion) (1) (tonnes).

	I	II	III	IV
1952:	2.327	2.023	1.647	1.937
1953:	1.828	avril: 1.981		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.751.
1951 = 1.895.
1952 = 1.986.

(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

(Production totale.)

	I	II	III	IV
1952:	171	142	102	133
1953:	105	avril: 120		

Moyenne mensuelle: 1951 = 135.
1952 = 137.

Plomb.

(Production totale de plomb doux 1re et 2e fusion) (2) (tonnes).

	I	II	III	IV
1952.	6.497	5.477	5.785	5.985
1953:	6.969	avril: 6.623		

Moyenne mensuelle: 1938 = 4.723.
1951 = 5.711.
1952 = 5.936.

Plomb.

(Production totale.)

	I	II	III	IV
1952:	140	115	113	132
1953:	128	avril: 122		

Moyenne mensuelle: 1951 = 127.
1952: = 125.

Zinc.

(Production totale de zinc 1re et 2e fusion) (tonnes).

	I	II	III	IV
1952:	7.938	8.217	6.911	8.076
1953:	7.809	avril: 8.430		

Moyenne mensuelle: 1938 = 6.568.
1951 = 7.398.
1952 = 7.786.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Zinc.

(Production totale.)

	I	II	III	IV
1952:	121	126	104	122
1953:	120	avril: 130		

Moyenne mensuelle: 1951 = 112.
1952: = 118.

(I. N. S. E. E.)

TRANSFORMATION DES MÉTAUX

(Indice: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	175	180	163	176
1953	169	avril 164		

Moyenne mensuelle: 1929 = 150. — 1951 = 149. — 1952 = 173.

1. *Première transformation.*

(Grosse forge, tréfilés, étirés, laminés à froid, tubes d'acier.)

(Indice: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	149	147	106	128
1953	162			

Moyenne mensuelle: 1951 = 135. — 1952 = 132.

(1) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.

(2) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir du plomb de première et deuxième fusion soit de déchets ou d'alliages.

2. *Fonderie.*

Production totale des fonderies autonomes des fonte et d'acier (1000 t).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	124	118	84	106
1953:	89	avril 84		

Moyenne mensuelle: 1938 = 78. 1951 = 108. 1952 = 108.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice 1938 = 100

(Fonderies autonomes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	158	157	137	137
1953:	116			

Moyenne mesuelle: 1951 = 140. 1952 = 140.

(I. N. S. E. E.)

3. *Machines agricoles.*

(Production totale.) (Pièce.)

Tracteurs.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	2.188	2.312	1.886	1.993
1953:	1.756	(2.188)		

Moyenne mensuelle: 1938 = 145. 1951 = 1.334. 1952 = 2.111.

Motoculteurs.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	351	458	336	412
1953:	(1) 197	(551)		

Moyenne mensuelle: 1938 = 364). 1951 = 328. 1952 = 391.

4. *Automobile.*

Voitures particulières (1.000).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	30,9	31,6	28,2	32,9
1953:	30,7	avril: 29,4		
		mai: 28,8		

Moyenne mensuelle: 1938 = 15,2 (3) 1951 = 26,2 1952 = 30,8

Véhicules utilitaires (1.000).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	10,2	11	9,6	11,7
1953:	10	avril: 10		
		mai: 8,7		

Moyenne mensuelle: 1938 = 3,3. 1951 = 10,7. 1952 = 10,7.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

I. N. S. E. E.

(Indices: 1938 = 100.)

Automobile (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	199	200	163	194
1953	187	avril 192		
		mai 203		

Moyenne mensuelle: 1951 = 176. —1952 = 189.

I. N. S. E. E.

Industrie du verre

(Indice: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	172	156	124	146
1953	149	avril 160		

Moyenne mensuelle: 1929 = 161. — 1951 = 177. — 1952 = 149.

Bâtiments et travaux publics

(Indice: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	130	145	137	137
1953	121			

Moyenne mensuelle: 1929 = 190. — 1951 = 132. — 1951 = 137.

(1) Motoculteurs et mototreuils.
(2) Indice calculé d'après l'indice général pondéré de la production établi par la direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie et basé sur les tonnages à vide fabriqués des divers véhicules, répartis en 5 catégories.
(3) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

Caoutchouc

1. *Pneumatiques.*

Production totale de pneumatiques (1.000 tonnes).

(Indice: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	14,9	13,6	11,6	13,4
1953:	12,3	avril: 12,3		
		mai: 10,8		

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,7. 1951 = 13,3. 1952 = 13,4.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	222	210	171	203
1953:	185	avril: 183		
		mai: 208.		

Moyenne mensuelle: 1951 = 201. 1952 = 200.

2. *Caoutchouc industriel.*

Tonnage total de gomme et de caoutchouc artificiel incorporé aux produits fabriqués (1.000 t.) (1)

	I	II	III	IV
1952:	4,1	4	3,5	4,7
1953:	4,2	avril: 4,4		

Moyenne mensuelle: 1938 = 1,85. 1951 = 4. 1952 = 4,1.

Caoutchouc (ensemble).

	I	II	III	IV
1952:	208	216	170	212
1953:	192	avril: 188		
		mai: 214.		

Moyenne mensuelle: 1951 = 200. 1952 = 200.

(I. N. S. E. E.)

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

c) Produits industriels de consommation.

Présentation d'ensemble.

(Indices: 1938 = 100.)

	1929.	1951.	1952.	Variation. 1952-1929.
Extraction et préparation de minéraux divers	96	140	146	+ 52 p. 100.
Industrie du verre (50 p. 100)	164	177	149	— 7 p. 100.
Industries chimiques	113	153	146	+ 29 p. 100.
Tabacs et allumettes	107	154	152	+ 42 p. 100.
Corps gras	92	76	76	— 17 p. 100.
Industrie textile	130	115	103	— 14 p. 100.
Cuirs	117	73	64	— 45 p. 100.
Papiers et cartons	63	134	107	+ 41 p. 100.
Presse-édition	»	120	113	»
Ensemble	105	121	109	+ 4 p. 100.

Extraction et préparation de minéraux divers

(Indice: 1938 = 100.)

	I	II	III	IV
1952	154	145	129	158
1953	144	avril: 139		
		mai: 160		

Moyenne mensuelle: 1929 = 96. — 1951 = 140. — 1952 = 146.

Source: I. N. S. E. E.

Industries chimiques et assimilées

(Indice: 1938 = 100.)

1. *Industries chimiques.*

Produits chimiques (minéraux de base) (2):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	167	156	128	150
1953:	150			

Moyenne mensuelle: 1951 = 159. 1952 = 154.

Engrais (ci-dessous, en 2).

Goudrons et benzols:

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	153	125	118	145
1953:	145			

Moyenne mensuelle: 1951 = 127. 1952 = 135.

Colorants:

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	90	68	65	111
1953:	114	avril: 112		

Moyenne mensuelle: 1951 = 146. 1952 = 84.

Peintures et vernis:

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	125	150	130	140
1953:	125			

Moyenne mensuelle: 1951 = 133. 1952 = 136.

Ensemble:

	I	II	III	IV
1952	158	150	126	150
1953	149	avril 150		

Moyenne mensuelle: 1929 = 113. — 1951 = 153. — 1952 = 146.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Y compris câbles électriques.
(2) Acides sulfuriques et nitriques, ammoniac de synthèse, carbonate de soude.

2. *Engrais* (production totale) (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Engrais azotés (1).				
1952:	25,4	23,3	21,6	24,7
1953:	24,4 avril: 24			

Moyenne mensuelle: 1938 = 14,7. 1951 = 22,6. 1952 = 23,7.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Engrais phosphatés (2).				
1952:	325		280	373
1953:	398			

Moyenne mensuelle: 1938 = 312. 1951 = 354. 1952 = 324.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

(Indices: 1938 = 100.)

Engrais (production totale).

	I	II	III	IV
1952	154	137	128	151
1953	154	avril 153		

Moyenne mensuelle: 1951 = 140. — 1952 = 143.

(I. N. S. E. E.)

3. *Tabacs et allumettes.*

(Indices: 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	168	160	168	170
1953	156	avril 168 mai 153		

Moyenne mensuelle: 1929 = 107. — 1951 = 154. — 1952 = 152.

(I. N. S. E. E.)

INDUSTRIE TEXTILE

Indice d'ensemble: 1938 = 100.

1929	120	1952	103
1951 (moyenne mensuelle)	115	Variations: 1929-1952	— 15 p. 100

1. *Laine.*

Peignée (production totale) (1.000 t):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	4,56	4,7	4,3	5,3
1953:	5,7	6,1		

Moyenne mensuelle: 1938 = 5,25. 1951 = 4,5. 1952 = 4,7.

Filés (production totale de filés purs ou mélangés pour tissage, tricotage, machines et mercerisés) (1.000 t):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	9,54	9,3	7,6	10,3
1953:	9,1	avril: 10 mai: 9,2		

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,8. 1951 = 10,02. 1952 = 9,2.

Tissus (production totale de tissus et lentres de laine) (1.000 t):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	6,61	6,2	5,54	5,87
1953:	5,6	avril: 5,6 mai: 5,4		

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,6. 1951 = 6,7. 1952 = 6,1.

Laine (production totale) (3)

Indices: 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	97	96	81	94
1953:	89	avril: 93		

Moyenne mensuelle: 1951 = 99. 1952 = 92.

2. *Coton.*

Filés (production totale de filés de coton purs ou mélangés, fibranés) (1.000 t):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	24,8	20,9	17,3	22,6
1953:	21,9	avril: 22,9 mai: 19,8		

Moyenne mensuelle: 1938 = 20,8. 1951 = 22,6. 1952 = 21,1.

Tissus (production totale de tissus de coton purs ou mélangés, fibranné) (1.000 t):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	14,32	12,65	9,74	13,4
1953:	13	avril: 13,8 mai: 11,8		

Moyenne mensuelle: 1938 = 13,2. 1951 = 13,64. 1952 = 12,5.

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates, de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évaluée en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

(3) Indice peignés, filés, tissés.

Coton (production totale).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	111	100	76	104
1953	101		avril: 108	

Moyenne mensuelle: 1951 = 105. — 1952 = 98.

Source: ministère industrie et énergie.

3. *Autres textiles.*

Indices: 1938 = 100.

Lin et chanvre (production de tissus de lin et de chanvre et de métis lin-coton):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	157	153	113	151
1953:	134			

Moyenne mensuelle: 1951 = 143. 1952 = 143.

Jute (production de filés et tissus):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	138	108	74	114
1953:	107	avril: 119		

Moyenne mensuelle: 1951 = 129. 1952 = 108.

Sisal (production de filés) (1):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	178	162	87	113
1953:	129	avril: 145		

Moyenne mensuelle: 1951 = 138. 1952 = 135.

Fibrane (production totale tous procédés):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	964	668	216	657
1953:	818	avril: 901		

Moyenne mensuelle: 1951 = 800. 1952 = 627.

Rayonne (production totale tous procédés):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	193	158	78	164
1953:	171	avril: 166		

Moyenne mensuelle: 1951 = 205. 1952 = 148.

Soie et rayonne (production de tissus et rubans):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	84	80	66	79
1953:	79			

Moyenne mensuelle: 1951 = 96. 1952 = 77.

Source: I. N. S. E. E.

CORPS GRAS

1. *Ensemble* (huilerie, margarinerie, etc.).

Indices: 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	82	69	72	79
1953	79	avril: 90		

Moyenne mensuelle: 1929 = 92. — 1951 = 86. — 1952 = 76.

2. *Savonnerie.*

Production totale de savons et lessives (1.000 t) (2):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	26,2	21,8	24	25,3
1953:	25,3	avril: 28,1 mai: 25,5		

Moyenne mensuelle: 1938 = 35,9. 1951 = 27,7. 1952 = 24,1.

Contenant en acide gras (2):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	12,6	10	11,6	11,9
1953:	11,7	avril: 13,5		

Moyenne mensuelle: 1938 = 16. 1951 = 13,5. 1952 = 11,5.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Savonnerie (indices: 1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951	72	61	64	69
1952	70	avril: 80		

Moyenne mensuelle: 1951 = 77. — 1952 = 67.

(I. N. S. E. E.)

(1) Y compris les filés de sisal destinés à la fabrication de ficelle lieuse.

(2) Evaluations.

PAPIERS ET CARTONS

(Indice : 1938 = 100.)

(Indice pondéré « Papiers et cartons » : pâtes à papier, papier paille et d'emballage, papier d'impression et papier journal et, en outre, papiers minces et spéciaux, et cartons.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	131	107	85	106
1953	116	avril : 122 mai : 130		

Moyenne mensuelle : 1929 = 63. — 1951 = 134. — 1952 = 107.

1. *Pâtes à papier.*

(Production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	52,4	43,9	34,5	41,2
1953 :	janv. : 47,7 fév. : 42			

Moyenne mensuelle : 1938 = 28,9.
1951 = 50,2.
1952 = 43.

(Indice : 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	179	157	118	143
1953 :	159			

Moyenne mensuelle : 1951 = 175.
1952 = 149.

2. *Papier d'impression et d'écriture et papier journal.*

(Production totale) (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	59,8	49,5	41,8	46,1
1953 :	51,2			

Moy. mens. : 1938 = 48,7 (2).
1951 = 59,6
1952 = 49,2

(Indice : 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	122	104	85	94
1953 :	106			

Moyenne mensuelle : 1951 = 123.
1952 = 101.

3. *Papier paille et emballage.*

(Production totale) (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	37,9	26,5	21,1	30,1
1953 :	janv. : 32,2 fév. : 31,4			

Moy. mens. : 1938 = 16,6 (2).
1951 = 36,8
1952 = 28,9

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

(Indice : 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	111	103	78	114
1953 :	126			

Moyenne mensuelle : 1951 = 139.
1952 = 109.

I. N. S. E. E.

CUIRS ET PEAUX

(Indices : 1938 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	65	64	64	65
1953	61	avril 57		

Moyenne mensuelle : 1929 = 177. — 1951 = 73. — 1952 = 64.

1. *Cuirs et peaux finis.*

(Cuirs finis de bovins) (1.000 tonnes) (3).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	3,65	3,4	3,3	3,6
1953 :	3,5	avril : 3,2 mai : 3,1		

Moyenne mensuelle : 1938 = 5,4.
1951 = 3,9.
1952 = 3,5.

Cuirs finis (ensemble).

Indices 1938 : 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	68	66	62	68
1953 :	65	avril : 62		

Moyenne mensuelle : 1951 = 74.
1952 = 66.

2. *Chaussures.*

Production totale de chaussures, toutes catégories) (millions de paires) (4)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951 :	5,9	5,2	3,9	5,05
1952 :	»	»	»	»

Moyenne mensuelle : 1938 = 5,8.
1951 = 5,03.
1952 = »

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

Cuirs finis (pour chaussures) (consommation).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	62	62	60	62
1953 :	56	avril : 53		

Moyenne mensuelle : 1951 = 77.
1952 = 61.

I. N. S. E. E.

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft (à la soude) et autres pâtes chimiques.
(2) Non compris ateliers intégrés.
(3) Evaluations.
(4) Sauf articles de bottiers.

f) **Indications sur l'industrie cinématographique.**

(Long métrage = 1.300 m.)

1. *Production de films.*

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952
1952	7	10	8	7	108	108	108	96
1953	(8)							

2. *Visas de censure.*

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952
Français :								
1952	9	7	10	12	96	108	120	108
1953	(8)							
Américains (total) :								
1952	24	33	14	35	336	324	348	312
1953	(24)							
Autres (total) :								
1952	26	25	18	28	192	276	288	288
1953	(32)							
Total visas :								
1952	56	65	42	75	624	708	756	708
1953	(64)							

3. *Visas d'exportations* (1).

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952
1952	131	114	113	124	1.020	1.356	2.520	1.410
1953	(126)							

4. *Nombre de spectateurs* (millions).

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952
1952	30,6	27,3	25	34,4	385	372	354	(352)
1953	»							

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie (centre national du cinéma).

5. *Evolution financière.*

	1949	1950	1951	1952
Prix moyen des places :				
Valeur absolue (prix moyen en francs)	56,95	69,69	95	»
Indice : 1939 = 100	949	1.161	1.583	»
Recette brute :	(Millions de francs.)			
En valeur absolue	22.125	26.000	31.500	»
En valeur réelle	22.125	23.800	24.350	»
Répartition des recettes en pourcentage :	Pourcentage.			
Exploitants	40	42,17	»	
Producteurs et distributeurs	32,92	32,61	»	
Impôts	25,06	23,93	»	
Autres	2,02	1,76	»	
	100	100		

6. *Production court métrage* (moins de 1.300 mètres).

Visas de censure :	1949	1950	1951
Français	194	234	310
Américains	467	516	460
Autres	121	147	114
Total	782	897	884

Source : Centre national du cinéma.

(1) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).

g) Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluations (laiteries, conserves de poisson...).

En hausse continuelle depuis 1946, l'indice ne dépasse toutefois le niveau de 1938 que de 5 p. 100 en 1950 et 1951; la plupart des indices partiels qui le composent sont en hausse en 1951 (meunerie, sucrerie, raffinerie, brasserie, biscuiterie); mais il faut noter un recul sensible dans la distillerie (11 p. 100) et la chocolaterie (20 p. 100).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes. Le niveau de 1951 dépasse de 15 p. 100 celui de 1938.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois, ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension. En ordre de grandeur, l'indice serait de 37 p. 100 au delà de l'indice 1938.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946.	1947.	1948.	1949.	1950.	1951.	1952.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries alimentaires	50	69	63	76	90	106	105	94
Habillement et travail des étoffes	30	73	89	104	99	109	115	103
Bois et ameublement	20	95	100	125	125	130	137	140
Ensemble	100	75	78	94	100	112	114	106

INDICES COMPLETS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

A partir de cet indice d'ensemble des 3 branches ci-dessus, et de l'indice mensuel de la production industrielle (20 branches), *deux indices complets de la production industrielle* ont été calculés par l'institut national de la statistique et des études économiques (23 branches).

Le premier de ces indices (1) comprend, dans l'indice habituel des 20 branches, un indice d'activité du bâtiment et des travaux publics basé sur le nombre d'heures-ouvriers.

Dans le *second* indice complet (2), l'indice « Bâtiment » est élaboré à partir de plusieurs séries: activité et consommation de matériaux et d'énergie.

En fait, note l'I. N. S. E. E., les deux indices complets ainsi calculés s'écartent relativement peu de l'indice partiel publié mensuellement:

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946.	1947.	1948.	1949.	1950.	1951.	1952.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Indice d'ensemble: indice alimentaire, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (3 branches)	20	75	78	94	100	112	114	106
Indice partiel publié mensuellement (20 branches)	100	84	99	113	123	123	138	144
Indice complet I (23 branches) (1)	120	83	96	110	119	121	134	138
Indice complet II (23 branches) (2)	120	82	96	111	120	122	136	139

Source: I. N. S. E. E.

h) Indice du secteur public.

1. *Composition de l'indice.*

Cet indice a été publié, pour la première fois, dans le numéro de janvier 1950 du *Bulletin mensuel de statistique* de l'I. N. S. E. E.

Il rend compte de l'évolution du volume de la production réalisée par les activités dont la gestion est assurée, directement ou non, par l'Etat: services industriels de l'Etat, services nationalisés, société d'économie mixte et à participation majoritaire.

Ces activités, déjà saisies par l'indice général de la production industrielle, sont les suivantes:

ELECTRICITÉ

L'indice retenu pour ce secteur est l'indice « électricité » servant déjà au calcul de l'indice d'ensemble.

Il convient de noter que cet indice est inférieur à l'indice qui représenterait le seul secteur public, à l'exclusion des centrales privées, l'effort d'équipement et de production ayant surtout porté, depuis la libération, sur les grands ensembles relevant d'entreprises publiques. La discrimination n'a pas été faite entre entreprises publiques et privées en raison de leur étroite indépendance, l'Electricité de France disposant d'un pouvoir étendu de coordination.

GAZ (naturel et d'usine).

L'indice « Gaz naturel et d'usine » a été de même retenu (Gaz de France et Régie autonome des pétroles).

COMBUSTIBLES MINÉRAUX SOLIDES

Pour la houille et lignite, l'indice « houille et lignite » habituel est retenu. Il se distingue très légèrement en effet, de l'indice calculé en ne tenant compte que des mines nationalisées (Charbonnages de France).

Sont représentées, d'autre part, la production d'agglomérés des usines minières et la production totale de coke et semi-coke, à l'exclusion des cokeries sidérurgiques (production de coke de gaz et coke de four, des cokeries gazières de Gaz de France, et production des cokeries minières de Charbonnages de France).

POTASSE

Indice « Potasse » I. N. S. E. E. (production nationale de potasse, évaluée en K^2O pure, des mines domaniales d'Alsace et de Kali-Sainte-Thérèse).

AUTOMOBILE

Production de la régie Renault (direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie).

AÉRONAUTIQUE

Indice I. N. S. E. E. (indice général du volume de la production calculé à partir du tonnage total de cellules fabriquées (poids 2/3) et de la puissance totale des moteurs produits (poids 1/3) — source; ministère de l'air).

TABACS ET ALLUMETTES

Indice I. N. S. E. E. habituel.

N. B. — Des activités, comme celles de « Francolor » et de l'office national industriel de l'azote, ne sont pas représentées. Elles occupaient en 1949, environ 2 p. 100 du personnel du secteur public.

La pondération, adoptée pour la synthèse de ces indices, reprend celle retenue pour l'indice d'ensemble de la production industrielle et est donc basée sur les valeurs nettes, correspondant à la période de référence 1938. (Des coefficients particuliers ont dû être cependant calculés pour le coke non sidérurgique, les agglomérés et l'automobile [Renault].)

2. *Evolution de l'indice*: (1938 = 100.)

Evolution trimestrielle récente.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Avec aéronautique:				
1952	144	131	122	142
1953	145			
Sans aéronautique:				
1952	163	153	139	165
1953	161			
Indice de la production industrielle bâtiment exclu:				
1952	151	149	132	147
1953	144	avril 143 mai 144		

Evolution annuelle.

Avec aéronautique	100	110	127	134
Sans aéronautique	124	133	149	155
Indice de la production industrielle, bâtiment exclu	122	123	139	145

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics.

4° ACTIVITE

a) Activité de la main-d'œuvre.

Evolution d'ensemble (toutes activités).

1. *Effectifs.*

(1938 = 100.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	110,6	110,7	111	110,9
1953	108,8	108,7		

Moyennes: 1949 = 106,6. — 1950 = 107,1. — 1951 = 109,7.

2. *Durée hebdomadaire du travail.*

(Heures.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	45,1	44,9	44,8	45
1953	44,5	44,5		

Moyennes: 1949 = 44,6. — 1950 = 45. — 1951 = 45,2.

3. *Niveau de l'activité.*

(Heures-ouvriers effectuées = effectifs × durée du travail.)
(1938 = 100.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	127	126,3	126,4	126,8
1953	123,2	123		

Moyennes: 1949 = 120,7. — 1950 = 122,5. — 1951 = 126,1.

Source: ministère du travail et de la sécurité sociale (enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la Société nationale des chemins de fer français, les Houillères et la Régie autonome des transports parisiens sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont, de même, exclus. Sont, d'autre part, considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

b) Evolution par secteur ou branche d'activité.

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (3° Production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

	EFFECTIFS (INDICE) 1938 = 100.				DUREE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) 1938 = 100.			
	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV
1. *Energie.*												
Combustibles minéraux solides.												
1952.....	107,7	107,2	106,2	105,6	48	48	48	48	129,2	128,6	127,4	126,2
1953.....	104,8	103,5			48	48			125,8	124,2		
Moyenne:	1950 = 113,6. — 1951 = 107,8.				Moyenne 1950 = 48. — 1951 = 48.				Moyenne 1950 = 136,3. — 1951 = 129,4			
Eau, gaz, électricité.												
1952.....	109,4	109,1	109,4	109,4	48	48	48	48	131,3	130,9	131,3	131,3
1953.....	108,8	108,4			48	48			130,6	130,1		
Moyenne:	1950 = 108,5. — 1951 = 109,4.				Moyenne 1950 = 48. — 1951 = 48.				Moyenne 1950 = 130,3. — 1951 = 131,3.			
Pétrole et carburants liquides.												
1952.....	160,5	163,4	165,7	164,9	46,5	46,8	46,6	46,6	187,5	192,2	194	192,6
1953.....	163,1	157,4			46,8	46,6			191,8	184,3		
Moyenne:	1950 = 144,4. — 1951 = 158,7.				Moyenne 1950 = 47,2. — 1951 = 47,2				Moyenne 1950 = 171,1. — 1951 = 188,4.			
Ensemble.												
1952.....	111	110,7	110,3	109,8	47,9	47,9	47,9	47,9	133,1	132,7	132,1	131,2
1953.....	109	107,7			47,9	47,9			130,7	129		
Moyenne:	1950 = 114. — 1951 = 111.				Moyenne 1950 = 47,9. — 1951 = 47,9.				Moyenne 1950 = 136,7. — 1951 = 133,1.			
2. *Industries d'équipement.*												
Extraction de minerais divers.												
1952.....	108,5	107,6	109,8	109,3	46,8	46,6	47,4	47,2	126,9	125,4	130,1	129
1953.....	105,5	106,2			46,2	46,1			121,9	122,4		
Moyenne:	1950 = 108,7. — 1951 = 109,3.				Moyenne 1950 = 46,9. — 1951 = 46,7.				Moyenne 1950 = 127,5. — 1951 = 127,7			
Céramique et matériaux de construction.												
1952.....	120,4	123	124,1	122,6	45,9	45,9	45,9	45,9	142,4	145,5	146,8	145
1953.....	118,9	119,3			45,3	45			138,9	138,4		
Moyenne:	1950 = 113,3. — 1951 = 117,8.				Moyenne 1950 = 45,4. — 1951 = 45,9				Moyenne 1950 = 132,7. — 1951 = 139,3			

Source: ministère du travail.

	EFFECTIFS (INDICE) 1938 = 100.				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) 1938 = 100.			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
Production de métaux.												
1952	116,2	116,7	116,5	116,2	48,5	48,4	48,6	48,4	142,3	142,6	142,9	142
1953	115,3	113,5			47,3	47,7			137,7	136,8		[illegible]
Moyenne:	1950 = 112,8. — 1951 = 114,3.				Moyenne 1950 = 48,1. — 1951 = 48,2				Moyenne 1950 = 137. — 1951 = 139.			
Industries mécaniques et électriques.												
1952	129,9	130,4	129,4	128,4	46,8	48,4	46,3	45,9	155,5	154,8	153,2	150,7
1953	126	124,1			45,1	44,7			145,3	141,8		
Moyenne:	1950 = 122,8. — 1951 = 126,4.				Moyenne 1950 = 45,8. — 1951 = 46,5				Moyenne 1950 = 143,8. — 1951 = 150,4			
Industrie du verre.												
1952	105,8	103	99,3	97,1	45,9	44,7	44,2	44,3	125,2	118,7	113,1	110,9
1953	93,9	92,6			44,1	44,3			106,8	105,7		
Moyenne:	1950 = 102,3. — 1951 = 104,2.				Moyenne 1950 = 45,8. — 1951 = 46,1.				Moyenne 1950 = 120,8. — 1951 = 123,7.			
Bâtiment et travaux publics.												
1952	145,6	143,7	153,2	155	46,4	47	47,8	47,6	168,9	174,7	183,1	184,5
1953	148,2	153,2			45,9	47			170,1	180		
Moyenne:	1950 = 134. — 1951 = 141,6.				Moyenne 1950 = 46,7. — 1951 = 46,9.				Moyenne 1950 = 156,6. — 1951 = 166.			
3. *Industries de consommation.*												
Industrie chimique et caoutchouc.												
1952	123,5	122,4	120,2	119,7	44,8	44,6	44,5	44,5	140	138,2	135,5	134,9
1953	118,6	119,2			44,4	44,3			133,3	133,7		
Moyenne:	1950 = 117. — 1951 = 122,6.				Moyenne 1950 = 44,6. — 1951 = 44,9.				Moyenne 1950 = 132,3. — 1951 = 139,5.			
Industrie textile.												
1952	99,5	97,2	94,1	93,5	42,3	40,7	39,4	40,9	113,1	106,9	99,7	102,8
1953	93,1	92			41,1	40,9			102,9	101,1		
Moyenne:	1950 = 100. — 1951 = 100,9.				Moyenne 1950 = 42,9. — 1951 = 42,9.				Moyenne 1950 = 115,4. — 1951 = 116,5.			
Cuirs et peaux.												
1952	95,6	95,9	94,4	96,2	41,2	40,8	40,3	41,9	104,8	104,1	101,2	107,2
1953	96,5	96,2			41,6	41,1			106,7	105,1		
Moyenne:	1950 = 99,4. — 1951 = 98,7.				Moyenne 1950 = 41,3. — 1951 = 41,1.				Moyenne 1950 = 109,3. — 1951 = 107,7.			
Papiers et cartons.												
1952	107	106,9	103,7	102,8	44,8	43,1	41,2	42,5	124,2	119,4	110,6	113,2
1953	102	102,6			43,2	43,7			114,1	116,1		
Moyenne:	1950 = 99,4. — 1951 = 104,7.				Moyenne 1950 = 44,5. — 1951 = 45.				Moyenne 1950 = 114,6. — 1951 = 122,1.			
Industries agricoles et alimentaires.												
1952	109,1	108,1	113,9	116,2	45,3	44,1	44,8	45,1	126,2	121	129,5	133
1953	108,4	109,1			44,6	44,1			122,7	122,1		
Moyenne:	1950 = 103,9. — 1951 = 110,7.				Moyenne 1950 = 45,3. — 1951 = 45,4.				Moyenne 1950 = 119,5. — 1951 = 127,5.			
Industries du bois et ameublement.												
1952	121,2	121,2	119	117,5	46	45,6	45,2	45,3	144,1	142,8	139	137,6
1953	111,8	112,5			44,3	44,2			131,4	128,5		
Moyenne:	1950 = 115,3. — 1951 = 118,9.				Moyenne 1950 = 45,2. — 1951 = 45,7.				Moyenne 1950 = 134,6. — 1951 = 140,6.			
Habillement, travail des étoffes.												
1952	95,2	96,6	95,2	96,4	40,1	40,7	39,9	40,9	98,4	101,2	97,9	101,6
1953	95,9	97,4			40,4	41,2			99,8	103,4		
Moyenne:	1950 = 91,2. — 1951 = 96,1.				Moyenne 1950 = 40,6. — 1951 = 40,6.				Moyenne 1950 = 95,4. — 1951 = 100,6.			

Source: ministère du travail.

	EFFECTIFS (INDICE) 1938 = 100.				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) 1938 = 100.			
	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV
4. Industries de transformation (bâtiment inclus).												
Ensemble.												
1952	119,8	120,2	120,3	120,3	45,1	44,7	44,6	44,8	138,5	137,7	137,5	138,2
1953	117,4	117,4			44,1	44,1			132,9	132,9		
Moyenne: 1950 = 114,3. — 1951 = 118,3.					Moyenne: 1950 = 44,9. — 1951 = 45,2.				Moyenne: 1950 = 131,6. — 1951 = 137,1.			
5. Transports.												
Société nationale des chemins de fer français.												
1952	82,5	81,3	81	80,4	48	48	48	48	99	97,6	97,2	96,5
1953	79,8	78,8			48	48			95,8	94,6		
Moyenne: 1950 = 88,1. — 1951 = 83,8.					Moyenne: 1950 = 48. — 1951 = 48.				Moyenne: 1950 = 105,7. — 1951 = 100,6.			
Ensemble.												
1952	83,4	82,3	82,4	82	47,6	47,6	47,6	47,5	99,7	98,4	98,6	98
1953	81,1	80,4			47,6	47,6			97	96,2		
Moyenne: 1950 = 87,8. — 1951 = 84,5.					Moyenne: 1950 = 47,6. — 1951 = 47,6.				Moyenne: 1950 = 105,1. — 1951 = 101,2.			
6. Activités commerciales et libérales.												
1952	97,3	97,4	98,6	86,6	43,5	43,4	43,4	43,5	105,8	105,7	106,9	107,3
1953	97,6	97,9			43,4	43,4			106	106,1		
Moyenne: 1950 = 94,5. — 1951 = 96,9.					Moyenne: 1950 = 43,3. — 1951 = 43,4.				Moyenne: 1950 = 102,3. — 1951 = 105,2.			

Source: ministère du travail.

c) Emploi et chômage.

1. *Chômeurs secourus.*

Total France entière (1.000).

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	33	41,6	36,1	33,2
1953	54,3	75,5	60,07	

Moyennes mensuelles: 1938: = 373,6. — 1950 = 52,4. — 1951 = 41,2, 1952 = 37,8.

Dont:

Hommes de moins de soixante ans aptes au travail:

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1953	13,5	18,1	14,4	13,8
1953	28,5	43,2	51,8 (15 juin)	

N. B. — Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout, un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds. D'après l'enquête par sondage sur l'emploi de l'I.N.S.E.E., le nombre de chômeurs totaux pourrait être estimé à cinq fois environ le nombre de chômeurs secourus, en adoptant une définition du chômage excluant les personnes n'ayant jamais travaillé, celles qui ont 60 ans au plus, inaptes au travail ou en chômage depuis plus d'un an.

2° *Fonds de chômage ouverts.*

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	350	426	438	430
1953	535	856	820 (15 juin)	

Moyennes mensuelles : 1951 = 395. — 1952 = 435.

Source: ministère du travail.

3. *Demandes d'emploi non satisfaites.*

(Nombre: 1.000.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	119	135	110	119
1953	182	207	159,3	

Moyenne mensuelle: 1938 = 402. — 1950 = 153. — 1951 = 120. — 1952 = 132

Rapport des offres aux demandes d'emploi non satisfaites.

(Nombre d'offres pour 100 demandes.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952	13,8	15,9	18,7	13,2
1953	3,7	5,3	7,9	

Moyenne mensuelle: 1938 = 0,9. — 1950 = 10,3. — 1951 = 21,7. — 1952 = 12,1.

N. B. — Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent en effet des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offices de placement.

Source: ministère du travail.

4. *Chômage partiel.*

Evaluation du ministère du travail. — Voici d'abord la statistique portant sur l'ensemble des branches recensées (industries, transports, activités commerciales et libérales).

Nombre de salariés ayant travaillé par semaine.

	Moins de 32 heures.	De 32 à 35 heures.	De 36 à 39 heures.
1er janvier 1952	49.600	86.700	66.900
1er avril 1952	50.000	103.000	100.000
1er janvier 1953	60.000	106.900	117.100
1er avril 1953	53.900	99.600	121.500
Variations:			
Depuis le 1er avril 1952	+ 7,8 p. 100	+ 3,3 p. 100	+ 21,5 p. 100
Depuis le 1er janvier 1953	— 10 p. 100	— 6,8 p. 100	+ 3,7 p. 100

Nombre de salariés ayant travaillé moins de 40 heures par semaine au 1er avril 1952.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	OUVRIERS OCCUPÉS AU 1er AVRIL 1953			ENSEMBLE	
	Moins de 32 heures.	32 à 35 heures.	36 à 39 heures.	1er janvier 1953.	1er avril 1953.
Extraction de minerais diverses constructions	»	500	800	400	1.300
Production de métaux	»	1.300	1.200	230	2.500
Industrie mécanique et électrique	5.800	22.600	21.900	33.900	50.300
Industrie du verre	100	1.300	1.800	2.700	3.200
Céramique, matériaux de construction	400	900	1.200	1.400	2.500
Bâtiment, travaux publics	»	800	1.600	24.200	2.400
Industrie chimique, caoutchouc	1.500	2.400	500	500	4.300
Industrie agricole et alimentaire	4.000	6.500	5.600	9.600	16.100
Industrie textile	14.900	31.600	44.400	90.100	90.900
Habillement et travail des étoffes	3.000	8.600	9.300	41.100	20.900
Cuirs et peaux	7.000	9.500	6.800	15.700	23.300
Industrie du bois, ameublement	1.500	2.600	3.500	6.100	7.600
Papier-carton	200	1.000	1.600	6.700	2.800
Industrie polygraphique	500	1.000	13.200	10.300	14.700
Industries diverses	1.200	1.400	2.700	4.600	5.300
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	40.000	92.000	116.100	247.700	248.100
Transports (sauf Société nationale des chemins de fer français et Régie autonome des transports parisiens)	»	»	900	600	900
Transports	»	»	900	600	900
Commerces agricoles et alimentaires	200	500	1.100	700	1.800
Commerces non alimentaires	1.300	1.800	1.200	2.500	4.300
Banques, assurances, agences	»	»	»	»	»
Spectacles	300	200	300	800	800
Hygiène	12.000	4.700	1.500	30.300	18.200
Professions libérales	100	400	400	1.400	900

Chômage partiel indemnisé.

(1.000.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
1952:	—	—	—	—
Salariés indemnisés.	86	97	155	87
Journées perdues (1).	496	461	805	438
1953:				
Salariés indemnisés.	124	97		
Journées perdues (1).	702	508		

5. *Conflits de travail.*

(Nombre de journées perdues.) (1.000.)

	I (1er janvier.)	II (1er avril.)	III (1er juillet.)	IV (1er octobre.)
	—	—	—	—
1952	68,4	179	49,5	104,2
1953	23,5	100		

Source: ministère du travail.

d) Activité générale.

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constant, de la Société nationale des chemins de fer français (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés;

La consommation d'électricité.

(1) Sur la base d'une journée pour 8 heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

Voici les données correspondantes:

1. *Indice d'ensemble de la production industrielle* (bâtiment exclu).

Indice: 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	151	149	132	147
1953	144	avril: 143		
		mai: 144		

Moyenne mensuelle: 1950 = 123. — 1951 = 139. — 1952 = 145.

2. *Trafic Société nationale des chemins de fer français.*

Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant (1):

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	163	145	149	143
1953:	140	avril:	134	
»		mai:	135	

Moyenne mensuelle: 1950 = 135.
1951 = 153.
1952 = 150.

Tonnage chargé et entré chargé.

(Moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 t):

(Moyenne par trimestre.)

	I	II	III	IV
1952:	490	469	445	496
1953:	451	avril:	447	
		mai:	410	

Moyenne mensuelle: 1938 = 362.
1951 = 481.
1952 = 474.

3. *Indice de la production totale d'électricité.*

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	201	188	176	209
1953	207	avril: 195		
		mai: 483		

Moyenne mensuelle: 1950 = 160. — 1951 = 182. — 1952 = 194.

(1) Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 38, ramenées au taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux.

CHIFFRES D'AFFAIRES DÉCLARÉS AUX ADMINISTRATIONS FISCALES EN 1951

1. *Chiffres d'affaires global déclaré.*

	1950	1951	
a) Valeur absolue	14,8	19,3	(+ 30 p. 100)
b) Valeur constante	14,8	16,3	(+ 10 p. 100)

(Sur la base de la moyenne géométrique des indices moyens prix de détail et prix de gros, soit une augmentation de prix de 20 p. 100.)

2. *Répartition.*

	CHIFFRE d'affaires total déclaré.	AFFAIRES soumises aux taxes à la production (taux réunis).	MONTANT des taxes payées.
	p. 100	p. 100.	p. 100.
a) Produits agricoles et alimentaires	26	21	24
b) Métaux	20	21	22
c) Textiles	15	15	15
d) Construction	10	10	10
e) Transports	4	6	5
f) Energie	3	2	2
Total (par rapport à l'ensemble des activités)	78	75	78

Source: ministère des finances — I. N. S. E. E.

5° PRODUCTIVITE

a) **Evolution de l'activité et de la productivité globale de 1949 à 1952.** (Estimation.)

Base: 1934-1938 = 100.

PONDÉRATION (1)		1949	1950	1951	1952
	1° Production:				
48	Production industrielle	122	125	139	144,5
32	Production agricole	95	108	104	106
20	Service (y compris logement)	108	108	110	111
100	Production nationale brute	110	116	122	125
	Accroissements annuels		5,50 %	5 %	2,5 %
	2° Facteurs de production:				
	Heures de travail:				
62	Industrie, services	117	118,5	122	122,5
19	Agriculture	91	90	89	88
12	Equipement national (amortissement)	98	99	100	101
7	Volume des importations (matières premières, énergie)	107	101	115	118
100	Total facteurs de production	109	109,5	112,5	113
			0,5 %	3 %	0,5 %
	3° Indices productivité globale:	101	106	108,50	110,5
	Accroissements annuels		4 %	3 %	2 %

(1) D'après les valeurs en 1938.
Source: I. N. S. E. E.

Les progrès de productivité auraient donc été de 9 à 10 p. 100 en trois ans. Ils auraient correspondu aux modifications suivantes:

Amélioration des consommations privées par tête.

Augmentation de la durée moyenne du travail (1 p. 100) et de la population active par rapport à la population totale (2 p. 100).

Progrès léger des investissements productifs (3 à 4 p. 100), et surtout de la production d'armements (120 p. 100 en volume) qui représenterait 5 p. 100 de la production nationale brute.

Augmentation des exportations par rapport à 1949 (40 p. 100) (soit 12,5 p. 100 de la production nationale brute en 1952 contre 9,5 p. 100 en 1949).

b) **Productivité du travail dans quelques branches industrielles.**

Les indices de production (I. N. S. E. E.) et les indices d'activité (ministère du travail), ne sont pas strictement comparables (1). Leur rapprochement est cependant possible, surtout par année, et fait ressortir les variations de la productivité du travail.

Le tableau suivant montre la liaison très nette, surtout à court terme, entre production et productivité. Les progrès réels de productivité ne peuvent s'apprécier que sur plusieurs années.

	1949	1950	1951	1952
	(1938 = 100)			
Combustibles minéraux solides:				
Production	105	106	113	118
Activité	145	136,5	129,5	127,5
Productivité du travail	72	78	87	92,5
		+ 8 %	+ 11,5 %	+ 6 %
Production des métaux:				
Production	143	139	160	177
Activité	137,5	137,5	138	142
Productivité du travail	104	101	115,5	124
		— 3 %	+ 14 %	+ 7 %
Industrie du verre:				
Production	141	150	177	149
Activité	123	120,5	123,5	117
Productivité du travail	114,5	124	143	127
		+ 8 %	+ 15 %	— 11 %
Céramique, matériaux de construction:				
Production	119	126	150	146
Activité	132,5	133	138,5	144,9
Productivité du travail	90	96	99	101
		+ 6 %	+ 4 %	+ 2 %
Industries chimiques, caoutchouc:				
Production	132	143	171	157
Activité	128,5	131,5	139,5	137
Productivité du travail	102,5	108,5	122,5	114
		+ 6 %	+ 13 %	— 7 %
Industries textiles:				
Production	101	109	115	103
Activité	112	114,5	117,5	105,6
Productivité du travail	90	95	98	97,5
		+ 6 %	+ 3 %	— 0,5 %
Papier, carton:				
Production	100	115	124	107
Activité	91	114	124,5	116,9
Productivité du travail	109,5	101	110	92
		+ 11 %	+ 9 %	— 16 %
S. N. C. F.:				
Trafic (1)	145	134	152	150
Activité	109,5	105,5	101	97,5
Productivité du travail	132	127	150	154
		+ 4 %	+ 18 %	+ 2,5 %

(1) Tonnes-kilomètres + voyageurs-kilomètres.
Source: I. N. S. E. E.

(1) Il y a, d'autre part, un décalage de près de deux mois entre indices de productivité et indices d'activité annuels, ceux-ci étant la moyenne des résultats des enquêtes du ministère du travail de janvier, avril, juillet et octobre.

6° ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

a) Résultats globaux.

N. B. — Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

1. *Evolution d'ensemble des importations et des exportations* (1).

IMPORTATIONS

Quantités (1.000 t).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	4.595	4.509	4.010	4.348
1953:	4.181	4.196		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4.111.		1950 = 3.257.	
1929 = 4.955.		1951 = 4.054.	
1938 = 3.972.		1952 = 4.365.	
1949 = 3.859.			

Valeurs (milliards de francs).

	I	II	III	IV
1952:	159,1	138,7	112,10	120,07
1953:	129,57	126,5		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,45.		1950 = 89,39.	
1929 = 4,85.		1951 = 133,94.	
1938 = 3,84.		1952 = 232,64.	
1949 = 77,19.			

Volume (indices).
(Valeurs échangées à prix constant).

Indice 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1952	142	127	111	120
1953	132	(avril: 132; mai: 115).		

1938 = 99	1951 = 123
. . . . .	1952 = 125
1950 = 105.	

1953 (5 mois) = (131).

Indice 1938 = 100.

1913 = 93	1950 = 105.
1928 = 108.	1951 = 123.
. . . . .	1952 = 125.
1949 = 101.	

1953 (5 mois) = (131).

EXPORTATIONS

Quantités (1.000 t).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	3.064	3.195	3.013	3.195
1953:	3.184	3.601		

Moyenne mensuelle:

1928 = 3.127.	1950 = 2.858.
1929 = 3.325.	1951 = 3.324.
1938 = 2.249.	1952 = 3.116.
1949 = 2.263.	

Valeurs (milliards de francs).

	I	II	III	IV
1952:	122,5	119,4	106,17	124,1
1953:	116,53	123,1		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,28.	1950 = 89,39.
1929 = 4,48.	1951 = 123,24.
1938 = 2,55.	1952 = 118,01.
1949 = 65,33.	

Volume (indices).
(Valeurs échangées à prix constant).

Indice 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1952	145	141	128	153
1953	146	(avril: 160; mai: 148).		

1938 = 85.	1951 = 161.
. . . . .	1952 = 142.
1950 = 136.	

1953 (5 mois) = (149).

Indice 1938 = 100.

1913 = 110.	1950 = 164.
1928 = 164.	1951 = 195.
. . . . .	1952 = 172.
1949 = 148.	

1953 (5 mois) = (181).

Indice 1928 = 100.

	1938	1949	1952	1953 (5 mois).
	—	—	—	—
Importations	93	94	116	121
Exportations	61	72	105	110

N. B. — En raison de l'arrêt des statistiques douanières au 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, les mois douaniers ont la longueur du mois précédent soit 31 jours pour février, 28 ou 29 jours pour mars.

Source: I. N. S. E. E.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles, telles que retards d'horaire de bateaux dus au mauvais temps, peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

Les indices du volume du commerce extérieur, calculé dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

(1) Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation, et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans les usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après-guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre de marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 274 à l'importation, 338 à l'exportation contre 131 et 101 auparavant.

A partir de 1951, pour raccorder les indices base 100 en 1949 à ceux à base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelles série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

2. *Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis* 1913.

Indices bruts (1913 = 100).

	Importations.	Exportations.
	—	—
1913.....	100	100
1919.....	121	45
1920.....	114	86
1921.....	82	83
1922.....	108	86
1923.....	109	103
1924.....	115	119
1925.....	106	124
1926.....	111	134
1927.....	109	146
1928.....	116	148
1929.....	133	147
1930.....	143	132
1931.....	141	112
1932.....	118	86
1933.....	123	88
1934.....	106	91
1935.....	103	81,5
1936.....	113	78
1937.....	120	84
1938.....	107	90,5
1939.....	94	87,5
1940.....	»	40
1941.....	30	30
1942.....	24	45
. . . . .		

Indices bruts (1938 = 100).

	Importations.	Exportations.
	—	—
1938.....	100	100
1939.....	87,6	99,1
1940.....	64	44,5
1941.....	28,3	34,9
1942.....	22,8	50,2
1943.....	12,1	46,3
1944.....	5,8	26,7
1945.....	86,4	15,3
. . . . .		

Indice corrigé (I. N. S. E. E.).
(1938 = 100.)

	Importations.	Exportations.
	—	—
1946.....	109	40
1947.....	116	70
1948.....	98	82
1949.....	101	118
1950.....	105	164
1951.....	123	195
1952.....	125	172

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Source: statistique générale de la France (bulletin de décembre 1945).

3. *Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination* (étranger, Union française, outre-mer).

(1949 = 100)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Importations:				
1952:				
Etranger	151	129	112	119
U.F.O.M.	117	121	106	122
Ensemble	142	127	111	120
1953:				
Etranger	131	avril: 143 mai: 118		
U.F.O.M.	124	avril: 140 mai: 108		
Ensemble	132	avril: 142 mai: 115		

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Exportations:				
1952:				
Etranger	143	140	132	155
U.F.O.M.	150	142	122	151
Ensemble	145	141	128	153
1953:				
Etranger	154	avril: 174 mai: 159		
U.F.O.M.	136	avril: 141 mai: 128		
Ensemble	146	avril: 160 mai: 148		

EVOLUTION ANNUELLE

	1938	1950	1951	1952	1953 (5 mois.)
	—	—	—	—	—
		(Moyenne mensuelle.)			
Etranger:					
Importations	91	103	128	128	(133)
Exportations	99	150	178	142	(159)
U.F.O.M.:					
Importations	132	111	109	117	(130)
Exportations	62	116	139	141	(137)
Ensemble:					
Importations	99	105	123	125	(131)
Exportations	85	136	161	142	(149)

Source: I.N.S.E.E.

i. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation.

Alimentation humaine, matières premières et demi-produits, produits fabriqués.

(1949 = 100.)

IMPORTATIONS

Alimentation humaine.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	125	132	199	116
1953:	132	avril: 154 mai: 110		

Matières premières et demi-produits.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	144	123	113	121
1953:	154	avril: 135 mai: 117		

Produits fabriqués (étranger).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	184	143	130	130
1953:	140	avril: 191 mai: 126		

EXPORTATIONS

Alimentation humaine.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	118	136	136	188
1953:	154	avril: 197 mai: 146		

Matières premières et demi-produits.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	161	159	143	167
1953:	177	avril 190 mai: 178		

Produits fabriqués (étranger).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	129	125	112	131
1953:	116	avril: 123 mai: 116		

EVOLUTION ANNUELLE

	1938	1950	1951	1952	1953 (5 mois.)
	—	—	—	—	—
		(Moyenne mensuelle.)			
Alimentation humaine:					
Importations:					
Etranger	78	98	128	114	134
U. F. O. M.	145	117	107	120	131
Ensemble	119	111	114	118	(132)
Exportations:					
Etranger	97	194	198	125	(125)
U. F. O. M.	90	127	158	181	(200)
Ensemble	94	160	179	152	(161)
Matières premières et demi-produits:					
Importations:					
Etranger	99	96	123	127	(132)
U. F. O. M.	94	95	117	112	(110)
Ensemble	99	96	122	125	(125)
Exportations:					
Etranger	105	139	196	161	(192)
U. F. O. M.	56	115	151	158	(138)
Ensemble	93	148	183	157	(180)
Produits fabriqués:					
Importations:					
Etranger	68	140	118	117	(139)
Exportations:					
Etranger	89	123	140	118	(116)
U. F. O. M.	58	113	133	129	(119)
Ensemble	73	117	136	124	(117)
Ensemble:					
Importations:					
Etranger	91	103	128	128	(133)
U. F. O. M.	132	114	109	117	(130)
Ensemble	99	105	123	125	(131)
Exportations:					
Etranger	99	150	178	142	(159)
U. F. O. M.	62	116	139	141	(137)
Ensemble	85	136	161	142	(149)

Source: I. N. S. E. E.

b) **Echanges agricoles en nature.**

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles), afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

Indice du volume 1949 = 100.

(Produits de l'agriculture et des industries alimentaires.)

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	127	128	101	121
1953:	134			

Exportations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	175	139	131	176
1953:	152			

(Evolution annuelle.)

(Moyenne mensuelle.)

	1950	1951	1952
	—	—	—
Importations	108	117	119
Exportations	154	204	155

Source: I. N. S. E. E.

Echanges de produits végétaux (1.000 quintaux).

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
	—	—	—	—	—
1. *Blé:*					
Importations:					
Etranger	2.011	1.748	6.628	1.249	47
U. F. O. M.	2.708	1.032	1.021	154	770
Total	4.719	2.780	7.649	1.403	817
Exportations:					
Etranger	718	5.001	1.108	93	798
U. F. O. M.	7	100	46	27	1,5
Total	725	5.101	1.154	119	799,5
2. *Céréales secondaires:*					
Seigle:					
Importations:					
Etranger	»	»	1	»	25
U. F. O. M.	»	»	»	»	5
	»	»	1	»	30
Exportations:					
Etranger	»	102	5	»	»
Orge:					
Importations:					
Etranger	298	369	174	100	147
U. F. O. M.	439	1.521	1.879	1.422	1.382
Total	737	1.890	2.053	1.522	1.529
Exportations:					
Etranger	»	25	195	»	5

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
Avoine:					
Importations:					
Etranger	»	10	12	12	5
U. F. O. M.	»	211	129	129	2
Total	»	221	141	141	7
Exportations:					
Etranger	2,7	69,7	25	6	0,6

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

Maïs:					
Importations:					
Etranger	265	5.488	4.240	1.965	1.879
U. F. O. M.	6.816	213	580	294	129
Total	7.081	5.701	4.820	2.259	2.008
Exportations:					
U. F. O. M.	»	10	10	5	1,6
Riz:					
Importations:					
Etranger	229	424	230	95	97
U. F. O. M.	5.405	355	84	30	32
Total	5.634	779	314	125	129
Exportations:					
Etranger	»	»	»	»	60
U. F. O. M.	»	8	26	12	9
Total	»	8	26	12	69

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

Céréales et farines.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951	1952
Importations:			
Etranger	83	83	115
U. F. O. M.	81	82	75
Ensemble	82	83	96
Exportations:			
Etranger	691	641	205
U. F. O. M.	121	97	96
Ensemble	261	232	123

	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV
Importations:				
Etranger	96	200	104	59
U. F. O. M.	87	71	36	105
Ensemble	92	140	72	81
Exportations:				
Etranger	142	39	442	197
U. F. O. M.	85	70	100	128
Ensemble	99	63	185	145

	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV
Importations:				
Etranger	65			
U. F. O. M.	122			
Ensemble	92			
Exportations:				
Etranger	126			
U. F. O. M.	98			
Ensemble	105			

I. N. S. E. E.

(1.000 quintaux.)

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
3. *Sarclées:*					
Pommes de terre:					
Importations:					
Etranger	791	1.105	1.274	290	1.769
U. F. O. M.	756	1.106	809	342	481
Total	1.547	2.211	2.083	630	2.250
Exportations:					
Etranger	133	526	419	180	4
U. F. O. M.	764	1.263	1.155	299	283
Total	897	1.789	1.574	479	287
4. *Oléagineux* (total graines et fruits oléagineux) (1):					
Importations:					
Etranger	»	3.872	1.414	936	524
U. F. O. M.	»	3.809	3.783	1.148	1.375
Total	»	7.681	5.197	2.084	1.899
Exportations:					
Etranger	»	50	276	39	105
U. F. O. M.	»	13	27	11	12
Total	»	72	303	50	117

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

Oléagineux et corps gras.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951	1952
Importations:			
Etranger	46	243	83
U. F. O. M.	111	97	107
Ensemble	91	193	99

	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV
Etranger	134	64	57	75
U. F. O. M.	83	143	110	92
Ensemble	99	118	93	87

	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV
Etranger	82			
U. F. O. M.	96			
Ensemble	92			

(1.000 quintaux.)

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
5. *Légumes secs:*					
Importations:					
Etranger	475	327	78	48	84
U. F. O. M.	805	489	764	200	321
Total	1.280	816	842	248	405
Exportations:					
Etranger	231	56	19	10	6
U. F. O. M.	77	59	47	18	43
Total	308	115	66	28	49
6. *Légumes frais:*					
Importations:					
Etranger	563	461	520	218	414
U. F. O. M.	963	1.140	1.287	503	450
Total	1.526	1.601	1.807	721	864
Exportations:					
Etranger	552	831	695	422	390
U. F. O. M.	»	130	99	42	33
Total	552	961	794	464	423

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.

Légumes et fruits.
(1.000 quintaux.)

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951	1952
Importations:	—	—	—
Etranger	174	184	176
U. F. O. M.	110	116	126
Ensemble	128	136	140
Exportations:			
Etranger	100	84	86
U. F. O. M.	114	110	107
Ensemble	103	90	91

	1952			
Importations:	I	II	III	IV
Etranger	276	253	45	130
U. F. O. M.	154	117	58	143
Ensemble	189	177	55	140
Exportations:				
Etranger	64	68	51	161
U. F. O. M.	95	59	72	202
Ensemble	71	66	56	171

	1953		
Importations:	I	II	III
Etranger	302		
U. F. O. M.	156		
Ensemble	198		
Exportations:			
Etranger	69		
U. F. O. M.	107		
Ensemble	78		

I. N. S. E. E.

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
7. *Fruits:* (1.000 quintaux):	—	—	—	—	—
Fruits à pépins (1):					
Importations:					
Etranger	547 (2)	605	313	113	172
Exportations:					
Etranger	1.359	347	240	1	1
U. F. O. M.	26	82	113	15	25
Total	1.385 (2)	429	353	16	26
Fruits à noyaux:					
Importations:					
Etranger	67	53	82	2	6
U. F. O. M.	106	73	62	»	»
Total	173	129	144	2	6
Exportations:					
Etranger	140	57	15	0,5	»
U. F. O. M.	»	2	2	»	»
Total	140	59	17	0,5	»
Raisins frais:					
Importations:					
Etranger	»	14	35	0,7	1
U. F. O. M.	128	74	35	»	»
Total	128	88	70	0,7	1
Exportations:					
Etranger	129	267	291	0,35	»
U. F. O. M.	»	1	2	0,15	0,3
Total	129	268	293	0,5	0,3

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraiches.

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
8. *Plantes industrielles* (1.000 quintaux):	—	—	—	—	—
Houblon:					
Importations:					
Etranger	»	3,8	5,5	2,8	6,5
Exportations:					
Etranger	»	4,2	11	7,8	3,1
U. F. O. M.	»	0,5	1	0,4	1
Total	»	4,7	12	8,2	4,1
9. *Vin* (1.000 hectolitres) (vins et apéritifs à base de vin):					
Importations:					
Etranger	173	84	72	27	27
U. F. O. M.	16.153	10.012	11.686	3.806	3.590
Total	16.326	10.096	11.758	3.833	3.617
Exportations:					
Etranger	761	786	841	286	273
U. F. O. M.	271	606	668	181	310
Total	1.032	1.392	1.469	467	583

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

Boissons (1).

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951	1952
Importations:	—	—	—
Etranger	26	25	44
U. F. O. M.	125	109	128
Ensemble	116	102	119
Exportations:			
Etranger	127	149	131
U. F. O. M.	135	193	321
Ensemble	129	161	182

	1952			
Importations:	I	II	III	IV
Etranger	30	22	28	95
U. F. O. M.	129	120	132	129
Ensemble	121	112	123	121
Exportations:				
Etranger	137	134	99	155
U. F. O. M.	301	311	256	420
Ensemble	181	181	141	226

	1953		
Importations:	I	II	III
Etranger	30		
U. F. O. M.	116		
Ensemble	109		
Exportations:			
Etranger	121		
U. F. O. M.	410		
Ensemble	198		

Source: I.N.S.E.E.

Echanges de produits animaux.
(1.000 quintaux.)

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
1. *Lait et produits laitiers:*	—	—	—	—	—
Lait concentré:					
Importations:					
Etranger	24	54	39,2	18,3	22,5
Exportations:					
Etranger	»	0,86	0,53	0,22	0,12
U. F. O. M.	53,2	181,3	477,4	48	50,1
Total	ind.	179	178	48	50,2

(1) Vins essentiellement et, en outre, eaux et glaces, bières, cidres, eaux-de-vie, liqueurs.

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
Fromages:					
Importations:					
Etranger	142	90	165	45,4	35,9
U. F. O. M.	»	1,85	2,7	1,1	0,7
Total		91,8	167,7	46,5	36,6
Exportations:					
Etranger	46	45,5	36,5	13,2	10,8
U. F. O. M.	74	130	142,6	49,5	45,9
Total	120	175,5	179,1	62,7	56,7
Beurre:					
Importations:					
Etranger	6	136	150	10,14	166,4
U. F. O. M.	»	0,65	0,56	0,18	0,12
Total		137	150,6	10,3	166,5
Exportations:					
Etranger	6	0,8	0,7	0,28	0,3
U. F. O. M.	25	16,2	11,6	3,6	4,3
Total		17	12,3	6,9	4,6

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

Produits laitiers.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951	1952
Importations:			
Etranger	93	64	76
Exportations:			
Etranger	90	82	65
U. F. O. M.	96	117	118
Ensemble	93	106	102

	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV
Importations:				
Etranger	39	52	84	129
Exportations:				
Etranger	74	48	60	77
U. F. O. M.	113	124	116	120
Ensemble	101	101	99	106

	1953 I	1953 II	1953 III
Importations:			
Etranger	186		
Exportations:			
Etranger	55		
U. F. O. M.	107		
Ensemble	91		

(1.000 quintaux.)

	1938	1951	1952	4 mois. 1952	4 mois. 1953
2 *Viande* (fraiche ou congelée):					
Importations:					
Etranger	84	315	223	75	44
U. F. O. M.	125	64	56	21	2,3
Total	209	409	279	76	46,3
Exportations:					
Etranger	5	103	24	4,6	5,5
U. F. O. M.	»	16	21	7,1	8
Total	5	119	45	11,7	13,5

Source: statistique mensuelle du commerce extérieur.

c) Echanges industriels.

ENERGIE

1. *Charbon.*

Ensemble combustibles minéraux solides (1.000 tonnes).
Indice du volume 1949 = 100.

Importations. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	1.779	1.580	1.411	1.426
1953:	1.322	avril: 1.489		
		mai: 1.192		

Importations (1). (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	95	89	73	68
1953:	73			

Exportations (2). (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	124	155	137	110
1953:	202	avril: 203		
		mai: 224		

Exportations totales. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	95	114	103	107
1953:	125			

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952
Importations...	1.842	1.752	1.549
Exportations (2).	96,3	195	110

	1950	1951	1952
Importations (étranger) (1).....	59	76	87
Exportations:			
Etranger	108	110	100
U. F. O. M.....	502	382	495
Ensemble ..... (I. N. S. E. E.)	113	113	105

Houille et lignite (1.000 tonnes).

Importations (et livraisons de Sarre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	1.357	1.128	963	996
1953:	908	avril: 761		
		mai: 771		

(Moyenne mensuelle.)

1938	1949	1952
1.578	1.329	1.412

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Cokes.

(Cokes et semi-cokes) (1.000 tonnes) (3).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	413	435	437	420
1953:	411	avril: 420		

(Moyenne mensuelle.)

1938	1949	1952
197	422	426

2. *Electricité* (millions kWh).

Importations. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	46,7	45,3	77,4	26,7
1953:	29,2	(28,5)		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	51,5	45,4	21,6	58,3
1953:	64	(29,3)		

(Moyenne mensuelle).

	1938	1949	1952
Importations.....	34,5	85,4	53,2
Exportations.....	10	22,7	52,6

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Pétrole et produits pétroliers.*

Indices du volume (1949 = 100) (4).

Importations (étranger).

	I	II	III	IV
1952:	162	168	172	189
1953:	170			

Exportations (totales).

	I	II	III	IV
1952:	277	308	307	295
1953:	290			

	1950	1951	1952
Importations.....	117	158	173
Exportations.....	151	203	297

I. N. S. E. E.

(1) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés). Les importations d'outre-mer sont très faibles.
(2) Sarre exclue.
(3) Y compris livraisons de la Sarre.
(4) Brut, essences, gas-oil, fuel-oil et autres produits.

Pétrole brut (1.000 tonnes).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	1656	1684	1774	1956
1953	1748	avril 1743 mai 1758		

1938	1949	1952
—	—	—
580	983	1768

Essences (1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	14,5	18,5	11,5	15
1953	9,9	avril: 40,3 mai: 12,4		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	132,3	141,5	102,3	122
1953	135,3	avril: 129,4 mai: 128,8		

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952
	—	—	—
Importations	57,8	16,6	16,1
Exportations	18,1	40,8	122,9

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Gas oil (1.000 tonnes).

Importations.	I	II	III	IV
1952	10,7	17,5	10,5	4,7
1953	21	avril: 0,2 mai: 0,2		

Exportations.	I	II	III	IV
1952	121,6	118,9	176,4	146,5
1953	80,2	avril: 89,8 mai: 113,6		

	1938	1949	1952
	—	—	—
Importations	6,9	6,1	11
Exportations	14	67,3	141,7

Fuel oil (1.000 tonnes).

Importations.	I	II	III	IV
1952	26,7	45,5	5,7	6
1953	5,1	avril: 21,3 mai: 26,8		

Exportations.	I	II	III	IV
1952	267	308,7	309,4	278,6
1953	346	avril: 292,9 mai: 350,5		

	1938	1949	1952
	—	—	—
Importations	33,2	23,6	20,2
Exportations	8,6	67,5	287,6

MATIÈRES PREMIÈRES

Indice du volume 1949 = 100 (1).

Importations.	I	II	III	IV
1952	142	142	115	136
1953	132			

Exportations.	I	II	III	IV
1952	138	143	126	139
1953	137			

(Moyenne mensuelle).

	1950	1951	1952
	—	—	—
Importations	140	146	134
Exportations	111	137	136

(I. N. S. E. E.)

1. *Minerai de fer.*

(Moyenne mensuelle) (1.000 t.)

	I	II	III	IV
1952	800	747	733	774
1953	807	avril: 919 mai: 804		

2. *Bauxite.*

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	31	29	23,3	29,4
1953	27,5	avril: 19,9 mai: 23		

(Moyenne mensuelle).

	1938	1949	1952
	—	—	—
Minerai de fer	814	592	763
Bauxite	24,3	15,9	28,2

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Matières premières et demi-produits: minerais et pyrites de fer, et, en outre, minerais de plomb, zinc et amiante (indice « autres produits minéraux »).

PRODUITS INDUSTRIELS D'ÉQUIPEMENT

Métaux communs et produits de leur transformation.

Indice du volume 1949 = 100.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	137	134	104	105
1953	120			

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	142	144	119	140
1953	141			

(Moyenne mensuelle).

	1950	1951	1952
	—	—	—
Importations	99	112	
Exportations	132	138	136

Source: I. N. S. E. E.

1. *Métaux* (production).

Sidérurgie.

Indice du volume (sidérurgie et première transformation) 1949 = 100.

Importations (de l'étranger). (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	71	85	44	63
1953	99			

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	153	145	129	167
1953	191			

	1950	1951	1952
	—	—	—
Importations	57	58	66
Exportations	172	201	449

I. N. S. E. E.

Ensemble: fonte, acier, produits finis (1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	10,5	13	5,5	7,7
1953	14,3	avril: 8,4 mai: 1,8		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	220	201	188	261
1953	297	avril: 344 mai: 268		

	1938	1949	1952
	—	—	—
Importations	6,2	16,4	9,2
Exportations	173	163	218

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Fonte (fonte brute et ferro-alliages).

(1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	1,65	1,55	1,83	1,47
1953	0,89	avril: 0,79 mai: 0,32		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	25,6	19,2	31,5	38,5
1953	36,8	avril: 30 mai: 28,7		

Acier (lingots et demi produits, fer et acier).

(1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	4,82	6,64	0,98	3,1
1953	5,7	avril: 5,04 mai: 0,4		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	12,6	11,2	15,7	20,4
1953	29,8	avril: 41,3 mai: 14,2		

Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid).

(1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	3,1	3,3	2,4	3
1953	7,7	avril: 2,6 mai: 0,76		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952	172	166	138	202
1953	222	avril: 264 mai: 159		

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle).

	1938	1949	1952
Fonte:			
Importations	2,78	1,25	1,62
Exportations	45,1	17,1	28,7
Acier:			
Importations	0,08	1,08	3,88
Exportations	15,2	14,1	14,98
Produits finis:			
Importations	2,2	12,9	2,9
Exportations	75	117	167

N. B. — Echanges extérieurs des ferrailles et déchets.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,95	1,71	0,33	0,15	1952:	8,8	5,5	4,5	2,5
1953	0,6	avril: 0,02			1953:	8,6	avril: 9,8		
		mai: 0,28					mai: 6,7		

(Moyenne mensuelle).

	1938	1949	1952
Importations	1,2	1,2	0,8
Exportations	37,4	15,1	7,1

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Métaux non ferreux (et alliages).

Indice du volume 1949 = 100.

(Cuivre, aluminium, nickel, étain, zinc.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	150	143	112	108	1952:	54	57	69	78
1953:	106				1953:	144			

	1950	1951	1952
Importations	83	99	128
Exportations	177	102	64

I. N. S. E. E.

(1.000 tonnes.)

Aluminium.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	(Les importations sont très faibles.)				1952:	0,52	0,81	1,15	0,89
1953:	(Les importations sont très faibles.)				1953:	3,14	avril: 5,94		
							mai: 4,47		

Cuivre (1).

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	12	12,3	11,9	13,1	1952:	0,03	0,08	0,04	0,05
1953:	13	avril: 10,9			1953:	0,64	avril: 1,96		
		mai: 7,1					mai: 1,49		

Plomb.

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	7,04	3,74	3,1	4,15	1952:	0,03	0,05	0,83	1,92
1953:	3,5	avril: 2,3			1953:	1,1	avril: 0,2		
		mai: 3,2					mai: 0,7		

Zinc.

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	4,2	5,6	3,16	1,86	1952:	0,682	0,091	0,057	0,042
1953:	2,2	avril: 0,39			1953:	0,03	avril: 0,051		
		mai: 0,54					mai: 0,01		

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.

(1.000 tonnes.) (Evolution annuelle.)

	(Maj. mens.) 1938	1949	1952		(Maj. mens.) 1938	1949	1952
Aluminium:				Plomb:			
Exportations	1,17	1,16	0,84	Importations	4	2,1	4,5
				Exportations	0,25	1,71	0,54
	(Maj. mens.) 1938	1949	1952		(Maj. mens.) 1938	1949	1952
Cuivre:				Zinc:			
Importations	10	12,1	12,5	Importations	2,85	4,19	3,74
Exportations	0,99	0,08	0,05	Exportations	0,373	0,061	0,066

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. *Métaux* (transformation) ouvrages en métaux et machines.

Indice du volume 1949 = 100.

Exportations.

	I	II	III	IV
Ouvrages en métaux:				
1952	143	169	120	152
1953	135			
Machines et appareils (équipement):				
1952	151	159	142	145
1953	142			
Tracteurs, automobiles, cycles:				
1952	122	132	100	109
1953	102			
Constructions électriques (équipement):				
1952	149	140	108	123
1953	121			
Autres produits en métaux (équipement surtout):				
1952	150	131	101	126
1953	83			

	1950	1951	1952
Ouvrages en métaux:			
Exportations	122	160	146
Machines et appareils:			
Importations étranger	109	127	124
Exportations	108	139	149
Autres produits en métaux (équipement):			
Importations étranger	131	153	121
Exportations	120	144	127
Tracteurs, automobiles, cycles:			
Exportations	109	129	116
Constructions électriques:			
Exportations	114	153	131

I. N. S. E. E.

Fonderie.

(1.000 tonnes.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,224	0,151	0,157	0,216	1952:	24,6	20,61	17,9	17,4
1953:	0,155	avril: 0,11			1953:	16	avril: 22,28		
		mai: 0,115					mai: 14,46		
Moyenne mensuelle: 1949 = 0,116. 1952: = 0,187.					Moyenne mensuelle: 1949 = 16,48. 1952 = 20,1.				
(Chauffage, sanitaires, poteries, principalement et, très faiblement tuyaux de fonte et fonte mécanique.)					(Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.)				

Machines agricoles.

Tracteurs (pièce) (1).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	641	716	957	792
1953:	652	avril: 958		
		mai: 1225		

Moyenne mensuelle: 1949 = 1.014. 1952 = 783.

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	350	517	252	272
1953:	187	avril: 259		
		mai: 202		

Moyenne mensuelle: 1949 = 219. 1952 = 350.

Motoculteurs (pièce).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	61	28	101	168
1953:	29	avril: 70		
		mai: 111		

Moyenne mensuelle: 1949 = 61. 1952 = 89.

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	9	7	8	5
1953:	5	avril: 2		
		mai: 7		

Moyenne mensuelle: 1949 = 18. 1952 = 7.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Automobile (pièce).

Voitures particulières.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	1.090	506	479	545
1953:	295	avril: 354		
		mai: 552		

Exportations.	I	II	III	IV
1952:	6,6	8,2	6,2	6,9
1953:	6,1	avril: 8,4		
		mai: 6,36		

Véhicules utilitaires.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	99	42	44	33
1953:	28	avril: 20		
		mai: 35		

Exportations.	I	II	III	IV
1952:	1,85	1,7	1,5	1,7
1953:	1,5	avril: 1,7		
		mai: 1,45		

Voitures particulières.	Importations.	Exportations.
	—	—
1949	119	6,35
1952	648	6,9

Véhicules utilitaires.	Importations.	Exportations.
	—	—
1938	»	0,2
1949	12	1,67
1952	54	1,7

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Verres* (faïence, porcelaine verrerie).

Indice du volume 1949 = 100.

Exportations:	I	II	III	IV
1952.....	143	117	96	130
1953.....	131			

1950 = 115. — 1951 = 141. — 1952 = 121.

4. *Caoutchouc.*

Pneumatiques et bandages (1.000 t).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	1,46	0,34	0,42	0,4
1953:	0,55	avril: 0,77		
		mai: 0,20		

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	2,8	2,4	1,83	2,56
1953:	2,5	avril: 2,78		
		mai: 2,6		

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952
	—	—	—
Importations	0,31	0,35	0,65
Exportations	0,83	1,75	2,4

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Tous tracteurs, agricoles et autres à roues et, très faiblement à chenilles.

Indice du volume 1949 = 100.

(Importations de matières premières.)

Importations:	I	II	III	IV
1952.....	126	116	110	110
1953.....	135			

1950 = 95. — 1951 = 122. — 1952 = 123.

I. N. S. E. E.

PRODUITS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION

1. *Produits chimiques.*

Indices du volume 1949 = 100.

Importations (étranger).	I	II	III	IV
1952:	207	105	81	109
1953:	131			

Exportations.	I	II	III	IV
1952:	146	148	130	154
1953:	156			

(Moyenne mensuelle.)

	1950	1951	1952
	—	—	—
Importation:	116	216	125
Exportation:	133	153	141

I. N. S. E. E.

Engrais (1.000 t).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:				
a) Nitrate de soude naturel.....	16,3	1,8		2,8
b) Nitrate de soude synthétique.				
c) Superphosphates.				
1953:				
a) Nitrate de soude naturel.....	6,9	avril: 19		
		mai: 8,8		
b) Nitrate de soude synthétique.				
c) Superphosphates.				

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952
	—	—	—
a) Nitrate de soude naturel.....	9,6	8,4	5,19
b) Nitrate de soude synthétique.....	7,4	0,7	»
c) Superphosphates.....	6,2	0,1	»

Exportations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:				
1. Superphosphates.....	13,1	4,2	2,4	1
2. Scories de déphosphoration...	22	31,2	24,7	22,8
3. Engrais composés.....	6,1	5,5	7,8	7,6
1953:				
1. Superphosphates.....	1,9	avril: 5,8		
		mai: 0,3		
2. Scories de déphosphoration...	17,0	avril: 8,6		
		mai: 13		
3. Engrais composés.....	5,6	avril: 2,6		
		mai: 2,5		

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952
	—	—	—
1. Superphosphates.....	3,4	13,6	5,16
2. Scories de déphosphoration.....	23,2	24,8	25,2
3. Engrais composés.....	3,9	5,3	6,5

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. *Corps gras.*

Indice de volume 1949 = 100.

(Oléagineux et corps gras.)

Importations.

	I	II	III	IV
1952	99	118	93	87
1953	92			

Moyennes mensuelles: 1950 = 91. — 1951 = 193. — 1952 = 99.

3. *Textiles.*

Indice du volume 1949 = 100.

Matières premières.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III (1)	IV
1952	123	89	85	66	1952	83	136	138	164
1953	126				1953	147			

Fils, filés, ficelles.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952					1952	89	73	79	119
1953					1953	124			

Tissus (et confection, bonneterie, chapellerie).

Importations.	I	II	III (1)	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952	264	78	62	113	1952	111	105	104	129
1953	101				1953	111			

Ensemble.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952	137	87	82	70	1952	103	103	103	131
1953	122				1953	118			

(I. N. S. E. E.)

	(Moyenne mensuelle.) 1950	1951	1952
Matières premières:			
Importations	100	94	91
Exportations	127	93	130
Fils, filés, ficelles:			
Exportations	157	140	90
Tissus:			
Importations	246	230	129
Exportations	121	128	112
Ensemble:			
Importations	116	109	94
Exportations	129	125	110

(I. N. S. E. E.)

Laine (1.000 tonnes).

Laine brute (base lavée à fond, blousses, déchets, effilochés inclus).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	9,1	8,4	7,5	5,1					
1953:	10,9 avril: 8,7 mai: 8,7 (2) juin: (9,9) (2)								

Laine peignée.

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,14	0,054	0,214	0,194	1952:	0,8	1,71	1,56	1,81
1953:	0,225 avril: 0,226 mai: 0,187				1953:	1,53 avril: 1,77 mai: 1,66			

Filés (purs ou mélangés).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,026	0,007	0,013	0,026	1952:	0,62	0,52	0,79	1,26
1953:	0,022 avril: 0,013				1953:	1,29 avril: 1,28			

Tissus (3).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,15	0,025	0,067	0,073	1952:	0,3	0,26	0,4	0,45
1953:	0,055 avril: 0,09				1953:	0,29 avril: 0,30			

(1) Etranger seulement.
(2) Laine brute seulement (déchets exclus).
(3) Statistiques nouvelles pour 1952 (tapis exclus).

	1938 —	1949 —	1952 —
Laine brute:			
Importations	10,4	9,4	8,1
Laine peignée:			
Importations	0,067	0,009	0,15
Exportations	1,87	1,92	1,47
Filés:			
Importations	0,047	0,021	0,018
Exportations	0,92	1,23	0,8
Tissus (1):			
Importations	0,06	0,025	0,08
Exportations	0,28	0,77	0,35

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Coton (1.000 tonnes).

Coton brut (déchets exclus).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	29,6	17,3	17,8	17,6	Les exportations sont négligeables.				
1953:	29,5	(22,72)							

Filés (purs ou mélangés).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	0,72	0,29	0,055	0,13	1952:	0,7	0,54	0,51	0,72
1953:	0,11 avril 0,21				1953:	0,89 avril 0,84			

Tissus de coton (purs ou mélangés).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	1,66	0,33	0,33	0,49	1952:	4,9	4,3	4,3	5,2
1953:	0,34 avril 0,35				1953:	4,4 avril 4,1			

	1938 —	1949 —	1952 —
Coton brut:			
Importation:	23,2	21,6	20,5
Filés:			
Importation:	0,04	0,55	0,3
Exportation:	0,77	0,44	0,62
Tissus:			
Importation:	0,054	0,63	0,70
Exportation:	3,72	4,42	4,68

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. *Cuirs et peaux*

Cuirs et peaux finis de bovins. (Tonnes.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	39	19	15	21
1953:	24 avril 32			

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	206	215	291	343
1953:	337 avril 338			

(Moyenne mensuelle.)

	1938 —	1949 —	1952 —
Importations	87	10	24
Exportations	123	99	264

Indice du volume.
1949 = 100

(Matières premières et demi-produits.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	125	111	124	131
1953:	138			

Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	124	145	162	186
1953:	167			

(Moyenne mensuelle.)

	1950 —	1951 —	1952 —
Importations	126	142	123
Exportations	195	189	154

(I. N. S. E. E.)

(1) Laine brute seulement (déchets exclus).

Chaussures (1.000 paires) (1).

	Importations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		Exportations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950:	147	224	219	228	1950:	280	311	174	400
1951:	209	157	154	178	1951:	315	384	289	454

	1938	1949	1951
Importations	92	43	174
Exportations	279	201	368

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

5. *Papiers-cartons*

Indices du volume 1949 = 100.

Importations de l'étranger.

Pâtes à papier (étranger).

	I	II	III	IV
1952	157	82	78	89
1953	126			

Moyenne mensuelle: 1950 = 114. — 1951 = 138. — 1952 = 102.

Exportations.

Papier (édition exclue).

	I	II	III	IV
1952	121	95	67	88
1953	95			

Moyenne mensuelle: 1950 = 138. — 1951 = 153. — 1952 = 93.

(1) Articles bottiers exclus.

Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	54,7	27,6	28,4	30,2
1953	42,2 avril: 32.			

Moyenne mensuelle: 1938 = 33. — 1949 = 31,3. — 1952 = 35,2.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

7° POSSIBILITES TECHNIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

(D'après l'équipement, l'activité, les anticipations, etc.)

L'appréciation de ces possibilités ne relève pas seulement d'observations économiques, mais aussi d'informations d'ordre qualitatif qui ont leur place dans le rapport de conjoncture proprement dit. Elle implique un travail d'interprétation qui déborde une présentation élaborée des observations les plus essentielles à l'établissement de ce rapport.

L'institut national de la statistique et des études économiques a effectué, au début de 1953, une nouvelle enquête auprès des chefs d'entreprise pour recueillir leurs prévisions sur la situation de l'économie française, en général, et de leurs entreprises, en particulier, pour le 1er semestre 1953.

a) Résumé des prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise sur l'économie française au deuxième semestre 1953.

Production industrielle	Maintien du niveau actuel.
Emploi	En très légère diminution.
Volume des exportations	Tendance à la stabilisation.
Prix de gros	Stabilité, très légère orientation à la hausse.
Volume des affaires dans le commerce	Sans changement.

b) Perspective des diverses industries pour le deuxième semestre 1953.

	PRODUCTION	COMMANDES	EMPLOI	EXPORTATIONS
Industries extractives	Diminution.	Diminution.	Diminution.	Stationnaire.
Production des métaux	Diminution.	Diminution.	Légère diminution.	Augmentation.
Transformation des métaux	Légère diminution.	Légère diminution.	Diminution.	Sans changement.
Industries chimiques	Augmentation.	Augmentation.	Sans changement.	Légère augmentation.
Matér. de construction céramique, verre	Légère diminution.	Légère diminution.	Légère diminution.	Diminution.
Industries alimentaires	Légère diminution.	Sans changement.	Sans changement.	Diminution.
Textiles	Augmentation.	Augmentation.	Sans changement.	Légère augmentation.
Habillement	Légère diminution.	Diminution.	Diminution.	Sans changement.
Cuirs	Diminution.	Sans changement.	Sans changement.	Diminution.
Bois	Légère diminution.	Diminution.	Légère diminution.	Diminution.
Papier	Augmentation.	Augmentation.	Légère augmentation.	Diminution.

L'institut national de la statistique et des études économiques conclut dans les termes suivants son enquête:

« Il serait certes excessif de qualifier d'optimistes les perspectives que les chefs d'entreprises envisagent pour l'économie française au second semestre 1953.

« Tout au plus peut-on juger qu'elles se présentent sous un jour un peu moins défavorable qu'à la fin de l'année dernière. La crainte d'une diminution de la demande de biens de consommation qui s'exprimait assez fréquemment alors ne paraît pas s'être révélée fondée, et les tendances récentes montrent au contraire une certaine reprise, tant aux stades de la distribution qu'à celui de la production (textiles, papier, industries alimentaires, industries chimiques). Encouragés par cette légère amélioration, les chefs d'entreprises de ces secteurs espèrent que la demande ne fléchira pas à nouveau d'ici la fin de l'année (abstraction faite des variations saisonnières habituelles). En revanche, la réduction prévue des investissements paraît s'être fait sentir dans les industries produisant des biens d'équipement, et il est de fait que les entreprises de ces secteurs, et plus particulièrement celles qui travaillent principalement pour le secteur public ou nationalisé, sont souvent parmi celles qui prévoient encore une réduction de leur activité au cours du deuxième semestre. Au total, la production industrielle d'ensemble serait à peu près égale à celle de la période correspondante de l'an dernier, mais avec une répartition sensiblement modifiée, au bénéfice des industries de biens de consommation.

« Pourtant, l'insuffisance des débouchés demeure, dans toutes les branches, le principal obstacle à un développement de la production; la baisse des prix apparaît naturellement comme le premier remède à cette situation, et l'on en voit la preuve dans le fait que les chefs d'entreprises lorsqu'ils envisagent le niveau des prix en général, ont plutôt tendance à prévoir la hausse (surtout en raison de l'effet inflationniste du déficit budgétaire), et au contraire prévoient assez souvent la baisse pour les prix de vente qu'ils pratiqueront eux-mêmes.

« Pour abaisser en conséquence leurs prix de revient, les industriels sont d'ailleurs conduits à rechercher une meilleure utilisation des moyens existants en matériel et personnel. Aussi observe-t-on que, parmi ceux qui espèrent accroître leur production, beaucoup n'envisagent pas pour autant d'augmenter l'emploi de la main-d'œuvre, de sorte que la compensation entre accroissement et diminution qui semble devoir se réaliser sur le plan de la production ne s'effectuerait pas sur le plan de l'emploi, où l'on observerait encore une légère régression. »

8° DISPONIBILITES NATIONALES

(Comptabilisation en nature des disponibilités des principaux produits.)

Ce regroupement est réalisé dans la partie B. Présentation globale par produits essentiels.

9° DISTRIBUTION

a) Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. *Nombre des établissements* (secteur privé).

	(1950)
Commerces agricoles et alimentaires	(1) 355.079
Commerces des textiles, habillement, cuirs	(2) 105.133
Non sédentaires	99.268
Débits de boissons, tabac	214.897
Autres commerces	156.213
Total des commerces proprement dits	930.522
Hôtels, restaurants, cafés	100.127
Banques et assurances	49.296
Spectacles et production cinématographique	7.690
Hygiène	77.231
Total général	1.134.874

N. B. — Boulangeries, pâtisseries, 60.000; intermédiaires, commissionnaires ou courtiers, 30.000; auxiliaires de santé (pharmacies, herboristeries, optique), 25.000.

En 1951, le solde net des créations et suppressions d'établissements est de + 9.800.

Source: direction du commerce intérieur, I. N. S. E. E.

2. *Forme juridique des entreprises.*

Les pourcentages donnés ci-après sont établis d'après les renseignements relatifs au nombre de redevables du chiffre d'affaires. (Fichier de l'I. N. S. E. E.) Ils se rapportent au nombre d'entreprises et non pas au nombre de points de vente, et ne traduisent donc pas l'importance économique réelle des groupes (les sociétés représentent, en général, moins de 20 p. 100 des entreprises, mais ont le plus souvent plusieurs points de vente).

(1950)	PROPRIÉTÉS individuelles.	SOCIÉTÉS PRIVÉES de personnes ou par intérêts.	SOCIÉTÉS PRIVÉES coopératives.	SOCIÉTÉS PRIVÉES de capitaux ou par actions.	DIVERS autres et non déclarés.
69. Commerces agricoles et alimentaires	84,6	7,3	2,3	5,5	0,3
72. Non sédentaires	98,9	1	»	»	»
73. Matières premières, matériaux, combustibles	70	18,9	0,2	10	0,8
74. Quincaillerie, machines, véhicules	71,7	23,8	0,1	3,7	0,5
75. Textiles, habillement, cuirs	79,7	18,2	»	1,6	0,3
76. Commerces divers (1)	78,6	17,6	0,1	3	0,6
77-78. Hôtellerie et débits de boissons	95,2	3,7	»	0,3	0,7
72 à 78. Commerces non alimentaires	88,4	9,4	»	1,5	0,5

(1) Rubriques 70, 76, 79, 80, 81.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Part des sociétés: 1943 = 44 p. 100. — Fin 1950 = 45,5 p. 100. — 1951 = 20,8 p. 100. (La progression se fait surtout au profit des sociétés à responsabilité limitée.)

Source: direction du commerce intérieur.

(1) Dont 176.000 pour l'épicerie, alimentation générale.
(2) Dont 76.000 pour l'habillement et les tissus au détail.

3. *Nombre d'employés.*

Plus de 60 p. 100 des établissements commerciaux n'emploient aucun salarié en 1950. Moins de 10 p. 100 occupent plus de six salariés.

Sur le nombre total de 1.135.000 établissements, donné plus haut, 913 seulement occupent plus de 100 salariés, dont 92 plus de 500. Ces derniers établissements ne représentent donc que le 1/1000 du nombre total des commerces.

	AUCUN salarié.	DE 1 A 3 salariés.	PLUS DE 3 salariés.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Commerces non sédentaires	86,8	11,3	2,9
2. Débit de boissons, tabac	81,7	17,6	0,7
3. Récupération	66,8	24,2	9
4. Commerces non spécialisés	63,7	27,2	9,1
5. Commerces agricoles et alimentaires	62,3	34,5	3,2
6. Textiles, habillement, cuirs	60,6	34	5,4
7. Hygiène	59	37,5	3,5
8. Boulangerie, pâtisserie	58	37	5
9. Hôtellerie, restaurants, cafés	55	40,1	4,9
10. Matières premières, matériaux combustibles	42,8	43,5	3,7
11. Spectacles et production cinématographique	28	43,5	28,5
12. Banques, assurances	»	76,7	23,3
13. Commerces divers	59,8	35,2	5
14. Commerces mal désignés	51,8	39,4	9,8
Ensemble	62	29,5	8,5
Commerces au sens strict du mot (1)	65	27,2	7,8

(1) Rubriques 1, 2, 4, 5, 6, 13 et 14.

Source: direction du commerce intérieur. I. N. S. E. E.

b) Indices du chiffre d'affaires.

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

(Moyenne mensuelle.) (1950 = 100)

1. *Commerces alimentaires.*

Sociétés à succursales multiples.

	I	II	III	IV
1952...	150	143	160	150
	151			
1953...	152	avril: 159		
	1951: 124.			

N. B. — 1952: CA + 22 p. 100; prix + 11 p. 100.

Autres détaillants.

	I	II	III	IV
1952...	129	129	131	141
	132			
1953...	133			
	1951: 116			

N. B. — 1952: CA + 14 p. 100; prix + 11 p. 100.

Coopératives de consommation.

	I	II	III	IV
1952...	148	153	164	166
	158			
1953...	159	avril: 168		
	1951: 130			

N. B. — 1952: CA + 22 p. 100; prix + 11 p. 100.

Ensemble (indice pondéré).

	I	II	III	IV
1952...	135	134	140	145
	139			
1953...	(141)			
	1951: 120			

N. B. — 1952: CA + 16 p. 100; prix + 11 p. 100.

N. B. — Indice des prix de détail correspondants:

	I	II	III	IV
1952	122	120	122	124
	122			
1953	124			
	1951: 110			

Source: I. N. S. E. E.

2. *Commerces non alimentaires.*

(Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)

Moyenne mensuelle 1950 = 100.

Grands magasins Paris (6).

	I	II	III	IV
1952:	157	137	129	197
	155			
1953:	157	avril 145		
		mai 150		
	1951: 136			

N. B. — 1952: CA + 14 p. 100. — Prix: + 8 p. 100.

Province.

	I	II	III	IV
1952:	139	141	142	206
	159			
1953:	142			
	1951: 142			

N. B. — 1952: CA + 12 p. 100. — Prix: + 7 p. 100.

Textiles-habillement.

	I	II	III	IV
1952:	114	124	105	144
	122			
1953:	110			
	1951: 119			

N. B. — 1952: CA + 3 p. 100. — Prix: + 4 p. 100.

Chaussures.

	I	II	III	IV
1952:	93	144	107	151
	124			
1953:	94			
	1951: 114			

N. B. — CA + 9 p. 100. — Prix: + 6 p. 100.

Ameublement.

	I	II	III	IV
1952:	181	148	142	159
	157			
1953:	132			
	1951: 143			

N. B. — 1952: CA + 10 p. 100. — Prix: + 16 p. 100.

Droguerie-quincaillerie.

	I	II	III	IV
1952:	150	153	140	154
	150			
1953:	138			
	1951: 132			

N. B. — 1952: CA + 13 p. 100. — Prix: + 17 p. 100 (q); + 9 p. 100 (d).

Source: I. N. S. E. E.

3. *Services et divers.*

(Indice du chiffre d'affaires moyen.)

Moyenne mensuelle: 1950 = 100.

Spectacles (recettes mensuelles).

	I	II	III	IV
1952:	150	139	106	173
	142			
1953:	150	avril: 163		
		mai: 140		
	1951: 121			

N. B. — 1952: recettes: + 17 p. 100. — Prix: + 24 p. 100.

Coiffure (chiffre d'affaires moyen quotidien).

	I	II	III	IV
1952:	122	154	149	162
	147			
1953:	141			
	1951: 122			

N. B. — 1952: CA + 20 p. 100. — Prix: + 20 p. 100.

4. *Journaux* (tirage quotidien).

	I	II	III	IV
1952:	91	91	92	92
	92			
	1951: 95			
1953:	95	avril: 93		

Source: I. N. S. E. E.

c) **Evolution du commerce intérieur.**

1. *Création de fonds.*

(France entière.)

(Moyennes mensuelles.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952
1952	9.141	9.122	6.754	»	»	»	»

Actes de constitution de sociétés (Seine).

1952	569	481	394	490			
1953	491	avril: 494			294	650	484
		mai: 433					

2. *Mutations de fonds* (changements d'exploitants).

(Moyennes mensuelles.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952
1952	9.418	9.117	7.310	»	3.966	5.087	6.796 (1951)

Dont: commerces agricoles et alimentaires:

1952	2.405	2.291	1.785	»	807	1.252	2.136 (1951)

3. *Dissolution et radiation.*

Radiations de fonds.

(France entière.)

(Moyennes mensuelles.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952
1952	9.393	6.941	6.036	»	»	»	»

Acte de dissolution de sociétés: (Seine).

1952	304	222	158	228	147	247	238
1953	255	avril: 191					
		mai: 172					

I. N. S. E. E.

4. *Liquidations judiciaires.*

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952
1952	129	119	107	115	115	98	125
1953	153	avril: 147.					
		mai: 125.					

Dont: commerces agricoles et alimentaires:

1952	30	19	20	20	31	»	22
1953	23	avril: 22.					
		mai: 22.					

5. *Faillites.*

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952
1952	354	384	293	414	405	283	369
1953	445	avril: 379.					
		mai: 394.					

Dont: commerces agricoles et alimentaires:

1952	71	71	49	74	70	58	66
1953	71	avril: 66.					
		mai: 69.					

I. N. S. E. E.

10° TRANSPORTS

a) **Trafic** (tous transports).

1. *Fer* (S. N. C. F.).

Trafic voyageurs kilométrique.

(Moyenne mensuelle.)

(Millions.)

	I	II	III	IV
1952...	1.780	2.340	3.310	2.040
1953...	1.807			

Moyenne mensuelle: 1929 = 2.350.
— 1938 = 1.837.
— 1949 = 2.456.
— 1952 = 2.380.

Trafic marchandises kilométrique.

(Moyenne mensuelle.)

(Millions.)

	I	II	III	IV
1952...	3.840	3.610	3.510	3.713
1953...	3.403	avril: 3.420.		

Moyenne mensuelle: 1929 = 3.780.
— 1938 = 2.210.
— 1949 = 3.420.
— 1952 = 3.675.

Tonnages chargés et entrés chargés
(moyenne journalière des transports commerciaux).

(Moyenne trimestrielle.)

	I	II	III	IV
1952	490	469	445	496
1953	454	avril: 417.		
		mai: 410.		

Moyenne mensuelle: 1938 = 362. — 1951 = 484. — 1952 = 471.

Source: S. N. C. F. — I. N. S. E. E.

Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.

Effectif et capacité du parc de wagons.

Fin d'année.

	1938	1952	
Nombre de wagons marchandises (1.000) :			
S. N. C. F.	475	360	(— 24,2 %)
Particuliers	33	39	(+ 18,2 %)
	508	399	(— 21,5 %)
Capacité des wagons totale (1.000) :			
S. N. C. F.	8.500	7.200	(— 15,3 %)
Particuliers	700	1.000	(+ 42,8 %)
	9.200	8.200	(— 11 %)
Par wagon (tonnes) :			
S. N. C. F.	18	20	(+ 11,1 %)
Particuliers	21	21,5	(+ 16,7 %)
	(18,2) (1)	(20,8)	(+ 14,2 %)

N. B. — Nombre de wagons de moins de 15 tonnes de capacité : 110.

Chargement moyen par wagon (transports commerciaux) (tonnes) :

1938	1952	
9,03	13,7	(+ 50 %)

N. B. — Tonnes-kilomètre utiles par wagon en service.
1938 : 56.000. — 1952 : 115.000 (+ 105 %).
Source : S. N. C. F.

2. *Voies navigables.*

Trafic kilométrique total (millions de tonnes kilométriques).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	628	668	636	629
1953	560	avril : 697.		

Moyenne mensuelle : 1929 = 567. — 1938 = 629. — 1949 = 521
1952 = 640.

3. *Mer.*

Voyageurs (grande navigation).
(1.000.)

Débarquements :
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	15	26,3	17,6	15,6
1953 :	13,1			

Moyenne mensuelle : 1938 = 16,9
1949 = 16,4
1952 = 21,6

Embarquements :

	I	II	III	IV
1952 :	16,5	18,5	32,2	23,2
1953 :	13,4			

Moyenne mensuelle : 1938 = 18,6
1949 = 22,4
1952 = 23,1

Marchandises (toutes).
(1.000 tonnes.)

Débarquements :
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952 :	3.603	3.841	3.246	3.462
1953 :	3.256			

Moyenne mensuelle : 1938 = 2.989
1949 = 3.006
1952 = 3.538

Embarquements :

	I	II	III	IV
1952 :	1.782	1.819	1.833	1.849
1953 :	1.823			

Moyenne mensuelle : 1938 = 1.050
1949 = 1.266
1952 = 1.860

4. *Air* (transporteurs français).

Passagers.
(Millions voyageurs-km.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951 :	113,5	146	204	136
1952 :	124,2	172	236,4	179,7
1953 :	janv. : 138			
	fév. : 133			

Moyenne mensuelle : 1938 = 6,1. — 1949 = 110. — 1952 = (178).

Poste (Air France).
(Milliers tonnes-km.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951 :	1.207	1.306	1.282	1.480
1952 :	1.509	1.516	1.494	1.977
1953 :	janv. : 1.843			
	fév. : 1.588			

Moyenne mensuelle : 1938 = 95,4. — 1949 = 941. — 1952 = (1.624).

Fret (sans la poste).
(Milliers de tonnes-km.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951	5.277	5.880	5.066	5.135
1952	6.834	6.288	6.036	7.472
1953	janv. : 7.808			
	fév. : 7.065			

Moyenne mensuelle : 1938 = 85,3. — 1949 = 4.251. — 1952 = (6.658).
Source : I. N. S. E. E.

b) **Route** (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées :

1° *Parc routier.*

(Estimations (1.000) (1).

	1er janvier 1951	1er janvier 1952
Voitures particulières	1.550	1.766
Taxis	20,5	21,5
Véhicules utilitaires (2)	879	912,65 (2)
Autocars	23	23,4
	2.472,5	2.723,55

2° *Livraison de carburants à la clientèle civile métropolitaine.*

Essence auto, super-carburant (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	179	210	239,7	193
	44	55	74,6	56,9
1953	177	223		
	53	76		

Moyenne mensuelle : 1938 = 225 au total. — 1949 = 148. — 1952 = 205 et 57.

Gas oil (livraison au marché intérieur).
(1.000 tonnes.)
(Moyenne mensuelle.)

1952	69	85,6	96	94
1953	87	(100)		

Moyenne mensuelle : 1938 = 25,3. — 1949 = 63. — 1952 = 85.
Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

3° *Trafic.*

(Moyenne mensuelle en millions de tonnes-kilomètre.)

1938	1949	1950	1951
450	700	760	875

Source : secrétariat d'Etat aux affaires économiques (doc. des programmes). Evaluation faite d'après la consommation d'essence et l'importance du parc véhicules, 500 kg de charge utile, transports urbains exclus.

c) **Flotte marchande.**

Evolution en tonnage.

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre des navires.)

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos.	TOTAL
1er janvier :				
1929	1.300.000	170.000	1.600.000	3.870.000
1938	1.210.000	260.000	1.220.000	2.690.000 (452)
1945 (2)	1.165.557 (116)	323.178 (76)	1.244.898 (452)	2.733.638 (670)
1939 (1)	361.947	102.080	374.732	841.759
1946	Pas de statistiques (cf. août 1945).			
1947	421.446	175.191	859.091	1.456.728
1948	457.344	275.929	1.267.479	2.000.752
1949	569.392	433.909	1.421.044	2.424.345
1950	608.418	538.435	1.562.933	2.709.786
1951	708.671	612.276	1.644.662	2.965.609
1952	738.622	711.526	1.723.076	3.173.224
1953	785.000	850.000	1.760.000	3.395.000
1953 (1-4)	819.000 (89)	884.000 (114)	1.780.000 (144)	3.483.000 (747)

(1) 1er septembre.
(2) Août.

(1) Estimation de l'hebdomadaire « La Vie des transports » n° 309 du 9 février 1952.
(2) Véhicules utilitaires de plus de 1 tonne en service en octobre 1951, recensement officiel, cars, autobus, tracteurs, remorques, camions, véhicules spéciaux.

En construction et reconstruction.

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre des navires.)

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos.	TOTAL
1953 (1er avril) :				
France.....	88.000 (10)	513.000 (34)	184.000 (33)	785.000 (83)
Etranger.....	1.500 (1)	114.000 (11)	25.500(11)	141.000 (23)
Total..	89.500 (11)	627.000 (45)	209.500 (50)	926.000 (106)

N. B. — Pourcentage du tonnage de 1939 (au 1er avril 1953) : navires à passagers, 70 p. 100; cargos: 143 p. 100; pétroliers: 273 p. 100. — Total: 127 p. 100.

Source: ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

d) Trafic des différents modes de transports en 1951.

	TONNAGE transporté (millions de tonnes.)	TRAFIC (en millions de tonnes kilomètres).	INDICES du trafic 1938 = 100.	POURCENTAGES en 1951 (1). du tonnage transporté.	du trafic en tonnes-kilomètres.
Fer.....	177	45.500	170	53	72
Eau.....	49	7.500	90	15	12
Route.....	108	10.500	194	32	16
		63.500		100	100

(1) La répartition entre les trois modes de transport est différente selon qu'il s'agit du trafic en tonnes-kilomètre ou du tonnage transporté car, dans ce dernier cas, ne joue pas le problème de la distance moyenne parcourue pour la route.

Sources: ministère des affaires économiques (direction des programmes), I. N. S. E. E.

e) Indice de l'activité des transports.

L'institut d'observation économique publie des indices particuliers, calculés en unités-kilomètres, de l'activité des différents modes de transports et un indice général.

L'indice des *transports aériens* passagers est basé sur la statistique du trafic kilométrique total pour les transports français; l'indice marchandise est basé sur le trafic kilométrique du fret (toutes compagnies) et de la poste (Air France).

Pour l'indice des *transports maritimes*, l'I. O. E., retient, pour les passagers, les entrées et les sorties dans les ports (1), en distinguant grande et moyenne navigation. Pour les marchandises, un seul indice est calculé pour l'ensemble de la navigation.

Le trafic kilométrique est obtenu à partir du parcours moyen des navires français.

L'indice des *transports routiers* utilise les statistiques des ventes de gas-oil et d'essence à la clientèle civile métropolitaine. Les trafics kilométriques sont appréciés initialement à partir du tonnage utile approximatif calculé par les professionnels et du parcours moyen probable d'un camion.

L'indice des *transports par voie ferrée*, corrigé des variations saisonnières, est basé sur les statistiques du trafic kilométrique de la Société nationale des chemins de fer français, la banlieue de Paris étant exclue pour les voyageurs.

Enfin, les séries statistiques de trafic kilométrique sont retenues pour l'établissement de l'indice des transports par *voie navigable*.

L'indice général de l'activité des transports est une moyenne arithmétique des deux séries de calculs établies, l'une pour les marchandises (tonne-kilométrique), l'autre pour les passagers, méthode qui reste valable pour l'élaboration d'un indice à la valeur économique et non professionnelle. L'indice général est donc la moyenne d'un *indice marchandise*, composite des indices particuliers, air, fer, mer, route, voie d'eau, et d'un *indice passagers*, composite des indices air, fer, mer (grande navigation, moyenne navigation), route.

1949 = 100 (2).

Pondération (3).		1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I	1953 II
Marchandises:							
Air	0,05 ×	150	146	170	176		
Fer	21,8	113	109,5	109	101		
Mer	57,2						
Route	17,5						
Voie d'eau.....	3,45	138	129	124	119	(123) (4)	
Indice général marchandises	100	»	»	»	»	»	
Passagers:							
Air	3,8	146	153	169	181	»	
Fer	50,4	102,4	103,5	95	(97,7)	(oct. nov.)	
Mer (gde nav.) (5).	6	»	»	»	»	»	
Mer (moy. nav.)..	6,1	»	»	»	»	»	
Route (5).....	33,7	»	»	»	»	»	
Voie d'eau.....	»	138	129	123,6	119	124 (4)	
Indice général passagers (5).....	100	»	»	»	»	»	
Indice général.....		»	»	»	»	»	

Source: institut d'observation économique.

N. B. — Evolution annuelle (1949 = 100).

Marchandises:	1950	1951	1952	Voyageurs:	1950	1951	1952
Air	111	129	160	Air	122	136	162
Fer	95	110,5		Fer	88	96	

(1) Navigation française et étrangère, en fait.
(2) La correction des variations saisonnières est effectuée.
(3) Pondération au 1er janvier 1952.
(4) Moyenne janvier-février.
(5) Indices en cours de calcul sur la base 1949 = 100.

III. — FINANCES, CRÉDIT, MONNAIE

1° FINANCES PUBLIQUES

a) Budget de l'Etat et trésorerie.

1. *Résultats en 1951 et 1952, prévisions pour 1953.*

(Milliards de francs.)

	1951 (Résultats, J. O. 9 décembre 1952.)	1952 (Résultats provisoires au 12 mai 1953.)	1953 (Prévisions au 2 juillet 1953.)
Dépenses:			
Services civils:			
Fonctionnement	1.295	1.365	1.531,5
Equipement	153,5	157	185
	1.448,5	1.522	1.716,5
Dommages de guerre et reconstruction	365	349	332
Investissements économiques et sociaux:			
Prêts et avances	293	336	350,5
Emprunts	80	85	120
	373	421	470,5
Dépenses militaires	806	1.269	1.233
Comptes spéciaux	107	84 (En plus : 12)	62
	3.099,5	3.657	3.814
Recettes:			
Fiscalité	2.364	2.672	2.908
Aide américaine	149	195	173
	2.513	2.867	3.081
Déficit	586,5	790	733

2. *Evolution des dépenses militaires et budgétaires totales par rapport au revenu national.*

ANNÉES	DÉPENSES militaires.	DÉPENSES budgétaires totales (1).	REVENU national.	POURCENTAGE par rapport au revenu national. Dépenses militaires.	Dépenses budgétaires totales.
	(Milliards de francs.)				
1913	1,4	5,07	50	2,8	10,1
1938	29,4	99	360	8,2	27,5
1946	154	681	2.596	6	26,2
1947	203	914	3.303	6,1	27,7
1948	283	1.591	5.430	5,2	29,3
1949	377	2.047	6.640	5,7	30,8
1950	477	2.423	7.510	6,3	32,3
1951	806	2.912	9.000	9	32,3
1952 (provisoire)	1.269	3.488	10.600	12	32,9
1953 (provisoire)	1.233	3.632	10.300(?)	12	35,3

(1) Compte tenu, à partir de 1938, des dépenses d'investissement, de reconstruction et des charges de la Caisse autonome d'amortissement, intégrées dans les chiffres du budget à partir de 1950.

3. *Dette publique.*

Montant.

	DETTE INTÉRIEURE Long terme.	Court et moyen terme.	Envers les banques d'émission.	Total.	DETTE extérieure.
1938 (1)	268	137	37	442	396
Fin décembre 1949	962	990	772	2.724	1.182
Fin décembre 1950	1.016	1.155	675	2.846	1.287
Fin décembre 1951	1.044	1.319	683	3.046	1.254
Fin décembre 1952	1.258	1.664	652	3.574	1.298
Indice base 1 en 1938.	4,7	12,1	17,7	8,1	330

(1) Moyenne des fins de mois.

Charges.

	1952 (crédits votés).	1953 (prévisions).
Charges de la dette intérieure:		
Perpétuelle et amortissable	51,8	60,3
Flottante	50,9	64,3
Charges de la dette extérieure	25,6	26

Source: ministère des finances.

4. *Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs.*

(Produits budgétaires.)

	I Janvier.	Février.	Mars.	II Avril.	Mai.
	(Milliards de francs arrondis.)				
Taxes sur le chiffre d'affaires:					
Taxe à la production:					
1952	56,6	81,9	69,5	73,7	77,5
	208				
1953	52	76,3	63,1	68,3	75,7
	192,4				
Taxe sur les transactions:					
1952	15,6	20,3	17,4	18,9	19,9
	53,2				
1953	14,5	19,5	16	17,8	18,7
	50				
Total:					
1952	72,2	102,2	86,9	92,6	97,4
	261,3 (1)				
1953	66,5	95,8	80,1		

(1) Pour comparer avec 1953, il faut déduire des résultats des 5 premiers mois de 1952, environ 5,5 millions de francs, produit des taxes sur le chiffre d'affaires sur le commerce du bétail et des viandes, antérieures au 1er janvier 1952.

	I			II	
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
	(Milliards de francs arrondis.)				
Taxes uniques:					
Taxes sur les vins:					
1952	2,9	2,9	3	3,2	3,3
		8,8			
1953	2,8	3	2,8	3,3	3,2
		8,6			
Taxes sur les viandes:					
1952	(3,4)	(3,8)	(3,7) (1)	(4,1)	(3,9)
		10,9			
1953	3,6	4	4,1	4,4	4,4
		11,8			
Total:					
1952.....	(6,3)	(6,7)	(6,7)	(7,3)	(7,2)
1953.....	6,4	7	6,9	7,7	7,6
		20,3			
Contributions indirectes (2):					
1952	5	5,2	4,7	4,3	4,4
		14,9			
1953	5	5,4	5	4,4	4,4
		15,4			
Dont: alcools					
1952...	3,7	3,9	3,5	3,1	2,7
		11,1			
1953.....	3,7	3,7	3,3	2,9	3
		10,8			
Total général (3):					
1952.....	83,5	114	98	104	109
		295,5			
1953.....	78	108	92	98,2	106,5
		278			
Taxes locales:					
Taxe municipale sur les spectacles:					
1952	0,73 (4)	0,73	0,77	0,81	0,74
		2,2			
1953	0,55	1	0,79	0,85	0,79
		2,4			
Source: ministère des finances.					
1952	11,4	13,8	14,4	15,2	
1953	12,6	15,2	15	17	

Comparaison des résultats aux évaluations budgétaires en 1953.

Taxes sur le chiffre d'affaires:					
Taxe à la production.	— 2,95	— 6,2	— 7,9	— 7,7	— 8,2
		— 17,5			
Taxe sur les transactions	+ 0,52	+ 0,5	— 2	— 1,2	— 2,3
		— 1			
Total	— 2,43	— 5,7	— 9,9	— 8,9	— 10,5
		— 18			
Taxes uniques:					
Taxe sur les vins....	— 0,23	— 0,1	— 0,3	+ 0,1	— 0,075
		0,6			
Taxe sur la viande...	— 0,38	— 0,4	— 0,3	»	— 0,068
		— 1			
Total	— 0,61	— 0,5	— 0,6	+ 0,1	— 0,143
		— 1,6			

(1) Part du Trésor, d'après les chiffres du compte d'attente ouvert pour les 7 premiers mois de 1952.
(2) Boissons, alcools, vélocipèdes, garantie or et argent, etc., et monopole des poudres.
(3) Pour comparer avec 1953, il faut déduire des résultats des cinq premiers mois de 1952, environ 5,5 millions de francs, produit des taxes sur le chiffre d'affaires sur le commerce du détail et des viandes, antérieures au 1er janvier 1952.
(4) Moyenne janvier-février.

	I			II	
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
	(Milliards de francs arrondis.)				
Contributions indirectes	+ 0,24	+ 0,3	+ 0,15	— 0,04	— 0,05
		+ 0,6			
Total général:					
Mensuel	— 2,8	— 5,9	— 10,3	— 8,7	— 10,8
Cumulé ...	— 2,8	— 8,7	— 21,6	— 30,4	— 41,1

Source: ministère des finances.

Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.

(Francs courants.)

	1938	1949	1950	1951	1952
	(Milliards de francs.)				
Contributions indirectes.....	5,7	52,6	47,4	51,7	(56,2)
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production.....	9,8	479	576	800	(873)
Taxe sur les transactions.....	»	141	156	199	(219)
Tabacs	5,2	130	146	155	187

(Francs 1952.) (1)

	1938	1949	1950	1951	1952/1938
Contributions indirectes.....	149	74	60	55	
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production.....	247	671	731	848	
Taxe sur les transactions.....	»	197	198	211	
Tabacs	136	182	185	161	

Evolution des taxes sur le chiffre d'affaires en pourcentage des ressources fiscales totales.

	1938	1950	1951	1952	1953
Ressources fiscales totales (en milliards de francs).....	55,2	1.755	1.060	(2.179)	(2.600)
Part des taxes sur le chiffre d'affaires (pourcentage).....	18	42	48	(50)	(47)

Source: ministère des finances.

b) Collectivités locales.

(Situation financière à la clôture de l'exercice) (2).

(Milliards de francs.)

1. *Départements.*	1949	1950	1951	2. *Communes.*	1949	1950	1951
Recettes	155	182,5	223,5	Recettes	308	389	478
Dépenses	157	175,5	204,5	Dépenses	257	296	372
Solde	— 2	+ 7	+ 19	Solde	+ 51	+ 93	+ 106
(Situation compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés) ..	— 3,2	+ 2,7	+ 8,8	(Situation compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés) ..	+ 23	+ 46	+ 47
Dette en capital	41,4	59		Dette en capital	74	103	153

Source: ministère des finances

(1) Transformation en francs 1952 d'après la moyenne des indices des prix de gros et des prix de détail (base 100 en 1938).
(2) Année civile + période complémentaire (fin février pour les départements, fin mars pour les communes).

2° SERVICES PUBLICS

a) S. N. C. F.

1. *Recettes* (milliards de francs).

(Moyenne mensuelle.)

Voyageurs.

	I	II	III	IV
1952:	6	8,7	12,4	7,2
1953:	6,5	avril: 8,4 mai: 9,2		

Marchandises (1).

	I	II	III	IV
1952:	24	22,9	21,3	20
1953:	21	avril: 20,8 mai: 20,4		

Total (2).

	I	II	III	IV
1952:	31,2	32,4	34,9	32,4
1953:	28,7	avril: 30,2 mai: 30,9		

Indice des recettes à prix constant (3).

(Moyenne mensuelle.)

1938 = 100.

Voyageurs.

	I	II	III	IV
1952:	135	129	135	133
1953:	115	avril: 124 mai: 145		

Marchandises.

	I	II	III	IV
1952:	171	152	161	149
1953:	138	avril: 138 mai: 132		

Total.

	I	II	III	IV
1952:	163	145	150	145
1953:	139	avril: 134 mai: 135		

	1938	1949	1952
Voyageurs	0,344	5,8	8,6
Marchandises..	0,840	15,6	19,3
Total (2)...	1,237	22,2	32,4

	1949	1952
Voyageurs.....	133	133
Marchandises....	144	156
Total.....	141	150

Source: S. N. C. F.

2. *Déficits annuels.*

(Milliards de francs.)

1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
31,4	8,3	8,1	33,7	5,4	36,7	88

Subventions d'équilibre (4): 1952: 31 milliards. — 1953: 30 milliards.

b) Postes, télégraphes et téléphones.

Recettes totales: postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

Mois cumulés (en milliards de francs).

	I	II (Fin de trimestre.)	III	IV (Année entière.)
1951.....	19,5	41,1	62	85,9
1952.....	29,5	67,5	98,1	143
1953.....	32	avril: 47,2		

3° SERVICES SOCIAUX

a) Sécurité sociale.

Bilan financier global des trois législations.

(Assurances sociales, accidents du travail, prestations familiales.)

1. *Assurances sociales:*

(Milliards de francs.)

	1948	1949	1950	(1951)	(1952)
Recettes	173	216,8	234	300	384
Dépenses	140	217,1	271	344	417
Solde	+ 33	— 0,3	— 37	— 44	— 33

2. *Accidents du travail:*

Recettes	31,5	33,61	37,2	43,59	53
Dépenses	21,2	33,66	— 39,2	43,73	53
Solde.....	+ 10,3	— 0,05	— 2	— 0,14	0

(1) Marchandises détail et wagons.

(2) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

(4) A partir de 1952, les chiffres ne sont plus comparables directement à ceux des années antérieures, par suite du transfert au budget général de certaines dépenses de la Société nationale des chemins de fer français (un crédit de 60 milliards est inscrit à ce titre au budget pour 1953, mais une part en est reversée au Trésor).

(Milliards de francs.)

	1948	1949	1950	(1951)	(1952)
3. *Prestations familiales* (1):					
Recettes	133	201	222	294	393
Dépenses	147	195	216	284	353
Solde	— 14	+ 6	+ 6	+ 10	+ 40

Source: ministère du travail et de la sécurité sociale.

b) Etablissements hospitaliers.

(Résultats à la clôture de l'exercice.) (2)

1. *Recettes et dépenses.*

(Milliards de francs.)

	1949	1950	1951
Recettes	95	115	150
Dépenses	87	101	138
Solde	+ 8	+ 14	+ 12
2. *Situation* (compte tenu des restes à recouvrer et à payer).	+ 9,6	+ 13,4	+ 11
Dette en capital.....	4,4	6	8,7

Source: ministère des finances.

4° CREDIT, BANQUE, MONNAIE

a) Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contre-partie.

1. *Disponibilités monétaires.*

Comptes créditeurs (3).

(Milliards de francs.)

Montants. (Fin de trimestre.)

	I	II	III	IV
1952 :	1.838	1.902	1.926	2.033
1953 :	2.067	(2.091) (fin avril)		

31 décembre : 1949 = 1.433.
1950 = 1.530.
1951 = 1.795.

Variations. (Par trimestre.)

	I	II	III	IV
1952 :	+ 43	+ 64	+ 24	+ 107
1953 :	+ 34	+ 24 (fin avril)		

31 décembre : 1950 = + 97.
1951 = + 265.
1952 = (+ 238).

Billets en circulation.

	I	II	III	IV
1952 :	1.920	1.948	2.035	2.124
1953 :	2.128	2.127 (fin avril)		

31 décembre : 1949 = 1.301.
1950 = 1.590.
1951 = 1.883.

	I	II	III	IV
1952 :	+ 37	+ 28	+ 87	+ 89
1953 :	+ 4	— 1 (fin avril)		

31 décembre : 1950 = + 289.
1951 = + 293.
1952 = + 241.

Total.

	I	II	III	IV
1952 :	3.758	3.850	3.961	4.157
1953 :	4.195	(4.128) (fin avril)		

31 décembre : 1949 = 2.734.
1950 = 3.120
1951 = 3.678.

	I	II	III	IV
1952 :	+ 80	+ 92	+ 111	+ 196
1953 :	+ 38	+ 23 (fin avril)		

31 décembre : 1950 = + 386.
1951 = + 558.
1952 = (+ 479).

Source: Conseil national du crédit.

2. *Contre-partie des disponibilités monétaires.*

(Evolution d'ensemble.)

(Milliards de francs.)

Or et devises (4).

Montants. (Fin de trimestre.)

	I	II	III	IV
1952:	212	207	283	236
1953:	216	214		

(Fin avril.)

31/12 1949 = 154. 1950 = 467.
1951 = 279.

Variations. (Par trimestre.)

	I	II	III	IV
1952:	— 100	+ 28	+ 76	— 47
1953:	— 20	— 2		

(Fin avril.)

1950 = + 313. 1951 = — 188.
1952 = — 43.

(1) Salariés et employeurs et travailleurs indépendants.

(2) Année civile + période complémentaire de l'exercice (31 mars).

(3) Comptes courants créditeurs des entreprises et des particuliers à la Banque de France; dépôts à vue dans les banques; dépôts aux comptes courants postaux, dépôts de fonds particuliers du Trésor.

(4) Encaisse or et prêt d'or au fonds de stabilisation des changes Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P. Avances au fonds de stabilisation des changes.

Créances sur le Trésor public (1).

	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952:	1.680	1.716	1.730	1.766	+ 130	+ 36	+ 14	+ 36
1953:	1.928	1.920			+ 162	(—) 8		

(Fin avril.)

31/12 1949 = 1.397. 1950 = 1.373. 1951 = 1.550.

(Fin avril.)

1950 = — 24. 1951 = + 177. 1952 = + 216.

Crédits à l'économie.

	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952:	2.002	2.025	2.095	2.270	+ 99	+ 23	+ 70	+ 185
1953:	2.184	2.247			— 86	+ 63		

(Fin avril.)

31/12 1949 = 1.189. 1950 = 1.355. 1951 = 1.903.

(Fin avril.)

1950 = + 166. 1951 = + 548. 1952 = + 367.

Total (2).

	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1951:	3.189	3.315	3.491	3.678	+ 69	+ 126	+ 170	+ 187
1952:	3.758	3.850	3.961	4.157	+ 80	+ 92	+ 111	+ 196
1953:	4.195	4.213			+ 38	+ 23		

(Fin avril.)

31/12 1949 = 2.701. 1950 = 3.120. 1951 = 3.678.

(Fin avril.)

1950 = + 416. 1951 = + 558 1952 = + 479.

Source: Conseil national du Crédit.

N. B. — Evolution des comptes courants créditeurs.

(1) Créances de la Banque de France. Portefeuilles d'effets publics de la Banque de France et des banques. Contre-partie au Trésor des comptes courants postaux et du fonds particulier.

(2) Déduction faite des excédents des éléments passifs sur les éléments actifs des bilans des banques non retenus pour la détermination des disponibilités monétaires.

L'évolution des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un *indice de la vitesse de rotation des dépôts* rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts.} \quad \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57) obtenu par le rapport

$$\frac{33 \text{ (moyenne mensuelle des compensations)}}{58 \text{ (Dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque, est la suivante:

(1938 = 1)

	I	II	III	IV
1952:	2,24	2,18	2,14	2,15
1953:	2,08			

d) Epargne.

1. *Epargne monétaire apparente.*

Les indications présentées ci-dessous concernent l'évolution des formes recensables de l'épargne de conservation, c'est-à-dire de l'épargne tendant à la conservation des économies individuelles.

Elle comprend:

Les placements de mise en réserve du volant de trésorerie que les particuliers et les entreprises entendent conserver à titre de liquidités supplémentaires.

Les constitutions de réserves, non immédiatement disponibles, mais destinées à faire face à certains événements (décès, cessation de travail, etc., sous forme assurance-vie et capitalisation).

L'évolution de cette dernière forme d'épargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurance sur la vie ne figurera pas, cependant, dans le tableau ci-après, son établissement n'étant actuellement possible qu'annuellement. Elle est estimée, en 1949, à 12 milliards de francs en 1950, à 18 milliards de francs et, en 1951, à 20 milliards de francs investis.

	Montants (fin de trimestre).				Variations (par trimestre).			
	(Milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Dépôt dans les caisses d'épargne (1):								
1952	707	717	766	813	+ 18	+ 10	+ 49	+ 77
1953	898	913 (avril)			+ 85	+ 15 (avril)		
	31/12 1949 = 487. — 1950 = 616. — 1951 = 689.				1950 = + 129. — 1951 = +73. — 1952 = + 124.			
Dont: caisse nationale:								
1952	333	336	365	380	+ 5	+ 3	+ 29	+ 15
1953	417	avril: 425 mai: 425			+ 37	avril: + 6 mai: + 2		
	31/12 1949 = 233. — 1950 = 294. — 1951 = 328.				1950 = + 61. — 1951 = + 34. — 1952 = + 52.			
Caisses privées:								
1952	374	381	410	433	+ 13	+ 7	+ 29	+ 23
1953	481	490 (avril)			+ 48	+ 9 (avril)		
	31/12 1949 = 254. — 1950 = 322. — 1951 = 361.				1950 = + 68. — 1951 = + 39. — 1952 = + 72.			

(1) Non compris les intérêts capitalisés de la caisse nationale.

Source: Conseil national du crédit.

Excédent (+) *ou déficit* (—) *des versements sur les remboursements.*

(Caisse nationale et caisses ordinaires.)

	Moyenne hebdomadaire. (Milliards de francs.)					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Caisse:						
1952	+ 15,8	+ 3,2	— 5	+ 2,7	+ 3,9	+ 3,8
		+ 4,7			+ 3,5	
1953	+ 36,2	+ 20,7	+ 14,3	+ 14,6		

Moyenne mensuelle: 1950 = 0. — 1951 = + 4,7. — 1952 = + 8,7.

Source: Conseil national du crédit.

	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS (Par trimestre.)			
	(Milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Bons du Trésor sur formule (1) et bons de la défense nationale:								
1952	439	461	463	484	+ 25	+ 22	+ 20	+ 21
1953	516				+ 32			
	31/12 1949 = 281. — 1950 = 338. 1951 = 411.				1950 = + 57. — 1951 = + 76. 1952 = + 70.			
Dépôts à échéance dans les banques:								
1952	92	88	91	98	+ 12	— 4	+ 3	+ 7
1953	108				+ 10			
	31/12 1949 = 38. — 1950 = 60. 1951 = 80.				1950 = + 22. — 1951 = + 20. 1952 = + 18.			
Total de l'épargne monétaire:								
1952	1.238	1.266	1.320	1.395	+ 55	+ 28	+ 54	+ 75
1953	1.522				+ 127			
	31/12 1949 = 793. — 1950 = 1.014. 1951 = 1.183.				1950 = — 221. — 1951 = + 169. 1952 = + 212.			

(1) Placés dans le public et non encore échus.
Source: Conseil national du crédit.

2. *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

Cette épargne est égale au total des *souscriptions nouvelles du public*, en numéraire, aux émissions de valeurs mobilières. On trouvera ci-après les seules émissions d'actions et obligations.

	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	(Milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Actions et obligations:								
Actions émises contre espèces (1):								
1951	5,2	9,3	8,6	18,8	— 0,6	+ 4,1	— 0,7	+ 10,2
	42							
1952	16,4	18,6	12,7	18,3	— 2,4	+ 2,2	— 5,9	+ 5,6
	66							
	1938 = 1,5. — 1948 = 39,4. — 1949 = 39. 1950 = 30,5.				1949 = — 0,4. — 1950 = — 8,5. 1951 = + 11,5. — 1952 = + 24.			
Obligations:								
1951	5,5	16,3	3	19,6	— 10,9	+ 10,8	— 13,3	+ 16,6
	44,5							
1952	19,8	0,075	2,2	26,5	+ 0,2	— 19,7	+ 2,1	+ 24,3
	49							
	1938 = 1,3. — 1948 = 13,2. — 1949 = 28,1. 1950 = 37,8.				1949 = + 14,9. — 1950 = + 9,7. 1951 = + 6,7. — 1952 = + 4,5.			
Dont: sociétés privées (obligations) (2):								
1951	2,1	3,3	3	10,6	— 9,2	+ 1,2	— 0,3	+ 7,6
	19							
1952	3,8	0,075	2,2	8,8	— 6,8	— 3,7	+ 2,1	+ 6,6
	15							
	1938 = 0,5. — 1948 = 10,3. — 1949 = 13,8. 1950 = 18,7.				1949 = + 3,5. — 1950 = + 5,1. 1951 = + 0,3. — 1952 = — 4.			
Total (actions et obligations) (3):								
1951	10,7	25,6	11,9	38,4	— 11,5	+ 14,9	— 13,7	+ 26,5
	86,5							
1952	36,2	18,7	14,9	45	— 2,2	— 17,5	— 3,8	+ 30
	115							
	1938 = 2,8. — 1948 = 52,6. 1949 = 67,1. — 1950 = 68,3.				1949 = + 14,5. — 1950 = + 1,2. 1951 = + 18,2. — 1952 = + 28,5.			

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.
(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.
(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées, exclus.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

	MONTANTS (Par trimestre.) (Milliards de francs.)				VARIATIONS			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Collectivités locales et groupements de sinistrés:								
1951	1,6	0,13	4,9	0,3	— 0,4	— 1,5	+ 4,8	— 4,9
		7						
1952	»	0,15	0,007	0,02	»	+ 0,15	— 0,14	+ 0,013
		2						
	1938 = 1,63. — 1950 = 24,6.				1951 = — 17,6. — 1952 = — 5.			
Emprunts du Trésor à long et à moyen terme (1):								
1951	»	»	»	»	»	»	»	»
1952	»	195 (2)	»	»	27	»	+ 195	»	+ 22
		217						
	1938 = 7,5. — 1950 = 30,7.				1951 = — 30,7. — 1952 = + 217.			
Sociétés à responsabilité limitée:								
Versements approximatifs en espèces (3):								
1951	2	1,15	1,1	1,8	+ 0,7	— 0,85	— 0,05	+ 0,7
		6,1						
1952	2,2	2,2	1,7	1,3	+ 7,5	»	— 0,5	— 0,4
		7,4						
	1950 = 9,7.				1951 = — 3,6. — 1952 = + 1,3.			
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier.								
1951	14,3	26,9	17,9	40,5	— 10,3	+ 12,6	— 9	+ 22,6
		99,6						
1952	38,2	216	16,6	69	— 4,3	+ 180	— 200	+ 52
		341						
	1950 = 133,3.				1951 = — 33,7. — 1952 = + 241.			

(1) Bons de la défense nationale à intérêt progressif de 5 ans au plus: souscriptions du public: 43 milliards (pour mémoire).
(2) Montant total: 428 milliards.
(3) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E

3. *Evolution annuelle.*

(1949—1952) (Source: Conseil national du crédit).

Epargne monétaire apparente:	1949	1950	1951	(1952)
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	90	124	74	124
Bons du Trésor placés dans le public (excédent des souscriptions sur les remboursements (1)	30	57	80	71
Augmentation des dépôts à échéance dans les banques	20	22	24	18
Epargne investie au cours de l'année par l'intermédiaire des compagnies d'assurances-vie et capitalisation (2)	12	18	23	25
	152	221	201	238

Epargne nette investie en valeurs mobilières:

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

(1) Il est admis que toutes les catégories de bons du Trésor sur formules étaient placées dans le public.

(2) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

	1949	1950	1951	(1952)
	(En milliards de francs.)			
(A) *Epargne apparente investie sur le marché financier.*				
Valeurs à revenu fixe et indexé.				
Secteur public et semi-public:				
1. Etat	108 (rente 5 %)	31 (crédit national - P. T. T.)	»	228
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés.	0,7	25	7	2
3. Entreprises nationalisées	14,3	15,5	24	(1) 31
4. Caisse nationale de crédit agricole	»	3,5 (argent frais)	12	»
5. Crédit foncier	4	8		8
Totaux	127	83,00	43	269
Secteur privé:				
Obligations industrielles	9,8	10,7	11	7
Totaux des valeurs à revenu fixe	136,8	93,70	54	276

(1) Charbonnages (13,5); électricité (17,5).

	1949	1950	1951	(1952)
	(En milliards de francs.)			
Valeurs à revenu variable.				
Actions (souscription directe de l'Etat exclue)..	41	31	44	67
Parts de sociétés à responsabilité limitée.....	9	9,7	6	7
Totaux.....	50	40,7	50	74
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières	186,8	134,3	104	350
A déduire:				
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis	13	12	13	15
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation).....	8	1	»	
Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations.	45	18	5	52
	66	31	18	67

(B) *Epargne nette investie.*

Epargne apparente.....	187	135	104	350
Déductions	— 66	— 31	— 18	— 67
	121	104	86	283

La diminution observée de 17 milliards a affecté à peu près également le secteur public et le secteur privé en 1950.

En 1951, la réduction de 18 milliards concerne le seul secteur public, les émissions du secteur privé passant de 51 milliards en 1950 à 61 milliards de francs en 1951.

En 1952, l'augmentation très importante de l'épargne nette investie sur le marché financier, soit plus 197 milliards de francs, a porté presque entièrement sur les émissions du secteur public et semi-public.

4. *Epargne totale recensable.*

(Epargne monétaire apparente plus épargne nette investie.)

	1949	1950	1951	1952
	(En milliards de francs.)			
Epargne directement investie par le public en bons du Trésor.....	30	57	30 (+ 50 en bons de la défense nationale): = 80	71
Epargne collectée par divers organismes de placement (caisses d'épargne, banques pour ce qui concerne les dépôts à échéance, compagnies d'assurances-vie)	122	164	121	167
Epargne nette investie directement par le public sur le marché financier.	121	104	86	283
	273	325	287	521

De 1949 à 1950, augmentation de 52 milliards, soit près de 20 p. 100, soit encore 4,3 p. 100 du revenu national en 1950 contre 4 p. 100 en 1949. Mais il n'y a pas de progrès sensible si l'on tient compte de la hausse des prix et, en valeur réelle, les résultats représentent environ 50 p. 100 seulement de l'épargne collectée en 1938 par les mêmes moyens.

En 1951, il y a réduction de 14 p. 100, par rapport à 1950, de l'épargne totale recensable, qui ne représente que 2,8 p. 100 environ du revenu national (4,3 p. 100 en 1950).

En 1952, le progrès apparent est de 82 p. 100 par rapport à 1951 et de 68 p. 100 en tenant compte de la variation des prix; l'épargne totale recensable représenterait environ 5 p. 100 du revenu national contre 2,8 p. 100 en 1951.

Source: Conseil national du crédit.

c) Crédit.

1. Total général des crédits utilisés (crédits consentis et en cours en fin de trimestre) *par les entreprises privées ou nationalisées.*

	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS			
	(Milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Crédits bancaires aux entreprises (1):								
1952	2.025	2.044	2.113	2.270	+ 77	+ 19	+ 69	+ 157
1953	2.171							
	31/12/1950 = 1.409. — 1951 = 1.948.				1951 = + 539. — 1952 = + 322.			
Autres crédits connus (2):								
1952	286	303	321	356	+ 29	+ 17	+ 18	+ 35
1953	402							
	31/12/1950 = 165. — 1951 = 237.				1951 = + 92. — 1952 = + 99.			
Total général des crédits utilisés:								
1952	2.311	2.347	2.434	2.626	+ 106	+ 36	+ 87	+ 192
1953	2.573				— 53			
	31/12/1950 = 1.574. — 1951 = 2.205.				1951 = + 631. — 1952 = + 421.			

(1) Dont: Effets de mobilisation de crédits à moyen terme conservés par le Crédit national et la caisse des dépôts:

	Montants (fin de trimestre).				Variations (milliards de francs).			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952:	23	19	18	12	— 22	— 4	— 1	— 6
1953:								

(2) Crédits directs consentis par certains instituts publics de crédit (Crédit national notamment) sur fonds propres ou dotations et crédits directs déclarés au service central des risques et correspondant à des prêts consentis par des établissements financiers et des concours aux entreprises métropolitaines accordés par des établissements bancaires situés outre-mer.

2. *Analyse des crédits utilisés.*

	MONTANTS (Fin de trimestre.) (Milliards de francs.)				VARIATIONS (Milliards de francs.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Crédits autorisés:								
1952	2.698	2.808	3.042	3.257	+ 176	+ 110	+ 234	(+ 215)
1953	3.353							
	31/12/1950 = 1.899. — 1951 = 2.522.				1951 = + 623. — 1952 = + 735.			
Pourcentage d'utilisation:								
Rapport des crédits recensés aux crédits autorisés:								
1952	66,8 %	63,7 %	64,2 %	64,9 %				
1953	62,5 %							
	31/12/1950 = 63,8 %. — 1951 = 67,9 %.							
Cautions et aval:								
Autorisations:								
1952	395	413	415	433	+ 37	+ 18	+ 2	+ 18
1953	453				+ 29			
	31/12/1950 = 311. — 1951 = 358.				1951 = + 47. — 1952 = + 75.			
Utilisations:								
1952	271	278	270	297	+ 37	+ 7	+ 8	+ 27
1953	316							
	31/12/1950 = 210. — 1951 = 234.				1951 = + 24. — 1952 = + 63.			
Pourcentage d'utilisation:								
1952	68,6 %	67,3 %	65,1 %	68,5 %				
1953	69,7 %							
	31/12/1950 = 67,5 %. — 1951 = 65,3 %.							
Nombre de bénéficiaires:								
1952	49.284	51.307	52.306	52.957	+ 3.453	+ 2.023	+ 999	+ 651
1953	55.993							
	31/12/1950 = 38.117. — 1951 = 4.583.				1951 = + 766. — 1952 = + 712.			
Evolution des crédits utilisés selon leur objet économique:								
Crédits à objet non identifié:								
1952	375	409	328	350	— 34	+ 34	— 81	+ 22
1953	314				— 34			
	31/12/1950 = 307. — 1951 = 409.				1951 = + 102. — 1952 = — 59.			
Crédits à objet identifié:								
1952	1.936	1.938	2.106	2.276	+ 140	+ 2	— 168	+ 170
1953	2.573				+ 297			
	31/12/1950 = 1.267. — 1951 = 1.796.				1951 = + 529. — 1952 = + 480.			
Dont:								
Financement de la production et des échanges:								
Investissements:								
1952	555	585	660	728	+ 68	+ 30	+ 75	+ 68
1953	765				+ 37			
	31/12/1950 = 327. — 1951 = 487.				1951 = + 161. — 1952 = + 241.			
Industrie et commerce:								
1952	1.301	1.193	1.209	1.294	+ 33	— 11	+ 16	+ 85
1953	1.251				— 43			
	31/12/1950 = 691. — 1951 = 1.171.				1951 = + 480. — 1952 + + 123.			
Activités agricoles:								
1952	146	123	197	204	— 1	— 23	+ 74	+ 7
1953	194				— 10			
	1951 = 147.				1952 = + 57.			
Activités sarroises:								
1952	35	39	45	50	— 1	+ 4	+ 5	+ 5
1953	49				— 1			
	31/12/1950 = 28. — 1951 = 35.				1951 = + 7. — 1952 = + 15.			
Evolution par branche d'activité des crédits à objet identifié:								
Charbon, énergie, transports:								
Crédits d'investissements:								
1952	128	121	144	166	+ 17	— 7	+ 23	+ 23
1953	164				— 2			
	31/12/1950 = 96. — 1951 = 111.				1951 = + 15. — 1952 = + 55.			

	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS			
	(Milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	113	112	126	138	+ 2	— 1	+ 14	+ 12
1953	125				— 13			
	31/12/1950 = 86. — 1951 = 111.				1951 = + 25. — 1952 = + 27.			
Ensemble:								
1952	241	233	270	304	+ 19	— 8	+ 37	+ 34
1953	289				— 15			
	31/12/1950 = 182. — 1951 = 222.				1951 = + 40. — 1952 = + 82.			
Construction, travaux publics:								
Crédits d'investissements:								
1952	18	19	20	22	+ 1	+ 1	+ 1	+ 2
1953	23				+ 1			
	31/12/1950 = 14. — 1951 = 18.				1951 = + 4. — 1952 = + 4.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	77	88	88	87	+ 2	+ 11	»	— 1
1953	82				— 5			
	31/12/1950 = 51. — 1951 = 75.				1951 = + 24. — 1952 = + 12.			
Ensemble:								
1952	95	107	108	109	+ 2	+ 12	+ 1	+ 1
1953	105				— 4			
	31/12/1950 = 65. — 1951 = 93.				1951 = + 28. — 1952 = + 16.			
Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques:								
Crédits d'investissements:								
1952	179	166	187	205	+ 14	+ 7	+ 21	+ 18
1953	217				+ 12			
	31/12/1950 = 101. — 31/12/1951 = 145.				1951 = + 44. — 1952 = + 60.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	330	359	373	405	+ 27	+ 29	+ 14	+ 32
1953	379				— 26			
	31/12/1950 = 202. — 1951 = 303.				1951 = + 101. — 1952 = + 102.			
Ensemble:								
1952	489	525	560	610	+ 41	+ 36	+ 35	+ 50
1953	596				— 14			
	31/12/1950 = 303. — 1951 = 418.				1951 = + 145. — 1952 = + 192.			
Textiles:								
Crédits d'investissements:								
1952	14	16	17	17	+ 4	+ 2	+ 1	—
1953	18				+ 1			
	31/12/1950 = 7. — 1950 = 10.				1951 = + 3. — 1951 = + 7.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	183	162	160	154	+ 16	— 21	— 2	— 6
1953	163				+ 9			
	31/12/1950 = 119. — 1951 = 167				1951 = + 48. — 1952 = — 13.			
Ensemble:								
1952	197	178	177	171	+ 20	— 19	— 1	— 6
1953	181				+ 16			
	31/12/1950 = 126. — 1951 = 177.				1951 = + 51. — 1952 = — 6.			
Produits chimiques:								
Crédits d'investissements:								
1952	42	48	50	53	+ 5	+ 6	+ 2	+ 3
1953	53				—			
	31/12/1950 = 27. — 1951 = 37.				1951 = + 10. — 1952 = + 16.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	121	120	117	124	+ 5	— 1	— 3	+ 7
1953	121				— 3			
	31/12/1950 = 71. — 1951 = 116.				1951 = + 45. — 1952 = + 8.			
Ensemble:								
1952	163	168	167	177	+ 10	+ 5	— 1	+ 10
1953	174				— 3			
	31/12/1950 = 98. — 1951 = 153.				1951 = + 55. — 1952 = + 24.			

	MONTANTS (Fin de trimestre.) (Milliards de francs.)				VARIATIONS (Milliards de francs.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Cuir, papier, bois:								
Crédits d'investissements:								
1952	6	10	11	11	+ 2	+ 2	+ 1	—
1953	11				—			
	31/12/1950 = 5. — 1951 = 6.				1951 = + 1. — 1952 = + 5.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	91	81	81	82	+ 4	— 10	—	+ 1
1953	85				+ 3			
	31/12/1950 = 54. — 1951 = 87.				1951 = + 33. — 1952 = — 5.			
Ensemble:								
1952	99	91	92	93	+ 6	— 8	+ 1	+ 1
1953	96				+ 3			
	31/12/1950 = 59. — 1951 = 93.				1951 = + 34. — 1952 = —			
Commerces non spécialisés:								
Crédits d'investissements:								
1952	2	2	3	4	•	•	+ 1	+ 1
1953	5				+ 1			
	31/12/1950 = 2.				1952 = + 2.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	82	75	69	76	+ 8	— 7	— 6	+ 7
1953	80				+ 4			
	31/12/1951 = 74.				1952 = + 2.			
Ensemble:								
1952	84	77	72	80	+ 8	— 7	5	8
1953	85				+ 5			
	31/12/1951 = 76.				1952 = + 8.			
Agriculture et transformation des produits agricoles:								
Crédits d'investissements:								
1952	133	142	150	157	+ 13	+ 9	+ 8	+ 7
1953	164				+ 7			
	31/12/1951 = 120.				1952 = + 37.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	116	128	197	104	— 1	— 23	+ 74	+ 7
1953	194				— 10			
	31/12/1951 = 147.				1952 = + 57.			
Ensemble:								
1952	279	265	347	361	+ 12	— 14	+ 82	+ 14
1953	358							
	31/12/1951 = 267.				1952 = + 94.			
Etablissements financiers et activités diverses:								
Crédits d'investissements:								
1952	11	12	24	15	+ 1	+ 1	+ 12	+ 9
1953	16				+ 1			
	31/12/52 = 10.				1952 = + 5.			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1952	52	53	56	63	•	•	+ 3	+ 7
1953	67				+ 4			
	31/12/51 = 53.				1952 = + 10.			
Ensemble								
1952	64	65	80	78	+ 1	+ 1	+ 15	— 2
1953	83				+ 5			
	31/12/51 = 63.				1952 = + 13.			

Source: Conseil national du crédit.

d) **Banque de France.**

1. *Situation mensuelle des principaux postes du bilan* (1).

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET
ACTIF	(Milliards de francs.)						
Réserves or, change:							
1952	213,6	212,6	206,6	212	214	216	217
1953	231	216,3	216,5	216,7	214,6	214,9	210
Encaisse-or:							
1952	191,4	191,4	191,4	191,4	191,4	191,4	191,4
1953	200,2	200,2	200,2	200,2	200,2	200,2	200,2
Prêt d'or au fonds de stabilisation:							
1952	»	»	»	8,7	8,7	8,7	8,7
1953	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs U. E. P.:							
1952	22,2	21,2	15,2	11,8	13,9	15,8	16,8
1953	30,8	16,1	16,3	16,5	14,4	14,7	9,4
Créances sur l'Etat:							
1952	717,5	692,9	663,1	677,5	670	658	650
1953	658	667,5	704,3	767	750	747	786
Avances provisoires:							
1952	166,6	166,8	175	172,5	170,2	173,3	170
1953	173,9	187,5	199,3	200	199,2	199,9	306
Avances au fonds de stabilisation:							
1952	64,9	46,1	2,1	»	»	»	»
1953	4,1	»	»	»	»	»	»
Autres avances (2):							
1952	486	486	486	505	500	485	480
1953	480	480	505	567	550,5	547	480
Crédit à l'économie:							
1952	1.026,1	1.082,1	1.141,2	1.152,5	1.154	1.144	1.150
1953	1.309,5	1.250,4	1.261	1.229,6	1.295	1.283	1.316
Escompte:							
1952	790,4	819,5	877,9	862	856	874	879
1953	1.021	973,7	981	958	986	988	1.002
Effets négociables achetés:							
1952	217,3	240,1	243,4	272	277	250	249
1953	264,7	253,8	256	248	283	272	290
Avances à 30 jours sur effets publics:							
1952	18,4	22,5	19,9	18,5	21	20,4	22,4
1953	23,8	22,9	24	23,6	25,7	23,5	24,4
PASSIF							
Engagement à vue:							
1952	2.026,8	2.079,9	2.070,6	2.092	2.074	2.064	2.081
1953	2.233,9	2.203,4	2.224	2.268	2.295	2.296	2.374
Billets en circulation:							
1952	1.874,1	1.866,5	1.895,6	1.923	1.916	1.916	1.950
1953	2.110,4	2.083,6	2.101	2.137	2.119	2.090	2.148
Comptes courants créditeurs:							
1952	152,7	183,4	175	169	158	145	131
1953	123,5	119,8	123	138	176	206	226

(1) Situation du premier bilan du mois.

(2) Bons du Trésor négociables (engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque de Belgique). — Bons négociables de la caisse autonome (1952). — Prêts sans intérêts à l'Etat. — Avances d'occupation. — Bons du Trésor achetés (lois du 23 janvier, du 25 mars et du 29 mai 1953).

Source: Banque de France.

2. *Variation mensuelle ou trimestrielle des principaux postes du bilan* (1).

	I			II		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
	(Variations en milliards de francs.)					
Actif:						
Réserves or-change:						
1952.....	— 1	— 6	+ 5,3	+ 2	+ 2	+ 1
		— 1,7			+ 5	
1953.....	— 14,7	+ 0,2	+ 0,2	— 2,1	+ 0,3	— 5
		— 14,3			+ 7	
Encaisse-or:						
1952.....	»	»	»	»	»	»
		0				
1953.....	»	»	»	»	»	»
		0				
Prêt d'or au fonds de stabilisation:						
1952.....	»	»	+ 8,7 (2)	»	»	»
		+ 8,7				
1953.....	»	»	»	»	»	»
		0				
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.:						
1952.....	— 1	— 6	— 3,4	+ 2	+ 1,9	+ 1
		— 10,4			+ 5	
1953.....	— 14,7	+ 0,2	+ 0,2	— 2,1	+ 0,3	— 5,3
		— 14,3			— 7	
Créances sur l'Etat:						
1952.....	— 24,6	— 20,8	+ 14,4	— 7,5	— 12	— 8
		— 40			— 27,5	
1953.....	+ 9,5	+ 36,8	+ 62,7	— 17	— 3	+ 39
		+ 109			+ 19	
Avances provisoires:						
1952.....	+ 0,2	+ 8,2	— 2,5	— 2,3	+ 3,1	— 3.3
		+ 5,9			— 2,5	
1953.....	+ 13,6	+ 11,8	+ 0,7	— 0,8	+ 0,7	+106
		+ 26,1			+ 106	
Avances au fonds de stabilisation:						
1952.....	— 18,8	— 44	— 2,1	»	»	»
		— 64,9				
1953.....	— 4,1	»	»	»	»	»
		— 4,1				
Autres avances:						
1952.....	»	»	+ 19	— 5	— 15	— 5
		+ 19			— 25	
1953.....	»	+ 25	+ 62	— 16,5	— 3,5	— 67
		+ 87			— 87	
Crédit à l'économie:						
1952.....	+ 56	+ 59,1	+ 11,3	+ 1,5	— 10	+ 6
		+ 126,4			— 2,5	
1953.....	— 59,1	+ 10,6	— 31,4	+ 65	— 12	+ 33
		— 79,9			+ 86	

(1) Evolution de chaque mois ou de chaque trimestre constatée au premier bilan du mois ou du trimestre (1er jeudi).

(2) Un prêt d'or de 8.740 millions de francs a été consenti au fonds le 13 mars 1952.

	I			II		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
	(Variations en milliards de francs.)					
Escompte:						
1952.....	+ 29,1	+ 58,4	— 15,9	— 6	+ 18	+ 5
		+ 71,4			+ 17	
1953.....	— 47,3	+ 7,3	— 23	+ 28	+ 2	+ 14
		— 63			+ 44	
Effets négociables achetés:						
1952.....	+ 22,8	+ 3,3	+ 28,6	+ 5	— 27	— 1
		+ 54,7			— 23	
1953.....	— 10,9	+ 2,2	— 8	+ 35	— 11	+ 18
		— 17,7			+ 42	
Avances à 30 jours sur effets publics:						
1952.....	+ 4,1	— 2,6	— 1,4	+ 2,5	— 0,6	+ 2
		+ 0,1			+ 4	
1953.....	— 0,9	+ 1,1	— 0,4	+ 2,1	— 2,2	+ 0,9
		— 0,2			+ 0,8	
Passif:						
Engagements à vue:						
1952.....	+ 23,1	+ 20,7	+ 21,4	— 18	— 13	+ 20
		+ 65,2			— 11	
1953.....	— 30,5	+ 30,6	+ 44	+ 27	+ 1	+ 78
		+ 95,1			+ 106	
Billets en circulation:						
1952.....	— 7,6	+ 29,1	+ 27,4	— 7		+ 34
		+ 48,9			+ 27	
1953.....	— 26,8	+ 17,4	+ 36	— 18	— 29	+ 58
		+ 26,6			+ 11	
Comptes courants créditeurs:						
1952.....	+ 30,7	— 8,4	— 6	— 11	— 13	— 14
		+ 16,3			— 38	
1953.....	— 3,7	+ 3,2	+ 8	+ 45	+ 30	+ 20
		+ 7,5			+ 95	

Source: Banque de France.

e) Crédit agricole.

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre, milliards de francs.)			
1 Soldes des dépôts:				
A vue:				
1952	115	107	136	127
1953	130	(133,4) (1)		
Fin 1951: 109,6.				
A échéance:				
1952	3,2	3,9	4,6	5,7
1953	6,8	(7,3) (1)		
Fin 1951: 2,6.				
2 Bons à 5 ans: montant, depuis l'origine des souscriptions:				
1952	22	22,7	23,4	21,3
1953	25,7	(26,1) (1)		
Fin 1951: 21,4.				
3 Soldes des prêts:				
A court terme:				
1952	131,5	119	176	187
1953	177	(168) (1)		
Fin 1951: 134.				
A moyen terme:				
1952	65,5	69	71,6	72,7
1953	73,8	(75,1) (1)		
Fin 1951: 58,6				

(1) 30 avril.

	I	II	III	IV
		(Fin de trimestre, milliards de francs.)		
A long terme:				
Individuels:				
1952	9,4	11,1	12	12,4
1953	12,7	(12,9) (1)		
Fin 1951: 9,1.				
Collectifs:				
1952	35,8	38,4	42,6	47,6
1953	52,3	(53,9) (1)		
Fin 1951: 30,8.				
(Dont électrification rurale):				
1952	11,6	12,7	14	15,4
1953	16,4	(16,4) (1)		
Fin 1951: 9,1.				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1952	6,8	7,8	8,9	9,8
1953	11,2	(11,5) (1)		
Fin 1951: 5,65.				

Source: ministère de l'agriculture.

f) Franc.

1. *Définition du franc.*

Evolution depuis 1914.

	POIDS D'OR du franc (en milligr. à 900/1.000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal	322,58	5,18	25,22
25 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,21
Février 1934, après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,14	124,14
5 mai 1938. — Franc Daladier	—	36	179
12 novembre 1938. — Franc Reynaud	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération	—	49,627	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer	(4,69)	214,392	864
17 octobre 1948. — Franc Queuille	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche)	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche	(2,87)	350	980

2. *Pouvoir d'achat du franc.*

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros, ou de détail, depuis 1914, en raison des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer, soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952) sur la base des variations des prix de détail, et, d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

(1) 30 avril.

1914-1952: base (prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives* en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

	INDICE des prix de détail.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants. En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.520	0,86	0,0086	1,51
1949	12.880	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).

1938-1952: base (moyenne des prix de gros et détail).

	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants. En francs 1938.	En francs 1951.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.
(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,06, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

5° INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

a) Evolution 1947-1952.

1. *Montant global des investissements publics et privés et de la reconstruction* (France et outre-mer).

Evaluation en milliards de francs (1).

	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (provis.)
Métropole (2)	437	842	1.109	1.200	1.650	1.820
Afrique du Nord	32	63	130	170	205	220
Autres territoires d'outre-mer			49	66	85	100
Total	469	905	1.288	1.436	1.940	2.140

Estimation:
(1) Travaux réalisés, frais et charges financiers (travaux de réparation des dommages de guerre inclus pour les entreprises nationales).
(2) Sarre non comprise.

Répartition métropole outre-mer en pourcentage.

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
Métropole	93,2	93,1	86,2	83,6	85,1	85,1
Outre-mer	6,8	6,9	13,8	16,4	14,9	14,9

Ministère des finances et des affaires économiques.
Source: commission des investissements.

2. *Volume réel des investissements et de la reconstruction.*

Evolution à prix constants.

Cette évaluation est établie sur la base des prix moyens de 1949 et à partir de l'étude des variations de prix de certaines catégories de matériel et de travaux d'équipement. Elle ne permet de retenir que l'évolution globale des dépenses d'investissements, toutes réserves devant être faites sur la valeur absolue des chiffres.

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Métropole	874	957	1.109	1.121	1.195	1.159
Outre-mer	64	71	179	220	210	202
Total	938	1.028	1.288	1.341	1.405	1.361

Evolution en *indices* des investissements et de la reconstruction dans la métropole.
(1949 = 100.)

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Indices des prix des biens d'équipement	50	88	100	107	138	157
Indice d'investissement	78,8	86,2	100	101	107,7	104,5

Source: ministère des finances (commission des investissements).

3. *Répartition des investissements réalisés dans la métropole.*

(Investissements et reconstruction).

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(Milliards de francs courants.)					
Energie	78	161,5	213	237	256	270
Transports et télécommunications	130,5	189,5	195	165	198	200
Agriculture	38,5	106	114	145	180	190
Industrie et commerce	78	126	221	241	492	525
Etat et collectivités locales	43	56	94	107	74	75
Logement et urbanisme	69	213	272	305	450	560
Total	437	842	1.109	1.200	1.650	1.820

4. *Moyens de financement.*

Evolution d'ensemble (métropole—outre-mer).

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(Milliards de francs.)					
Montant global:						
Francs courants	469	905	1.288	1.436	1.940	2.140
Francs constants (1949)	938	1.028	1.288	1.341	1.405	1.361
Part des fonds publics métropolitains:						
Francs courants	242	528	786	831	800	885
Francs constants	484	600	786	777	580	563
Pourcentage	51,6	58,3	61	57,8	41,2	41,3

Source: Commission des investissements.

Financement des investissements et de la reconstruction dans la métropole.

(Approximations.)

	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(Milliards de francs arrondis.)					
Fonds publics:						
Crédits et subventions budgétaires	78,3	86	106	95	120	140
Ministère ou caisse autonome de la reconstruction	104,3	162	267	264	264	272
Fonds de modernisation et d'équipement	»	170	222	280	196	207
Comptes speciaux du Trésor	53	101	114	110	97	123
Total	236	499	709	749	(2) 675	742
Crédits:						
Prêts des organismes spécialisés (1)	20	33,5	42	68	94	118
Crédits bancaires à moyen terme	61	34	53	23	48	136
Total	81	67,5	95	91	142	254
Emissions:						
Actions	27	25	40	37	46	57
Obligations	37	20,5	10	33	43	37
Total	64	45,5	50	70	89	94
Autofinancement	56	230	246	315	(3) 727	720
(Ajustement)		(+ 10)	(+ 25)		(+ 17)	
Totaux	437	842	1.109	1.200	1.650	1.820
Pourcentages approximatifs.						
Fonds publics	54	59	64	60	40,9	40,7
Crédits	18,6	8	9	7	9,1	14,6
Emissions	14,6	5,4	4,5	5,1	6	5,3
Autofinancement	12,8	27,3	22,5	27,9	44	39,5
	100	100	100	100	100	100
Fonds publics	57,3	59,2	64	60	40,9	40,7
Autres ressources	46,3	40,8	36	40	59,1	59,3
	100	100	100	100	100	100

Financement des investissements et de la reconstruction outre-mer.

	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (Prov.)
	(Milliards de francs.)					
Ressources d'origine métroplitaine:						
Fonds publics:						
AN	5,7	29,3	12,4	60,8	53,2	54
T. O. M.-D. O. M.			34,2	49,6	71,3	88,9
			76,6	110,4	124,5	142,9

Source: Commission des investissements.
(1) Caisse des dépôts et consignations: Crédit national, Crédit foncier, Caisse centrale de la France d'outre-mer.
(2) Chiffre rectifié à 720 milliards dans le 5e rapport de la commission des investissements.
(3) Chiffre rectifié à 335 milliards dans le 5e rapport de la commission des investissements.

	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (1 rev.)
	—	—	—	—	—	—
			(Milliards de francs.)			
Prêts (organismes semi-publics de crédit):						
AN	6,6	12,6	5,3	4,9	4,9	5
T. O. M. D. O. M.			»	»	»	»
			5,3	4,9	4,9	5
Commissions:						
AN	»	»	»	4,6	2,3	2
T. O. M.-D. O. M.	»	»	»	»	»	»
				4,6	2,3	2
Total:						
AN	12,3	42,9	47,7	70,3	60,4	61
T. O. M.-D. O. M.			34,2	49,6	71,3	88,9
	12,3	42,9	81,9	119,9	131,7	149,9
Ressources locales:						
Crédits budgétaires, locaux, trésorerie, bons d'équipement:						
AN	»	»	39,4	46,4	39,6	45
T. O. M.-D. O. M.	»	»	0,3	1	1	1
			39,4	47,4	40,6	46
Ressources propres des organismes publics et collectivités locales. Prêts des organismes publics et semi-publics de crédit:						
AN	»	»	5,4	4,5	24	20
T. O. M.-D. O. M.	»	»	»	»	»	»
			5,4	4,5	24	20
Total:						
AN	19,5	19,7	44,5	50,9	63,6	65
T. O. M.-D. O. M.			0,3	1	1	1
			44,8	51,9	64,6	66
Montant probable des travaux réalisés compte tenu de l'autofinancement des entreprises:						
AN	32	63	130	170	205	220
T. O. M.-D. O. M.			49	66	85	100
			179	236	290	320
Pourcentages:						
Part des ressources métropolitaines dans les investissements et la reconstruction outre-mer:						
			(P. 100.)			
Fonds publics	17	46	43	47	43	45
Autres	22	22	3	3	2	2
Total	39	68	46	50	45	47

Source: commission des investissements.

5. *Evolutions particulières.*

Evolution des émissions dans le public (1).

	1949	1950	1951	1952
Valeurs à revenu fixe:	—	—	—	—
Secteur public et semi-public:				
Emprunts d'Etat et des P.T.T.	109	31	5	228
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	14	25	7	2
Entreprises nationales	15	15,5	24	31
Crédit national, crédit foncier et crédit agricole	6	11,5	12	8
Secteur privé:				
Obligations industrielles	10	10,7	11	7
Valeurs à revenu variable:				
Actions et parts de sociétés à responsabilité limitée	50	40,7	50	74
	204	134,4	194	350
Fonds de contre-valeur de l'aide américaine affectés aux investissements	289	181	113	»
Equipement des services civils	142	141	140	151
Reconstruction et construction	242	278	312	332
Investissements économiques et sociaux	445	411	303	334
	829	860	755	817

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

Source: commission des investissements.

Crédits bancaires d'investissements.

	ACCROISSEMENT des encours en 1951.	ACCROISSEMENT des encours en 1952. (Milliards.)	ENCOURS au 31 décembre 1952
I. — Crédits non mobilisables:			
Prêts directs des établissements publics	+ 82	+ 79	289
II. — Crédits mobilisables:			
a) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables avec intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	+ 5	+ 53	153
b) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables sans intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	+ 48	+ 63	221
c) Prêts mobilisables du sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier de France	+ 13	+ 46	65
	+ 148	+ 241	728

Source: Conseil national de crédit.

b) **Investissements publics en 1952 et 1953.**

(Crédits ouverts, déduction faite des blocages et abattements intervenus.)

	1952	1953
	—	—
	(Milliards de francs.)	
1. Equipement des services civils	151	185
2. Dommages de guerre	264,2	274
3 Construction (H. L. M.)	67,8	58
4. Investissements économiques et sociaux:		
Emprunts garantis	92	120
Crédits de reconstruction ou de reconstitution:		
S. N. C. F.	21	15,7
Flotte de commerce et de pêche	31,3	37
Flotte rhénane	0,2	0,24
	52.5	53

	1952	1953
	(Milliards de francs.)	
Avances et prêts autorisés sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement:		
Charbonnages de France	33	29,6
Electricité de France	57,5	49,3
Gaz de France	8	17,5
Compagnie nationale du Rhône	18,5	7
Air France	3,5	3,2
Agriculture et azote	30,1	35,9
Entreprises industrielles et commerciales	44,4	36,7
Tourisme	1	1,5
Afrique du Nord	48	57,6
Départements et T. O. M.	32	39,6
Sarre	2,15	4,8
Investissements sociaux	3,6	4,7
Ports aériens et maritimes	»	2,9
Flotte	»	1,9
	281,75	292,2
Total des investissements économiques et sociaux	426	465
Ensemble des investissements publics	909	982

c) Investissements des entreprises nationales en 1951 et 1952.

	1951		
	Prêts du F. M. E. et emprunts	Reports sur crédits 1950.	Autofinancement.
Charbonnages de France	48	1,8	13,2
Electricité de France	107,5	»	19,5
Gaz de France	7	»	»
Compagnie nationale du Rhône	13	2,3	2
Air France	4,5	»	2
Société nationale des chemins de fer français	45,5	»	6
Total	225,5	4,1	42,7

	1952 (évaluations approximatives).		
	Prêts du F. M. E	Emprunts et crédits.	Autofinancement.
Charbonnages de France	37 (1)	32	16
Electricité de France	59 (2)	50	23
Gaz de France	8	2	8 (4)
Compagnie nationale du Rhône	18,5	4,2	1,7
Air France	3,5	0,1	2
Société nationale des chemins de fer français	21 (3)	25,5	3,7
Total	147,5 (3)	113,8	74,4

(1) Y compris 4 milliards figurant dans la rubrique agriculture (production d'engrais).

(2) Y compris 2 milliards figurant dans la rubrique agriculture (distribution électrique rurale).

(3) Les 21 milliards ne sont pas alloués sur les crédits du F. M. E., mais à titre d'indemnité de reconstitution.

(4) Prélèvement sur le fonds d'amortissement industriel.

Source: commission des investissements.

N. B. — Dépenses de travaux neufs des entreprises nationales et de la Société nationale des chemins de fer français en 1952 et 1953.

	1952	1953
	(Milliards de francs.)	
Charbonnages de France	74,8	72,6
Electricité de France	117,6	128,8
Gaz de France	10	18,7
Société nationale des chemins de fer français	40,8	37,5
	243,2	257,6

d) Prévisions d'investissements des chefs d'entreprise.

La quatrième enquête semestrielle de l'institut national de la statistique et des études économiques auprès des chefs d'entreprises, réalisée en décembre 1952, avait apporté les indications suivantes sur les prévisions d'investissements pour 1953, comparées aux réalisations de 1952 (1):

1. *Investissements industriels.*

N. B. — 80 p. 100 des réponses à l'enquête indiquent la réalisation d'investissements en 1952 (surtout parmi les entreprises importantes).

Comparaison des investissements projetés pour 1953 et des investissements réalisés en 1952.

	PART EN POURCENTAGE DU TOTAL de chaque secteur des réponses prévoyant:				SENS de la variation d'ensemble.
	Augmentation	Sans changement	Diminution.	Investissements nuls en 1953.	
Industries extractives	29	47	33	0	—
Industries métallurgiques	19	37	41	3	—
Industries chimiques et assimilées	25	20	53	2	—
Matériaux construction céramique, verre	26	20	32	22	—
Bâtiment, travaux publics	13	50	33	4	—
Industries alimentaires	17	28	48	7	—
Textiles et habillement	18	32	43	7	—
Cuirs	57	24	16	3	+
Bois	48	18	31	3	+
Papier	10	24	57	9	—

2. *Investissements commerciaux.*

N. B. — 63 p. 100 des réponses à l'enquête indiquent la réalisation d'investissements en 1952 (surtout dans les commerces alimentaires et le commerce de détail).

	VARIATION DES INVESTISSEMENTS entre 1952 et 1953. Part, en pourcentage, du total de chaque groupe des réponses prévoyant:				SENS de la variation.
	Augmentation.	Sans changement.	Diminution	Investissements nuls en 1953.	
Commerces alimentaires:					
Gros	13	18	67	2	—
Détail	21	32	46	1	—
Autres commerces:					
Gros	4	9	85	2	—
Détail	47	23	29	1	+

e) Reconstruction et construction.

Situation de la construction en France au 31 mars 1953.

L'importance sans cesse croissante des réalisations effectuées avec l'aide de la prime à la construction ainsi que les nouvelles dispositions permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré, de crédit immobilier et aux collectivités de bénéficier des primes conduisent à modifier la présentation de la rubrique relative à la construction nouvelle, de manière à faire ressortir le nombre de logements primés.

Il est également apparu nécessaire d'intégrer dans cette rubrique les logements créés à partir des bâtiments existants dont un grand nombre sont construits également avec l'aide de la prime à la construction (surélévations, additions et achèvements d'immeubles).

Au cours du premier trimestre de l'année 1953, 23.130 logements ont été achevés, dont:

8.550 au titre de la reconstruction;
14.580 au titre des constructions nouvelles.

(1) Voir les résultats d'ensemble de cette enquête page 837.

Ce résultat est le plus élevé qui ait été atteint jusqu'ici, la moyenne trimestrielle des années 1951 et 1952 étant respectivement de 19.186 et 20.969 logements (compte tenu des logements créés à partir des bâtiments existants).

Depuis la Libération jusqu'au 31 mars 1953, le total des logements terminés s'élève à 377.215.

Au 31 mars 1953, le nombre de logements en cours est de 284.070 contre 274.255 au 31 décembre 1952 et 222.695 au 31 décembre 1951.

Le nombre de logements mis en chantier pendant le premier trimestre 1953 est en augmentation par rapport au trimestre précédent. 32.945 logements ont été lancés contre 29.835 au quatrième trimestre 1952. Toutefois, les mises en chantier, dans le secteur « reconstruction », accusent un nouveau fléchissement: 4.580 logements lancés contre 5.025 durant le quatrième trimestre 1952, nouvelle incidence des restrictions budgétaires survenues au cours de l'exercice 1952.

L'augmentation du nombre total des mises en chantier est due au secteur « Constructions nouvelles »: 28.365 logements lancés contre 24.810 le trimestre précédent.

Source: M. R. U.

Situation de la construction de logements en France à la date du 31 mars 1953.

	MOYENNE trimestrielle 1952.	NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS de la Libération au 31 décembre 1952.	NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS 1er trimestre 1953.	NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS de la Libération au 31 mars 1953.	NOMBRE DE LOGEMENTS en cours au 31 décembre 1952.	NOMBRE DE LOGEMENTS en cours au 31 mars 1953.	NOMBRE de logements mis en chantier. 1er trimestre 1953.
1° Construction définitive.							
A. — Logements nouveaux construits (y compris les logements créés dans des bâtiments existants) par:							
L'Etat et les collectivités:							
Avec prime à la construction	261	201	184	385	876	926	224
Sans prime à la construction	»	10.949	568	11.517	4.173	5.164	1.559
Le secteur nationalisé:							
Avec prime à la construction	302	106	104	210	331	377	150
Sans prime à la construction	»	23.528	1.270	24.798	6.286	5.360	344
Les offices et sociétés d'H. L. M. (location simple):							
Avec prime	3.144	70	54	124	200	304	158
Sans prime	»	31.733	3.085	34.818	26.170	25.220	2.135
Le Crédit immobilier et les coopératives d'H. L. M. (location attribution):							
Avec prime	1.399	8	4	12	169	311	146
Sans prime		15.196	1.251	16.447	11.219	11.962	1.994
Les particuliers:							
Avec prime à la construction	5.571	33.941	6.435	40.376	104.241	116.436	18.630
Sans prime à la construction	3.042	114.123	1.625	115.748	47.135	48.525	3.015
Totaux pour A)	13.719	229.855	14.580	244.435	200.800	214.585	28.365
B. — Logements reconstruits par:							
L'Etat							
Le M. R. U.	318	20.659	1.026	21.685	2.416	1.574	184
Les autres ministères	3	209	»	209	30	30	—
Le secteur nationalisé	13	2.616	14	2.630	65	94	43
Sur indemnité de dommages de guerre ou par préfinancement sur compte spécial:							
a) Par les groupements de sinistrés.	4.126	38.582	4.350	42.932	40.862	38.443	1.931
b) Par les sinistrés non groupés	2.790	62.164	3.160	65.324	30.082	29.344	2.422
Totaux pour B)	7.250	124.230	8.550	132.780	73.455	69.485	4.580
Totaux pour 1°)	20.969	354.085	23.130	377.215	274.255	284.070	32.945
2° Construction provisoire.							
M. R. U.	41	105.778	10	105.788			
Autres ministères	16	1.111	—	1.111			
Secteur nationalisé (au titre de l'équipement	—	13.829	—	13.829			
Totaux pour 2°)	57	120.718	10	120.728			
3° Réparation de bâtiments partiellement sinistrés.							
Logements inhabitables à la Libération rendus habitables:							
a) Par le M. R. U. ou sur indemnités de dommages de guerre	3.126	774.777	933	775.710			
b) Par les autres ministères	20	6.495	10	6.505			
c) Par le secteur nationalisé	—	11.585	—	11.585			
Totaux pour 3°)	3.146	792.857	943	793.800			
Logements mis ou remis à la disposition de la population	24.172	1.267.650	24.083	1.291.743			

Indice annuel de la construction de logements 1952..... 2,03
1952, sur la base du 1er trimestre 1952..... 1,84
1953, sur la base du 1er trimestre 1953..... 2,31

Nombre de logements mis en chantier:
Année 1952 (1er trimestre): 32.430.
Année 1953 (1er trimestre): 32.945.

Nota. — L'indice annuel de la construction de logements est le nombre de logements terminés en un an pour 1.000 habitants.

6° MARCHE MONETAIRE — OR — DEVISES

a) Marché monétaire.

(Banque de France.)

	I	II	III	IV
		(Fin de mois.)		
Taux d'escompte de la Banque de France (1):				
1952	4	4	4	4
1953	4	4		
(1938 = 2,06; 1952 = 4)				
Avances sur titres (2):				
1952	4,5	4,5	4,5	4,5
1953	4,5	4,5		
(1938 = 3,7; 1952 = 4,5)				
Avances à 30 jours (3):				
1952	3,5	3,5	3,5	3,5
1953	3,5	3,5		
(1938 = 2,66; 1952 = 3,5)				
Argent au jour le jour:				
1952	3,51	3,66	3,87	3,96
1953	3,93	4,23 (2/7)		
(1938 = 2,16; 1952 = 3,79)				

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

b) Or fin (francs).

1 gramme (d'après le prix du kilo).

(Cours moyens mensuels.)

	I	II	III	IV
1952	596	493	508	502
1953	485 avril: 500 mai: 505			

Moyenne mensuelle: 1938 = 39,15; 1952: = 526.

c) Devises.

1. *Dollar* (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen.
1952	466	390	405	407	350
1953	395 avril: 409 mai: 414				350

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 34,95; 1952 = 415.

2. *Franc suisse* (cours parallèle).

	I	II	III	IV	
1952	105	90	94	95	80,2
1953	92 avril: 96 mai: 97				80,3

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 7,99; 1952 = 96.

3. *Livre sterling* (cours parallèle).

	I	II	III	IV	
1952	1.046	987	1.009	1.027	980
1953	1.037 avril: 1.070 mai: 1.094				

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 170,59; 1952 = 1.010.

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(2) 4 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

d) Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris.

Moyenne: 1949 = 100.

	COEFFICIENT de raccordement (1).	1950 (Moyenne hebdomadaire.)	1952 (Moyenne hebdomadaire.)	1953 (Moyenne.) I	1953 (Moyenne.) II
Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable	11,4	90	143	151	avril: 150 mai: 153
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	166	avril: 164 mai: 168
Dont:					
122 valeurs industrielles	»	95	151	158	avril: 154 mai: 155
Pétrole. — Carburants	19,27	89	148	156	avril: 155 mai: 143
Industries extractives	13,79	88	126	132	avril: 140 mai: 138
Métallurgie	8,98	97	170	192	avril: 182 mai: 188
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	180	190	avril: 187 mai: 190
Automobile	8,50	111	170	156	avril: 156 mai: 160
Industries chimiques	5,89	82	118	117	avril: 114 mai: 116
Textiles	20,18	97	140	124	avril: 116 mai: 117
Transports	11,98	92	166	193	avril: 197 mai: 198
Grands magasins	5,97	96	143	162	avril: 163 mai: 173
Banques	4,44	128	205	239	avril: 246 mai: 253
Assurances	1,91	122	433	558	avril: 556 mai: 612
90 valeurs outre-mer:	11,91	85	129	140	avril: 142 mai: 141
Agriculture	8,08	88	131	137	avril: 135 mai: 135
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	152	avril: 130 mai: 116
Mines métalliques	8,46	82	121	133	avril: 134 mai: 144
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	142	avril: 144 mai: 142
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	115	avril: 115 mai: 117
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	98	avril: 94 mai: 94
Indice de 25 valeurs étrangères	6,78	97	156	154	avril: 150 mai: 152
Indice de 60 valeurs françaises à revenu fixe et indexé	»	99,8	111,1	113	avril: 112,6 mai: 113,2
2 rentes perpétuelles	»	98,2	113,8	115,6	avril: 116,6 mai: 117
6 secteurs industriels publics à revenu indexé	»	99,3	137,2	135,3	avril: 135,9 mai: 140,9
22 secteurs libres	»	104,1	102,7	106,7	avril: 105,5 mai: 107,1

(1) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938.

Source: I.N.S.E.E.

e) **Marché financier** (taux).

POURCENTAGES	1938	1950 (moy.)	1952	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,4	avril: 5,56 mai: 5,56		
Valeurs à revenu fixe ou indexés (60)	»	6,66	6,14	6,12	avril: 6,12 mai: 6,06		
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,5	avril: 5,37 mai: 5,34		
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	5,69	avril: 5,70 mai: 5,56		
Secteur libre (obligations industrielles)	»	8,49	8,12	7,85	avril: 7,94 mai: 7,72		

POURCENTAGES	1938	1950 (moy.)	1952	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV
Obligations émises dans le mois	6,93	7,02	6,61	6,05	avril: 7,11		
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,5	2,5		
Crédit foncier et caisse nationale d'épargne.							
Crédit foncier (prêts hypothécaires)	6,3	6,2	6,5	6,5	6,5		
Caisse nationale d'épargne (dépôts particul.)	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75		

Source: I.N.S.E.E.

7° FINANCES EXTERIEURES

e) **Balance commerciale.**

1. *Résultats globaux* (milliards de francs).

	1949	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I	1953 II
		(Moyenne mensuelle.)					
Balance générale.							
Importations	77,19	159,09	138,72	112,10	120,07	129,57	(126,5)
		132,64					
Exportations	65,33	122,46	119,42	106,17	124,12	116,53	(123,1)
		118,04					
Balance (moyenne mensuelle)	— 11,86	— 36,63	— 19,30	— 5,93	+ 4,05	— 13,04	(— 3,4)
		— 14,60					
Balance avec l'étranger.							
Importations	57,14	188,16	107,17	86,21	88,89	98,91	(92,59)
		102,63					
Exportations	38,10	67,89	67,90	63,87	73,05	71,75	(77,78)
		68,18					
Balance (moyenne mensuelle)	— 19,04	— 60,27	— 39,27	— 22,34	— 15,93	— 27,16	(— 14,81)
		— 34,45					
Balance avec l'Union française.							
Importations	20,05	30,93	31,54	25,89	31,09	30,66	(33,91)
		30					
Exportations	27,23	54,57	51,52	42,3	51,07	44,78	(45,32)
		49,86					
Balance (moyenne mensuelle)	+ 7,18	+ 23,64	+ 20,28	+ 16,41	+ 19,98	+ 14,12	(+ 11,41)
		+ 19,87					

Sources: ministère des finances, I. N. S. E. E.

Pourcentages de couverture des importations par les exportations.

	1929	1938	1949	1952 (Moy. mens.) P. 100.	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I	1953 II
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,4	53,5	63,5	74,4	82,1	72,5	(84)
Echanges avec l'U.F.O.M.	133,9	67,8	135,8	166,2	176,4	164,2	163,8	164,3	146,1	(133,6)
Echanges globaux	85,9	66,7	84,6	89	79,6	86,1	95	103,4	89,9	(97,3)

Part respective de l'étranger et des U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.

	1929	1938	1949	1952 (Moy. mens.)	1952				1953	
				P. 100.	I	II	III	IV	I	II
Importations:										
Pourcentage étranger	88	73,1	74	77,4	80,6	77,3	76,9	74,1	76,3	(73,2)
Pourcentage U.F.O.M.	12	26,9	26	22,6	19,4	22,7	23,1	25,9	23,7	(26,8)
Exportations:										
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	55,5	56,9	60,2	58,9	61,6	(63,2)
Pourcentage U.F.O.M.	15,8	27,4	41,7	42,2	44,5	43,2	39,8	41,1	38,4	(36,8)

Importance de chaque zone dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.

	MOYENNE MENSUELLE. — POURCENTAGES				
	1929.	1938.	1951.	1952.	1953 (5 mois).
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Importations:					
Zone dollar	15,5	14,7	14	13,3	11,7
U. E. P. livre sterling	22,3	19,8	27,9	27,4	28,5
U. E. P. et autres	30,2	24,3	25,6	25	24,5
Autres pays	19,9	14,2	11,7	11,5	10,9
T. O. M.	12,1	27	20,8	22,8	24,4
Total	100	100	100	100	100
Exportations:					
Zone dollar	8,8	7,2	7,4	5,5	7,2
U. E. P. livre sterling	17,5	14,1	14,2	10,8	10,9
U. E. P. et autres	41,7	37,3	28,5	29,7	32,6
Autres pays	13,3	14,1	13	11,8	11,7
T. O. M.	18,7	27,3	36,9	42,2	37,6
Total	100	100	100	100	100

Source: ministère des finances (direction des relations économiques extérieures).

Evolutions annuelles.

	1929	1938	1949	1950	1951	1952
			(Milliards de francs.)			
Importations:						
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232
U. F. O. M.	7	12	240	280	335	360
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592
Exportations:						
Etranger	41	22	456	686	933	818
U. F. O. M.	9	8	326	387	546	598
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416
Solde:						
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414
U. F. O. M.	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238
Ensemble	— 8	— 16	+ 140	0	— 128	— 176
Outre-mer:						
Importations	7	12,5	239,4	280,3	334,9	360,1
Exportations	9,5	8,3	326,2	387	545,4	598,4
Solde	+ 2,5	— 4,2	+ 86,8	+ 106,7	+ 210,5	+ 238,3
Etranger:						
Importations	51,2	33,6	682,4	792,5	1.272,4	1.231,6
Exportations	40,6	22,2	455,8	685,8	933,4	818,1
Solde	— 10,6	— 11,4	— 226,6	— 106,7	— 339	— 413,5
Balance globale:						
Importations	58,2	46,1	921,8	1.072,7	1.607,3	1.591,7
Exportations	50,1	30,5	782	1.072,7	1.478,8	1.416,5
Solde	— 8,1	— 15,6	— 239,8	0	— 128,5	— 175,2

Sources: ministère des finances, I. N. S. E. E.

2. *Balance commerciale par monnaies.*

	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I	1953 II
	(Moyenne mensuelle milliards de francs.)				(Moyenne mensuelle milliards de francs (2).	
Zone dollars.						
Importation	29,2	24,6	17,7	16,3	18,5	17,2
Exportation	6,4	6,4	5,7	7	7,6	11,1
Solde	— 22,8	— 18,2	— 12	— 9,3	10,9	6,1
Zone livre sterling.						
Importation	38,2	34,4	27,7	28,4	32,3	29,1
Exportation	14,3	12,9	10,3	12,6	13	12,5
Solde	— 23,9	— 21,5	— 7,4	— 15,8	— 19,2	— 16,6
Zone franc (1).						
Importation	30,9	31,6	25,9	34,7	31,8	36,3
Exportation	54,4	51,5	42,1	50,8	44,2	46,9
Solde	+ 23,5	+ 19,9	+ 16,2	+ 19,1	+ 12,4	+ 10,6
Autres devises.						
Importation	60,1	48,2	40,7	44,2	47	50,3
Exportation	46,5	48,7	47,9	53,6	51,8	56
Solde	— 13,6	+ 0,5	+ 7,2	+ 9,4	4,8	+ 5,7

Moyenne mensuelle:	ZONE DOLLAR Imp.	Exp.	Solde.	ZONE LIVRE STERLING Imp.	Exp.	Solde.	ZONE FRANC (1) Imp.	Exp.	Solde.	AUTRES DEVISES Imp.	Exp.	Solde.
1949	19,7	2,4	— 17,3	13,7	7,9	— 5,8	19,9	27,2	+ 7,3	23,5	27,5	+ 4
1950	17,6	5,1	— 12,5	17,5	11,7	— 5,8	23,4	32,2	+ 8,8	30,9	40,4	+ 9,5
1951	21,4	9,1	— 12,3	34,2	17,8	— 16,4	28,9	45,4	+ 16,5	49,5	51,2	+ 1,7
1952	21,8	6,4	— 15,4	31	12,7	— 18,3	31,3	49,7	+ 18,4	48,5	49,2	+ 0,7

(1) Côte des Somalis exclue.
(2) Avril.
Sources: ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. *Valeur des échanges par groupements d'utilisation.*

	1949.	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I	1953 II
		(Moyenne mensuelle, millions de francs.)					
Importations:							
Alimentation humaine:							
Etranger	7,61	14,27	14,82	9,42	10,7	13,23	(10,60)
U. F. O. M.	14,82	20,98	23,83	18,34	23,37	22,66	(29,66)
Total	22,43	35,25	38,65	27,76	34,07	35,89	(40,26)
Matières premières et demi-produits:							
Etranger	40,96	95,12	77,85	63,59	63,92	70,63	(57,72)
U. F. O. M.	4,9	9,75	7,41	6,99	8,31	7,79	(6,93)
Total	45,86	104,87	85,26	70,58	72,23	78,42	(64,65)
Produits fabriqués:							
Etranger	8,57	18,77	14,5	13,2	14,36	15,06	(16,85)
U. F. O. M.	0,29	0,21	0,31	0,56	0,96	0,22	(0,25)
Total	8,86	18,98	14,81	13,76	15,32	15,26	(17,1)
Exportations:							
Alimentation humaine:							
Etranger	4,26	5,88	5,52	4,99	6,94	5,12	(6,34)
U. F. O. M.	3,95	7,27	6,47	6,53	8,83	7,25	(7,52)
Total	8,21	13,15	11,99	11,52	15,74	12,37	(13,86)
Matières premières et demi-produits:							
Etranger	21,02	41,66	41,51	39,81	45,15	47,75	(47,16)
U. F. O. M.	6,3	15,86	14,96	11,32	12,58	11,64	(10,16)
Total	27,32	57,52	56,47	51,13	57,73	59,39	(57,32)
Produits fabriqués:							
Etranger	12,82	30,34	20,86	19,07	20,99	18,89	(21,33)
U. F. O. M.	16,78	31,45	30,09	29,44	24,66	25,89	(28,7)
Total	29,6	61,79	50,95	43,51	90,65	44,78	(50,07)

Source: ministère des finances.

b) **Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.**

(Afrique du Nord, départements outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

	1938	1949	1950	1951	1952 (6 mois).
1. *Valeur globale.*	(Milliards de francs métropolitains.)				
Francs courants:					
Importations	14,7	512,5	596	826	487
Exportations	15,3	314	399	497	269
Solde	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 329	— 218
Francs 1938 (*a*):					
Importations	14,7	26,7	27,5	31,2	17,5
Exportations	15,3	16,4	18,4	18,7	9,7
Solde	+ 0,6	— 10,3	— 9,1	— 12,5	— 7,8
Pourcentage de couverture	104 p. 100.	61,4 p. 100.	67 p. 100.	60 p. 100.	55,4 p. 100
Indices (sur la base des valeurs en francs 1938):					
1938 = 100.					
Importations	100	182	187	212	238
Exportations	100	107	120	123	127
1949 = 100.					
Importations	55	100	103	117	(131)
Exportations	94	100	112	115	(118)
2. *Répartition* des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger:	Milliards de francs courants.				
Avec la France:					
Importations	8,7	355	424	587	(312)
Exportations	10,6	209	244	294	(155)
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	(— 187)
Pourcentage de couverture	122 p. 100.	59 p. 100.	58 p. 100.	50 p. 100.	45 p. 100
Avec l'étranger:					
Importations	5	122	131	183	(116)
Exportations	3,9	75	123	153	(87)
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	(— 29)
Pourcentage de couverture	78 p. 100.	61 p. 100.	94 p. 100.	84 p. 100.	(75 p. 100)
3. *Part des diverses zones monétaires* dans le commerce en valeur des pays d'outre-mer de l'Union française:					
Importations:					
Zone franc:					
France	59	69	70	71	(70)
U. F. O. M.	7	7	7	7	(6)
Total	66 p. 100	76 p. 100	77 p. 100	78 p. 100	(76 p. 100)
Zone dollar	8	12	10	8	(8,5)
Zone sterling	8	5	4	4	(4)
Autres devises	18	7	9	10	(11,5)
Total	100	100	100	100	100
Exportations:					
Zone franc:					
France	69,3	67	61	59	(58)
U. F. O. M.	5,2	9	8	10	(10)
Total	74,5 p. 100	76 p. 100	69 p. 100	69 p. 100	(68 p. 100)
Zone dollar	4	3	4	3,5	(3,5)
Zone sterling	9	11	9,5	12	(11)
Autres devises	12,5	10	17,5	15,5	(17,5)
	100	100	100	100	100

(*a*) Sur la base de l'indice général des prix de gros en France.

Sources: ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

	1938	1949	1950	1951	1952 (6 mois).
	(Milliards de francs métropolitains.)				
4. *Valeur des échanges extérieurs* des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1):					
Afrique du Nord (1):					
Importations	8,7	275	319	427	(239)
Exportations	8,7	170	223	260	(141)
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	(— 98)
Pourcentage de couverture	97,7 p. 100	62 p. 100	70 p. 100	61 p. 100	(59 p. 100)
Départements outre-mer:					
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	21,8)
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	(14)
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	(7,8)
Pourcentage de couverture	106 p. 100	79 p. 100	71 p. 100	74 p. 100	(64 p. 100)
Territoires outre-mer:					
Importations	3,2	147	178	258	(— 143)
Exportations	3,1	106	130	165	(90)
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	(— 53)
Pourcentage de couverture	97 p. 100	72 p. 100	73 p. 100	64 p. 100	(63 p. 100)
Etats associés d'Indochine:					
Importations	1,95	67	74	107	(83)
Exportations	2,84	19,3	28	47	(24)
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	(— 59)
Pourcentage de couverture	146 p. 100	29 p. 100	38 p. 100	44 p. 100	(29 p. 100)
5. *Part des divers groupes de pays* dans le commerce total en valeur pays d'outre-mer de l'Union française:					
Importations:					
Afrique du Nord	59 p. 100	53,5 p. 100	53,5 p. 100	52 p. 100	(49 p. 100)
Départements outre-mer	5,5	4,5	4,3	4	4,5)
Territoires outre-mer	22	29	23	31	(29,5)
Etats associés	13,5	13	12,5	13	(17)
	100	100	100	100	(100)
Exportations:					
Afrique du Nord	56 p. 100	54 p. 100	56 p. 100	52,5 p. 100	(52,5 p. 100)
Départements outre-mer	5,5	6	4,5	5	(5)
Territoires outre-mer	20	34	32,5	33	(33,5)
Etats associés	18,5	6	7	9,5	(9)
	100	100	100	100	(100)

	Importations.		Exportations.	
6. *Indices du volume* des échanges extérieurs (1949 = 100).				
Afrique du Nord:				
Algérie	111	131	129	131
Tunisie	108	106	145	93
Maroc	108	131	121	127
Départements d'outre-mer:				
Réunion	137	144	92	111
Martinique	76	91	99	138
Guadeloupe	95	100	107	144
Guyane	109	148	97	75
Territoires d'outre-mer:				
Afrique noire:				
Afrique occidentale française	117	152	108	97
Afrique équatoriale française	107	133	98	109
Togo	124	169	135	170
Cameroun	106	157	98	107
Madagascar	122	182	107	100

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer: Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

Sources: ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble du volume des exportations des territoires d'outre-mer.

(1949 = 100.)

1911	1929	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
26	50	88	58	65	73	92	100	103	102

Sources: ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

c) Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « terme de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux » précise l'I. N. S. E. E., « *de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période* Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend t = taux de l'échange,
Ie = indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a $$t = 100 \frac{Ie}{Ii}$$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a cru plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., *rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.*

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

Sous ces *remarques ou réserves*, qui ne sauraient être négligées, voici les indices des valeurs moyennes et les taux de l'échange pour les années 1950, 1951 et 1952, et le 1er trimestre de 1953 (base 1949 = 100) :

		1950	1951	1952	1952 I	1952 II	1952 III	1952 IV	1953 I
Indices des valeurs moyennes à l'importation:									
Alimentation humaine	Etranger	112	127	143	136	147	151	141	127
	U. F. O. M.	104	117	121	121	123	115	122	119
	Ensemble	106	120	128	126	131	125	128	122
Matières premières et demi-produits.	Etranger	113	153	145	159	151	136	130	130
	U. F. O. M.	109	157	144	160	154	131	131	129
	Ensemble	112	153	145	159	151	136	130	130
Produits fabriqués	Etranger	111	132	125	122	121	125	136	129
Ensemble des importations	Etranger	113	146	142	151	147	136	132	130
	U. F. O. M.	105	127	126	130	129	118	121	121
	Ensemble	111	142	138	146	142	131	130	127
Indices des valeurs moyennes à l'exportation:									
Alimentation humaine	Etranger	101	104	109	114	115	102	106	108
	U. F. O. M.	102	108	102	109	102	104	99	91
	Ensemble	101	106	105	108	100	103	102	98
Matières premières et demi-produits.	Etranger	97	115	125	125	125	128	124	121
	U. F. O. M.	103	127	143	148	144	143	137	133
	Ensemble	98	118	129	130	129	131	128	123
Produits fabriqués	Etranger	107	123	135	134	137	136	132	133
	U. F. O. M.	103	122	133	136	138	129	130	128
	Ensemble	105	122	134	135	138	132	131	130
Ensemble des importations	Etranger	100	116	126	126	127	127	124	122
	U. F. O. M.	102	121	130	133	133	127	125	121
	Ensemble	101	118	128	129	130	127	124	122
Taux de l'échéance:									
Etranger		88	79	89	83	86	93	94	94
U. F. O. M.		102	121	130	102	103	108	101	100
Ensemble		101	118	128	88	92	97	95	96

d) **Balance des payements** (zone franc).

1. *Situation* 1951-1952 (1er semestre).

Payements courants.

	1951				1952			
	RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES	
	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.
	(1er semestre. — Chiffres arrondis.)							
A. — Marchandises (exportation-importation).	456	1.304	516	1.474	362	1.033	510	1.457
B. — Touristes et voyageurs	25	71	10	28	19,3	55	16,9	48
C. — Transports	17,7	50,4	49,5	142	24,6	70	59,2	169
D. — Assurances	2,8	8	4,8	13,7	3,5	10,1	6,4	18,3
E. — Revenus du capital	12,9	36,7	5,2	14,8	17,6	50,3	6,7	19,3
F. — Services divers (1)	16	45,4	29	83,5	22,6	64,7	35,7	102
G. — Recettes et dépenses gouvernementales.								
Opérations du Trésor public à l'étranger	1,5	4,4	18,9	54	1,2	3,6	21,4	61,2
Dépenses et recettes en France du gouvernement étranger	9,2	26,3	0,74	2,1	25,6	73	1,4	4
	10,7	30,3	19,6	56	26,8	76,6	22,8	65,2
H. — Solde des payements outre-mer et étranger	»	»	5,2	14,8	»	»	2,6	7,4
I. — Divers	17,4	49	7,8	20,6	17,8	»	11	»
Totaux	559	1.595	647	1.850	494	1.411	671	1.917
Solde débiteur des payements courants	88	254	»	»	177	506	»	»

(1) Revenus du travail, revenus de la propriété intellectuelle, P. T. T. radio et autres services.

Source : office des changes.

Opérations en capital.

	1951				1952			
	RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES	
	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.
	(1er semestre. — Chiffres arrondis.)							
Solde débiteur des payements courants	»	»	88	254	»	»	177	506
A. — Investissements et crédits privés	296	84	13,3	38	40,3	115	17,8	51
Dont :								
Liquidation et constitutions d'investissements privés français à l'étranger	13,7	39	4,2	12	14,4	41	7,1	20,3
Constitutions et liquidations d'investissements privés étrangers en France	7,4	21	9,1	26	11,1	31,6	10,7	30,5
B. — Investissements et emprunts publics (Emprunts et remboursements d'équipement français à l'étranger).	1,1	3,1	18	51	6,2	17,8	23,3	66,6
C. — Aide extérieure et U. E. P.	85,5	244	7	20	180	513	2,15	6,1
Aide U. S.	85,5	244	»	»	92,5	264	»	»
							(Yougoslavie.)	
Crédit par an à l'U. E. P.	»	»	7	20	87,2	249	»	»
D. — Mouvements des avoirs en or et en devises	28,8	83	32,5	96	56,5	161	40	115
Dont :								
Avoirs publics or	»	»	25,7	73,5	20,5	58,5	»	»
Avoirs publics devises	3,3	9,4	»	»	»	»	29,7	85
Comptes étrangers en francs	12	35	»	»	2,3	6,7	»	»
E. — Erreurs et omis	15,4	45	»	»	»	»	1,9	5,6
F. — Opérations en cours	»	»	»	»	»	»	20,2	57,7
Totaux	160,5	459,5	160,5	459,5	2 3	808	2 3	808

Source : office des changes.

2. *Evolution de 1945 à 1951.*

1° Solde global (millions de dollars).

1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
—	—	—	—	—	—	—
— 1.490	— 2.049	— 1.676	— 1.738	— 706	— 238	— 1.058 = — 8.955 (3.414 milliards de francs)

2° Couverture.

Mouvement des investissements et crédits privés	763
Mouvement des investissements et crédits publics	3.300
Mouvement des avoirs or et devises	2.300
Déficit « économique »	6.363 (2.223 milliards de francs)
Plus aide extérieure	2.600

3° Répartition du solde global par zone monétaire.

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
	(Millions de dollars.)						
Zone dollar	— 697	— 1.357	— 1.396	— 1.334	— 858	— 419	— 534
Zone sterling	— 501	— 291	— 57	— 322	+ 49	+ 35	— 121
Autres	— 292	— 401	— 223	— 82	+ 133	+ 146	— 403

4° Répartition du solde global entre balance commerciale et règlements non commerciaux (zone franc).

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
	(Millions de dollars.)						
Balance commerciale (zone franc):							
Zone dollar:							
Importations	471	1.069	1.243	1.018	713	461	688
Exportations	7	79	110	131	116	191	374
Solde	— 464	— 990	— 1.133	— 887	— 597	— 269	— 314
Zone sterling:							
Importations	491	391	432	640	495	531	905
Exportations	6	98	286	265	418	512	657
Solde	— 185	— 293	— 146	— 375	— 77	— 19	— 247
Autres pays:							
Importations	242	521	817	852	826	966	1.674
Exportations	30	276	645	687	1.033	1.176	1.465
Solde	— 212	— 245	— 172	— 165	+ 207	+ 210	— 209
Total:							
Importations	904	1.981	2.492	2.510	2.034	1.958	3.267
Exportations	43	453	1.041	1.082	1.567	1.880	2.497
Solde	— 861	— 1.528	— 1.451	— 1.428	— 467	— 78	— 770

Balance des règlements non commerciaux.

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
	(Millions de dollars.)						
Zone dollar:							
Recettes	136	82	265	201	160	160	163
Dépenses	174	246	405	311	277	201	256
Solde	— 38	— 164	— 140	— 110	— 117	— 41	— 93
Zone sterling:							
Recettes	83	157	259	186	212	158	240
Dépenses	230	88	157	104	121	124	184
Solde	— 147	+ 69	+ 102	+ 82	+ 91	+ 34	+ 56
Autres pays:							
Recettes	26	86	189	229	261	303	284
Dépenses	95	215	213	303	307	332	446
Solde	— 69	— 129	— 24	— 74	— 46	— 29	— 162
Total:							
Recettes	245	325	713	616	633	621	687
Dépenses	499	549	775	718	705	657	886
Solde	— 254	— 224	— 62	— 102	— 72	— 36	— 199
Solde des payements des territoires outre-mer:							
Zone dollar	— 194,5	— 203	— 123	— 136	— 143	— 108	— 127
Zone sterling	— 168	— 67	— 14	— 29	+ 5	+ 20	+ 70
Autres	— 11,5	— 27	— 26	— 43	— 29	— 35	— 31
Total	— 374	— 297	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88

5° De 1945 à 1951, le déficit est le suivant (millions de dollars).

a) Par zone monétaire.

Zone $	— 6.395	(71 p. 100)	ou 60 p. 100 du déficit « économique » (aide extérieure exclue).
Zone £	— 1.238	(14 p. 100)	ou 19 p. 100 du déficit « économique » (aide extérieure exclue).
Autres pays	— 1.322	(15 p. 100)	ou 21 p. 100 du déficit « économique » (aide extérieure exclue).
	— 8.955	(100 p. 100)	

b) Par règlements.

Commerciaux	— 6.585	(73 p. 100)
Non commerciaux	— 950	(11 p. 100)
T. O. M.	— 1.420	(16 p. 100)
	— 8.955	(100 p. 100)

Source: I. N. S. E. E.

3. *Evolution de la balance des payements courants de la zone franc depuis* 1910.

(Source: I. N. S. E. E., d'après la Revue d'économie politique pour les années antérieures à 1939, d'après documents du ministère des finances pour les années 1945 à 1951).

Le tableau ci-dessous donne des moyennes annuelles pour quelques périodes caractéristiques (unité: millions de dollars de pouvoir d'achat approximativement constant, le signe — indiquant un déficit) (1).

	BALANCE COMMERCIALE (2)	BALANCE des opérations non commerciales.	BALANCE DES PAYEMENTS
1910-1913	— 440	+ 800	+ 360
1920	— 2.210	+ 500	— 1.710
1921-1926	— 140	+ 620	+ 480
1927-1931	— 500	+ 690	+ 190
1931-1935	— 490	+ 320	— 170
1936-1938	— 500	+ 360	— 140
1945-1948	— 1.580	— 160	— 1.740
1949-1951	— 570	— 100	— 670

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique* janvier-mars 1953.
(2) Y compris solde de payements des T. O. M. avec l'étranger.

N. B. — Notre balance commerciale est en déficit chronique, avec des pointes lors des après-guerres. Mais le déficit est du même ordre de grandeur en 1910-1913, en 1927-1938 et au cours des années récentes 1949-1951.

C'est dans la balance des opérations non commerciales que des changements de structure apparaissent; constamment créditrice avant 1938, cette balante est déficitaire depuis la dernière guerre. L'évolution de ces éléments mérite examen.

Balance des opérations non commerciales (unité: millions de dollars) (1).

	VOYAGEURS et touristes.	TRANSPORTS et assurances.	REVENU du capital.	AUTRES POSTES	TOTAL
1910-1913	+ 190	+ 110	+ 500	0	+ 800
1920	+ 240	+ 360	+ 170	— 270	+ 500
1921-1926	+ 460	+ 180	+ 180	— 200	+ 620
1927-1931	+ 450	+ 200	+ 260	— 220	+ 690
1932-1935	+ 140	+ 110	+ 140	— 70	+ 320
1936-1938	+ 80	+ 80	+ 230	— 30	+ 360
1945-1948	+ 10	— 200	+ 80	— 50	— 160
1949-1951	+ 110	— 200	+ 60	— 70	— 100

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique* janvier-mars 1953.
Source: I. N. S. E. E.

4. Position de la zone franc à l'Union européenne des payements.

Evolution de la *position nette cumulative* de la zone franc à l'Union européenne des payements.
(Millions de dollars, unités de compte.)

	1952											
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Novembre.	Décembre.
Déficit comptable cumulatif (4)	286,8	415,7	445,1	442,4	442,9	420,6	(2) 398,2	421,3	475,3	517,4	542	612,8 (+ 71)
Utilisation du quota:												
a) Crédit reçu	234,5	(1) 351,1	(1) 362,8	(1) 361,8	(1) 362,0	292,1	(3) 271,9	282,4	298,6	311,2	312	312
b) Or versé	52,3	64,6	82,3	80,6	80,9	128,5	120,3	138,9	176,7	206,2	230	300,8

	1953											
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Novembre.	Décembre.
Déficit comptable cumulatif (4)	623,7	655	674,4	674,4	674,4	731,2						
Utilisation du quota:												
a) Crédit reçu	312	312	312	312	312	312						
b) Or versé	311,7	343	362,4	362,4	362,4	419,2						
Solde mensuel	— 10,9	— 31 3	— 19,4	— 51,6	— 37,4	— 56,8						

(1) Un crédit de 100 millions de dollars unités de compte est utilisé sous forme d'une tranche supplémentaire insérée entre les troisième et quatrième tranches du quota.

(2) La diminution du déficit comptable de juin à juillet, malgré un déficit mensuel de 2,6 des règlements courants, est la conséquence d'un accord avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le cadre du règlement général des excédents hors quota au 30 juin.

(3) Mise en application, avec effet rétroactif, d'une nouvelle échelle des proportions réglées par crédit et versement d'or pour chaque tranche de quota.

(4) Utilisation de ressources existantes: — 12,9 millions de dollars (à ajouter au déficit comptable).

5. Balance du tourisme.

	1949	1950	1951	1952
		(Milliards de francs.)		
Recettes	130	185	183	133
Dépenses	22	44	87	77
	108	141	96	56

Source: office des changes.

IV. — PRIX - COUT DE LA VIE

1° PRIX

a) Prix de gros.

Observations préalables.

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suit les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes, ou les plus faciles à observer ». Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, *peu de produits manufacturés* ont pu être considérés; ainsi, l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros (319 articles) recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). *L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière* n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, et de l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont, soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. *Indice général* (319 articles).

(1949 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1951 ..	134	137,6	137,4	151,5
1952 ..	149,3	143	142,6	140,5
1953 ..	139,7	138,7		

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,3. — 1951 = 138,3. — 1952 = 144,9.

2. *Indices partiels par branche de production.*

(Indice du dernier mois du trimestre.)

Produits alimentaires. (54 articles.)

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	131,2	128,2	132,6	130,3
1953:	128,1	(125,9)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 103,2.
— 1951 = 119,7.
— 1952 = 131

Produits industriels. (207 articles.)

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	166,5	155,3	152,2	150
1953:	150,1	(150,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 113,7.
— 1951 = 158,7.
— 1952 = 158,2.

Produits chimiques.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	156,3	147,3	143,4	143,4
1953:	143,3	(140,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 101,2.
— 1951 = 128,7.
— 1952 = 148,9.

Source: I. N. S. E. E

Corps gras industriels.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	94,4	93,3	90,3	94
1953:	98,4	(93)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,2.
— 1951 = 112,2.
— 1952 = 93,7.

Combustibles et énergie. (58 articles.)

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	145,8	143,7	140,2	139,4
1953:	139,6	(136,6)		

Moyenne mensuelle. 1950 = 105,6.
— 1951 = 126,7.
— 1952 = 142,3.

Produits métallurgiques.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	167,9	155,3	158,3	156,3
1953:	158,8	(160,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,9.
— 1951 = 134,6.
— 1952 = 161,8.

Caoutchouc.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	202	185,8	171,3	176,2
1953:	160,6	(159,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 211.
— 1951 = 211.
— 1952 = 185.

Cuirs.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	90,8	84,7	94,1	93,9
1953:	93,7	(98,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 121,8.
— 1951 = 124,9.
— 1952 = 91,2.

(1949 = 100)

Bois.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	296	209	206	205
1953:	204	(203)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,4.
— 1951 = 181,7.
— 1952 = 219

Textiles.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	149,9	142,4	139,1	135,5
1953:	135,7	(138,8)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 135,7.
— 1951 = 181,4.
— 1952 = 144

Pâtes à papiers.

	I (Mars)	II (Juin)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952	275	228	185,2	171,4
1953	175,6	175		

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,1. — 1951 = 256. — 1952 = 222.

Source: I. N. S. E. E.

3. *Indices des matières premières industrielles.*

(73 articles) (1949 = 100).

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1952:	187	171	167,3	165,4
1953:	167,7	(162,2)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 125,2. — 1951 = 188,4. — 1952 = 175,4.

4. *Indices des produits importés.*

Ensemble (43 articles) (1949 = 100).

1952:	161,8	155,4	147,1	145,2
1953:	143,9	(141,2)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 132,5. — 1951 = 181,5. — 1952 = 151,1.

Matières premières industrielles importées (1949 = 100).

1951:	168,9	158,3	148,6	146,9
1953:	145,9	(145,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 145,7. — 1951 = 212. — 1952 = 158,4.

N. B. — (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice *ne constitue pas un indice des prix à l'importation;* les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération.

L'indice a donc la signification limitée d'un indice des *prix intérieurs de certains produits importés.* Il permet d'observer le *sens des tendances,* d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

Source: I. N. S. E E.

b) Indices des prix de détail.

Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices.

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un *indice des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste,* dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: 3 variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total 213 *articles,* avec les pondérations suivantes, par groupes: Alimentation, 58 p. 100; chauffage et éclairage, 4 p. 100; Produits manufacturés, 10 p. 100; services, 15 p. 100; divers, 3 p. 100. — Total: 100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour 17 *villes de province* est établi dans des conditions analogues pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend:

36 *produits alimentaires;*
5 *articles de chauffage et éclairage;*
111 *produits manufacturés.*

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir de budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée; ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée, dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale.*

(1949 = 100.)

Paris.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	148,1	143,1	145,7	145,4
1953:	145,2	(145,4)		

Moyenne mensuelle 1950 = 111,2. — 1951 = 130,1. — 1952 = 145,4.

Ensemble 17 villes importantes de province.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	146,6	142,6	145,9	146,4
1953:	144,8			

Moyenne mensuelle 1950 = 107,2. — 1951 = 129,3. — 1952 = 145,4.

2. *Indice du prix des denrées alimentaires.*

Paris.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	143,8	137	141,7	141
1953:	140,5	(140,6)		

Moyenne mensuelle 1950 = 110,6. — 1951 = 128. — 1952 = 140,7.

Ensemble 17 villes importantes de province.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	139,2	134	140,1	141,7
1953:	139,1	(138,9) (1)		

Moyenne mensuelle 1950 = 105,9. — 1951 = 124,5. — 1952 = 138,3.

3. *Indice du prix des objets manufacturés.*

Paris.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	134,9	131,2	129,2	127,7
1953:	126,7	(126,6)		

Moyenne mensuelle 1950 = 102. — 1951 = 121,4. — 1952 = 131.

Province (17 villes).	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	141,4	137,3	134,6	133
1953:	130,7			

Moyenne mensuelle 1950 = 100,9. — 1951 = 127,5. — 1952 = 136,3.

Source: I. N. S. E. E.

4. *Indice du prix du chauffage et de l'éclairage.*

Paris.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	174,5	171,5	171,5	172,9
		172,5		
1953:	172,9	(170)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 109,8 1951 = 146,9. — 1952 = 172,5.

Province (17 villes).	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1952:	173,4	172,1	172,7	173
		172,6		
1953:	172,7			

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,5. 1951 = 146,1. — 1952 = 172,6.

5. *Indice du prix des services.*

Paris.	I	II	III	IV
1952:	176	175	177	179
1953:	181	(183)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 124. 1951 = 147,4. — 1952 = 176.

Province (17 villes).	I	II	III	IV
1952:	174,9	173,7	175,7	175,1
1953:	177,7			

Moyenne mensuelle: 1950 = 118,4. 1951 = 148,7. — 1952 = 174,9.

(1) Mai.

6. *Indice « Fruits et légumes frais »* (Paris).

	I	II	III	IV
1952:	134,2	135,9	150,2	124
1953:	131,6	(137,3) (1)		

Moyenne mensuelle 1950 = 103,5. — 1951 = 114,9. — 1952 = 136,7.

N. B. — Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.

L'institut national de la statistique et des études économiques a déterminé les possibilités de *raccord des nouveaux indices de prix, publiés sur la base 100 en 1949, aux séries anciennes établies sur une base 100 en 1938* (indice des prix de détail des 34 articles et indice des prix de gros des 135 articles).

Deux méthodes de calcul ont été employées. L'une a déterminé les coefficients correspondant aux valeurs moyennes, en 1949, des anciens indices de prix mesurés sur la base 1 en 1938. L'autre méthode établit le niveau qu'auraient eu, en 1949, les nouveaux indices sur une base 1 en 1938.

Les coefficients donnés ci-après résultent des *moyennes géométriques* des valeurs fournies par les deux méthodes de calcul (anciens indices base 1 en 1938 et nouveaux indices base 1 en 1938). Ces moyennes tiennent compte, avec une même importance, des conditions économiques de 1938 et de 1949 et apportent donc une estimation correcte du niveau moyen des prix dans les principaux secteurs en 1949, par rapport à 1938. Leur utilisation a été limitée à la comparaison directe 1938-1949, par suite de l'absence d'études valables sur la structure des productions et des consommations pour les années intermédiaires.

Pour avoir une indication valable sur le *niveau moyen des prix en 1949, sur la base 1 en 1938*, il suffit donc de multiplier les indices publiés sur la base 100 en 1949 par les coefficients suivants (colonne de gauche):

1. *Indice des prix à la consommation familiale à Paris* (2).

Ensemble	16,3
Produits alimentaires	17,4
Chauffage, éclairage	13,2
Objets manufacturés	25
Services	9,7

N. B. — Ces coefficients sont à la moyenne géométrique des coefficients ci-après:

	Ancien indice.	Nouvel indice.
Ensemble	17	15,7
Produits alimentaires	18,1	16,8
Chauffage, éclairage	13,8	12,6
Objets manufacturés	»	»
Services	10,2	9,2

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles base 100 en 1938 en indices base 100 en 1914 s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris;
6,58 pour l'indice province.

2. *Indices des prix de gros.*

Ensemble	18,5
Produits alimentaires	17,4
Combustibles et énergie	17,4
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits importés	20,5
Matières premières industrielles importées (3)	24,5

N. B. — Ces coefficients sont la moyenne géométrique des coefficients ci-après:

	Ancien indice.	Nouvel indice.
Ensemble	19,17	17,8
Produits alimentaires	17,2	17,6
Combustibles et énergie	18,2	16,6
Produits industriels	21,3	18,4
Matières premières industrielles	21,8	18
Produits importés	19,2	21,8
Matières premières industrielles importées	25,8	24,5

(1) Mai.

(2) L'absence de documentation sur les prix en 1933 des articles de référence des nouveaux indices pour la province ne permet pas de procéder à une estimation analogue des variations de prix 1938-1949. La seule comparaison possible consiste à rapprocher les niveaux des indices des prix des 34 articles.

La moyenne des indices des prix des 34 articles en 1949 pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants sur une base 100 en 1938 se situe au niveau 2017 contre 1817 à Paris. Cet écart de 117 p. 100 se réduit à 10 p. 100 (1938 environ contre 1817 à Paris, en ne retenant pour la province que les 17 villes sièges des directions régionales I. N. S. E. E.). La tendance inverse a prévalu ensuite, les prix de Paris s'élevant davantage que les prix observés en province.

(3) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien était peu représentatif à cet égard.

3. *Evolution des indices des prix de détail*
(*34 articles, base 100 en 1938*).

	Paris. 1949	1952	1953
	(Moyenne mensuelle.)		(Mai.)
Ensemble	1817	2464	2461
Alimentation	1814	2472	2472
Chauffage et éclairage	1376	2354	2357

	Province. 1949	1952	1953
	(Moyenne mensuelle.)		(Mai.)
Ensemble	2033 (1)	2724	2691
Alimentation	2009	2700	2677
Chauffage et éclairage	1597	2661	2624

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles base 100 en 1938 en indices base 100 en 1914 s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:
7,6 pour l'indice Paris;
6,58 pour l'indice province.

N. B. — Niveau moyen des prix en 1949
(Base 1 en 1938.)

(Moyenne géométrique des valeurs fournies sur la base des anciens et nouveaux indices pour 1938 = 1.)

Prix de détail à Paris.

Ensemble des prix à la consommation familiale	16,3
Produits alimentaires	17,4
Articles de chauffage et d'éclairage	13,2
Objets manufacturés	25
Services	9,7

Prix de gros.

Ensemble	18,5
Produits alimentaires	17,4
Dont:	
Céréales	12,7
Viandes	17,4
Œufs et produits laitiers	21
Combustibles et énergie	17,4
Dont:	
Produits pétroliers	15,7
Charbons	21,8
Electricité	12
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits industriels ayant subi une certaine transformation	19,7
Produits métallurgiques	18,6
Matériaux de construction	14,3
Caoutchouc	13,7
Textiles	27,6
Cuirs	24,6
Bois	16,3
Pâtes et papiers	18,9

I. N. S. E. E.

d) Indices des prix des véhicules à moteur.

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-clients départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine ni le montant de la taxe locale. Des raccords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

(Moyenne 1949 = 100.)

Pondération.	1950	1951	1952	1953
	(Moyenne mensuelle.)			Mars.
(54) Voitures particulières	103,8	126,8	146,4	143,5
(33) Véhicules utilitaires	104,2	134,2	155,6	153,9
(13) Motocycles	106,1	124,9	145,5	143,7
(100) Ensemble	104,2	129	149,3	147

Source: I. N. S. E. E.

(1) Prix de détail pour l'ensemble des chefs-lieux de départements et villes de plus de 10.000 habitants.

e) Indice des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager.

Cet indice a pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants, majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable (1949 = 100).

	Pondération.	1950	1951 (Moyenne)	1952	1953 1er trim. (31 mars).
17	Appareils de chauffage (38)	104,4	136,6	160,5	197,9
27	Cuisinières (35)	105,3	139	167,3	164,1
6	Réfrigérateurs (18)	102,9	116,3	120,9	117,6
5	Aspirateurs, cireuses (21)	105,4	124,8	114,7	142,5
4	Machines à laver (15)	108,5	135,5	153,8	153
6	Petits appareils (29)	105,7	130,2	151,6	148,8
9	Machines à coudre (10)	110,7	127,1	142,4	141,3
26	Récepteurs radio (25)	102,1	124	143,6	142
100	Ensemble (191)	104,8	130,9	152,2	150

(Nombre d'articles entre parenthèses.)

Source: I. N. S. E. E.

f) Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

(1949 = 100.)

	Pondération.	1950	1951 (Moyenne)	1952	1953 (Mars.)
192	Energie	102,9	131,1	115,2	113,5
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	144
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	141,2
255	Machinisme et outillage	101,6	130,3	151,2	149
103	Divers	106,3	160	171,6	156,6
1.000	Ensemble	103	129,1	145,3	139,9

Source: I. N. S. E. E.

g) Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail.

Pour que cette comparaison soit valable, surtout si l'on veut en tirer des conclusions sur les variations du coût de la distribution, elle doit *porter sur des groupes ayant une composition semblable.*

Or, précise l'institut national de la statistique et des études économiques,... « les indices de prix de gros et de détail basés l'un sur les disponibilités nationales, l'autre sur les consommations familiales présentent des différences de structure très importantes. En particulier les denrées alimentaires constituent 40 p. 100 des pondérations de l'indice général des prix de gros et 58 p. 100 des pondérations de l'indice d'ensemble des prix de détail. Les services qui ne figurent pas dans l'indice des prix de gros représentent 15 p. 100 du budget-type de consommation familiale.

« D'autre part, les marchandises retenues pour l'indice des prix de gros sont observées à des stades différents de fabrication, le stade final étant fréquemment omis; elles correspondent à des biens d'équipement comme à des biens de consommation; le montant des taxes fiscales n'est pas toujours compris dans les cours enregistrés. Pour l'indice des prix de détail, les articles sont observés au stade final de la production et de la commercialisation et sont tous des biens de consommation.

« Aussi, la comparaison des indices d'ensemble ne saurait être complètement légitime que pour mesurer les différences du pouvoir d'achat de la monnaie sur les marchés de gros d'une part, pour les salariés d'autre part.

« Des rapprochements plus utiles peuvent être effectués entre prix de produits particuliers ou indices partiels; dans ce dernier cas, les conclusions ne sauraient être esquissées qu'après consultation de la liste des articles et de leurs pondérations ».

2° COUT DE LA VIE

a) Indice de l'I. N. S. E. E.

(Prix à la consommation familiale [rappel].)

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris.* (1949 = 100.)

	I (Mars)	II (Juin)	III (Septembre)	IV (Décembre)
1950	107,5	106,9	113,1	117,4
1951	123,6	129,2	133	142,9
1952	148,1	143,1	145,7	145,4
1953	145,2	(145,4)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. — 1951 = 130,1. — 1952 = 145,4.

2. *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale en province* (dix-sept villes importantes).

	I (Mars)	II (Juin)	III (Septembre)	IV (Décembre)
1950	104,7	103,2	108,2	112,7
1951	118,7	126,1	131,3	141
1952	146,6	142,6	145,9	146,4
1953	144,8			

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2 — 1951 = 129,3. — 1952 = 145,4.

b) Coût absolu d'un budget-type.

1. *Budget-type d'un célibataire à Paris.*

(Montant en francs.)

1950.	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
C. F. T. C. (1)	16.717	16.696	16.994	17.505
C. G. T. (6)	»	19.497	»	22.122
C. G. T.-F. O. (1)	16.779	17.084	16.759	17.510
Commission Delépine (2)	14.177	14.145	14.817	15.473
	Moyenne mensuelle: 14.609.			
Commission des conventions collectives (3)	15.104	14.842	15.524	15.784
M. L. P. (4)	21.223	21.062	22.144	22.572
I. O. E. (5)	»	16.326	16.484	16.814

(1) Les budgets-types C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. (15e et 1er jour du mois) sont évalués à partir de bases communes réparties entre six postes (alimentation [2.890 calories-jour], eau, éclairage, chauffage, loyer [local de 41 m² surface corrigée catégorie 3 A], habillement, linge de maison et divers). Les prix retenus sont ceux du Bulletin hebdomadaire de statistique de l'I. N. S. E. E.

(2) Les évaluations du budget de la *commission Delépine* sont effectuées par la direction des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

(3) Les travaux de la *commission supérieure des conventions collectives* tendant à l'élaboration d'un budget-type sont exposés dans le numéro de septembre-octobre 1950 de la *Revue française du travail* éditée par le ministère du travail et de la sécurité sociale. La partie alimentaire de ce budget-type a été adoptée dans son ensemble le 18 juin 1950. Les autres postes ont été adoptés isolément, mais rejetés dans leur ensemble. Les évaluations présentées n'ont donc *aucun caractère officiel.*

(4) Evaluation publiée dans le journal *Le Monde ouvrier* (Mouvement Libération du Peuple) (15 du mois).

(5) *L'institut d'observation économique* évalue trois budgets-types se rapportant respectivement au manœuvre, à l'ajusteur et à l'ingénieur célibataires de la région parisienne, dans l'industrie des métaux (15 du mois).

Les données ci-dessus concernent le budget-type du manœuvre. On trouvera plus loin l'évolution indiciaire de ce budget et de celui de l'ajusteur et de l'ingénieur célibataires, ainsi qu'un indice d'ensemble.

(6) C. G. T. = 15 du mois.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1951.				
C. F. T. C.	18.718	20.186	20.596	21.865
C. G. T.	22.326	27.950	26.953	29.118
C. G. T.-F. O.	18.465	20.229	20.977	22.473
Commission Delépine	16.539	17.395	18.353	19.715
Commission supérieure des conventions collectives.	16.657	17.732	18.065	19.451
M. L. P.	23.477	25.778	27.493	29.706
I. O. E.	16.391	19.219	20.032	21.621
1952.				
C. F. T. C.	22.985	22.566	22.850	23.298
C. G. T.	30.464	30.404	30.946	30.095
C. G. T.-F. O.	(7) 24.457	23.939	24.354,5	24.161
Commission Delépine	»	»	»	»
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
M. L. P.	30.853	30.588	30.716	30.955
I. O. E.	22.436	21.912	22.170	21.833
1953.				
C. F. T. C.	22.845	23.934		
C. G. T.	31.167	31.354		
C. G. T.-F. O.	24.546	24.679	(9) 24.876	
M. L. P.	31.244	(8) 31.253		
I. O. E.	22.066	(8) 22.973		

(7) Premier jour du mois.
(8) Mai.
(9) 1er juillet.

2. *Budget-type d'une famille.*

Evaluation de l'U.N.A.F. (Union nationale des associations familiales) (famille type de 4 personnes, dont 2 enfants entre 6 et 10 ans) (1).

(Montant en francs.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	40.785	40.972	41.702	42.111
1951	45.323	50.503	51.184	55.460
1952	62.585	61.550	61.849	60.618
1953	60.538	62.134	(2) 60.360	

(1) Premier jour du mois.
(2) 1er juillet.

N. B. — Le budget est calculé depuis le 1er janvier 1952, sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptés à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

c) Indices des variations des budgets-types.

1. *Budget-type d'un célibataire à Paris.*

(Septembre 1948 = 100.)

1950.	I (Mars).	II (Juin).	III (Septembre).	IV (Décembre).
C. G. T.	(4) 111	114	(3) 121	124
C. G. T.-F. O. (1)	128,4	130,7	128,2	134
I. O. E. (2)				
Manœuvre	»	128	129,2	131,8
Ajusteur	»	122,4	126	128,4
Ingénieur	»	120,8	121,3	126
Indice moyen	»	127,1	126,8	128,7

(1) Premier jour du mois (1er septembre 1948 = 100).
(2) Institut d'observation économique.
(3) La base septembre 1948 = 100 correspond à un total de 13.065 F.
(4) Mai.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1951.				
C. G. T	130	145	(1) 162	*
C. G. T.-F. O.	141,3	154,8	160,66	172
I. O. E.				
Manœuvre	139,6	150,8	157	169,4
Ajusteur	135,9	145,7	151,2	163,2
Ingénieur	135,8	143,4	147,4	162,6
Indice moyen	137,1	146,6	151,9	161,7
1952.				
C. G. T	178,8	176,8	181,4	175,9
C. G. T.-F. O. (1)	187,87	183,23	186,38	184,93
I. O. E.				
Manœuvre	175,7	171,7	173,5	171,3
Ajusteur	167,4	163,8	166	164,1
Ingénieur	165,9	163,6	165,7	164,2
Indice moyen	169,6	166,3	168,4	166,5
1953.				
C. G. T	182,7			
C. G. T.-F. O.	187,8	188,9	(3) 190,4	
I. O. E.		(2)		
Manœuvre	172,9	180		
Ajusteur	165	169		
Ingénieur	165,5	167,4		
Indice moyen	167,8	172,1		

(1) La base septembre 1948 = 100 correspond à un total de 13.065 F.
(2) Mai.
(3) 1er juillet.

2. *Budget-type pour une famille (indices).*

Indices de l'U. N. A. F. (union nationale des associations familiales).

(Janvier 1939 = 100.)

	I (Mars).	II (Juin).	III (Septembre).	IV (Décembre).
1950	1.522,9	1.529,9	1.557,2	1.572,4
1951	1.692,4	1.885,8	1.911,3	2.071
1952	2.118	2.105	2.121	2.070
1953	2.079	2.183		

3° COMPARAISON DES VARIATIONS DANS LE TEMPS DES SALAIRES ET DU COUT DE LA VIE

a) **Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949.**

(Rapprochement simple des indices.)

N. B. — L'enquête du ministère du travail sur l'activité et les salaires ayant lieu au début de chaque trimestre, les indices des prix retenus sont les moyennes des deux mois encadrant les fins de trimestre.

	INDICE des salaires horaires. (France entière.)	INDICE d'ensemble des prix à la consommation familiale. (France entière) (1).	INDICE du pouvoir d'achat du salaire horaire (France entière.) (2).
	(1949 = 100.)		
1950.			
Mars-avril	105	105	100
Juin-juillet	107	104	103
Septembre-octobre	115	110	104,5
Décembre-janvier	121	115	105
1951.			
Mars-avril	127,5	120,5	105,5
Juin-juillet	139	127	109
Septembre-octobre	156	133	117 (max.)
Décembre-janvier	160	143	112

(1) Cet indice combine celui de Paris (pondération 1) et celui de 17 grandes villes de province (pondération 4).
(2) Indice obtenu par division des deux indices précédents.

	INDICE des salaires horaires. (France entière.)	INDICE d'ensemble des prix à la consommation familiale. (France entière.) (1)	INDICE du pouvoir d'achat du salaire horaire. (France entière.) (2)
	(1949 = 100.)		
1952.			
Mars-avril	162	146,5	110,5
Juin-juillet	163,5	142,5	114,5
Septembre-octobre	164	146	112
Décembre-janvier	164	146,5	111,5
1953.			
Mars-avril	165	144,9	114

(1) Cet indice combine celui de Paris (pondération 1) et celui de 17 grandes villes de province (pondération 4).
(2) Indice obtenu par division des deux indices précédents.
Source : I. N. S. E. E.

b) **Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951.**

On trouvera, seulement, ci-après les résultats d'une étude de M. Sauvy basée sur une moyenne géométrique des indices du coût de la vie publiés par l'I. N. S. E. E. et l'institut d'observation économique pour la comparaison 1938-1949 et sur l'indice I. N. S. E. E. seul pour la comparaison 1949-1951. Pour les salaires, l'indice pondéré des salaires horaires de l'enquête semestrielle de l'I .N. S. E. E. a été retenu comme constituant la seule série homogène depuis 1938 s'appliquant à diverses professions. Diverses corrections ont été effectuées pour tenir compte du transfert de l'impôt cédulaire, de la prime de transport, de l'accroissement de la cotisation des salaires à la sécurité sociale, etc. Le salaire hebdomadaire tient compte de la modification de la durée du travail. Mais les résultats apportés laissent de côté la fraude sur les cotisations sociales légales et le retard de la progression des allocations familiales.

La simple division des résultats obtenus pour les salaires par les indices du coût de la vie donne les indices suivants de pouvoir d'achat.

	1949 - 1938		SEPTEMBRE 1951-1949.		SEPTEMBRE 1951-1938.	
	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.
Salaire horaire net masculin	56,2	61,5 à 63,3	110,5	102,4	62,1	62,9 à 64,8
Salaire horaire net deux sexes	60,3	66,0 à 67,9	110,5	102,4	66,6	67,5 à 69,5
Salaire hebdomadaire net	70,5	77,2 à 79,4	112,7	104,6	79,5	80,6 à 82,9
Salaire hebdomadaire plus allocations familiales	78,5	86,0 à 88,5	112,7	104,6	88,5	89,8 à 92,4
Salaire avec allocations familiales et assurances sociales	83,4	91,4 à 94,0	112,7	104,6	94,0	95,4 à 98,1

OBSERVATIONS

Les chiffres du 1er septembre 1951 s'entendent, il faut le rappeler, avant la revalorisation des salaires.

Une étude plus complète devrait tenir compte de l'accroissement des charges d'accidents du travail, congés payés, etc., mais aussi de l'augmentation de la production, de l'accroissement plus élevé des prix des objets vendus par l'industrie par rapport au coût de la vie, de la charge fiscale, etc.

Pour les salaires non touchés par l'enquête de l'I. N. S. E. E. (mines, services publics, employés de l'industrie et du commerce, agriculture), les aperçus suivants peuvent être donnés:

Mines (ensemble).

Indice du salaire moyen journalier, prime de résultat incluse. 1938 = 100		Pouvoir d'achat journalier compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en province. 1938 = 100.
Ouvrier du fond	2.230	De 94 à 96.
Ouvrier du jour	2.140	De 90 à 92.
Indice des salaires payés, charges sociales comprises.		(Situation plus favorable en valeur relative que la moyenne.)
Ouvrier du fond	2.640	
Ouvrier du jour	2.520	

V — SALAIRES — PROFITS — REVENUS

1° SALAIRES

N. B. — Sont données ici des observations concernant les indices des taux des salaires horaires, publiés par le ministère du travail, et l'indice total des salaires publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, d'après les travaux de la direction des prix.

a) Indice des taux des salaires horaires (ministère du travail) (1).

1. *Indice d'ensemble.*

Base 1er janvier 1946 = 100 (2).

	I (1er janv.)	IV (1er avril)	VII (1er juil.)	X (1er octobre)
1951	354	374	407	458
1952	470	475	479	481
1953	481	486		

Moyenne: 1949 = 292.

2. *Indices par secteur.*

Production des métaux.

	I	IV	VII	X
1951	346	366	402	454
1952	464	467	468	468
1953	468	464		

Moyenne 1949: 301.

Bâtiment.

	I	IV	VII	X
1951	314	331	365	416
1952	430	434	438	443
1953	442	449		

Moyenne 1949: 265.

Industries chimiques.

	I	IV	VII	X
1951	330	388	423	485
1952	487	491	494	496
1953	497	503		

Moyenne 1949: 394.

Industries textiles.

	I	IV	VII	X
1951	386	413	444	501
1952	512	513	516	517
1953	515	561		

Moyenne 1949: 314.

Cuirs et peaux.

	I	IV	VII	X
1951.....	340	356	390	441
1952.....	445	451	453	455
1953.....	455	460		

Moyenne 1949: 286.

Papier-carton.

	I	IV	VII	X
1951.....	364	385	425	480
1952.....	487	493	496	496
1953.....	496	502		

Moyenne 1949: 295.

Transports.

	I	II	III	IV
1951.....	346	350	395	439
1952.....	459	464	472	475
1953.....	475	479		

Moyenne 1949: 287.

Commerces alimentaires.

	I	II	III	IV
1951.....	370	391	422	476
1952.....	491	499	504	507
1953.....	507	508		

Moyenne 1949: 300.

3. *Indices suivant le sexe et la qualification.*

1. *Hommes.*

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1951.....	373	390	426	479
1952.....	490	496	500	502
1953.....	503	507		

Manœuvres spécialisés (ées).

	I	IV	VII	X
1951.....	357	375	409	462
1952.....	474	478	482	485
1953.....	484	489		

Ouvrier (ère) spécialisé (ée).

	I	IV	VII	X
1951.....	338	360	389	438
1952.....	450	456	460	463
1953.....	464	469		

Ouvrier (ère) qualifié (ée).

	I	IV	VII	X
1951.....	323	342	373	421
1952.....	436	442	445	449
1953.....	450	456		

2. *Femmes.*

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1951.....	419	439	479	538
1952.....	548	552	554	556
1953.....	556	558		

Manœuvres spécialisés (ées).

	I	IV	VII	X
1951.....	397	420	456	516
1952.....	526	529	532	534
1953.....	533	537		

Ouvrier (ère) spécialisé (ée).

	I	IV	VII	X
1951.....	371	393	428	481
1952.....	490	495	496	499
1953.....	498	502		

Ouvrier (ère) qualifié (ée).

	I	IV	VII	X
1951.....	355	375	408	457
1952.....	469	471	477	479
1953.....	480	485		

Source: ministère du travail.

(1) L'enquête du ministère du travail porte sur les taux des salaires des ouvriers de plus de dix-huit ans payés à l'heure, dans des établissements de plus de dix salariés.
(2) Moyenne: 1949 = 292.

b) Indices professionnels des salaires horaires:

1. *Indice des salaires horaires par activité collective* (France entière) (1).

1949 = 100.

	I (janvier)	II (avril)	III (juillet)	IV (octobre)
Construction électrique et mécanique (région parisienne):				
1952:	163	166,7	168,5	171,4
		168,5		
1953.....	170,6	171,3		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 144.)				
Fonderie:				
1952.....	158,6	161,1	»	162,2
		161,1		
1953.....	160,4	162		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 137,4.)				
Grosse forge:				
1952.....	170,7	174,9	»	178,2
		175		
1953.....	173,4	170,4		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 147,5.)				
Industries chimiques (2):				
1952.....	169,3 (3)	176,3 (4)	172 (5)	187 (6)
1953.....	»			
(Moyenne mensuelle: 1951 = 154,9.)				

Source: Syndicats professionnels patronaux. — I. N. S. E. E.

	I (janvier)	II (avril)	III (juillet)	IV (octobre)
		1949 = 100		
Industrie de laine (7):				
1952.....	150	148	150,4	162,5
		156		
1953.....	167	(167) (9)		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 140.)				
Industrie du coton (7):				
1952.....	185,5	185,7	193,5	188,9
		189,2		
1953.....	195	(191,9) (9)		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 161.)				

2. *Indices des salaires horaires par profession* (métaux, région parisienne) (8).

	I (janvier)		II (avril)		III (juillet)		IV (octobre)	
Ajusteur:	T	Rt	T	Rt	T	Rt	T	Rt
1952	170	164	172	168	175	170	176	174
1953	177	172	179	174				
(Moyenne mensuelle: 1951 = T: 146; Rt: 140. — 1952 = T: 174; Rt: 169.)								
Modeleur-mécanicien:								
1952	166	166	168	170	172	174	174	175
1953	174	176	175	176				
(Moyenne mensuelle: 1951 = T: 140; Rt: 141. — 1952 = T: 171; Rt: 172.)								

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.
(2) Gains horaires bruts (majorations pour heures supplémentaires, primes et indemnités, avantages familiaux autres qu'allocations familiales, avantages en nature imposés, cotisations ouvrières aux A. S.).
(3) Février.
(4) Mai.
(5) Août.
(6) Novembre
(7) Gains horaires bruts.
(8) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
(9) Mars.

	I (janvier)		II (avril)		III (juillet)		IV (octobre)	
	T	Rt	T	Rt	T	Rt	T	Rt
Mouleur à main:								
1952	162	161	165	164	166	165	169	166
1953	170	166	171	166				
(Moyenne mensuelle: 1951 = T: 139; Rt: 137. — 1952 = T 166; Rt: 165.)								
Lamineur à froid:								
1952	»	167	»	169	»	173	»	176
1953	»	179	»	179 (1)				
(Moyenne mensuelle: 1951 = Rt: 144. — 1952 = Rt: 167.								

Source: syndicats professionnels patronaux.

3. *Indices des salaires horaires par qualification individuelle* (2).

(Métaux, région parisienne.)

	I (janvier)	II (avril)	III (juillet)	IV (octobre)
Manœuvre ordinaire:		1949 = 100		
Au temps:				
1952.....	166	170	171	173
		171		
1953.....	174	174		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 147.)				
Au rendement:				
1952.....	167	171	173	175
		172		
1953.....	175	178		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 148.)				
Manœuvre spécialisé:				
(Temps + rendement):				
1952.....	162 (3)	166 (4)	167 (5)	168 (6)
1953.....	170 (3)			
(Moyenne mensuelle: 1951 = 140.)				
Professionnel:				
(Temps et rendement):				
1952.....	167 (3)	170 (4)	172 (5)	174 (6)
1953.....	175 (3)			
(Moyenne mensuelle: 1951 = 141.)				
Ensemble des ouvriers:				
1952.....	165 (3)	167 (4)	169 (5)	171 (6)
1953.....	172 (3)			
(Moyenne mensuelle: 1951 = 141.)				

Source: syndicats professionnels patronaux: I. N. S. E. E.

c) **Indice total des salaires** (France entière).

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la direction des prix. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

	I (janvier)	IV (avril)	VII (juillet)	X (octobre)
		(janvier 1947 = 100)		
1. Constructions électriques et mécaniques:				
(1949: moyenne mensuelle = 216):				
1952.....	351	361	365	372
1953.....	371	374		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 309. — 1952 = 365.)				
2. Fonderie:				
(1949: moyenne mensuelle = 216):				
1952.....	342	350	350	353
1953.....	349	352		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 297. — 1952 = 350.)				
3. Grosse forge:				
(1949: moyenne mensuelle = 227):				
1952.....	395	407	413	416
1953.....	414	407		
(Moyenne mensuelle: 1951 = 341. — 1952 = 405.)				

(1) Mars.
(2) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires, et primes de transport exclues.
(3) Février.
(4) Mai.
(5) Août.
(6) Novembre.

Charges sociales (pour cent des salaires dans la construction mécanique et électrique).

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit, ou du dimanche et des jours fériés.

(Moyenne mensuelle: 1949 = 38,31):

1952.....	38,11	39,09	38,97	39,20
1953.....	39,66	40,23		

(Moyenne mensuelle: 1951 = 37,78. — 1951 = 38,92.)

d) **Indice des salaires mensuels nets.**

N. B. — Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

(1949 = 100):

	1951			
	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	128	135	145	161
Père 2 enfants....	125	132	139	156
Père 5 enfants....	123	129	134	151
Zone 7,50 p. 100:				
Célibataire	123	133	143	160
Père 2 enfants....	120	128	135	155
Père 5 enfants....	120	127	131	150

	1952			
	I	IV	VII	X
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	166	167	169	171
Père 2 enfants....	160	161	162	164
Père 5 enfants....	154	154	155	156
Zone 7,50 p. 100:				
Célibataire	164	164	164	166
Père 2 enfants....	158	158	158	159
Père 5 enfants....	152	152	152	153

	1953	
	I	IV
Zone 0 p. 100:		
Célibataire	169	169
Père 2 enfants....	162	164
Père 5 enfants....	155	157
Zone 7,50 p. 100:		
Célibataire	162	167
Père 2 enfants....	157	159
Père 5 enfants....	152	156

Source: ministère du travail. — I. N. S. E. E.

e) **Nombre de déclarants et masse des salaires bruts par activité (26 postes), pour l'année 1951.**

	NOMBRE de déclarants.	SALAIRES bruts (en millions de francs)
Eau, gaz, électricité et distributions urbaines.	633	49.817
Pétrole et carburants liquides.....	213	15.286
Combustibles minéraux solides.....	216	110.403
Extraction de minerais divers et de matériaux de construction.....	3.619	28.159
Production de métaux.....	391	73.661
Industries mécaniques et électriques.....	58.851	491.093
Industrie du verre.....	1.147	15.252
Céramique et matériaux de construction.....	5.189	33.306
Bâtiment et travaux publics.....	79.825	204.753
Industries chimiques et caoutchouc.....	6.181	105.352
Industries agricoles et alimentaires.....	48.141	103.676
Industries textiles.....	13.368	186.674

	NOMBRE de déclarants.	SALAIRES bruts (en millions de francs).
Habillement et travail des étoffes	29.364	51.378
Cuirs et peaux	12.825	36.908
Industries du bois et de l'ameublement	17.814	36.059
Papier, carton	2.120	29.671
Industries polygraphiques	8.729	44.815
Industries diverses	7.182	23.163
Transports	17.239	254.124
Commerces agricoles et alimentaires	71.305	82.766
Commerces non alimentaires		
Banques, assurances, agences et administrations financières	144.757	220.304
	14.577	91.854
Spectacles	3.580	9.521
Hygiène et services domestiques	21.232	14.037
Professions libérales, administrations et militaires	47.896	93.207
Non déclaré	1.691	1.749
Ensemble	618.025	2.404.285

N. B. — Ces résultats sont établis sur la base des déclarations à l'administration des contributions directes des chefs d'entreprise occupant des salariés, et dans lesquelles ils indiquent la masse des salaires bruts versés (prestations familiales et remboursements de frais exclus) et le total des salaires nets perçus par chaque salarié pour l'année écoulée (retenues de sécurité sociale et des retraites déduites).

Ces chiffres ne sont pas définitifs et ne rendent pas compte de la totalité des déclarations.

L'augmentation du nombre des déclarants, par rapport à 1950 tient surtout à une collecte plus complète des déclarations.

L'accroissement de la masse salariale brute paraît en grande partie imputable à la hausse des prix entre 1950 et 1951 (27 p. 100).

Source : ministère des finances (direction générale des impôts) I. N. S. E. E.

2° PROFITS ET AUTRES REVENUS

a) Evolution du revenu de l'agriculture.

(Rapport sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture.)

1. *Evolution globale.*

Estimation grossière (milliards de francs).

	1938	1945-46	1946-47	1947-48	1948-49	1949-50	1950-51	1951-52
Recettes ...	88	450	820	1.230	1.385	1.470	1.600	(1.935)
Dépenses ...	22	65	130	200	330	365	430	(565)
Revenu net.	66	385	690	1.000	1.055	1.105	1.170	(1.370)

(= Ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Définitions:

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques; + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.

Dépenses = valeur des achats de matière, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.

Revenu net, ou balance de trésorerie = recettes—dépenses.

2. *Recettes.* (Part relative des principales productions.)

AVANT LA GUERRE	P. 100.	1948-1949.	P. 100.
1. Viande	21	1. Viande	31
2. Blé	16,42	2. Lait	13,5
3. Viticulture	12,33	3. Volailles, œufs	13,5
4. Lait	11,94	4. Viticulture	12,5
5. Volailles, œufs	11,45	5. Blé, céréales	10
6. Légumes	11,16	6. Légumes	7
7. Fruits (1)	5,57	7. Fruits (1)	4
8. Pommes de terre	4,4	8. Betteraves	3
9. Betteraves	2,6	9. Pommes de terre	2,5
Divers	3,5	Divers	3

(1) Y compris les pommes à cidre.

1949-1950.	P. 100.	1950-1951	P. 100.
1. Viande	24	1. Viande	29
2. Lait	16	2. Lait	17
3. Volailles, œufs	13	3. Volailles, œufs	13
4. Viticulture	12	4. Blé, céréales	10,5
5. Blé, céréales	11,5	5. Viticulture	10
6. Légumes	8	6. Légumes	6,5
7. Pommes de terre	5	7. Fruits (1)	4
8. Fruits (1)	4,5	8. Betteraves	3,5
9. Betteraves	2	9. Pommes de terre	3
Divers	4	Divers	3,5

1951-52.

	P. 100.
Produits animaux:	
1. Viande	24,5
2. Produits laitiers	16,5
3. Volailles, œufs	13,5
Produits végétaux:	
4. Blé-céréales	10,5
5. Viticulture	9
6. Légumes	8
7. Fruits (1)	4
8. Betteraves	3
9. Pommes de terre	2,5
Divers	4,5
Total	100

(1) Y compris les pommes à cidre.

Source: I. N. S. E. E.

3. *Dépenses de l'agriculture.*

Analyse détaillée des dépenses de 1951-1952.

N. B. — (Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100.) Il s'agit donc d'une approximation très grossière.

	Milliards de francs.
I. — Matières:	
Semences	13
Aliments du bétail	80
Engrais	90
Antiparasitaires	18
Carburants et électricité	40
Ficelle-lieuse	11
Divers	60
Total: environ	260
II. — Travaux et services:	
Battages	15
Frais d'entretien	100 (1)
Assurances	25
Echanges bétail	25
Frais de vétérinaires	12
Frais généraux divers	10
Total: environ	185
III. — Renouvellement:	
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	120
Total général: environ	565

Evolution des dépenses.

Les chiffres de l'année 1951 ne sont pas directement comparables à ceux des années précédentes, l'évaluation relative aux dépenses de carburants ayant été rectifiée et les frais généraux divers ayant été pris en compte pour la première fois.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

b) **Evolution des revenus déclarés ou constatés de 1948 à 1950.**

Augmentation des revenus dans chaque catégorie.
(1948 = 100.)

I. — Taxe proportionnelle.

ANNÉES	TOTAL des revenus.	REVENUS fonciers.	BÉNÉFICES industriels et commerciaux.	RÉMUNÉRATIONS des gérants et associés.	BÉNÉFICES de l'exploitation agricole.	BÉNÉFICES des professions non commerciales.
1948	100	100	100	100	100	100
1949	121,3	52,5	119,4	212,2	100,9	167,9
1950	137,2	55,5	134,3	282,4	100,7	206,1

Source: ministère des finances.

II. — Surtaxe progressive.

ANNÉES	TOTAL des revenus.	REVENUS fonciers.	BÉNÉFICES industriels et commerciaux.	RÉMUNÉRATIONS des gérants et associés.	BÉNÉFICES de l'exploitation agricole.	TRAITEMENTS salaires, pensions et rentes viagères.	BÉNÉFICES des professions non commerciales.	REVENUS des capitaux mobiliers, créances, dépôts, etc.
1948	100	100	100	100	100	100	100	100
1949	149,7	55,7	126,6	181,1	81,1	160,2	159,3	174,9
1950	160,7	76,1	129,3	233,2	73,9	170,7	188,2	233,7

Source: ministère des finances.

c) **Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales en 1951.**

1. *Chiffre d'affaires global déclaré.*

	1950	1951	
a) Valeur absolue	14,8	19,3	(+ 30 p. 100)
b) Valeur constante	14,8	16,3	(+ 10 p. 100)

(sur la base de la moyenne géométrique des indices moyens prix de détail et prix de gros, soit une augmentation de prix de 20 p. 100).

2. *Répartition.*

	CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL déclaré.	AFFAIRES soumises aux taxes à la production (taux réunis).	MONTANT DES TAXES payées.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
a) Produits agricoles et alimentaires	26	21	24
b) Métaux	20	21	22
c) Textiles	15	15	15
d) Construction	10	10	10
e) Transports	4	6	5
f) Energie	3	2	2
Total (par rapport à l'ensemble des activités).	78	75	78

Sources: ministère des finances, I. N. S. E. E.

VI. — CONSOMMATION

Le calcul d'un *indice du volume des biens et services* de consommation achetés en France par l'ensemble des particuliers est très délicat.

Il inclut les achats pour stockage effectués par les particuliers et les achats des étrangers séjournant en France. Par l'appel à des sources nombreuses et imparfaites, il conduit, précise l'institut national de la statistique et des études économiques, à de simples *estimations*. Celles-ci sont spécialement incertaines pour l'alimentation et les services.

Sur la *base* 100 *en* 1938, les indices ci-après peuvent être donnés pour les semestres des années 1950 et 1951, la pondération adoptée étant basée sur l'« estimation du revenu national français » publiée en 1947 par le commissariat général au plan:

Indice des biens et services de consommation.

(1938 = 100).

	Pondérations.	1949	1950	1951	1952
Alimentation	48	98	100	103	104
Chauffage éclairage (1)	3,4	107	112,5	122	126
Carburants (2)	1,8	80	105	108	115
Textiles, cuirs	11,5	96	105	102	100
Automobiles (3)	1	64	95	124	157
Autres articles manufacturés (4)	10,8	100	109	124	130
Logement (5)	7,5	95	96	97	98
Autres services (6)	16	106	107	108	108
Indice général	100	99	103,5	106,5	108
			+ 4,5 %	+ 3 %	+ 1,5 %

(1) Consommation d'électricité pour usages domestiques divers incluse.

(2) Carburants = vente d'essence à la clientèle civile.

(3) Automobile = immatriculation de véhicules neufs (voitures particulières).

(4) = meubles, articles de ménage, horlogerie, récepteurs, bicyclettes et motos, articles de voyage, sport, musique, produits d'entretien, savon, parfumerie, tabac, livres, journaux, produits pharmaceutiques.

L'indice d'ensemble traduirait donc un progrès de l'ordre de 4 p. 100 en 1950, par rapport à 1938 et de 3 p. 100 entre 1950 et 1951. La progression n'est que de 1,5 p. 100 en 1952.

Consommation par tête d'habitant

(1938 = 100).

	1949	1950	1951	1952
Indice	100	103,5	105,5	106,5
Accroissement annuel		+ 3,5 %	+ 2 %	+ 1 %

Source: I. N. S. E. E.

(5) L'indice 100 ne signifie pas satisfaction des besoins; il correspond très approximativement à une situation déjà déficitaire (1938) et ne tient pas compte de l'augmentation de la population et de son déplacement dans les villes.

(6) Voyages en chemin de fer, autocars et moyens de transport urbains, entretien des voitures, P. T. T., blanchisserie, teinturerie, soins personnels, médicaux, pompes funèbres, justice, notariat, spectacles, banques et assurances, hôtellerie, services domestiques, entretien des logements (estimation).

VII. — COMPTABILITÉ NATIONALE

GRANDEURS CARACTÉRISTIQUES DU REVENU NATIONAL

1. *Définition O. E. C. E.*

	1913	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(Milliards de francs.)								
a) Production nationale brute au prix de marché	»	435	3.018	3.995	6.654	8.480	9.680	11.820	»
b) Revenu national net au coût des facteurs:									
Francs:									
Courants	50	360	2.596	3.303	5.430	6.640	7.510	9.000	10.600
Courants (1938) (1)	(1) 336	360	317	»	»	(1)	(1)	394	»

(1) D'après une étude de M. Sauvy (droit social, mars 1953), des évaluations en francs constants avaient été données pour 1949 et 1950, mais les chiffres de base en francs courants ont été modifiés depuis lors.

(2) Cette évaluation exclut les traitements des fonctionnaires (30 milliards en 1938), l'amortissement du capital fixe de l'Etat (5 milliards en 1938) et le solde résiduel des opérations extérieures (2 milliards en 1938).

Source: commission des comptes de la nation.

2. *Evaluations en francs constants du commissariat général au plan.*

(1938 = 100).

	1929	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951
	(Milliards de francs 1938.)							
a) Production nationale brute au prix de marché	460	397	330	358	400	427,5	441	463
b) Indice	115,8	100	83,1	90,2	100,7	107,7	111,1	116
c) Taux d'augmentation annuelle	—	—	—	+ 8,5 %	+ 11,7 %	+ 6,9 %	+ 3,1 %	+ 5 %

Source: commissariat général au plan.

B. — PRESENTATION GLOBALE POUR QUELQUES PRODUITS ESSENTIELS

Cadre de présentation.

N. B. — Ce cadre regroupe annuellement, pour quelques produits essentiels, les observations données dans la première présentation, par grandes divisions économiques (disponibilités, transports, échanges, prix, crédit, salaires). (Partie A.)

I. — Produits agricoles.	Pages.
1° Blé	880
2° Pommes de terre	880
3° Betteraves industrielles et sucres	880
4° Vin	881
5° Légumes frais et fruits	881
6° Lait et produits laitiers	881
7° Viande	882

II. — Produits industriels.	Pages.
1° Disponibilités énergétiques	883
2° Charbon	884
3° Electricité	884
4° Pétrole	885
5° Acier	885
6° Aluminium et cuivre	886
7° Caoutchouc	886
8° Laine	887
9° Coton	887
10° Pâtes à papier	888
11° Cuirs et peaux	888

I. — PRODUITS AGRICOLES

1° BLE

Observation préalable. — Le caractère très approximatif des statistiques agricoles ne permet pas une appréciation valable des disponibilités globales. On trouvera donc ci-après l'indication de la production, des échanges extérieurs, et, sous toutes réserves, des stocks des principaux produits.

a) **Disponibilités.** (Millions de quintaux.)	1951	1952
Production (1)	70	84
Echanges extérieurs:		
Importations	2.780	7.649
Exportations	5.101	1.154
Solde (importations — exportations)	— 2.321	+ 6.495
Stocks au 1er août	3.210	12.250
b) **Transports.**		
Société nationale des chemins de fer français (moyenne mensuelle)	1,96	1,96
c) **Balance commerciale.** (Millions de francs.)		
Echanges en valeurs:		
Importations	11	34
Exportations	16	3,8
Solde	+ 5	— 30,2
Indices: céréales et farines (2): (1949 = 100).		
Indices du volume:		
Importations	63	96
Exportations	232	123
d) **Prix.**	1951 (Moyenne mensuelle)	1952 (Moyenne mensuelle)
Prix de gros (récolte métropolitaine) (En francs par quintaux.)	2.933	3.600
Indice du prix de gros des céréales (6 articles) (1949 = 100).		
e) **Recettes agricoles brutes tirées du blé et des céréales panifiables** (autoconsommation incluse) (3). (Millions de francs.)		
Montant brut	165	205
Pourcentage des recettes globales	10,5	10,5

(1) Résultats des campagnes 1950-1951 et 1951-1952.
(2) Blé et seigle, orge, avoine, riz, maïs et farines de céréales.
(3) Recettes tirées des campagnes 1950-1951 et 1951-1952.

2° POMMES DE TERRE

a) **Disponibilités.** (Millions de quintaux.)	1951	1952
Production (1)	121	107
Echanges extérieurs:		
Importations	2,2	2,1
Exportations	1,8	1,6
Solde (importations — exportations)	+ 0,4	+ 0,5
b) **Transports.**		
Société nationale des chemins de fer français (moyenne mensuelle)	1,22	1,21
c) **Balance commerciale.** (Millions de francs.)		
Echanges en valeurs:		
Importations	5.260	4.463
Exportations	2.992	3.074
Solde	— 2.268	— 1.389
d) **Prix.**		
Prix de gros (en francs par kilogramme) (2):		
Sterling ordinaire	17,13	19,60
Prix de détail:		
Grands magasins d'alimentation à Paris	21	23,10
Indice (1949 = 100):		
Prix à la consommation familiale à Paris	138,9	152,7
e) **Recettes agricoles brutes tirées de la production des pommes de terre** (autoconsommation incluse) (3). (Milliards de francs.)		
Montant brut	50	50
Pourcentage des recettes globales	3	2,5

3° BETTERAVES INDUSTRIELLES ET SUCRE

a) **Disponibilités.**	1951 (Moyenne mensuelle.)	1952 (Moyenne mensuelle.)
Production de betteraves industrielles (4) (Millions de quintaux.)	118	94

(1) Campagnes 1950-1951 et 1951-1952.
(2) Taxes non comprises.
(3) Recettes tirées des campagnes 1950-1951 et 1951-1952.
(4) Source : ministère de l'agriculture, campagnes 1950-1951 et 1951-1952.

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
Sucre (raffiné ou aggloméré) (1.000 tonnes):		
Production (1)	707	670
Echanges extérieurs (sucre):		
Importations	0,38	0,036
Exportations	222	165
Solde (importations-exportations)	— 222	— 165
b) **Transports.**		
(1.000 tonnes.)		
Tous sucres, S. N. C. F.	80	61
c) **Balance commerciale.**		
(Millions de francs.)		
Echanges en valeurs tous sucres:		
Importations	12.320	22.119
Exportations	26.910	24.639
Solde	+ 14.590	+ 2.520
d) **Prix.**		
(En francs par kilogramme.)		
Prix de gros (sucre blanc n° 3 à Paris, taxes incluses)	78,70	87,41
Prix de détail (grands magasins d'alimentation à Paris)	109	126
e) **Recettes agricoles brutes tirées de la production des betteraves industrielles** (auto-consommation incluse):		
Montant brut (milliards de francs)	55	58
Pourcentage des recettes globales	3,5	3

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

4° VIN

a) **Disponibilité.**	1951	1952
(Millions d'hectolitres.)	(Moyenne mensuelle.)	
Production (campagnes 1950-1951 et 1951-1952)	53	51
Echanges extérieurs (vins et apéritifs à base de vin):		
Importations	10,1	11,7
Exportations	1,4	1,5
Solde (importations - exportations)	+ 8,7	+ 10,2
Stocks à la propriété (fin de campagne) 30 septembre	15	12
b) **Transports** (2).		
(Millions d'hectolitres.)		
Société nationale des chemins de fer français	1,50	1,52
c) **Balance commerciale.**		
(Millions de francs.)		
Importations	51.000	65.000
Exportations	21.500	22.500
Solde	— 29.500	— 42.500
d) **Prix.**		
(Litres en francs.)		
Prix de gros (vin rouge, Bercy 10°, taxes comprises)	54	62
Prix de détail (vin rouge de table, 10°, bouché) (grands magasins d'alimentation à Paris)	66	72,90
Indice (prix à la consommation familiale à Paris): 1949 = 100	93,9	103,7
e) **Recette agricole brute tirée de la production du vin** (auto-consommation incluse).		
(Milliards de francs.)		
Montant brut	160	170
Pourcentage des recettes globales	10	9

(1) Sucre raffiné ou aggloméré.
(2) Chiffres très approximatifs.

5° LEGUMES FRAIS ET FRUITS

a) **Disponibilités.**

	1951		1952	
	Légumes frais.	Fruits.	Légumes frais	Fruits.
	(En milliers de tonnes.)			
Production	1.850	»	1.700	»
Echanges extérieurs:				
Importations	160	914	181	967
Exportations	96	108	80	104
Solde (importations-exportations)	+ 64	+ 806	+ 101	+ 863

b) **Transports de fruits et légumes** (S. N. C. F.).

Moyenne mensuelle (en milliers de tonnes).

1951	290
1952	290

c) **Balance commerciale** (1).

(En milliards de francs.)

	1951	1952
Importations	55	62
Exportations	9,7	10
Solde	— 45,3	— 52

d) **Prix.**

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1951	1952
Indice des prix à la consommation familiale à Paris: fruits et légumes frais	114,9	136,1

e) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de légumes frais et fruits. (auto-consommation incluse.)

	1951		1952	
	Légumes frais.	Fruits.	Légumes frais.	Fruits.
Montant brut (en milliards de francs)	95	50	150	60
Pourcentage des recettes globales	6,5	4	8	4

6° LAIT ET PRODUITS LAITIERS

a) **Production de lait estimée.**

1951: 160 millions d'hectolitres. — 1952: 155 millions d'hectolitres.

N. B. — Les stocks de lait de conserve étaient de 7.000, 9.500 et 10.000 tonnes en 1950, 1951, 1952 (1er janvier) et ceux de beurre étaient estimés, au 1er janvier 1951, à 20.000 ou 25.000 tonnes, et fin 1952, à 7.000 ou 8.000 tonnes (chiffres très approximatifs donnés sous toutes réserves).

(1) Légumes frais (pommes de terre exclues) et fruits.

b) **Echanges extérieurs de produits laitiers.**

Indice du volume des échanges de produits laitiers (lait concentré, beurre, fromages) (1949 = 100) (moyenne mensuelle):

	1951	1952
Importations (étranger)	64	76
Exportations	106	102

Balance commerciale (milliards de francs):

	1951	1952
Importations (étranger)	9,7	13,4
Exportations	9,9	10,4
Solde	+ 0,2	— 3

c) **Transports de lait** (S. N. C. F.).

	1951	1952
(Moyenne mensuelle) (1.000 tonnes)	484	50

d) **Prix.**

(Prix de gros: halles centrales. — Prix de détail: Paris).
(Moyenne mensuelle en francs.)

	1951		1952	
	Gros.	Détail.	Gros.	Détail.
Lait (litre)	36,70 (1)	40,20	37,60 (1)	42,90
Beurre (kilog)	595	706	680 (2)	743 (4)
Fromage (gruyère) (kilog)	346	558	413 (3)	559 (5)

(1) Lait entier 34 gr., Paris, taxes comprises.
(2) Beurre laitier, taxes comprises.
(3) Taxes comprises.
(4) Beurre frais, toutes provenances.
(5) Gruyère français.

e) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de produits laitiers.
(Milliards de francs.)

	1951	1952
Montant brut	275	345
Pourcentage des recettes globales	17 p. 100	16,5 p. 100

7° VIANDES

a) **Disponibilités.**

(1.000 tonnes.)

	1951	1952
Production totale (évaluation	1.915	1.850
Echanges extérieurs: (viandes fraîches ou congelées):		
Importations	40,9	27,9
Exportations	11,9	4,5
Solde (importations — exportations) (stocks négligeables).	+ 29	+ 23,4

b) **Balance commerciale.**

(Milliards de francs.)

Viandes fraîches ou congelées:	1951	1952
Importations	10,3	7,6
Exportations	2,7	1,5
Solde	— 7,6	— 6,1

c) **Prix**

(1949 = 100) moyenne mensuelle.

	1951	1952
Prix de gros (indice des viandes)	130,9	135,5
Prix de détail (indice des prix à la consommation familiale à Paris, viandes et poissons)	142,9	152,7

d) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de viande (auto-consommation incluse).
(Milliards de francs.)

	1951	1952
Montant brut	460	550
Pourcentage des recettes globales	29 p. 100	28,5 p. 100

II. — PRODUITS INDUSTRIELS

1° DISPONIBILITES ENERGETIQUES

a) **Ressources par produits.**

PRODUIT	UNITÉS	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
Production de houille et lignite	1.000 t	47.562	35.017	49.319	47.309	45.131	53.044	52.530	54.970
Importation de houille et coke	»	21.045	4.978	9.789	16.249	19.438	20.770	13.764	18.355
Exportation tous combustibles	»	1.457	53	536	464	390	1.148	2.352	2.100
Electricité : production hydraulique (1)	1.000.000 kWh	9.837	9.709	10.818	12.548	14.319	10.588	15.660	20.511
Produits pétroliers (2) :									
Essence	1.000 t	2.895	870	1.852	1.676	1.888	2.244	2.573	3.110
Gas oil	1.000 t	529	413	844	745	1.120	1.034	1.196	1.522
Fuel oil	»	2.556	456	1.183	2.561	4.232	4.926	5.742	6.097
Gaz naturel (3)	1.000.000 m³		85,2	109,9	158,4	174	228	246	280,8

(1) L'énergie provenant de l'électricité d'origine thermique ferait double emploi avec le charbon alimentant les centrales thermiques. On sous-estime toutefois, de ce fait, les ressources, car une partie du charbon brûlé dans les centrales minières est constitué par des bas produits non inclus dans la production de charbon.
(2) Production des raffineries + production de synthèse + importation-exportation.
(3) Gaz d'usine exclu (double emploi avec le charbon).

b) **Disponibilités globales** en unités énergétiques = tonnes de charbon.

Disponibilités totales calculées d'après des *coefficients d'équivalence* basés sur le pouvoir calorifique des différents produits et le rendement moyen des appareils d'utilisation.

1. *Coefficients d'équivalence.*

	POUVOIR calorifique.	RENDEMENT d'utilisation.	CALORIES utilisées.	COEFFICIENTS d'équivalence.
		P. 100.		
Charbon :				
1 kilogramme (1)	7.500	15	1.125	1
Electricité :				
1 kilowatt-heure	860	90	774	0,7
Produits pétroliers :				
1 kilogramme	10.800	25	2.700	2,4
Gaz naturel :				
1 mètre cube	10.000	20	2.000	1,8

(1) 1 kg lignite = 0,65 kg houille ; 1 kg coke = 1,3 kg houille.

Source : I. N. S. E. E.

N. B. — Ces coefficients sont toujours contestables. En effet, si l'on prend par exemple l'électricité, on constate que le kWh libère de 0,4 à 2 kg de charbon suivant l'utilisation qui en est faite (traction électrique, chauffage, etc.).

2. *Disponibilités globales en énergie.*

(Millions de tonnes de charbon ou équivalent.)

	1929	1938	1949	1950	1951	1952
Charbon (1)	86,5	69,8	60,0	52,1	60,6	62,4
Electricité :						
Thermique	6,2	7,3	13,3	11,6	12	12,3
Hydraulique (2)	4,4	7,1	7,3	11,4	11,8	16
Produits pétroliers (3)	7,5	12,9	19,1	22	26,3	27,7
Gaz naturel	»	»	0,4	0,5	0,5	0,5
Totaux	104,7	88,1	100,1	97,6	114,2	188,9
Accroissements annuels (p. 100)				— 2,5	+ 17	+ 4,1

N. B. — Bases adoptées : 1 kg lignite = 0,6 kg charbon ; 1 kg coke = 1,3 kg charbon.

(Les différentes qualités de charbon ne sont pas distinguées.)

	POUVOIRS calorifiques moyens.	RENDEMENTS moyens des appareils utilisateurs.	COEFFICIENTS d'équivalence.
Charbon	7.500 cal. par kg	15 p. 100	
Electricité	1 kWh = 860 cal.	90 p. 100	1 kWh = 0,7 kg charbon.
Produits pétroliers	10.800 cal. par kg	25 p. 100	1 kg = 2,4 kg charbon.
Gaz naturel	10.000 cal. par m³	20 p. 100	1 m³ = 1,8 kg charbon.

(1) A l'exclusion du charbon utilisé dans les centrales thermiques.
(2) Y compris la balance importations-exportations.
(3) Sur la base des ventes : la clientèle civile.

Importance relative :	1929	1952
Charbon	89 p. 100	62.8 p. 100
Hydro-électricité	4 p. 100	13.4 p. 100
Pétrole	7 p. 100	23.3 p. 100
Gaz naturel	—	0.5 p. 100
	100 p. 100	100 p. 100

2° CHARBON

a) **Disponibilités.**

(Millions de tonnes.)

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mensuelle.)	
1. Production :				
Houille et lignite	55	57.5	4,58	4,78
Cokes (1)	9,71	10,8	0,809	0,899
Agglomérés	8	7,92	0,668	0,660
2. Importations (2) :				
Houille et lignite	14,3	13,3	1,189	1,112
Cokes	4,49	5,1	0,374	0,43
Total	18,8	18,4	1,56	1,54
3. Exportations (3)	2,03	1,62	0,169	0,14
N. B. — Stocks (variations) sur le carreau des mines (houille et lignite)	— 1,2	+ 1,6	»	»

(1) Production totale disponible de semi-coke, cokes de four et cokes de gaz.
(2) Y compris livraisons de la Sarre.
(3) Ensemble (houille et lignite, cokes et agglomérés).

b) **Activité de la main-d'œuvre** (combustibles minéraux solides).

	1951				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Premier jour du trimestre.)							
1. Effectifs (indice 1938 = 100)	108,6	108,5	107,4	106,9	107,7	107,2	106,2	105,6
2. Durée hebdomadaire du travail	48 heures.				48 heures.			
3. Activité (indice 1938 = 100)	130,3	130,2	128,9	128,3	129,2	128,6	127,4	126,2

c) **Transports** (combustibles minéraux solides).

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
1. S. N. C. F. :		
Tonnage (1.000 tonnes)	4.173	3.970
Tonnage kilométrique (millions de tonnes-kilomètre)	871	824
2. Voies navigables :		
Tonnage (1.000 tonnes)	1.162	1.241
Trafic kilométrique (millions de tonnes)	197,2	211
3. Mer (débarquements 1.000 tonnes)	547	469

d) **Crédits et investissements.**

(En milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits aux mines (utilisation au 31 décembre, mines et préparation) :		
Court terme	16,1	33,7
Crédits d'investissement	26	44,7
2. Investissements globaux des Charbonnages de France	65,6	85

e) **Balance commerciale** (étranger).

Moyenne mensuelle (en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Importations	8,050	9,895
2. Exportations	2,271	2,278
Solde	— 5,779	— 7,617

f) **Prix.**

Moyenne mensuelle en francs (la tonne).

	1951	1952
1. Prix de gros (taxes incluses, prix livraison départ) :		
Tout venant Flénus	4.500	5.145
Boulets	4.604	5.517
2. Prix de détail (Paris et agglomération) :		
Boulets	8.900	11.640
3. Indice des prix de gros « charbons » (1949 = 100)	125,6	145,9

g) **Salaires.**

(En milliards de francs.)

	1950	1951	1952
Charbonnages de France :			
Salaires et charges connexes	111	140	164,3
Dépenses avant amortissement	163	207	260,3
Indice des salaires (1949 = 100)	107,5	138 (162 en octobre.)	159,5

3° ELECTRICITE

a) **Disponibilités** (milliards de kWh).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production totale :				
Thermique	16,8	18,4	1,4	1,53
Hydraulique	21,1	22,4	1,76	1,87
	37,9	40,8	3,16	3,40
2. Importations	0,6	0,64	0,05	0,059
3. Exportations	0,6	0,64	0,05	0,053
Disponibilités totales	37,9	41,4	3,16	3,45

b) **Activité de la main-d'œuvre.**

	1951	1952
1. Effectifs (fin d'année)	112.856	112.186
2. Durée hebdomadaire du travail	48 h	48 h

c) **Crédits et investissements.**

(Utilisation au 31 décembre, milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme	16,2	16,7
2. Crédits d'investissement	19,8	36
3. Investissements globaux d'Electricité de France	126	132

d) **Prix.**

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1951	1952
1. Indice des prix de gros « électricité »	108,6	129,2
2. Prix du kWh (usage domestique Paris et agglomération) :	(Moyenne mensuelle, francs.)	
1re tranche	21,2	26,2
2e tranche	16,4	20,6
3e tranche	7,8	9,3

e) **Salaires.**

(Indice de la masse des salaires payés.)

Décembre 1949 = 100. — 1950 : 110. — 1951 : 140. — 1952 : 160.

4° PETROLE

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production :				
Brut métropolitain	294	349	24,5	29,1
Brut traité	18.432	21.500	1.536	1.791
Essences	3.920	4.655	326,7	388
Gas oil	2.240	3.217	234,2	268
Fuel oil	9.070	10.630	753,1	886
2. Importations :				
Brut	18.060	21.215	1.505	1.768
Essences	241	193	20,1	16,1
Gas oil	79	132	6,6	11
Fuel oil	78	240	6,5	20
3. Exportations :				
Essences	746	1.476	62,2	123
Gas oil	1.368	1.704	114	142
Fuel oil	2.448	3.456	204	288
Total (1 + 2 — 3) :				
Essences	3.415	3.372	284,6	281
Gas oil	1.521	1.645	127	137
Fuel oil	6.700	7.411	558	618
N. B. — Stocks (variations) (dépôts de distribution) :				
Essences (auto et super)	+ 103	— 53		
Gas oil	— 6	+ 13		
Fuel oil	+ 42	+ 14		

b) **Activité de la main-d'œuvre** (pétrole et carburants liquides).

	1951				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Premier jour du trimestre.)							
1. Effectifs (indice 1938 = 100)	155,9	155,3	161	161	160,5	163,4	165,7	164,9
2. Durée hebdomadaire du travail (heures).	47	47,8	47,3	47,8	46,5	46,8	46,6	46,5
3. Activité (indice 1938 = 100)	184,3	186,5	191,3	191,3	187,5	192,2	194	192,6

c) **Transports** (hydrocarbures).

(Moyenne mensuelle : 1.000 tonnes).

	1951	1952
1. S. N. C. F.	347	333
2. Voies navigables :		
Tonnage	434	463
Trafic en km en millions de T/km	97,7	106
3. Mer :		
Débarquements	1.751	1.967

d) **Crédits et investissements.**

(Utilisations au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	28,2	28,4
2. Crédits d'investissements (industrie)	10,3	10,2

e) **Balance commerciale.**

(Moyenne mensuelle en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Importations (étranger)	14,347	17,099
2. Exportations	5,067	7,459
Solde	— 9,290	— 9,640

f) **Prix.**

(Hectolitres ou francs, moyenne mensuelle.)

	1951	1952
1. Prix de gros essence tourisme (pompe libre) (1)	5.129	5.501
Gas-oil	3.634	4.018
2. Prix de détail essence tourisme (pompe libre)	5.500	5.960
3. Indice des prix de gros (produits pétroliers) (1949 = 100)	139,6	145,2

(1) Prix livraison franco, taxes comprises.

5° ACIER

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production :				
Acier brut	9.828	10.870	819	906
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid).	7.044	7.760	587	647
2. Importations :				
Acier (lingots et demi-produits)	73	46,5	6,1	3,84
Produits finis	48	35	4	2,9
3. Exportations :				
Acier	305	180	25,4	15
Produits finis	2.856	2.000	238	167
Total (en ordre de grandeur) (1 + 2 — 3) :				
Acier	9.600	10.730	800	895
Produits finis	4.200	5.795	350	482

b) **Activité de la main-d'œuvre** (ensemble production des métaux).

	1951				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Premier jour du trimestre.)							
1. Effectifs (indice 1938 = 100)	113,1	113,6	113,5	114,9	116,2	116,7	116,5	116,2
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	47,5	47,5	48,3	40,1	48,5	48,4	48,6	48,4
3. Activité (indice 1938 = 100)	135,6	136,2	138,5	142,5	142,3	142,6	142,9	142

c) **Crédits et investissements** (sidérurgie).

(Utilisation au 31 décembre, en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	22,4	26,6
2. Crédits d'investissement (industrie)	33,4	43,4

d) **Balance commerciale.**

(Moyenne mensuelle en milliards de francs.)

	1951	1952
Sidérurgie et première transformation:		
1. Importations (étranger)	0,699	0,798
2. Exportations	13,227	12,703
Solde	+ 12,528	+ 11,905

e) **Prix** (1949 = 100).

Indice des prix de gros « produits métallurgiques » (ferreux) (moyenne mensuelle) : 1951 : 126,5. — 1952 : 155,7.

f) **Salaires** (1949 = 100).

Indice d'ensemble « production des métaux » : 1950 : 102. — 1951 : 130. — 1952 : 156.

6° ALUMINIUM ET CUIVRE

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production:				
Aluminium	112	127	9,369	10,548
Cuivre	22,44	23,8	1,895	1,986
2. Importation:				
Aluminium	(Très faibles.)		»	»
Cuivre (1)	114	119	9,5	12,4
3. Exportations:				
Aluminium	11,4	10,1	0,95	0,84
Cuivre (1)	6,8	0,6	0,56	0,05
Total aluminium (1 — 3)	100	117	8,4	9,7

(1) Cuivre brut pur et allié, limailles et vieux métaux. Ces importations ne peuvent être ajoutées à la production, elle-même transformation d'une partie du métal importé (brut non raffiné et des vieilles matières).

b) **Crédits et investissements** (ensemble métaux non ferreux).

(Utilisation au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	9,8	10,5
2. Crédits d'investissement (industrie)	7,03	8,3

c) **Balance commerciale.**

(En milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Aluminium (et alliages):		
Importations	1,232	2,7
Exportations	3.733	3,2
Solde	+ 2.501	+ 0,5
2. Cuivre (et alliages):		
Importations	25,4	50,7
Exportations	4,9	2,7
	— 20,5	— 48

d) **Prix** (en francs).

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
1. Prix de gros aluminium en lingot français 99 p. 100 (prix livraison départ, taxes comprises 100 kg)	19.386	22.335
	(1949 = 100.)	
2. Indice prix de gros « métaux non ferreux »	160,4	184,1

7° CAOUTCHOUC

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production:				
Pneumatiques	160	161	13,3	13,4
Caoutchouc industriel (1)	48	49,2	4	4,1
2. Importations:				
Gommes naturelles	123	118	10,3	9,8
Pneumatiques	15,5	7,86	1,29	0,65
3. Exportations:				
Pneumatiques	29,6	28,8	2,47	2,4

(1) Tonnage de gomme et caoutchouc artificiel incorporé.

b) **Crédits et investissements.**

(Utilisation au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	13	11,3
2. Crédits d'investissement (industrie)	3,8	4,6

c) **Balance commerciale** (caoutchouc et ouvrages en caoutchouc).

(En milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Importations	63,6	43,3
2. Exportations	20,4	18,8
Solde	— 43,2	24,5

d) **Prix** (en francs).

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
1. Prix de gros:		
Feuilles fumées standard (kg)	448	267
Pneumatique tourisme Paris (pièce) 165 × 400	7.067	7.137
	1949 = 100	
Indice prix de gros « caoutchouc ».	211	185

8° LAINE

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes.)

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moy. mens.)	
1. Production:				
Laine peignée	54	57	4,5	4,75
2. Importations:				
Laine brute	88	97	7,32	8,1
Laine peignée	1,56	1,8	0,13	0,15
3. Exportations:				
Laine peignée	10,56	17,6	0,88	1,47
Total laine peignée (1 + 2 — 3)	45	41	3,75	3,41
N. B. — Stocks variations	+ 1,12	— 3,12		

b) **Crédits et investissements utilisés** (en milliards de francs).

(Utilisation au 31 décembre.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	36,5	28,1
2. Crédits d'investissement (industrie)	2	2,9

c) **Balance commerciale** (matières premières, filés, tissus).

(En milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Importations	120	72
2. Exportations	99	58
Solde	— 21	— 14

d) **Prix** (en francs).

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
Prix de gros laine peignée (100/105) (livraison franco, taxes incluses) (kg)	2.535	1.595
Prix de gros laine, fils peignés écrus 2/28 (prix livraison départ, taxes incluses) (kg)	3.091	2.275

9° COTON

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mensuelle.)	
1. Production:				
Filés	271	256	22,6	21,37
2. Importation:				
Coton brut	247	246	20,6	20,5
Filés (purs ou mélangés)	10,8	3,6	0,9	0,3
3. Exportations:				
Filés	10,2	7,44	0,85	0,62
Total filés (en ordre de grandeur)	270	252	22	21
N. B. — Stocks (variation)		+ 4,3		

b) **Crédits et investissements.**

(Utilisation au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédits à court terme (industrie).	28,4	27,6
2. Crédits d'investissement	3,4	5,2

c) **Balance commerciale** (matières premières, filés, tissus).

(En milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Importations	136	108
2. Exportations	86	58
Solde	— 50	— 50

d) **Prix** (en francs).

	1951	1952
	(Moyenne mensuelle.)	
Prix de gros coton (fils n° métrique 56) (Prix livraison départ kilogramme, taxe de transaction incluse.)	745	653
Prix de gros coton calicot écru (90 cm) mètre	108	81

10° PATES A PAPIER

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes pâtes sèches).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production	602	516	50,2	43
2. Importation	581	422	48,4	35,2
Total	1.183	938	98,6	78
N. B. — Stocks dans les usines (Variation)	+ 28	— 19,3		

b) **Activité de la main-d'œuvre** (papier-carton).

	1951				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Effectifs	101,2	103,6	105,3	106,2	107	106,9	103,7	102,8
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	45	45,1	45,1	45,2	44,8	43,1	41,2	42,5
3. Activité (indice 1938 = 100)	118	121	123	124,4	124,2	119,4	110,6	113,2

c) **Crédits et investissements** (papier).

(Utilisation au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédit à court terme (industrie)	26,4	22,9
2. Crédits	5,1	8,5

d) **Balance commerciale** (papiers et cartons) (1).

(Milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Importations	69	53
2. Exportations	38	32,5
	— 31	— 20,5

(1) Ensemble papier et application.

e) **Prix.**

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1951	1952
1. Indice prix de gros « pâtes à papier »	256	222
2. Indice prix de gros ensemble pâtes et papier	216	208
3. Indice prix de gros papier et cartons	196,3	202

f) **Salaires.**

1949 = 100.

	1951	1952
Indice des taux des salaires horaires, papier-carton	140	167

11° CUIRS ET PEAUX

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1951	1952	1951	1952
	(Année.)		(Moyenne mens.)	
1. Production (cuirs finis de bovins)	46,9	42	3,9	3,5
2. Importations	0,49	0,29	0,041	0,024
3. Exportations	4,4	3,17	0,364	0,264

b) **Activités de la main-d'œuvre.**

	1951				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Effectifs (indice 1938 = 100)	101,1	101,5	98,3	96,8	95,6	95,9	94,4	96,2
2. Durée hebdomadaire du travail (h.)	41,6	41,9	39,8	40,6	41,2	40,8	40,3	41,9
3. Activité (indice 1938 = 100)	111,8	113,1	104,1	104,5	104,8	104,1	101,2	107,2

c) **Crédits et investissements** (cuir).

(Utilisation au 31 décembre en milliards de francs.)

	1951	1952
1. Crédit à court terme (industrie, tanneries, mégisseries)	11,7	9,7
2. Crédits d'investissements	0,12	0,16

d) **Balance commerciale.**

(Milliards de francs.)

	1951	1952
	(Année.)	
1. Importations	37	26,3
2. Exportations	25	20
Solde	— 12	— 6,3

e) **Prix.**

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1951	1952
1. Indice prix de gros « peaux brutes »	132,2	81,3
2. Indice prix de gros « cuirs finis »	121,5	95,6
3. Indice prix de gros ensemble cuirs	124,9	91,2

f) **Salaires.**

	1951	1952
	(1949 = 100)	
Indice des taux des salaires horaires	133	158

C. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

1° Population.
- a) Taux de nuptialité 889
- b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays 889
- c) Population mondiale totale 889
- d) Population de l'Europe au 1er janvier 1952 889
- e) Excédents démographiques mondiaux 890
- f) Population active 890

2° Production.
- a) Résultats agricoles 890
- b) Production industrielle 892

3° Activité de la main-d'œuvre 896

4° Commerce extérieur.
- a) Indices du quantum en volume 897
- b) Indices de valeur unitaire 897
- c) Commerce mondial par continent 897
- d) Taux d'échange pour quelques pays européens 898
- e) Positions de l'Union européenne de paiements 899

5° Transports.
- a) Transports ferroviaires 899
- b) Flotte marchande mondiale et transports maritimes 900
- c) Transports aériens 901

6° Prix et coût de la vie.
- a) Indice des prix de gros 901
- b) Indice du coût de la vie 901
- c) Indice des matières premières 901

7° Salaires et revenus 902

8° Consommations.
- a) Laine 902
- b) Acier 902
- c) Consommation d'énergie par habitant 902
- d) Volume de la consommation 903

9° Données monétaires.
- a) Diminution du pouvoir d'achat 904
- b) Politique monétaire de l'Europe occidentale 904
- c) Evolution de la dette publique de quelques pays (1914-1951) 905

10° Revenu national.
- a) Estimation du revenu national 906
- b) Indice du revenu national à prix constants 906
- c) Indice du revenu par habitant à prix constants 906
- d) Répartition fonctionnelle du revenu national 907
- e) Evolution pour quelques pays 907

11° Logement et construction.
- a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays en 1952 908
- b) Dépenses affectées au loyer en pourcentage du total des dépenses familiales 908
- c) Constructions neuves et revenu national 908

1° POPULATION

a) Taux de nuptialité dans quelques pays (p. 1000) (1).

	1938	1951	1952
Allemagne occidentale	9,5	10,3	9,4
Australie	9	9,2	8,6
Autriche	13,3	9,1	8,3
Belgique	7,4	7,9	»
Canada	7,9	9,2	8,8
Espagne	4,5	7,5	7,7
France	6,7	7,5	7,3
Italie	7,5	6,9	7
Pays-Bas	7,7	8,3	8,4
Royaume-Uni	8,6	8,3	7,9
Suède	9,2	7,6	7,3
U. S. A.	10,3	10,5	10

(1) Nombre de mariages enregistrés pour 1.000 personnes de la population correspondante au milieu de l'année.

Source: O. N. U.

b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays (p. 100).

	1938		1951		1952	
	N.	M.	N.	M.	N.	M.
Allemagne occidentale	19,7	11,4	15,7	10,5	15,7	10,5
Australie	17,5	9,6	22,9	9,7	22,3	9,4
Autriche	13,9	14	14,9	12,7	14,6	11,9
Belgique	16	13,2	16,4	12,6	»	»
Canada	20,7	9,7	27,2	9	27,4	8,6
Espagne	20,1	19,3	20,1	11,6	20,8	9,7
France	14,9	15,8	19,4	13,2	19,2	12,2
Italie	(1) 23,8	14,1	18,1	10,3	17,6	10
Pays-Bas	20,5	8,5	22,3	7,5	22,4	7,3
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,9	12,6	15,7	11,4
Suède	14,9	11,5	15,6	9,9	15,5	9,6
U. S. A.	17,6	10,6	24,5	9,7	24,6	9,6

(1) Territoire d'avant guerre.

c) Population mondiale totale (milieu année 1950).

	ÉVALUATIONS en millions.	SUPERFICIES en millions de km².	DENSITÉ au km².
Afrique	198	30,14	7
Amérique du Nord	216,3	24,276	9
Amérique du Sud	111,4	17,764	6
Asie	1.272	26,959	47
Europe	396,3	4,955	80
Océanie	12,9	8,558	2
U. R. S. S.	(1) 193	»	(1) 9
Total	2.400	134,823	18

(1) Estimation pour 1946.

Source: O. N. U.

d) Population de l'Europe au 1er janvier 1952.

(U. R. S. S. exclue.)

(Evaluation en millions.)

Albanie	1,3	Italie	46,9
Allemagne occidentale	48	Luxembourg	0,3
Allemagne orientale	18,6	Norvège	3,3
Berlin	3,3	Pays-Bas	10,3
Autriche	6,9	Pologne	25,8
Belgique	8,7	Portugal	8,8
Bulgarie	7,3	Roumanie	16
Danemark	4,3	Royaume-Uni	50,9
Espagne	28,7	Sarre	0,95
Finlande	4,1	Suède	7,1
France	42,4	Suisse	4,7
Grèce	8,1	Tchécoslovaquie	12,8
Hongrie	9,3	Yougoslavie	16,7
Irlande	3		
Islande	0,15	Total	398,7

La valeur des évaluations est différente selon les pays, certaines ayant dû être obtenues par extrapolation sur le mouvement des populations des dernières années, en raison de l'absence de recensements récents connus.

Source: Institut national d'études démographiques (I. N. E. D.).

e) **Excédents démographiques mondiaux.**

Taux pour 10.000 habitants.

	NATALITÉ	MORTALITÉ	EXCÉDENT		NATALITÉ	MORTALITÉ	EXCÉDENT
Autriche	146	119	27	Danemark	175	88	87
Belgique	163	119	44	Irlande	215	118	97
Grande-Bretagne	157	103	54	Norvège	184	83	101
Allemagne occidentale	157	103	54	Espagne	204	99	105
Suède	153	94	59	Japon	241	93	148
France	191	122	69	Etats-Unis	245	96	149
Suisse	172	100	72	Pays-Bas	224	72	152
Italie	177	101	76	Canada	270	86	184

Ainsi, la population des Etats-Unis s'accroît par an de 2.300.000 habitants contre 290.000 en France et 230.000 en Grande-Bretagne (mouvements migratoires non compris).

On notera aussi le taux relativement élevé de la mortalité en France. — Source I. N. S. E. E.

f) **Population active** (d'après les recensements).

	FIN XIXe SIÈCLE	AVANT GUERRE 1914 Environs 1914.	PÉRIODE 1920-1940 Environs 1929.	PÉRIODE 1920-1940 Environs 1938.	APRÈS GUERRE 1948.
			(Millions.)		
1. U.R.S.S.	»	»	84,3 (1926)	»	»
2. Etats-Unis	23,3 (1890)	37,4 (1910)	48,9 (1930)	52,2 (1940)	(1) 58,7 (1950) 61,5 (1953)
3. Allemagne	21,9 (1895)	28,1 (1907)	32 (1925)	34,6 (1939)	»
4. Japon	»	»	29,2 (1930)	»	33,7 (1947)
5. Grande-Bretagne	14,6 (1891)	18,4 (1911)	21,1 (1931)	»	22,7 (1951)
6. France	19 (1896)	20,9 (1911)	21,6 (1931)	»	20,5 (1946) 21,5 (1952)
7. Italie	»	16,4 (1911)	17,3 (1931)	18,3 (1936)	»
8. Pologne	»	»	15 (1931)	»	»
9. Tchécoslovaquie	»	»	5,9 (1931)	»	»
10. Espagne	»	»	8,6 (1930)	9,3 (1940)	»
11. Canada	1,8 (1901)	2,7 (1911)	3,9 (1931)	4,5 (1941)	»
12. Pays-Bas	»	2,3 (1909)	3,2 (1930)	»	3,9 (1947)
13. Belgique	»	3,5 (1910)	»	3,7 (1939)	3,4 (1947)
14. Australie	»	2 (1911)	2,9 (1933)	»	3,2 (1949)
15. Suède	»	2,2 (1910)	2,9 (1930)	3 (1940)	3 (1945)

(1) Population civile seulement. — Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

2° PRODUCTION (En ordre de grandeur.)

a) **Résultats agricoles.**

1. *Indices du volume de la production agricole brute par grandes régions.*

(1934-1938 = 100).

	1950	1951	1952		1950	1951	1952
	(Campagnes 1949-1950, 1950-1951 et 1951-1952.)				(Campagnes 1949-1950, 1950-1951 et 1951-1952.)		
Production totale:				Production alimentaire:			
Europe (U. R. S. S. exclue)	90	97	101	Europe (U. R. S. S. exclue)	89	96	100
Amérique du Nord	142	137	141	Amérique du Nord	145	145	144
Amérique latine	114	118	115	Amérique latine	116	120	116
Extrême-Orient	95	99	101	Extrême-Orient	96	99	100
Proche-Orient	111	120	124	Proche-Orient	109	118	123
Afrique	120	122	122	Afrique	118	118	118
Océanie	119	114	111	Océanie	120	114	110
Total mondial (U. R. S. S. exclue)	106	109	111	Total mondial (U. R. S. S. exclue)	106	110	111

Source: O. N. U. (F. A. O.).

2. *Indices de la production agricole pour quelques pays.*
(1934-1938 = 100.)

	1949	1952
Production totale (1):		
Allemagne occidentale	76	109
Australie (2)	107	103
Autriche	71	89
Belgique-Luxembourg	93	112
Canada (3)	128	147
Espagne	83	106
France	96	108
Italie	99	115
Pays-Bas	104	124
Royaume-Uni	118	123
Suède	108	108
U. S. A.	139	130
Europe occidentale	96	(110 en 1951)
Europe orientale	77	»
Europe (total) (U. R. S. S. exclue)	90	»

(1) Production par campagnes agricoles (de juillet à juin) 1948-1949: 1951-1952).
(2) 1936-1939 = 100.
(3) 1935-1939 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

N. B. — Ces indices se rapportent à la production brute d'origine végétale et animale destinée à la consommation humaine.

(1934-1938 = 100.)

	1949	1952
Production alimentaire (1).		
Allemagne occidentale	76	110
Australie	108 (2)	101
Autriche	71	89
Belgique-Luxembourg	93	111
Canada	126 (4)	145
Espagne	81	105
France	96	107
Italie	98	115
Pays-Bas	103	122
Royaume-Uni	119	124
Suède	107	107
U. S. A.	142 (3)	132

(1) Production par campagnes agricoles (de juillet à juin).
(2) 1936-1939 = 100.
(3) 1935-1939 = 100.
(4) 1931-1935 = 100.

3. *Blé* (1.000 tonnes).

	1934-1938	1949	1952
Allemagne occidentale	2.505	2.471	3.291
Australie	4.296	5.939	4.894
Autriche	417	350	401
Belgique	450	596	522
Canada	7.176	9.999	18.722
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.085
France	8.443	8.082	8.400
Italie	7.254	7.020	7.792
Pays-Bas	430	425	327
Royaume-Uni	4.743	2.299	2.240
Suède	696	698	783
U. S. A.	19.476	31.202	35.334
U. R. S. S.	38.000	»	»
Europe	42.300	»	44.000
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	162.900

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.)

4. *Maïs.*

	1934-1938	1949	1952
	(Moyenne.)	(Millions de tonnes.)	
Argentine	7,9	6,84	»
Brésil	5,68	6,16	6,25
France	0,54	0,19	0,45
Italie	3	2,21	2,43
Roumanie	4,03	»	»
U. R. S. S.	4,65	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	84
Yougoslavie	4,71	3,72	4,42
Europe	17,4	15,4	14,4
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,3	137,8	138,6

5. *Riz.*

	1934-1938	1949	1952
	(Moyenne.)	(Millions de tonnes.)	
Afrique	2,18	3,3	(1951) 3,2
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	48
Europe	1,14	1,04	1,6
Indes	34,2	31,7	(31,3)
Indochine	6,5	4,6	»
Japon	11,5	(3) 12,22	12,4
Pakistan	(2) 11,1	12,4	(11,8)
U. S. A.	0,95	1,85	2,2
Europe	1,14	1,08	1,38
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	150

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.
Source: O.N.U. (F.A.O.).

6. *Pommes de terre.*

	1934-1938	1949	1952
	(Moyenne.)	(Millions de tonnes.)	
Allemagne occidentale	19,6	20,87	24
Australie	0,34	0,48	(1951) 0,46
Autriche	2,84	2,01	2,62
Belgique	3,17	2,65	(1951) 2,61
Canada (1)	1,91	2,43	1,6
Espagne	(3) 4,87	2,56	(1951) 4
France (2)	17,46	10,98	11,9
Italie	2,63	2,61	2,36
Pays-Bas	2,72	4,60	4,3
Royaume-Uni	5,01	9,18	7,4
Suède	1,85	1,72	1,95
U. S. A.	10,02	11,20	9,5
U. R. S. S.	73,93		
Europe	135	116	126
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	145,9	154

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.

7. *Arachides.*

	1934-1938	1949	1952
	(Moyenne.)	(Millions de tonnes.)	
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,72
Chine (22 provinces)	(2) 2,74	2,98	2,95
Inde	(3) 3,19	3,43	3,35
U. S. A.	0,54	0,85	0,63
Monde (U.R.S.S. exclue)	8,9	10,3	9,6

(1) 1937.
(2) Moyenne 1931-1937.
(3) Moyenne 1936-1938.
Source: O.N.U. (F.A.O.).

8. *Produits laitiers.*

	1938	1949	1952
	(Moyenne mensuelle. Millions d'hectolitres.)		
Lait (lait de vache).			
Allemagne occidentale...	»	9,15	12,8
Australie	4,4	4,6	4
Autriche (1)	1,9	1,4	1,74
Canada	5,80	6,2	6,1
France	11,5	11	13
Pays-Bas (2)	»	3,6	3,72
Royaume-Uni	4,7	6,6	6,9
Suède (2)	2,45	3	2,93
U. S. A.	38,8	42,6	42,2
Beurre (laiteries).	(Moyenne mensuelle. 1.000 tonnes.)		
Allemagne occidentale...	»	19,7	22,6
Australie	14 (3)	13,6	11,1
Autriche	2,2 (1)	2,08	2,36
Canada	9,3	10,6	10,6
Danemark	15,3	13	12,7
France (5)	(18,7)	(17,5)	(23) (1951)
Nouvelle-Zélande	15 (3)	14	16,2

	1938	1949	1952
	(Moyenne mensuelle. 1.000 tonnes.)		
Pays-Bas	8,4	7	6,14
Royaume-Uni	1,6	0,9	0,6
Suède	6,1	8,17	7,8
U. S. A.	61,4	53,4	45,6
Fromage.	1937	1949	1952
	—	—	—
Allemagne occidentale...	»	12,5	12,9
Australie	1,7 (3)	3,65	3,42
Canada	4,9	4,3	2,5
Danemark	2,6 (4)	5,3	7,1
France	(22)	(21,2)	(22,5) (1951)
Nouvelle-Zélande	7,7 (3)	8,4	8
Pays-Bas	10,4	11,7	11,9
Royaume-Uni	3,2	2,8	4,7
Suède	3	5,5	5
Suisse	4,4	4,5	4,3 (1951)
U. S. A.	24,5	45,3	45,2

(1) 1934-1938. — (2) Lait livré par les fermiers. — (3) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin. — (4) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre. — (5) Très approximatif (production fermière incluse). Source: O.N.U. (F.A.O.).

9. *Indications sur le cheptel mondial.*

	1939 (1)				1951-1952			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
	(Millions de têtes.)							
Allemagne occidentale	12,2	5,7	1,8	2,4	11,4	(5,7)	1,1	(2,3)
Australie (4)	12,8	1,15	111	1,7	15	1	116	0,93
Argentine	33	4	44	8,3	»	(2) (3) (5)	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	(52)	(26)	14,3	(6,9)
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8	9	6,5	1,3	1,2
Chine (22 provinces)	23	60	12,4	4	(18,2) (5)	»	10,4 (5)	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	16,2	7,2	7,5	2,4
Inde	138	2,7	»	1,8	150	4,2	»	1,5
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	(5)	(0,6)	35	»
Pakistan	24	»	»	»	24 (2)	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	10,3	4,9	15,3	(0,5)
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	10,4	»	23	1,2
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	(8,2)	(0,26)	23	0,67
U.R.S.S.	163	50	57	17,5	»	»	»	»
U.S.A. (fermes)	66	50	52	10,6	88	64	31	4,4
Monde (U.R.S.S. exclue)	626	262	660	74	708	(280)	676	60

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939. — (2) Evaluation la plus proche du 1er janvier 1950. — (3) 1945. — (4) Quelques Etats seulement. — (5) 1947-1948 ou 1948-1949. Source: O.N.U. (F.A.O.).

8. *Matières grasses.*

(Production interne d'huile disponible, à l'exclusion des quantités utilisées non transformées en huiles, telles que semences, consommations humaines et animales, pertes...)

Estimation, U. R. S. S. exclue.

	AVANT GUERRE	1950	1951
		(Millions de tonnes.)	
Beurre	4,2	3,3	3,1
Lard	3,2	3,4	3,7
Huiles comestibles liquides (1)	712	8,3	9,2
Huiles à haute teneur d'acide laurique (coprah, palme, palmiste, babassou) (2)	»	1,9	1,9
Huiles concrètes diverses (suif, graisses, huiles de palme, de baleine, de poisson) (3)	2,9	4	3,9
Huiles siccatives (lin, ricin, abrasin, périlla) (4)	1,2	1,1	1,1
	21	22	22,9

(1) Huiles d'arachide et de graines de coton, de soja, de tournesol, de colza, de sésame et équivalent en huile de ces oléagineux; huile d'olive comestible.

(2) Huiles de coco, palme, palmiste et babassou et équivalent en huile du coprah, des palmistes et des noix de babassou.

(3) Et matières grasses d'origine animale et marine non classifiées; huile de cachalot et huile de foie de poisson exclues.

(4) Huiles de graines de lin, ricin, abrasin, périlla et oiticica et équivalent d'huile des graines de lin, de ricin et de périlla.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) **Production industrielle.**

1. *Indices de la production industrielle* (1).

(1948 = 100.)

	1938	1949	1952
Allemagne occidentale	(2) 160	144	231
Autriche	(3) 108	133	181
Belgique	82	100	114
Canada	52	102	119
Espagne	»	»	130
France	90	110	131
Italie	101	110	147
Japon	210	129	213
Pays-Bas	89	112	130
Royaume-Uni	86	106	114
Suède (4)	67	104	110
U. S. A. (4)	46	92	114
U. R. S. S. (5)	65	»	»
Europe	109	114	150
Monde	71	103	137

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.

(2) 1936.

(3) 1937.

(4) Electricité et gaz d'usine exclus.

(5) Indice de la valeur brute de la production exprimée aux prix de 1926-1927.

Source: O. N. U.

2. *Production mondiale de certaines matières premières et électricité.*

	1938		1949		1952	
	Volumes.	Indices.	Volumes.	Indices.	Volumes.	Indices.
	(Volumes = millions tonnes métriques. — Indice: 1948 = 100.)					
Houille (1)	1.144	87	1.215	92	1.329	101
Pétrole brut	250	57	436	99	576	131
Ciment (2)	80	84	108	114	142	150
Fonte (2) (3)	67	68	98	100	125	126
Acier brut (2) (4)	91	67	136	100	175	128
	(Volumes = milliers de tonnes métriques. — Indice: 1948 = 100.)					
Cuivre (5)	1.906	90	2.073	98	2.403	114
Zinc (5)	1.492	93	1.728	107	2.065	128
Plomb (5)	1.579	122	1.432	110	1.622	125
Etain (5)	165	103	171	107	171	107
Aluminium	537	48	1.148	102	1.798	159
Caoutchouc	924	60	1.514	98	1.814	116
	(Volumes = milliards de kilowatts-heure. — Indice: 1948 = 100.)					
Electricité (2) (6)	418	58	769	106	1.019	140

(1) Y compris l'équivalent en houille du charbon brun et de lignite. — (2) Chine exclue. — (3) Ferro-alliages inclus. — (4) Lingots et moulages bruts. — (5) Production de fonderie. — (6) Statistique totale.

Source: O.N.U. (pour l'étain: Groupe international d'études de l'étain) U.R.S.S. exclue. (Pour le caoutchouc: Groupes d'études du caoutchouc.)

N. B. — Ressources mondiales en énergie (1929-1950).

Il est seulement tenu compte des sources commerciales d'énergie. Sont donc exclues tourbes, bois à brûler, déchets de scieries et toutes les sources non commerciales, dont la production d'énergie correspondante est estimée, pour 1949, à 592,3 millions (équivalence en houille, millions de tonnes), soit 23 p. 100 de la production des sources commerciales et 19 p. 100 de l'ensemble (8 p. 100 de l'ensemble dans les pays développés et 49 p. 100 pour les autres).

Production totale et répartition en pourcentage (équivalence en houille en millions de tonnes).

— I —

RÉGIONS	1929					1937				
	Production totale.	Production en pourcentage.				Production totale.	Production en pourcentage.			
		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.
Amérique du Nord	873,3	64,8	21,6	8,4	5,2	847,4	54,6	28,3	11,1	6
Europe	728,7	93,4	1,1	0,2	5,3	714,6	91,4	1,6	0,6	6,4
Océanie	13,7	94,2	»	»	5,8	16	92,5	»	»	7,5
U. R. S. S. et autres	60,5	69,7	29,1	0,6	0,6	176,8	75,2	21,4	1,1	2,3
Afrique	15	96,7	2,6	»	0,7	17,6	97,2	1,1	»	1,7
Amérique latine	49,7	6,6	88,8	0,6	4	68,3	6,4	85,2	3,1	5,3
Asie	123	75	14,4	10,2	0,4	171,8	68,7	19,6	0,8	10,9
Pays développés	1.653,3	78,5	12,5	4,5	4,5	1.731,3	73,2	16,1	5,6	5,1
Pays insuffisamment développés	210,6	54,2	32,6	0,9	12,3	281,2	48,9	36,2	2,3	12,6
Total	1.863,9	75,7	14,8	4,1	5,4	2.012,5	69,8	18,9	5,1	6,2

(Production mondiale + 1,9 p. 100 par an).

— II —

RÉGIONS	1949					1950				
	Production totale.	Production en pourcentage.				Production totale.	Production en pourcentage.			
		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.
Amérique du Nord	1.088,4	41,1	31,9	19	8	1.219,6	42,6	30,6	19,7	7,1
Europe	700,6	89,9	1,6	0,5	8	735,4	88,5	1,8	0,6	9,1
Océanie	21	87,6	»	»	12,4	23,5	88,5	»	»	11,5
U. R. S. S. et autres	293	79,9	14,9	3,4	1,8	326,8	79,6	15,1	3,4	1,9
Afrique	32,5	88,6	9,2	»	2,2	34	88,2	9,4	»	2,4
Amérique latine	135	4,8	88	2,6	4,6	150,6	4,2	89	2,6	4,2
Asie	241,8	45,6	42,5	0,4	11,5	275	42,9	46,2	10,4	0,5
Pays développés	2.076,5	64	19	10,5	6,5	2.273,5	63,7	18,8	11,1	6,4
Pays insuffisamment développés	435,8	33,8	53,2	1,7	11,3	491,4	31,9	55,5	1,7	10,9
Total	2.512,3	58,7	25	8,9	7,4	2.764,9	58,1	25,3	9,4	7,2

(Production mondiale + 1,9 p. 100 par an.)
Source: O. N. U.

Consommation totale et répartition en pourcentage.
(Soutage exclu, équivalence en houille en millions de tonnes.)

— I —

RÉGIONS	1929					1937				
	Production totale.	Production en pourcentage.				Production totale.	Production en pourcentage.			
		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.
Amérique du Nord	858	65,2	20,9	8,5	5,4	814	56,6	21,6	13	6,2
Europe	697,2	90,8	3,4	0,2	5,6	706,2	87,2	5,8	0,6	6,4
Océanie	15,2	79	15,8	»	5,2	19,6	73	20,9	»	6,1
U. R. S. S. et autres	73,2	71,2	27,9	0,4	0,5	188,2	73,2	23,5	1	2,2
Afrique	17,1	86	13,4	»	0,6	22	83,2	15,5	»	1,3
Amérique latine	26,8	35,4	56	1,1	7,5	34,1	28,4	54	7	10,6
Asie	111,1	77,4	10,8	0,5	11,3	145,5	75	11,2	0,9	12,9
Pays développés	1.599,8	76,9	13,9	4,6	4,6	1.687,9	71,6	16,9	6,4	5,2
Pays insuffisamment développés	198,8	69,1	16,8	1	13,1	239,7	63,9	18,4	6,9	11,8
Total	1.798,6	76	14,2	4,2	5,6	1.927,6	70,6	17	6	6,4

— II —

RÉGIONS	1949					1950				
	Production totale.	Consommation en pourcentage.				Production totale.	Consommation en pourcentage.			
		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.		Combustibles solides.	Combustibles liquides.	Gaz naturel.	Electricité hydraulique.
Amérique du Nord	1.125,2	41	31,8	19,5	7,7	1.230,2	39,7	32,8	20,4	7,1
Europe	776,9	83,3	8,6	0,5	7,6	780,8	81,4	9,4	0,6	8,6
Océanie	29,1	63,6	27,5	»	8,9	32	64,7	26,9	»	8,4
U. R. S. S. et autres	345,2	77,2	17,9	3,2	1,7	356,1	75,5	19,6	3,1	1,8
Afrique	37,2	75,3	22,8	»	1,9	39,7	72,6	25,4	»	2
Amérique latine	69,1	14,8	68,1	6,8	10,3	65,5	13,9	68,8	7,5	9,8
Asie	158,5	67,8	14,1	0,7	17,4	172,4	68	14,7	0,7	16,6
Pays développés	2.162,6	64,1	21,9	10,7	6,3	2.359,8	59,5	23,1	11,2	6,2
Pays insuffisamment développés	299,6	53,6	27,3	2,7	16,4	326,9	52,4	28,2	2,9	16,5
Total	2.462,2	60,2	22,6	9,7	7,5	2.676,7	58,6	23,8	10,2	7,4

Source : O. N. U.

N. B. — Accroissement de la production industrielle mondiale.

	POURCENTAGE D'AUGMENTATION PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE							INDICE (1937 = 100).	
	1947.	1948.	1949.	1950.	1951.	1952.	Moyenne 1947-1952.	1947.	1952.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Monde	13	11	3	14	12	3	9	119	180
Allemagne occidentale	20	54	46	28	20	7	28	35	130
Japon	5	53	34	20	36	7	28	30	105
Autriche	30	61	34	18	14	1	25	56	164
Allemagne orientale	28 (1)	28	19	28	22	16	22	50	137
Tchécoslovaquie	23	19	16	16	15	18	17	87	197
Grèce	26	6	19	27	15	— 2	15	68	122
Pays-Bas	29	21	12	10	4	— 1	12	91	140
France	21	17	10	0	13	4	11	85	130
Italie	20	3	8	15	14	2	10	76	134
Finlande	11	14	5	8	18	— 7	8	121	170
Belgique	28	7	0	2	15	— 4 (2)	7	90	102
Norvège	15	9	6	7	5	0	7	115	148
Irlande	8	10	13	13	3	— 6	6	117	156
Danemark	15	11	6	12	1	— 5	6	116	147
Royaume-Uni	8	12	7	8	4	— 4	6	98	127
Canada	9	5	1	6	7	3	5	175	215
Etats-Unis	10	3	— 8	14	10	0	4	165	194
Inde	— 3	13	— 2	— 1	12	10	4	108	134
Suède	3	6	4	4	4	— 2	3	141	165

(1) Estimation.

(2) Industries de base seulement (N.D.L.R.).

Part de la production industrielle mondiale :	1937 — p. 100.	1952 — p. 100.
Europe	41	31
Amérique du Nord	39	42
Autres	20	27

	1938	1949	1952
3. *Charbon* (houille).			
(Moyenne mensuelle, millions de tonnes.)			
Allemagne occidentale	11,4	8,6	10,3
Autriche	0,019	0,01[illegible]	0,016
Belgique	2,46	2,32	2,53
Canada	1	1,3	1,17
Espagne	0,47	0,89	1
France	3,87	4,3	4,61
Italie	(1) 0,12	0,92	0,091
Japon	4,05	3,2	3,6
Pays-Bas	1,12	0,97	1,04
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19,2
Suède	0,036	0,026	0,029
U. S. A. (3)	29,8	36,3	38,2
U. R. S. S.	11,1	»	»
4. *Electricité* (4).			
(Moyenne mensuelle, millions kWh.)			
Allemagne occidentale	»	»	4.684
Autriche	(6) 152	350	522
Belgique	440	680	789
Canada	2.180	3.889	5.149
Espagne	229	469	704
France	1.519	2.380	3.205
Italie	1.295	1.732	2.500
Japon	2.408	3.006	3.600
Pays-Bas	199	390	526
Royaume-Uni (5)	2.031	4.050	5.166
Suède	680	1.337	1.725
U. S. A.	9.184	27.258	33.244
U. R. S. S.	3.300	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	35	64	85
5. *Pétrole brut.*			
(Moyenne mensuelle, 1.000 tonnes.)			
Allemagne occidentale	46	70	146
Arabie Saoudite	6	1.955	3.392
Bahreïn	95	126	126
Canada	75	228	656
Colombie	248	349	454
France	6	4,8	29,1
Indonésie	616	494	710
Irak	358	339	1.468
Iran	863	2.270	146
Koweït	»	1.032	3.136
Mexique	457	726	931
Pérou	175	165	181
Qatar	»	8	275
U. S. A.	14.253	21.027	26.153
U. R. S. S.	2.686 (7)	»	»
Venezuela	2.344	5.751	7.885
Monde (U. R. S. S. exclue)	20.800	36.300	48.000
6. *Acier brut.*			
Allemagne occidentale	1.492	763	1.317
Belgique	190	321	422
Canada	98	241	284
France	518	763	906
Italie	194	171	294
Japon	539	259	583
Luxembourg	120	189	250
Royaume-Uni	880	1.317	1.365
Suède	81	114	39
U. S. A.	2.400	5.895	7.043
U. R. S. S.	1.500	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	14.600
7. *Aluminium* (8).			
(Moyenne mensuelle, 1.000 tonnes.)			
Allemagne occidentale	6,72	2,42	8,37
Autriche	(9) 0,37	1,23	3,06
Canada	5,4	28	37,5
France	3,78	4,51	8,84
Italie	2,15	2,14	4,4

(1) Vénétie julienne incluse. — (2) Irlande du Nord exclue. — (3) Lignite incluse. — (4) Centrales et auto-production en général. — (5) Irlande du Nord exclue. — (6) 1937. — (7) Gaz naturel inclus. — (8) Aluminium et cuivre neuf (production de fonderie). — (9) 1937.

Source: O. N. U.

	1938	1949	1952
Japon	1,20	1,77	3,56
Norvège	2,42	2,98	4,37
Royaume-Uni	1,95	2,57	2,37
Suisse	2,2	1,8	2,3
U. S. A.	10,8	15,6	20,9
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	150
8. *Cuivre* (1).			
Allemagne occidentale	11,48	8,50	11,8
Canada (2)	17,2	17,3	14,9
Chili	28,1	29,3	31,9
Congo Belge (3)	10,33	11,78	(17)
France (4)	0,52	0,41	0,59
Japon (2)	»	3,21	4,1
Mexique	3,49	4,77	4,87
Rodhésie du Nord (5)	18	21,9	26,5
Royaume-Uni (4)	»	15	19,1
U. S. A.	43,8	58,4	72,7
U. R. S. S.	9,6	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	200
9. *Caoutchouc.*			
(Moyenne mensuelle, 1.000 tonnes.)			
Canada (6)	»	3,95	6,29
Ceylan	4	8	8
Indochine	5,10	3,64	5,35
Indonésie	27	36,6	63,1
Malaisie	34,4	57	49,4
Thaïlande (7)	3,52	7,98	8,3
U. S. A. (6)	»	33,3	47,6
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	151
10. *Laine.*			
(Production de filés.)			
Allemagne occidentale	(8) 3,94	5,52	7,16
Belgique	2,45	2,97	2,55
France (9)	9,8	10,2	9,2
Japon (9)	4,48	4,37	5,74
Royaume-Uni (9) (10)	21,4	20	17,2
U. S. A.	21,8	26	25,6
11. *Coton.*			
(Production de filés.)			
Allemagne occidentale	22,18	19	21,29
Argentine	2,03	5,83	(7,33)
Belgique (9)	6,26	6,66	6,87
Canada	4,51	6,75	5,74
Espagne	»	4,96	5,29
France (9)	(11) 49,3	19	21,4
Inde	20,8	50,3	54,6
Italie	11,6	15,2	14,4
Japon	46,2	13,1	29,4
Pays-Bas (9)	4,3	4,67	4,67
Royaume-Uni	36	31	22,3
U. S. A.	(12) 119	»	»
12. *Ciment.*			
(Moyenne mensuelle, 1.000 tonnes.)			
Allemagne occidentale (13)	711	765	1.074
Argentine	103	121	128
Autriche	54	91,5	115,8
Belgique	250	244	343
Brésil	51,5	107	131
Canada	73	211	244
Espagne	»	155	205
France	343	556	736
Inde	(14) 119	221	299
Italie	384	336	554
Japon	494	273	593
Royaume-Uni	653	780	913
U. S. A.	1.497	2.952	3.482
U. R. S. S. (13)	487	»	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.675	9.000	11.830

(1) Aluminium et cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné. — (3) Exportations. — (4) Récupération. — (5) Cuivre raffiné inclus. — (6) Synthétique. — (7) Exportation nette. — (8) 1936. — (9) Purs ou mélangés. — (10) 1937. — (11) Inde britannique et Etats indiens. — (12) 1939. — (13) 1936. — (14) Inde britannique et Etats indiens.

13. *Automobile.*

Production, commerce et véhicules disponibles (en milliers).

PAYS	1951	1952	1952 1er trimestre.	1952 2e trimestre.	1952 3e trimestre.	1952 4e trimestre.
Voitures de tourisme.						
France:						
Production	313,9	369,9	92,7	94,1	84,3	98,8
Importations	11,3	7,8	3,3	1,5	1,4	1,5
Exportations	93,2	82,8	19,7	24,5	18,7	19,8
Véhicules disponibles	232,0	294,9	76,3	71,1	67,0	80,5
Allemagne occidentale:						
Production (a)	267,4	301,1	68,4	74,8	78,1	79,9
Importations	5,1	4,7	0,9	1,4	1,6	0,7
Exportations	91,6	100,4	21,7	26,1	25,3	27,3
Véhicules disponibles	180,9	205,4	47,6	50,1	54,4	53,3
Italie:						
Production	119,3	113,6	22,7	30,8	29,9	30,3
Importations	0,9	1,5	0,2	0,5	0,4	0,4
Exportations	22,6	18,9	4,8	5,2	4,6	4,4
Véhicules disponibles	97,6	96,2	18,1	26,1	25,7	26,2
Royaume-Uni:						
Production (a)	475,9	448,0	113,5	114,6	96,2	123,7
Importations	2,4	1,5	1,3	0,1	»	0,1
Exportations (a)	368,6	309,8	100,7	83,3	65,1	60,8
Véhicules disponibles	109,7	139,7	14,1	31,4	31,1	63,0
Véhicules utilitaires.						
France:						
Production	132,6	129,4	37,9	34,1	26,9	30,4
Importations	1,9	0,7	0,3	0,2	0,1	0,1
Exportations	27,7	21,4	5,9	5,5	4,6	5,5
Véhicules disponibles	106,8	108,7	32,3	28,8	22,4	25,0
Allemagne occidentale:						
Production (a)	92,7	105,8	23,9	26,5	28,1	27,3
Importations (b)	5,0	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Exportations (b)	33,5	36,4	9,1	10,5	8,7	8,1
Véhicules disponibles	64,2	69,8	14,9	16,1	19,5	19,3
Italie:						
Production	26,6	24,8	6,3	6,1	5,9	6,6
Importations	3,1	4,8	0,9	1,1	1,9	0,9
Exportations	5,4	4,4	1,1	0,9	0,8	1,5
Véhicules disponibles	14,3	25,2	6,1	6,3	7,0	6,0
Royaume-Uni:						
Production (a)	258,0	241,7	63,9	60,6	53,1	64,2
Importations	2,4	2,0	0,6	0,8	0,4	0,3
Exportations (a)	137,1	128,5	38,5	34,3	28,3	27,3
Véhicules disponibles	123,3	115,2	26,0	26,9	25,2	37,2

(a) Y compris les châssis.
(b) Y compris les châssis, aussi bien pour les voitures de tourisme que pour les véhicules utilitaires.
Source: O. N. U. (Commission économiques de l'Europe).

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).

(1948 = 100).

	1938	1949	1952
Allemagne occidentale	»	102	117
Australie	73 (1)	103	109
Autriche	73 (2)	100	103
Canada	60	103	115
France (3)	95	102	105
Japon	»	99	117
Royaume-Uni	»	101	103
U. S. A.	65	99	106

(1) Juillet 1939.
(2) Agriculture incluse.
(3) Quelques services publics exclus.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).

	1938	1949	1952
		(Heures.)	
Allemagne occidentale	49,6	46,5	47,5
Canada	»	42,3	41,5
France	38,8	43,8	44,3
Royaume-Uni	46,3	45	45,7
Suède	46,3	»	»
Suisse	46,3	47,4	47,6
U. S. A.	35,6	39,2	40,7

Source: B. I. T.

c) **Chômage** (nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés). (p. 1.000).

	1938	1949	1952
Allemagne occidentale	»	1.230	1.379
Belgique	»	174	174
Espagne	»	160	106,5
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	39,3
Italie	810	1.673	1.850
Pays-Bas	324 (1937)	42	104
Suède	67	26	22
Suisse	52,6	8,1	5,3
Royaume-Uni	1.786,5	338	462,5
U. S. A.	10.390	3.395	1.672

Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum en volume.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1948 = 100).

	1938		1949		1952	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	(2) 88	(2) 116	»	»	118	154
Australie	101	101	117	113	203	98
Autriche	(3) 244	(3) 185	188	124	217	202
Belgique - Luxembourg (6)	»	»	»	»	100	93
Canada	55	58	102	94	138	115
France (4)	99	85	100	100	125	112
Italie	92	124	110	111	157	140
Pays-Bas	118	156	111	151	132	256
Pologne	(5) 77	(5) 105	»	»	»	»
Royaume-Uni (7)	»	»	100	87	103	95
Suède	94	111	87	115	119	134
Suisse	68	80	84	100	104	135
U. S. A.	67	50	98	102	123	117
Europe (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues)	»	118	»	119	»	165
Monde	»	96	»	108	»	(132)

(1) 1950 = 100.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) 1949 = 100 (212 marchandises à l'importation; 246 à l'exportation).
(5) Territoire d'avant-guerre.
(6) 1951 = 100.
(7) 1950 = 100.
Source: O. N. U.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et fob des exportations.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(1948 = 100).

	1938		1949		1952	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	(2) 28	(2) 35	»	»	121	131
Australie	37	35	105	118	153	168
Autriche	(3) 27	(3) 33	109	127	250	263
Belgique - Luxembourg (4)	»	»	»	»	97	100
Canada	46	47	103	103	110	122
France	»	»	100	100	138	128
Italie	1	1	93	97	109	107
Pays-Bas	24	25	96	94	131	117
Royaume-Uni (5)	»	»	88	95	130	124
Suède	45	42	101	93	152	153
Suisse	40	39	90	97	96	102
U. S. A.	41	48	95	93	123	102
Europe (U. R. S. S., Europe de l'Est exclues)	»	42	»	93	»	96
Monde	»	41	»	94	»	(103)

(1) 1950 = 100. — (2) 1936. — (3) 1937. — (4) 1951 = 100.
(5) 1950 = 100.
Source: O. N. U.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et fob des exportations.

c) Commerce mondial par continent.

Les données ci-après sont basées sur les valeurs en monnaies nationales des importations et exportations des divers pays (commerce spécial, en principe) converties en dollars U. S. A. selon les cours des changes publiés par le fonds monétaire international. Les importations figurent sur la base C. I. F. (parfois estimée à fob + 10 p. 100) et les exportations sur la base fob.

Les estimations pour le monde et les continents excluent les pays suivants, qui ne publient pas de données courantes:

Chine, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, U. R. S. S. et Allemagne orientale.

(Estimation en millions de dollars.)

	1937		1951		1952	
	I	E	I	E	I	E
Afrique	1.830	1.360	6.140	5.0 0	6.420	4.930
Algérie	164	173	591	384	658	410
Congo belge	41	74	308	387	(2) 364	359
Cameroun français	10	11	94	65	107	63
Egypte	193	200	666	583	608	417
A. E. F.	10	10	104	61	115	57
A. O. F.	62	56	350	221	(3) 191	150
Madagascar	19	24	134	77	(4) 92	112
Maroc	70	46	456	252	516	272
Nigéria (1)	86	96	255	365	317	337
Rhodésie du Sud (1)	46	31	264	128	272	153
Tunisie	52	44	176	101	(5) 120	67
Union sud-africaine	557	208	1.547	961	1.294	931
Amérique latine	2.040	2.560	8.940	8.750	8.740	8.020
Brésil (1)	331	348	2.011	1.757	2.010	1.409
Cuba (1)	143	186	704	766	(5) 545	675
Mexique (1)	187	219	836	573	813	585
Vénézuela (1)	101	182	706	1.448	795	1.548
Amérique du Nord	4.330	4.360	16.280	18.660	16.430	19.490
Canada	892	1.012	4.264	3.766	4.532	4.482
U. S. A.	3.311	3.209	11.899	14.880	11.819	15.026
Asie (1) (6)	4.030	4.520	11.050	11.720	11.260	9.520
Hong-Kong	280	254	856	780	863	510
Inde (7)	679	714	1.776	1.646	1.662	1.300
Indochine	62	103	305	135	(5) 310	85
Japon	1.363	1.200	2.044	1.355	2.028	1.273
Indonésie	276	548	865	1.258	975	987
Malaisie et Singapour	398	522	1.554	1.984	1.265	1.280
Europe	13.480	9.730	34.770	28.370	33.550	26.410
Allemagne occidentale	»	»	3.503	3.473	3.854	4.037
Autriche	273	229	657	451	654	505
Belgique - Luxembourg	944	865	2.550	2.653	2.460	2.451
France	1.703	960	4.551	4.175	4.431	3.890
Italie (8)	735	550	2.119	1.647	2.313	1.383
Pays-Bas	883	660	2.545	1.942	2.221	2.107
Royaume Uni	4.716	2.581	10.575	7.223	9.346	7.227
Suède	542	511	1.776	1.782	1.730	1.563
Suisse	415	295	1.365	1.082	1.205	1.100
Monde	26.600	23.400	80.200	75.500	79.100	72.500

(1) Commerce général.
(2) 11 mois.
(3) 1er semestre.
(4) 8 mois.
(5) 9 mois.
(6) Commerce gouvernemental exclu.
(7) Année commençant le 1er avril.
(8) Depuis 1952, y compris la zone anglo-américaine de Trieste.
Source: O. N. U.

d) Taux d'échange pour quelques pays européens.

Indices des prix dérivés pour les importations et exportations globales.

(Janvier-septembre [1949 = 100]).

PAYS	TYPE d'indice (a).	EN MONNAIES NATIONALES — Importations. 1951 — 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1952 — 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Royaume-Uni	P 3 (c)	146	164	165	163	164	161	153	147
France	P 1	137	152	153	146	152	147	136	135
Pays-Bas	P 1	128	140	142	141	144	140	135	132
Belgique-Luxembourg	P 1	120	126	125	124	124	122	117	111
Suisse	P 2	100	108	109	108	108	105	102	99
Italie	P 4	111	124	126	123	123	118	115	114
Turquie	P 1	88	102	95	98	97	97	100	92
Danemark	P 1	124	148	150	145	148	144	135	131
Suède	P 3	131	156	153	152	157	156	151	146
Norvège	P 1	128	142	146	152	147	148	143	135
Finlande (d)	P 2	169	193	199	192	189	186	177	171
Allemagne occidentale (e)	P 1	136	152	159	150	155	149	136	131
Autriche (f)	P 1	217	227	228	229	241	236	228	229
Etats-Unis	P 4	131	139	138	132	133	129	126	124

PAYS	TYPE d'indice (a)	EN MONNAIES NATIONALES — Exportations. 1951 — 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1952 — 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Royaume-Uni	P 3 (c)	117	125	131	134	134	135	133	131
France	P 1	108	117	121	125	129	130	127	124
Pays-Bas	P 1	115	123	124	128	131	130	120	121
Belgique-Luxembourg	P 1	109	117	122	125	126	121	112	108
Suisse	P 2	99	102	106	108	106	104	105	101
Italie	P 4	105	114	117	113	113	109	103	105
Turquie	P 1	152	116	115	126	137	126	131	121
Danemark	P 1	107	107	110	123	120	115	114	119
Suède	P 3	135	162	180	187	188	173	151	143
Norvège	P 1	123	141	149	154	148	144	137	126
Finlande (d)	P 2	197	231	271	289	271	205	165	165
Allemagne occidentale (e)	P 1	100	108	116	118	120	121	120	118
Autriche (f)	P 1	164	184	201	218	228	232	219	154
Etats-Unis	P 4	107	112	110	109	110	110	109	108

PAYS	TYPE d'indice (a)	EN DOLLARS des Etats-Unis. — Importations-exportations 1952. 4e trimestre.	4e trimestre.	RAPPORT D'ÉCHANGE (b) 1951 — 1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1952 — 1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Royaume-Uni	P 3 (c)	102	91	124	126	121	118	118	119	115	113
France	P 1	104	95	127	129	126	117	117	113	107	109
Pays-Bas	P 1	92	84	112	114	116	110	110	108	113	109
Belgique-Luxembourg	P 1	97	95	110	108	102	100	98	101	105	103
Suisse	P 2	99	101	101	105	103	100	102	101	97	99
Italie	P 4	102	94	106	108	108	108	110	108	111	109
Turquie	P 1	92	121	58	86	83	77	70	77	76	76
Danemark	P 1	91	83	117	139	137	118	123	125	118	110
Suède	P 3	101	99	97	90	85	81	84	90	100	102
Norvège	P 1	94	88	103	100	98	99	99	102	104	107
Finlande (d)	P 2	101	97	86	84	73	67	70	90	107	104
Allemagne occidentale (e)	P 1	101	99	127	130	127	118	120	114	105	103
Autriche (f)	P 1	109	92	132	123	113	105	106	102	104	118
Etats-Unis	P 4	124	108	122	124	126	122	121	117	105	114

(*a*) P1 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles courants.
P2 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.
P3 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles de la période antérieure.
P4 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles mixtes.

(*b*) Rapport entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à l'exportation. Une augmentation de l'indice indique une détérioration du rapport d'échange.

(*c*) P1 = Pour le rapport d'échange.

(*d*) Janvier-juin 1949 = 100.

(*e*) Rapport d'échange sur la base du dollar des Etats-Unis.

(*f*) Importations commerciales seulement.

c) Positions à l'Union européenne des paiements.

Position de chaque pays membre à l'égard de l'Union pour la période 1er juillet 1950-31 mai 1953.

(En millions d'unités de compte.)

	POSITION COMPTABLE CUMULATIVE RÉGLÉE PAR (1)				
	Quotas (2).	Position nette cumulative excédent (+) ou déficit (—).	Déficit (—) ou excédent (+) comptable cumulatif.	Crédits accordés à (—) ou par (+) le pays.	Or versé (—) ou reçu (+) par le pays.
Autriche	70	— 115,7	+ 9,3	+ 9,3	—
U. E. B. L.	360	+ 710,6	+ 384,5	+ 228,3	+ 156,3
Danemark	195	— 38,0	— 44,7	— 39,1	— 5,6
France	520	— 772	— 674,4	— 312	— 362,4
Allemagne	500	+ 513,3	+ 524,4	+ 312,2	+ 212,2
Grèce	45	— 247,6	— 1,0	—	— 1,0
Islande	15	— 16,9	— 1,8	— 1,7	— 0,1
Italie	205	— 42,4	+ 3,3	+ 3,3	—
Pays-Bas	355	+ 350,8	+ 380,6	+ 225,8	+ 154,8
Norvège	200	— 108,2	— 48,6	— 42	— 6,6
Portugal	70	+ 65,9	+ 64,9	+ 39,4	+ 25,4
Suède	260	+ 178,2	+ 186,6	+ 119,3	+ 67,3
Suisse	250	+ 243,8	+ 246,9 (3)	+ 148,4	+ 98,4
Turquie	50	— 208,9	— 122,6	— 30	— 92,6
Royaume-Uni	1060	— 512,8	— 768	— 532,4	— 235,6
Total		+ 2062,6	+ 1800,4 — 1661,0	+ 1086,0 — 957,3	+ 714,4 — 703,8

(1) Y compris les règlements hors quota ci-après: déficits intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 13 (a): France, 154,4; Grèce, 1,0; Turquie, 72,6; excédents réglés conformément aux décisions du conseil du 30 juin 1952, en vertu de l'article 13 (b): Belgique, 53,9; Allemagne, 24,4; Pays-Bas, 25,6.

(2) Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro. Le quota effectif de l'U. E. B. L. en temps que créditrice est de 331 millions d'unités de compte.

(3) A partir du 1er novembre 1950.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

1. *Indices du tonnage kilométrique pour quelques pays.*

(1938 = 100)

	1949	1952		1949	1952
	(Moyenne mensuelle).			(Moyenne mensuelle.)	
Allemagne occidentale	»	120	France	155	166
Autriche	162	162	Italie	»	110
Belgique	110	118	Pays-Bas	»	150
Canada	209	254	Suède	191	255
Danemark	135	154	U. S. A.	176	203

2. *Statistiques détaillées pour quelques pays.*

	VOYAGEURS transportés. (1)	VOYAGEURS kilomètres. (1)	TONNES transportées. (1)	TONNES kilomètres. (1)	WAGONS chargés.	WAGONS entrés chargés.	RECETTES totales. (2)	DÉPENSES d'exploitation. (2)	EFFECTIF du personnel d'exploitation.
France:									
1951	548	28.400	177	45.000	12.567	883	451.700	445.300	429
1952	543	28.500	174	44.100	11.821	863	»	»	415
Grande-Bretagne:									
1951	1.001	33.462	289	37.416	35.496	»	373	358	600
1952	989	»	289	36.500	34.933	»	395	»	606
Allemagne:									
1951	1.305	30.980	231	45.928	18.116	770	4.725	4.734	494
1952	1.333	30.822	237	46.080	18.253	895	5.230	»	492
Pays-Bas:									
1951	157	6.291	22	3.256	1.492	293	332	»	35
1952	153	6.292	22	3.067	1.477	266	349	»	33
Belgique:									
1951	225	7.253	73	6.703	4.023	731	11.706	11.499	77
1952	228	7.435	67	6.138	3.561	682	11.630	11.461	76

(1) En millions.

(2) En millions monnaie nationale.

	VOYAGEURS transportés. (1)	VOYAGEURS kilomètres. (1)	TONNES transportées. (1)	TONNES kilomètres. (1)	WAGONS chargés.	WAGONS entrés chargés.	RECETTES totales. (2)	DÉPENSES d'exploitation (2)	EFFECTIF du personnel d'exploitation.
Italie (3):									
1951	356	21.093	45	11.598	3.680	366	173.879	220.693	167
1952	375	21.586	44	12.277	3.595	394	193.934	254.645	163
Espagne:									
1951	108	7.282	25	7.117	2.766	»	4.575	4.965	136
1952	115	7.851	28	7.823	2.964	»	4.980	5.348	139
Suisse:									
1951	201	7.833	21	2.484	2.857	570	716	501	36
1952	213	6.152	19	2.237	2.812	500	733	520	36
Suède:									
1951	123	6.213	41	9.353	3.463	233	1.025	997	70
1952	116	»	40	9.042	3.332	229	1.201	1.196	70
Autriche:									
1951	124	4.673	43	6.311	1.817	595	2.608	3.658	77
1952	»	»	»	»	1.814	626	3.339	4.297	74
Japon:									
1951	3.301	75.320	141	36.132	10.750	»	161.594	128.848	471
1952	3.412	79.700	143	38.158	10.633	»	20.459	179.433	445

(1) En millions.
(2) En millions monnaie nationale.
(3) La rubrique « Recettes totales » comprend les recettes des lignes automobiles routières exploitées par l'administration des chemins de fer italiens ou pour son compte, la rubrique « Dépenses d'exploitation » comprend les dépenses pour les lignes automobiles routières.

Source: Union internationale des chemins de fer.

b) Flotte marchande mondiale et transports maritimes.

1. *Evaluation américaine de la flotte marchande mondiale.*

Navires de 1.000 tonneaux de jauge brute et au-dessus (en 1.000 tonneaux de jauge brute).

	AU 31 DÉCEMBRE 1954			AU 31 DÉCEMBRE 1952		
	Nombre.	Tonnage.	P. 100.	Nombre.	Tonnage.	P. 100.
Etats-Unis	3.464	25.726	32,5	3.440	25.669	31,3
Royaume-Uni	2.532	16.721	21,2	2.501	16.736	20,4
Norvège	963	5.470	6,9	980	5.700	6,9
Panama	545	3.605	4,6	545	3.762	4,6
France	543	3.109	3,9	582	3.402	4,2
Italie	488	2.862	3,6	537	3.184	3,9
Pays-Bas	500	2.882	3,7	501	2.927	3,6
Japon	465	2.087	2,7	521	2.578	3,2
Suède	576	2.032	2,6	599	2.225	2,7
U. R. S. S.	471	1.455	1,9	483	1.478	1,8
Danemark	309	1.227	1,6	312	1.313	1,6
Grèce	215	1.200	1,5	207	1.156	1,4
Allemagne	274	841	1,1	363	1.150	1,4
Autres pays	2.301	9.604	12,2	2.448	10.644	13
Total	13.646	78.821	100	14.019	81.924	100

Source: d'après *The Bulletin, American Bureau of Shipping*, nos de mai 1952 et mai 1953.

2. *Evaluation britannique de la flotte marchande mondiale.*

Flotte mondiale à la fin de 1952 d'après le Lloyd's Register of Shipping (en 1.000 tonneaux jauge brute).

	POURCENTAGE DU TONNAGE	
	Tonneaux jauge brute.	Mondial.
Etats-Unis	27.245	30,21
Royaume-Uni	18.624	20,65
Norvège	5.906	6,55
Panama	3.740	4,15
France	3.638	4,03
Italie	3.289	3,65
Pays-Bas	3.264	3,62
Japon	2.787	3,09
Suède	2.332	2,59
U. R. S. S.	2.261	2,51
Commonwealth	2.011	2,23
Canada	1.692	1,88
Allemagne	1.398	1,55
Danemark	1.391	1,54
Grèce	1.274	1,41
Espagne	1.216	1,35
Argentine	1.034	1,18
Libéria	898	1
Brésil	794	0,88
Belgique	490	0,54
Honduras	468	0,52
Total mondial	90.180	100

	POURCENTAGE PAR CATÉGORIE D'AGE					
	— 5	5-9	10-14	15-19	20-24	25 ans.
Etats-Unis	2	69	17	1	2	9
Royaume-Uni	21	34	16	8	7	14
Norvège	42	20	11	8	9	10
Panama	16	41	6	1	6	29
France	31	31	8	6	9	15
Italie	10	39	10	1	9	31
Pays-Bas	18	33	19	17	10	13
Japon	38	37	5	4	5	11
Suède	24	31	9	4	7	25
U. R. S. S.	3	14	6	8	16	53
Commonwealth	16	25	7	8	9	35
Canada	12	36	3	1	12	36
Allemagne	36	4	6	7	15	32
Danemark	33	22	7	6	9	23
Grèce	1	60	7	1	2	29
Espagne	12	11	2	3	14	58
Argentine	35	29	2	2	6	26
Libéria	55	32	2	»	3	8
Brésil	20	23	1	2	3	51
Belgique	22	44	17	5	7	5
Honduras	20	38	10	»	9	23
Total mondial	17	42	12	4	6	19

Flotte mondiale à la fin des quatre dernières années.

	En 1.000 Tx de jauge brute.	PART des pétroliers.	POURCENTAGE des pétroliers.
Année 1949	68.509	11.586	16,9
Année 1950	84.583	17.174	20,3
Année 1951	87.245	18 529	21,2
Année 1952	90.180	19.989	22,2

Source: *Journal de la marine marchande*, 14 mars 1953

3. *Flotte pétrolière mondiale au 31 décembre 1952.*

(Navires de 2.000 tonnes de port en lourd et au-dessus.)
(En millions de tonnes.)

	1951		1952		POUR 100 du total en 1952.
	Nombre.	Port en lourd.	Nombre.	Port en lourd.	
1 Etats-Unis	585	8.603	578	8.554	26,26
2 Royaume-Uni	555	6.390	567	6.844	21,02
3 Norvège	295	4.306	319	4.709	14,46
4 Panama	186	2.796	212	3.106	9,53
5 France	88	1.123	100	1.332	4,09
Libéria	37	783	68	1.310	4,02
Italie	88	1.047	98	1.174	3,60
Pays-Bas	107	866	108	886	2,72
Suède	47	673	58	869	2,67
Japon	39	508	45	639	1,96
Danemark	30	444	36	545	1,67
Argentine	44	412	46	449	1,38
Brésil	8	86	17	241	0,74
Honduras	11	221	11	221	0,68
Espagne	23	201	24	204	0,62
Allemagne occidentale	14	153	17	197	0,60
Mexique	20	190	20	189	0,58
U. R. S. S.	21	150	26	184	0,56
Venezuela	36	157	38	177	0,54
Grèce	13	162	14	167	0,51
Belgique	8	101	8	101	0,31
Autres pays	41	406	46	475	1,48
Total	2.296	29.778	2.456	32.573	100

Source: Petroleum Press Service, mars 1953.

4. *Navires marchands lancés au cours de l'année 1952 et comparaison à 1951.*

(Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute).

Royaume-Uni	1.302.548	(— 38.476)	France	212.664	(— 9.968)
Japon	608.373	(+ 174.087)	Italie	131.951	(+ 19.633)
Allemagne	520.172	(+ 201.833)	Danemark	103.596	(— 11.802)
Etats-Unis	467.545	(+ 301.662)	Norvège	80.418	(— 13.965)
Suède	454.319	(+ 50.282)	Belgique	56.970	(— 15.403)
Pays-Bas	295.905	(+ 79.036)	*Monde*	4.395.578	(+ 753.014)

Source: Shipbuilding and Shipping Record (5 mars 1953).

5. *Navires marchands en construction.*

(Décembre 1952 et comparaison à 1951).
(Millions de tonnes brutes.)

Royaume-Uni	2.146	(— 53)	Italie	368	(+ 92)
Etats-Unis	680	(+ 117)	Suède	318	(+ 36)
Japon	567	(+ 272)	Norvège	153	(+ 14)
Allemagne	515	(+ 85)	Danemark	140	(+ 31)
France	395	(— 78)	Belgique	121	(+ 34)
Pays-Bas	376	(+ 55)	*Monde* (1)	6.120	(+ 626)

Source: Lloyd's Register of Shipping.

c) **Transports aériens.**

Trafic de l'aviation civile.
(Millions.)

	VOYAGEURS-KILOMETRES		FRET-TONNES-KILOMETRES	
	1938	1952	1938	1952
Australie	5,8	125 (1951)	»	(5)
Belgique	1,5	28,7	0,07	1,3
Canada	1,5	102	0,18	1,8
France	6,1	122	0,2 (Air France)	5,7
Pays-Bas	5	84	0,25	3,5
Suède	1,15	24	0,065	0,74
Suisse	1,13	18,6	0,022	0,455
Royaume-Uni	7,1	165	1,3	6
U. S. A.	72	2.085	»	54

Source: O. N. U.

(1) U. R. S. S. et Pologne exclues.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) **Indice des prix de gros.**

Indice général (1948 = 100).

	1938	1949	1952
Allemagne occidentale (1)	54	99	121
Belgique	26 (2)	95	114
Canada	53	103	117
France	5	100	145
Espagne	28	107	164
Grèce (3)	0,4	»	121
Italie	2	95	97
Japon	1	163	273
Pays-Bas	36	104	110
Royaume-Uni	46	105	159
Suède	52	101	148
Suisse	46	95	102
U. S. A.	49	95	107

(1) Base: juillet-décembre 1948 = 100. — Prix à la production des produits industriels.
(2) 1936-38
(3) 1950 = 100.

N. B. — Ces indices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) **Indices du coût de la vie.**

Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines (1948 = 100).

	1938	1949	1952
Allemagne occidentale	59	99	102
Autriche (Vienne)	20 (1)	123	203
Belgique (2)	27	97	106
Canada	66	104	121
Espagne	34 (3)	105	125
France (Paris)	6 (4)	100	145
Grèce	0,4	115	146
Italie	2	101	114
Japon	»	»	150
Pays-Bas	46	100	120
Royaume-Uni	»	103	126
Suède	61	102	129
Suisse	61	99	105
U. S. A.	59	99	110

(1) Mars.
(2) Loyer exclus.
(3) Juillet-décembre 1939.
(4) Alimentation seule.

Source: O. N. U.

c) **Indice des matières premières.**

1° U. S. A. — *Indice « Moodys » des prix de gros à New-York.*

Cet indice, publié quotidiennement par Moodys, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des 15 principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100.

	I	II (Moyenne mensuelle.)	III	IV
1950	355	380,3	455,6	481,1
1951	(1) 526,8	504	463,5	460,2
		488,6		
1952	445,5	434	434	410,4
		431		
1953	411	417		

(1) Maximum le 2 février 1951 = 535,2.

2° GRANDE-BRETAGNE. — *Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.*

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de 21 articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin...	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graines de soja..	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

18 septembre 1931 = 100.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950	471,2	487,7	530,5	562,6
1951	609,8	(1) 621,2	597,9	593,6
	605,6			
1952	579,2	544,5	541,3	517,9
	545,7			
1953	511	497		

7° SALAIRES ET REVENUS

Salaires horaires ouvriers dans l'industrie.

(Indices: 1948 = 100.)

	1949	1952		1949	1952
Allemagne occidentale	114	148	Italie	102	119
Autriche	122	207	Pays-Bas	103	121
Belgique	105	127	Suisse	101	107
Canada	108	141	Royaume-Uni	103	127
France	113	184	U. S. A.	104	124

Source: O. N. U.

8° CONSOMMATIONS

a) **Laine.**

(Consommation mondiale.)

Estimations de la consommation mondiale en 1951.

(En millions de lb, laine lavée.)

PRINCIPAUX CONSOMMATEURS	1948	1949	1950	1951 (1)
Australie	77	70	61	56
Belgique	61	59	73	55
Canada	40	34	29	36
Allemagne occidentale	47	91	128	113
Italie	136	119	126	90
Japon	10	16	51	» (2)
Pays-Bas	39	40	37	24
Suède	27	29	30	» (2)
Royaume-Uni	483	492	518	397
U. S. A.	705	511	647	489
Autres pays	659	708	708	» (2)
Total	2.540	2.431	2.652	2.150

(1) Données provisoires.
(2) Pas de données.

Source: Commonwealth Economic Commitee.

N. B. — Pound lb = 453 gr 6.

(1) Maximum le 26 avril 1951 = 629,9

b) **Acier.**

Consommation apparente par habitant (en kilogramme).

	1936-1938 (Moyenne.)	1949	1951
Allemagne occidentale	»	175	219
Autriche	68	104	128
Belgique-Luxembourg	180	206	251
Espagne	»	26	»
France (1)	132	209	186
Italie	53	49	75
Royaume-Uni	227	293	277
Suède	218	293	322
Moyenne pondérée ensemble de l'Europe	»	124	128 (1950)
U. S. A.	318	413	611
Canada	151	296	365
U. R. S. S. (2)	108	120	155

(1) Y compris la Sarre à partir de 1949.
(2) Evaluation.

Source: Commission économique pour l'Europe, O. N. U.

c) **Consommation d'énergie par habitant.**

(Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.)

	1937	1949	1951
Autriche	1,04	1,47	2,16
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,46
France	2,12	2,11	2,34
Allemagne	»	2,35	2,78
Italie	0,66	0,58	0,81
Pays-Bas	1,79	1,83	2,06
Norvège	3,41	3,97	4,59
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,61
Suède	2,5	2,82	3,52
Suisse	1,81	1,99	2,51
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,65
Europe (U. R. S. S. exclue)	1,84	1,99	2,16
Afrique	0,15	0,20	0,22
Canada	4,91	6,4	6,96
U. S. A.	5,89	6,92	8,02
Amérique Sud	0,25	0,33	0,41
Asie	0,18	0,16	0,18

Source: O. N. U.

d) **Volume de la consommation.**

(1949 = 100)

	1952				1951			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Royaume-Uni.								
Denrées alimentaires	99	98	105	108	102	100	101	104
Boissons et tabacs	97	101	109	110	98	102	103	108
Vêtements et chaussures	76	92	88	110	98	99	80	101
Meubles et objets ménagers	94	90	89	109	116	107	91	106
Voyages et divertissements	92	101	119	94	89	100	117	96
Consommation totale	95	98	103	108	100	101	102	103
Pays-Bas.								
Denrées alimentaires	100	103	103	107	103	100	98	104
Boissons et tabacs	86	93	92	107	92	93	87	106
Biens de consommation durables	73	91	87	95	105	84	78	88
Consommation totale	91	99	100	101	101	94	94	98
Danemark.								
Denrées alimentaires et tabac	86	89	88	100	86	90	89	99
Vêtements et chaussures	87	99	92	131	86	97	77	113
Total des ventes au détail	85	91	90	110	86	92	85	104
Norvège.								
Denrées alimentaires, boissons et tabac	97	105	98	112	99	102	99	116
Textiles	90	117	102	121	92	113	84	127
Total des ventes au détail	93	105	102	121	94	105	97	120
Suède (a).								
Denrées alimentaires	90	94	93	99	93	97	97	99
Vêtements	77	99	81	116	89	101	74	106
Total des ventes au détail	85	94	90	107	88	97	89	105
Finlande.								
Ventes au détail des coopératives	100	123	121	132	86	111	110	128
Belgique.								
Denrées alimentaires (coopératives)	132	128	129	141	137	121	117	133
Textiles	78	102	90	105	100	86	77	97
Denrées alimentaires et textiles ensemble	117	121	118	131	126	111	106	123
France.								
Denrées alimentaires	106				107	103	105	108
Textiles et chaussures	104				108	102	78	122
Autres biens de consommation	"				111		118	
Consommation totale	109				105		107	
Suisse.								
Denrées alimentaires, boissons et tabac	101	107	105	118	103	102	102	111
Textiles et chaussures	88	108	95	136	105	103	89	133
Total des ventes au détail	97	104	102	127	106	104	99	126
Allemagne occidentale (b).								
Denrées alimentaires	111		125		110		113	
Boissons et tabacs	133				124		134	
Vêtements	132		177		127		155	
Meubles et objets ménagers	136		181		154		167	
Voyages et divertissements	118				114		117	
	124		141		119		129	
Consommation totale	120	128	131	141	121	117	121	137
Autriche.								
Denrées alimentaires et tabac	97	105	107	128	104	108	107	128
Vêtements	63	88	74	125	88	93	74	129
Total des ventes au détail	81	92	90	126	93	94	92	127

(*a*) Période correspondante de 1949 = 100.
(*b*) Premier semestre de 1950 = 100.
N. B. — Il se peut que, dans certains cas, les indices des ventes au détail ne portent que sur certaines catégories de magasins et ne soient pas représentatifs de l'ensemble des ventes au détail.
Sources: O. N. U.: *Bulletin économique pour l'Europe.*

9° DONNÉES MONÉTAIRES

a) **Diminution du pouvoir d'achat des principales monnaies, de 1939 à 1951, calculée sur la base des prix des biens de consommation ou du coût de la vie.**

PAYS	DIMINUTION en pourcentage en juin 1951.	PAYS	DIMINUTION en pourcentage en juin 1951.
Suisse	39,5	Colombie	71,8
Afrique du Sud	41,6	Argentine	73,4 (fév. 51)
Suède	43,7	Espagne	73,4
Canada	45,4	Belgique	74,8
Etats-Unis	46,1 (1)	Mexique	74,8
Royaume-Uni	48,5	Brésil	76,3
Uruguay	49 (mai 51)	Chili	85,3
Australie	50 (2e trim. 51)	France	94,6
Hollande	61,5	Italie	98,1
Egypte	68,1	Japon	99,3
Inde	68,5	Grèce	(2)
Turquie	71,1 (mai 51)	Chine	(2)

(1) 47 p. 100 en octobre 1951.
(2) Plus de 99,9 p. 100.

Ce tableau est tiré de la « Lettre Mensuelle » de décembre 1951 de la National City Bank of New York et établi d'après les International Financial Statistics publiées par le Fonds monétaire international. Il fait ressortir l'ampleur de la dépréciation des principales monnaies depuis 1939. Cette dépréciation a été calculée à l'aide des indices des prix des biens de consommation ou du coût de la vie.

Une note de la « Lettre Mensuelle » insérée au bas du tableau précise que les pourcentages indiqués ne font pas toujours ressortir dans toute son ampleur la diminution du pouvoir d'achat des monnaies, étant donné que, dans un certain nombre de pays, les indices du coût de la vie subissent l'effet du contrôle des prix et des loyers, des subventions économiques, etc. ». Ce tableau, note la « Lettre Mensuelle » montre que les pertes de pouvoir d'achat depuis 1939 sont extrêmement variables d'un pays à l'autre, mais que les plus faibles vont de 40 à 50 p. 100.

b) **Politique monétaire de l'Europe occidentale.**

Modifications des taux officiels d'escompte depuis 1950.

	PAYS	MODIFICATION en pourcentage.
1950		
Juin	France	2 à 2 1/2
Juillet	Danemark	3 1/2 à 4 1/2
Septembre	Pays-Bas	2 1/2 à 3
Septembre	Belgique	3 1/4 à 3 3/4
Octobre	Allemagne occidentale	4 à 6
Novembre	Finlande	5 3/4 à 7 3/4
Novembre	Danemark	4 1/2 à 3
Décembre	Suède	2 1/2 à 3
1951		
Février	Turquie	4 à 3
Avril	Pays-Bas	4 à 3
Juillet	Belgique	3 3/4 à 3 1/2
Septembre	Belgique	3 1/2 à 3 1/4
Octobre	France	2 1/2 à 3
Novembre	Royaume-Uni	2 à 2 1/2
Novembre	France	3 à 4
Décembre	Autriche	3 1/2 à 5
Décembre	Finlande	7 3/4 à 5 3/4
1952		
Janvier	Pays-Bas	4 à 3 1/2
Mars	Royaume-Uni	2 1/2 à 4
Avril	Islande	6 à 7
Mai	Allemagne occidentale	6 à 5
Juillet	Autriche	5 à 6
Août	Pays-Bas	3 1/2 à 3
Août	Allemagne occidentale	5 à 4 1/2

Intérêts des obligations à long terme du trésor.

	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (juin).
Danemark	4,27	3,55	3,65	4,07	4,44	4,53	5,14	5,32
Italie	4,81	3,81	3,43	4,40	4,52	4,79	5,08	5,25
France	4,04	3,17	3,91	4,62	4,78	5,18	5,51	5,08
Belgique	4,39	4,18	4,45	4,75	4,60	4,42	4,62	4,51
Royaume-Uni	3,38	2,60	2,76	3,24	3,31	3,55	3,79	4,42
Pays-Bas	2,87	2,99	3,06	3,10	3,14	3,14	3,44	3,41
Suède	2,34	3,04	3,02	3,08	3,02	3,11	3,23	3,30
Suisse	3,24	3,10	3,17	3,42	2,94	2,67	2,94	2,90
Norvège	4,33	2,96	2,50	2,49	2,50	2,57	2,74	2,75

Source : *The Economist*, 15 décembre 1952.

c) Evolution de la dette publique de quelques pays (1914-1951).

FRANCE

ANNÉES	DETTE PUBLIQUE					INTÉRÊTS				PRIX (3)
	A long terme.	A court terme.	Extérieure.	Total.	En pourcentage du revenu national (1).	Charges d'intérêts.	En proportion des dépenses de l'Etat (2).	En proportion du revenu national.	Taux moyen.	(1914 = 100).
	En milliards de francs français.					En milliards de francs français.	En pourcentage.			Moyenne annuelle.
1914	32,0	7,0	»	39,0	111	0,9 (4)	19	2,3	»	100
1921	136,1	86,1	75,2	297,4	220	9,1 (4)	36	7,9	»	420
1938	286,9	126,8	6,8	420,5	117	14,4	15	4,0	3,4	650
1947	638,0	1.478,7	381,5	2.499,1	76	48	7	1,5	1,9	6.630
1950	1.016,3	1.829,3	1.287,3	4.132,9	58	95,0	6	1,3	2,3	13.300
1951	1.043,7	1.988,5	1.254,4	4.286,6	47	115,0	6	1,3	2,7	18.860

(1) Revenu national net au coût des facteurs de production. Pour 1914 et 1921, estimations de Colson et Dugé.
(2) Dépenses courantes.
(3) Moyenne des indices des prix de gros et du coût de la vie.
(4) Intérêts et amortissements.

ITALIE

ANNÉE fiscale (1).	DETTE PUBLIQUE (3)					INTÉRÊTS				PRIX (4)
	A long terme.	A court terme.	Extérieure.	Total.	En pourcentage du revenu national (2).	Charges d'intérêts.	En proportion des dépenses de l'Etat	En proportion du revenu national.	Taux moyen.	(1914 = 100).
	En milliards de lires.					En milliards de lires.	En pourcentage.			Moyenne annuelle.
1914	14,8	0,9	»	15,7	80	0,5	16	2,6	3,2	100
1921	55,0	31,5	»	86,5	91	3,1	18	3,3	3,6	491
1938	102,1	31,5	»	133,6	114	6,2	15	5,3	4,6	470
1947	481,8	839,7	»	1.321,5	27	39,4	5	0,8	3,0	23.000
1950	639,5	1.954,6	»	2.594,1	41	93,4	6	1,5	3,6	22.830
1951	743,5	2.108,0	»	2.851,5	40	102,0	6	1,4	3,6	25.670
1952	896,7	2.179,9	»	3.076,6	40	112,0	6	1,4	3,6	25.830 (5)

(1) Au 30 juin.
(2) Revenu national net au coût des facteurs de production. Pour 1914 et 1921, estimations de Gini.
(3) Dépenses publiques effectives (sans les dépenses de capitaux).
(4) Moyenne des indices des prix de gros et du coût de la vie.
(5) Premier semestre de 1952.

GRANDE-BRETAGNE

ANNÉE fiscale (1).	DETTE PUBLIQUE					INTÉRÊTS				PRIX (4)
	A long terme.	A court terme.	Extérieure.	Total.	En pourcentage du revenu national (2).	Charges d'intérêts.	En proportion des dépenses de l'Etat (3).	En proportion du revenu national.	Taux moyen.	(1914 = 100).
	En millions de livres sterling.					En millions de livres sterling.	En pourcentage.			Moyenne annuelle.
1914	693	13	»	706	82	20	10	2,3	2,8	100
1921	5.219	1.275	1.129	7.623	144	332	31	6,3	4,4	278
1938	6.276	842	1.032	8.149	177	216	19	4,7	2,7	142
1947	18.048	6.955	767	25.770	306	502	10	6,0	1,9	206
1950	18.081	5.715	2.190	25.986	243	498	15	4,8	1,9	261
1951	17.990	5.740	2.194	25.924	231	515	16	4,7	2,0	303
1952	19.017	4.611	2.166	25.824	221	561	14	4,9	2,2	306 (5)

(1) Au 31 mars.
(2) La dette extérieure datant de la première guerre mondiale et se montant à £ 1.033 millions ne figure plus dans les comptes depuis 1946.
(3) Revenu national net au coût des facteurs de production.
(4) Moyenne des indices des prix de gros et du coût de la vie.
(5) Premier trimestre de 1952.

Source: Société de banque suisse (décembre 1952).

10° REVENU NATIONAL

a) Estimations du revenu national.

Les chiffres donnés ci-après sont relatifs au revenu national au coût des facteurs, sauf indication contraire, c'est-à-dire au total de tous les revenus gagnés dans la production de biens et de services au cours d'une année, y compris le revenu net reçu de l'étranger. Il se définit comme la somme de tous les salaires et traitements (revenus en nature et sécurité sociale inclus) des loyers des dividendes et intérêts, du revenu des entrepreneurs et des bénéfices non distribués des sociétés, avant payement des impôts.

N. B. — L'évolution à prix constants est retracée aux paragraphes *b* et *c*.

	1938	1950	1952	
	Estimations en monnaies nationales courantes. (Milliards.)		Monnaies nationales. (Milliards.)	Dollars U. S. (Milliards.)
Allemagne occidentale (Deutschmark)	(1) 37,7	71,7	98,4	23,43
Australie (2) (3) (livre australienne	0,78	3,1	3,24 (1951)	7,26
Belgique (franc belge)	65,2	265	305	6,1
Canada (dollar canadien)	4,01	14,5	18,3	18,7
Danemark (couronne)	6,4	19,1	20,7 (1951)	13
France	360	7,117	10,190	29,1
Italie (lire)	131	6,619	8,112	12,98
Japon (yen)	19	3,230	4,849 (1951)	13,5
Norvège (couronne)	4,6	12,9	16,6	2,3
Nouvelle-Zélande (livre néo-zélandaise (4)	0,194	0,6	0,615 (1951)	1,72
Pays-Bas (florin)	4,9	15,6	17,7	4,66
Royaume-Uni (livre) (5)	4,8	10,66	13,6	38
Suède (couronne)	(6) 12,06	19,8	36,6 (1951)	7,1
Suisse (franc)	8,7	18,1	20,1	4,74
Turquie (livre turque)	1,61	8,23	10,5	3,74
U. S. A. (dollar)	67,4	239	290	

(1) 1936 (Reichmark).
(2) Revenu net reçu de l'étranger exclu.
(3) Année commençant le 1er juillet.
(4) Année commençant le 1er avril.
(5) Produit national brut au coût des facteurs.
(6) Année commençant le 1er juillet 1938.

Source: O. N. U.

b) Indices du revenu national à prix constants.

N. B. — Les comparaisons de pays à pays doivent être très prudentes, en raison de la variation des méthodes employées pour mesurer le revenu national à prix constant.

(1938 = 100.)

	1949	1950	1951
Canada	185	194	205
Danemark	121	130	»
France	106	»	»
Grèce	80	»	»
Pays-Bas	123	128	127
Pologne	125	151	169
Portugal	91	»	»
Royaume-Uni (1946 = 100)	110	113	»
Suède (1947 = 100)	109	115	»
Suisse	121	128	»
Tchécoslovaquie	119	121	138
Turquie	101	127	140
U. R. S. S.	171	184	198
U. S. A.	166	200	224

c) Indices du revenu par habitant à prix constants.

	1949	1950	1951
Canada	154	158	163
Danemark	108	115	»
France	105	105	110
Grèce	72	»	»
Pays-Bas	107	110	107
Pologne	179	211	228
Portugal	81	80	»
Royaume-Uni	108	110	»
Suède	107	112	113
Suisse	110	114	»
Tchécoslovaquie	139	148	168
Turquie	84	103	112
U. R. S. S.	»	»	»
U. S. A.	149	157	166

Source: O. N. U.

Ces indices, toutes réserves faites sur leur valeur approximative, révèlent cependant une progression générale du revenu national dans la plupart des pays considérés.

Mais le taux d'accroissement a varié considérablement selon les pays et les régions.

Aux U. S. A. et au Canada, le revenu national a doublé de 1938 à 1951. Mais, en Europe occidentale, les augmentations sont les suivantes:

France: plus 6 p. 100;
Royaume-Uni: plus 20 à 25 p. 100;
Pays-Bas: plus 27 p. 100;
Suisse: plus 28 p. 100;
Danemark: plus 30 p. 100;
Turquie: plus 40 p. 100.

Ces progrès ont été acquis depuis la guerre seulement en Europe. Au Portugal et en Grèce, par contre, le revenu réel est encore, en 1949, au-dessous de son niveau d'avant guerre.

Les données des pays de l'Europe occidentale et de l'U. R. S. S. ne sont pas comparables à celles des autres pays, leurs chiffres se rapportant au produit matériel, excluant ainsi, en général, les services.

Par habitant, le niveau réel a augmenté des deux tiers aux U.S.A. et au Canada, de 1938 à 1951 (augmentation de la population), alors que le revenu réel total a doublé. Les résultats sont différents en Pologne et en Tchécoslovaquie, où l'augmentation de la production industrielle s'ajoute à une réduction de la population.

Les disparités, entre le revenu réel par habitant dans les diverses parties du monde se sont plutôt accentuées qu'atténuées de 1938 à 1951.

1. Pour la moitié, environ, de la population mondiale, le revenu annuel moyen par personne s'élève à moins de 100 dollards U. S. A. (soit 35.000 F l'an au cours officiel du francs). Ce revenu très faible concerne une petite partie de l'Amérique latine, une bonne part de l'Afrique, et surtout la grande majorité des pays asiatiques.

2. Par contre, la population des pays ayant un revenu moyen par habitant de plus de 600 dollars-an (210.000 F), ne représente qu'un dixième de la population du globe (U. S. A., Canada, Angleterre, Pays scandinaves, Suisse, Australie, Nouvelle-Zélande).

3. Pour les autres pays, on note les revenus moyens annuels par habitants ci-après:

De 100 à 150 dollars (35 à 52.500 F).

Amérique. — Mexique, Brésil, Colombie.
Afrique. — Egypte, Madagascar.
Asie. — Japon.
Europe. — Yougoslavie, Grèce, Turquie.

De 150 à 300 dollars (52.500 à 105.000 F).

Amérique. — Chili.
Afrique. — Union Sud-africaine.
Europe. — Italie, Espagne, Autriche, Hongrie.

De 300 à 450 dollars (105 à 158.000 F).

Amérique. — République argentine, Uruguay.
Asie. — U. R. S. S.
Europe. — U. R. S. S., Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Irlande.

De 450 à 600 dollars (158 à 210.000 F).

Amérique. — Vénézuela.
Europe. — France, Belgique, Hollande.

4. En résumé, ne figurent au niveau supérieur de l'échelle des revenus, au delà de 500 dollars environ, que les U. S. A., le Canada, l'Europe occidentale (sauf Espagne-Italie) et l'Océanie.

Avec moins de 10 p. 100 de la population du monde, les U. S. A. et le Canada ont un revenu national représentant environ 43 p. 100 du revenu national du monde en 1950.

L'Europe, avec 25 p. 100 de la population mondiale, a produit 40 p. 100 du revenu total.

Enfin, la part de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, avec 65 p. 100 de la population du monde, est seulement de 17 p. 100.

Source: O. N. U.

d) **Répartition fonctionnelle du revenu national.**

	TRAITEMENTS et salaires.		REVENUS des entreprises non constituées en société.		BÉNÉFICES des sociétés.		BÉNÉFICES des entreprises de l'État.		INTÉRÊTS et loyers.	
	1938.	1951.	1938.	1951.	1938.	1951.	1938.	1951.	1938.	1951.
	P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.	
Australie	57	57,8	16,3	24,7	10,8	13,1	4,1	0,2	11,8	4,2
					1938		1951			
Belgique	57	56,4	22,6	32,3	9,5		5,2		10,9 (1)	6,1
Canada	62,3	57,1	20,2	21,7	8	14,4	0,2	1,4	9,3	5,4
Japon	40	44,2	33,1	41,5	9,5	12	2,6	0,2	14,8	2,1
			1938		1951					
Norvège	49,7	51,2	44,3		48,4		0,8	»	6,8	1,2
Nouvelle-Zélande	57,7	54,3	19,1	27	10,3	12	4,6	2,8	8,3	3,9
Royaume-Uni	63,1	66,2	12,4	11,1	11,4	16	0,8	1,7	12,3	5
Suisse	48,4	60	21,5	20,5	7,8	7,5 (2)	3,1	2,4 (2)	19,2	9,7 (2)
U. S. A.	66,3	64,4	16	15,1	6,4	15	»	»	11,3	5,5
	1951		1951							
France (3)	49,5 p. 100		50,5 p. 100.							

(1) Loyers.
(2) 1950.
(3) Source: I. N. S. E. E. Bilan de l'économie française en 1951 (pourcentage du produit brut au coût des facteurs). — O. N. U.

N. B. — Définitions: revenu national = revenu au coût des facteurs (les genres de revenus ne sont pas toujours comparables malgré l'uniformité des en-têtes. — Traitements et salaires = rémunérations en espèces + suppléments et prestations en nature. — Entreprises non constituées en sociétés = fermes, services professionnels. — Bénéfices des sociétés = avant déduction des impôts et payements des dividendes. — Intérêts et loyers = intérêts et loyers versés aux personnes physiques.

e) **Evolution pour quelques pays.**

1. *Accroissement du produit national brut au total et par habitant*

(En pourcentage du produit national brut de la première année de comparaison.)

	PRODUIT NATIONAL brut total.		PRODUIT NATIONAL brut par habitant.	
	1938-1948.	1948-1er sem. 1952	1938-1948.	1948-1er sem. 1952
Autriche	— 15	44	— 17	45
U. E. B. L.	»	15	»	13
Danemark	15	17	3	13
France	— 1	25	— 1	21
Allemagne (R. F.)	(— 30)	57	(— 41)	49
Grèce	»	39	»	32
Islande	»	— 3	»	— 10
Irlande	12	8	10	10
Italie	— 2	23	— 8	20
Pays-Bas	15	17	2	10

	PRODUIT NATIONAL brut total.		PRODUIT NATIONAL brut par habitant.	
	1938-1948.	1948-1er sem. 1952	1938-1948.	1948-1er sem. 1952
Norvège	23	17	13	13
Portugal	»	17	»	12
Suède	»	16	»	13
Suisse	(17)	(1) (9)	(7)	(1) (4)
Turquie	3	20	— 10	10
Royaume-Uni	18	(1) 6	11	(1) 5
Ensemble des pays membres	4	22	— 4	17
Canada	82	15	58	6
Etats-Unis	71	20	51	12

(1) 1951.

Source: O. E. C. E. (4e rapport).

2. *Répartition proportionnelle de l'utilisation des ressources totales des pays membres en 1951.*

	CONSOMMATION privée.	CONSOMMATION publique, défense comprise.	FORMATION intérieure brute de capital, variations de stocks comprises.
Autriche (1)	64	13	22
U. E. B. L. (1)	72	12	16
Danemark	70	11	20
France	65	13	22
Allemagne	60	14	26
Grèce	69	15	16
Islande (1)	66	8	26
Irlande	74	11	15
Italie	69	11	20
Pays-Bas	60	14	24
Norvège	61	11	29
Portugal (1)	78	10	13
Suède	64	13	23
Royaume-Uni	68	17	15
Pays membres associés	66	14	20
Canada	60	14	26
Etats-Unis	63	17	20

(1) Pour l'Autriche, la Belgique, l'Islande et le Portugal, les variations de stocks sont comprises dans la consommation privée.

Source: O. E. C. E. (1e rapport annuel).

11° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays en 1952.

Rapport: construction (logements construits pour 10.000 habitants).

Population.

Norvège	96	p. 10.000	Suisse	57	p. 10.000
Australie	96	—	Pays-Bas	53	—
Allemagne occidentale	91	—	Canada	50	—
Etats-Unis	72	—	Royaume-Uni	47	—
Suède	66	—	France	20	—

Source: I. N. S. E. E.

b) Dépenses affectées au loyer en pourcentage du total des dépenses familiales.

PAYS	AVANT GUERRE		1947	1950
	Année.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Allemagne occidentale.	1936	13,1 (*a*)	»	9,2 (*b*)
Autriche	1934	7,7	»	3,6 (*b*)
Belgique	1938	11	5,6	7,0
Danemark	1931	15,1	8,8 (*c*)	»
France	1928	8,1	1,3 (*c*)	3,0
Irlande	1938	8,3	4,8	4,6 (*b*)
Italie	1938	10	0,5	1,5 — 1,5
Norvège	1927/28	12,7	7,2	»
Pays-Bas	1938	11,5	6,7	5,5
Royaume-Uni	1938	11,3 (*d*)	7,6	7,0
Suède	1938/39	11,2 (*d*)	8,4	8,1
Suisse	1936	18,8	»	13,2 (*b*)
Tchécoslovaquie	1937	8,4	3,3	»

(*a*) Pour l'ensemble de l'Allemagne.
(*b*) 1949.
(*c*) 1948.
(*d*) Pour la Suède, le pourcentage établi d'après le budget familial des travailleurs manuels était de 14,7 en 1953; pour le Royaume-Uni, il était de 12,6 en 1937-38.

Sources: statistiques du bureau international du travail et statistiques du revenu national.

N. *B.* — Pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Norvège et la Suisse, les pourcentages sont tirés de monographies budgétaires familiales et se rapportent aux familles des travailleurs manuels. Pour la Belgique, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Tchécoslovaquie, les pourcentages ont été tirés de statistiques du revenu national; ils se rapportent à l'ensemble de la population et peuvent englober d'autres dépenses de logement telles que contributions foncières et dépenses de consommation d'eau.

c) Constructions neuves et revenu national.

Sommes consacrées à la construction neuve, en pourcentage du revenu national net au coût des facteurs.

PAYS	1947	1948	1949	1950
Allemagne occidentale.	»	»	3,4	5,0
Belgique	2,9	2,9	3,7	4,1
Danemark	2,7	3,0	3,0	3,1
France (*a*)	0,9	1,2	1,9	2,4
Italie	1,9	2,2	2,8	3,1
Norvège	5,0	4,7	5,2	5,0
Pays-Bas	1,8	3,5	3,8	3,7
Royaume-Uni	3,5	3,5	3,0	2,9
Suède	7,9	4,8	4,9	5,3
Suisse	4,9	4,9	4,5	4,3

(*a*) Logements provisoires non compris.

Source: O. N. U.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels. 31, quai Voltaire.

1953
al
1950
p. 100.
9,2 (b)
3,6 (b)
7,0
»
3,0
4,6 (b)
,5 — 1,5
»
5,5
7,0
8,1
13,2 (b)
»

et fami-
oyaume-

et statis-

Norvège
budgé-
vailleurs
Pays-Bas,
centages
pportent
dépen-
nses de

entage

1950
5,0
4,1
3,1
2,4
3,1
5,0
3,7
2,9
5,3
4,3